TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9523 — 30 PAGES — JEUDI 4 SEPTEMBRE 1975

L'O.L.P. s'oppose vivement à l'accord intérimaire entre l'Égypte et Israël

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 8 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DU JOUR

LA VIE D'UNE FEMME

Même si la pratique barbare des prises d'otages connaît depuis quelques années tant d'extension que l'opinion s'y est tristement habituée, le sort de Mme Claustre, menacée d'être exécutée le 23 septembre par les rebelles du Tibesti, suscite une émotion justifiée. Depuis le 21 avril 1974, avec d'éprouvantes alternances d'espoir et d'angoisse, une jeune femme est l'enjeu d'une querelle politique. Dans l'une des régions les plus déshéritées de la planète, elle partage, harassée, la vie d'une poignée de guérilleros errants, et le mirage d'une libération sans cesse renvoyée au mois suivant ne fait qu'accroître sa détresse.

Un Etat peut-il, pour le salut d'un seul, compromettre ses intérêts et infléchir sa politique ? Plutôt que de poser cette question éternelle et vaine ou de refaire le procès des « monstres froids », on se demandera si, en l'espèce, tous les efforts ont été faits, toutes les chances saisies par la France pour sauver la vie de Mme Claustre. A propos du rapt de M. Gueury, ambassadeur de France en Somalie — pour lequel une rançon fut payée et deux prisonniers politiques libérés, — on a vu, au demeurant, que le souci humanitaire pouvait passer avant la raison d'Etat.

Même en acceptant d'aller très loin dans cette voie, Paris se trouve dans une situation particulièrement difficile. Ne voulant pas, en son temps, indisposer M. Tombalbaye, la France — d'ailleurs bien mal payée de ses égards envers un dictateur — avait hésité à traiter directement avec les rebelles. Mieux inspirée, mais ayant aussi moins d'intérêts sur place, la République fédérale avait obtenu alors, contre une imposante liasse de deutschemarks, la libération d'un de ses ressortissants. Une rupture diplomatique avec le Tchad avait « sanctionné cette ingérence ». Engagé militairement aux côtés de M. Tombalbaye, Paris ne voulait ni ne pouvait prendre ce risque. De toute évidence, la vie d'une femme ne suffisait pas à remettre en cause la politique de soutien militaire à un régime discrédité qui, en toute hypothèse, n'est guère apparue en fin de compte comme un succès.

On accordera volontiers au ministre de la coopération ce qu'il assurait en mai dernier : « La France n'est pas responsable de ce qui est arrivé à des compatriotes qui sont allés au Tibesti de leur plein gré et non en mission. » Mais ce n'est pourtant pas l'argument que le président Giscard d'Estaing, en acceptant de recevoir la mère de Mme Claustre, se prépare à lui opposer. De même, la distinction entre otage « officiel », et donc privilégié, et otage en quelque sorte « privé » n'est pas absolument convaincante.

En fait, dans une partie extraordinairement difficile, Paris ne manquait pas d'atouts. Ont-ils été tous abattus ? On se le demanderait avec amertume si la menace des rebelles était exécutée. La France, prise entre le souci de sauver Mme Claustre et le respect de la souveraineté tchadienne, a, en effet, louvoyé, donnant aux insurgés des satisfactions partielles et semblant espérer — sans l'ombre d'une vraisemblance — que le gouvernement de M. N'Djamena pourrait les ramener à la raison. Il est vrai que l'intransigeance d'Hissené Habré — dénoncé par M. Abba Siddick, secrétaire général du Front de libération national du Tchad (FROLINAT), comme une « créature des services secrets » ne facilitait guère un règlement discret du problème.

La fourniture d'armes, à la suite d'un chantage, à un groupe en dissidence, serait, de toute évidence, pour quelque Etat que ce soit, un redoutable précédent. Mais les rebelles croient-ils vraiment faire accepter une telle exigence ? S'ils ont quelque sens politique, ils comprendront qu'on ne fusille pas une femme sans ajouter au crime une faute, sans salir la cause qu'on sert et sans renier les valeurs mêmes au nom desquelles on a choisit le dur chemin de la lutte armée.

Les efforts se multiplient en Occident pour ranimer l'économie :

• FRANCE : aides diverses de l'État aux entreprises qui investiront
• ALLEMAGNE : restrictions budgétaires pour accompagner la reprise
• JAPON : le gouvernement contraint à la relance par de grosses faillites

Les indices de mauvaise santé de l'économie occidentale continuent de se multiplier. La production industrielle a baissé en Allemagne, alors que Bonn pensait pouvoir tabler sur une reprise assurée. D'énormes faillites au Japon contraignent le gouvernement de Tokyo à changer de politique et à se lancer dans la relance, alors qu'il appliquait un plan de lutte contre l'inflation.

● A PARIS, *M. Giscard d'Estaing présente jeudi soir à la télévision les mesures de « soutien » que doit adopter le matin même le conseil des ministres. Les députés de la commission des finances auront été préalablement avertis de ce dispositif par MM. Chirac et Fourcade. Il se confirme que l'ensemble du plan portera sur quelque 25 milliards. Une petite partie sera consacrée à la consommation : prime aux personnes âgées, allocation scolaire aux familles, assouplissement du crédit à la consommation. L'essentiel portera sur la stimulation des investissements publics et privés ; l'objectif de l'Etat est, en multipliant les aides aux firmes privées, d'amener celles-ci à augmenter de 20 à 25 milliards (environ 10 %) leurs investissements. Certains secteurs seront particulièrement concernés, et des plans plus détaillés intéresseront quelques branches : machine-outil, péri-informatique, imprimerie... Enfin, des équipements supplémentaires seront mis en chantier, dans le cadre notamment de plans régionaux.*

● A BONN, *le chancelier Schmidt, surpris par la baisse de 3 % de la production industrielle en juillet (9,5 % en sept mois), accompagnera toutefois son plan de relance des investissements (6 milliards de DM, soit 10 milliards de francs) d'un programme d'économies budgétaires draconiennes, qui s'appliquera à partir de l'an prochain et jusqu'en 1980.*

● A WASHINGTON, *M. Simon, secrétaire au Trésor, a déclaré devant l'assemblée du Fonds monétaire qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis de s'engager dans la voie d'une relance supplémentaire. Les signes de reprise se multiplient en effet (reprise des commandes à l'industrie et diminution des stocks) tandis que la crainte de l'inflation est d'autant plus grande que le déficit budgétaire reste énorme (5 % du produit national).*

● A TOKYO, *le gouvernement japonais vient de décider brusquement de changer de politique économique à la suite de la faillite d'un des principaux groupes textiles (mille sociétés sont touchées) et des menaces de banqueroute qui pèsent sur l'une des plus importantes compagnies maritimes. La relance va faire suite à la lutte contre l'inflation : la politique monétaire sera assouplie et le déficit budgétaire (44 milliards de francs déjà) pourrait être augmenté de moitié.*

A Tokyo « M. Austérité » change de cap

De notre correspondant

Tokyo. — La lutte contre la récession est devenue brusquement la préoccupation dominante du gouvernement japonais. C'est M. Austérité lui-même — le vice-premier ministre Takeo Fukuda, ainsi surnommé pour sa ténacité à mener une politique anti-inflationniste — qui vient de l'annoncer.

En l'absence du principal responsable de la politique économique japonaise, un fait de taille s'était produit : la faillite de Kohjin (voir *le Monde* du 27 août), une des principales firmes textiles japonaises. La déconfiture de Kohjin est la pire au Japon depuis la fin de la guerre : 150 milliards de yens, soit 3,2 milliards de francs, de dettes. Certains disent même 200 milliards de yens. Un millier de sociétés plus petites ont été plus ou moins touchées par cette faillite.

Prévision rapidement confirmée : c'est maintenant la compagnie maritime Terukuni Kaiun Kaisha, neuvième de cette branche, qui est menacée de banqueroute. Son passif serait de 143 millions de dollars. De même le groupe Toho Sangyo Ltd (carbone) est-il en difficultés...

(Intérim.)

(Lire la suite page 27.)

LE SICOB

Vingt questions à nos lecteurs

(Lire pages 9 à 11.)

CHOMEURS DE TOUS LES PAYS...

I. — Le mirage du plein emploi

par PIERRE DROUIN

L'emphase avec laquelle le gouvernement s'apprête à présenter les mesures destinées à revigorer l'économie française a deux aspects politiques. L'un plutôt mesquin : le pouvoir veut drainer toute l'attention du public et couper l'herbe sous le pied aux syndicats qui n'ont pas tardé à organiser la riposte. L'autre, de bon aloi : il faut frapper l'opinion si l'on veut que les comportements nouveaux des consommateurs se fassent jour. Sans déblocage psychologique, pas d'entraînement de l'économie. Or qui ne voudrait qu'elle sorte au plus vite de la dangereuse atonie que nous lui connaissons ? Non pour guigner le « ruban bleu » du taux de croissance, mais tout simplement parce qu'il est grand temps de provoquer le reflux de la marée des chômeurs. Quand et jusqu'où y parviendra-t-on ?

Au début de cette nouvelle phase de la politique économique française, il faut dissiper l'illusion d'un retour rapide à ce qu'il était convenu d'appeler le « plein emploi », c'est-à-dire un état d'occupation de la main-d'œuvre où les seuls chômeurs sont ceux qui passent sur le marché du travail un court espace de temps entre deux emplois, les instables et plus généralement les inadaptés sociaux. Beveridge, le père de la politique de *full employment*, estimait que l'on ne pouvait pas faire tomber en dessous de 2 % de la population active le chiffre des sans-travail. Il est à craindre que le seuil minimum se situe durablement, au cours des années à venir, non plus au niveau de ces 2 % (soit quatre cent mille chômeurs en ce qui concerne notre pays), mais plutôt du côté des 4 %. Comment expliquer ce phénomène de « glissement des seuils » (qui n'est pas propre à l'emploi au reste et que l'on constate très clairement aussi du côté de l'inflation) ?

Deux mouvements de longue durée jouent aujourd'hui dans le même sens :

1) La pente de la croissance, même si elle est « ranimée » de temps en temps, comme aujourd'hui, ne sera pas aussi forte que dans le dernier quart de siècle qui nous a précédés pour de nombreuses raisons : fin de la période de reconstruction et de restructuration de l'appareil industriel, transfert de richesses des pays industriels vers les pays en voie de développement producteurs d'énergie ; virulence des forces inflationnistes qui obligent à tempérer l'expansion ;

2) Le chômage « structurel » a tendance à se gonfler et c'est à cet aspect moins connu, en tout cas plus complexe de l'évolution des sociétés industrielles qu'il faut surtout réfléchir, car les remèdes ne s'inscrivent pas dans des lignes connues, comme lorsqu'il s'agit de thérapeutique conjoncturelle.

(Lire la suite page 27.)

L'enjeu

par YVES GUÉNA (*)

Dans quelques jours l'U.D.R. publiera un ouvrage où sont retracés les débats et conclusions de ses assises nationales de Nice. Il a pour titre *l'Enjeu*. Nous y rappelons notre attachement à la politique d'indépendance nationale sans laquelle il n'y aurait pas de dignité pour la France. Nous cherchons à préciser nos objectifs dans la politique de progrès économique et social telle qu'elle doit se poursuivre dans les circonstances présentes, car sans elle il n'y aurait pas de dignité pour les Français.

Mais pourquoi ce titre, *l'Enjeu* ? Parce que, aujourd'hui, dominant les orientations et les projets, une grande querelle s'est ouverte qui débouchera peut-être sur un grand affrontement dont la liberté est l'enjeu.

La liberté est ébranlée par le bouleversement des idées qui agite les hommes de notre temps. Certes, l'évolution des mœurs, qui ne laisse de surprendre, se fait en son nom; de plus les changements que nous constatons ne sont point mode passagère, mais répondent à des données nouvelles. Des femmes disposant de leur indépendance financière, maîtresses de donner ou de ne pas donner la vie, ne se comporteront plus jamais comme leurs mères. Des enfants, auxquels la télévision ouvre une large fenêtre sur le monde, n'auront plus la docilité des écoliers de naguère dont les seules connaissances procédaient de la parole du maître et de la modeste tradition orale de la famille. On ne reviendra pas du savoir à l'ignorance. Entraver cette évolution ne mènerait à rien ; il faut l'accompagner résolument.

Toutefois, derrière l'évolution des mœurs enfle une autre vague, et voilà l'important, qui bouscule les institutions. Jadis on s'inclinait devant l'autorité qui gouvernait la cité comme on avait obéi au père de famille. Aujourd'hui, les contraintes sociales semblent devenir aussi insupportables que les contraintes familiales. Les ferments d'anarchie qui apparaissent en sont le signe.

Comme l'anarchie n'est pas un état naturel des sociétés humaines, des mouvements politiques tentent de récupérer ce désordre. Les communistes y sont passés maîtres, proposant un autre système qui dévoie la démocratie en supprimant les vraies règles du jeu, respect de l'opposition et libre choix de l'électeur ; le suffrage universel n'est pour eux qu'un manteau de mascarade qu'on jette sur les haillons de la tyrannie. D'un autre côté, et par réaction, renaît une rumeur éteinte depuis des dizaines d'années, et qui fait tout crûment fi de la démocratie. En vérité, combien compte-t-on aujourd'hui dans le monde de nations aux institutions vraiment libres ? A peine vingt.

(Lire la suite page 27.)

(*) Délégué général de l'U.D.R.

LA CRISE PORTUGAISE

La majorité des chefs du M.F.A. sont hostiles au général Gonçalves

La lutte pour le pouvoir se poursuit au Portugal, où le président Costa Gomes a reçu ce mercredi 3 septembre les principaux dirigeants politiques. La nomination du général Vasco Gonçalves comme chef d'état-major des forces armées est maintenant contestée par la plupart des dirigeants du M.F.A. L'ex-premier ministre aurait été mis en échec au cours de l'assemblée générale de l'armée de terre mardi à Tancos, qui aurait décidé de ne pas participer à l'assemblée du M.F.A., qui doit se réunir vendredi, et sa prise de fonctions retardée.

Le gouvernement de Lisbonne a d'autre part décidé mercredi d'adopter des « mesures d'urgence » en Angola.

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — L'armée discute, les journaux spéculent, le peuple attend. Phase cruciale ? On l'a trop souvent dit depuis deux mois pour y croire vraiment. Mais les décisions essentielles restent suspendues au « verdict » qui devrait tomber vendredi soir 5 septembre, à l'issue de l'assemblée générale du M.F.A. L'enjeu de la bataille est plus net que jamais : contrôler l'armée pour diriger la révolution. Faut-il décider un recul présenté comme une « pause », ou avancer sur un chemin semé d'obstacles chaque jour plus périlleux ?

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

AVEUGLANT BURGOS

Deux jeunes Basques ont été condamnés à mort à Burgos. L'un, Garmendia, était un militant, jusqu'à ce qu'une balle réduise son cerveau à l'entendement d'un enfant de cinq ans. L'autre, Otaegui, est bien basque, mais n'a jamais fait partie de l'ETA.

C'est donc au moyen d'un procès apparemment frelaté qu'on remet le sort de deux victimes dérisoires dans les mains d'un vieillard qui sévit depuis trente-six ans contre la liberté.

Il est de bon ton de s'inquiéter pour la liberté au Portugal. Et c'est sans doute parce que l'absence de liberté en Espagne crève les yeux qu'aucun regard officiel, en France, ne voit un garrot dans les doigts noueux du général Franco.

BERNARD CHAPUIS.

UNE ENQUÊTE SUR LES CINÉMATHÈQUES

Les musées du film

Archives du film, cinémathèques, musées du cinéma, cette variété d'appellations suggère déjà l'ambiguïté de la tâche à accomplir par tous ceux, individus ou institutions, qui se proposent de conserver, de répertorier, de diffuser la mémoire du cinéma.

Avant la seconde guerre mondiale, l'Union soviétique puis l'Allemagne nationale-socialiste appuient déjà de toute l'autorité d'Etats fortement centralisés la création puis le développement d'archives du film. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, Iris Barry, Ernest Lindgren, Henri Langlois, avec des moyens infiniment plus modestes, sinon inexistants dans le cas de Langlois et de ses amis de la jeune Cinémathèque française, commencent à jeter les bases de ces organismes, souvent nés de l'initiative privée, qui surgiront un peu partout dans le monde après 1945.

Dans une résolution votée à l'unanimité l'an dernier à sa dernière conférence générale, l'UNESCO a recommandé à tous ses membres de préserver la production cinématographique courante. La FEPACI (Fédération panafricaine des cinéastes) inclut dans ses projets et motions à l'adresse des Etats membres la conservation et la diffusion des films déjà nés ou à naître sur le continent africain. Ici le passé devient étroitement solidaire du présent, du mouvement d'une histoire en train de s'écrire au jour le jour et à laquelle contribueront très activement, dans un avenir plus ou moins proche, les divers « media », cinéma, télévision, câble, video.

Aujourd'hui, Jacques Ledoux, conservateur de la Cinémathèque de Belgique, évoque page 15 les problèmes précis auxquels est confronté quotidiennement le responsable de la cinémathèque d'un petit pays placé au carrefour culturel de l'Europe occidentale.

L. M.

AMÉRIQUES

LA RÉVOLUTION PÉRUVIENNE A L'ÉPREUVE

IV. — QUATRE PAYS ET QUELQUES PROBLÈMES

Après avoir examiné les causes probables du coup d'Etat, qui a porté le 29 août le général Morales Bermudez à la tête de l'Etat, et présenté un bilan des sept années du gouvernement de l'ex-président Velasco Alvarado (« le Monde » des 31 août-1er septembre), notre envoyé spécial examine, dans un dernier article, les forces et les faiblesses de l'économie du Pérou.

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Lima. — « *Lima, c'est le Pérou.* » Cette formule frappée en maxime, dont se gargarisaient naguère les habitants de l'ancienne capitale de Francisco Pizarro, ne signifie pas, tant s'en faut, que cette ville est le lieu de toutes les splendeurs. Le visiteur venu débusquer des vestiges incaïques ou humer les effluves de l'âge colonial fera mieux de s'envoler aussitôt pour Cuzco. Lima est une ville sans réel cachet historique, sur laquelle, neuf mois par an, pèse un ciel gris et bas, une ville qui, sous l'effet de la pression démographique, se dégrade : des marchands de sommeil à la mode créole entassent dans les vieilles maisons du centre historique des Indiens fraîchement débarqués de la sierra, les transformant une à une en taudis ; et les *barriadas* — nom donné ici aux bidonvilles — rongent peu à peu les rares terrains demeurés libres entre la mer et les premiers contreforts des Andes. Les Liméniens aisés, eux, sont depuis longtemps allés vivre ailleurs : vers Miraflores et San-Isidro, dans des villas dont les façades blanches disparaissent derrière les ibiscus et les bougainvillées.

« *Lima, c'est le Pérou ?* », plutôt une conviction enracinée dans l'esprit des Liméniens. Au-delà des limites de leur ville, cesse le Pérou utile. Et, en un sens, cela demeure un peu vrai. Avec, aujourd'hui, trois millions et demi d'habitants, l'agglomération Lima-Callao regroupe le quart de la population du pays. L'agglomération liménienne, c'est aussi près des deux tiers des établissements industriels du pays, la moitié des emplois dans les services, le commerce et la fonction publique, 70 % des dépôts et prêts effectués sur le territoire de la République (1). Quant à Callao, le port de la capitale, il voit passer le quart des exportations et les trois quarts des importations du pays.

Depuis quelques années pourtant, Lima ne résume plus le Pérou. En promulguant, le 24 juin 1969, une réforme agraire sérieuse, les militaires ont rappelé que, loin d'être un boulet pour le pays, les Indiens en sont des citoyens à part entière. Le Pérou, qui se croyait composé d'hidalgos riches et cultivés, cosmopolites, s'est, soudain, découvert peuplé de paysans accrochés, sur leur balcon montagneux, à quelques pauvres arpents de terre. D'autre part, un effort de décentralisation industrielle a été entrepris. Arequipa, grande ville blanche posée sur un haut plateau, au pied du volcan Misti, qui culmine à 5 800 mètres, a des industries textiles, alimentaires et sidérurgiques. Trujillo, la grande ville du Nord, possède une usine d'assemblage de tracteurs et une entreprise de motocyclettes. A Chimbote, à 400 kilomètres au nord de Lima, la plus grande aciérie du pays est en cours d'extension. Une raffinerie de cuivre opère à Ilo, dans l'extrême Sud. A Talara, dans le Nord, une fabrique d'engrais synthétiques tourne à plein rendement. Enfin à Bayovar, près de Piura — point terminal de l'oléoduc qui, en 1977, doit amener à la côte le pétrole d'Amazonie, — la construction d'un vaste ensemble industriel comportant une raffinerie de pétrole, un complexe pétrochimique et une aciérie est prévue.

L'essentiel de cette décentralisation a profité à la côte, à la zone déjà la plus riche du Pérou. Car cette frange de terre désolée, longue de 2 200 km et large, en moyenne, de quelques dizaines de kilomètres, ce champ de dunes lunaires battu par la houle grise du Pacifique, est en fait — les statistiques le prouvent — un Eden. Cinquante-deux rivières dévalant des Andes, de Tacna à Tumbes, font de l'un des déserts les plus absolus de la planète un archipel d'oasis fertiles ; les vignes, les arbres fruitiers, les légumes, le riz, poussent aisément. Mais la véritable richesse de la côte, c'est le coton et la canne à sucre. Ces deux produits représentent la quasi-totalité des exportations agricoles du Pérou et une source appréciable de devises.

La grande pyramide

Les Péruviens se sont aperçus que leurs pays avait de plus vastes horizons, qu'il y a, en fait, quatre Pérou. Outre la côte : les Andes, cette siera surpeuplée, lourde de violence contenue, mais qui est aussi un véritable tas de minerais ; l'Amazonie, royaume de la grande forêt et du pétrole, et... 800 000 kilomètres carrés de Pacifique — à cet endroit l'une des mers les plus poissonneuses du monde, — obtenus en portant, en 1968, la limite des eaux territoriales à 200 milles marins.



La pêche péruvienne se remet lentement de la crise qui l'a frappée en 1972 et 1973. Une exploitation forcenée des ressources marines du pays avait, en 1971, placé le Pérou au premier rang mondial, avec près de 12 millions de tonnes de poissons : pour l'essentiel, des anchois, transformés en huile et surtout en farine. Des fortunes colossales s'étaient édifiées en quelques années dans ce secteur. Le port de Chimbote a connu un boom économique et une impressionnante explosion démographique.

Mais la surexploitation avait entraîné l'épuisement des bancs. La nationalisation de ce secteur, en mai 1973, a été l'occasion d'une rationalisation. La flotte, surabondante, a été considérablement réduite. Dans les ports de Callao, d'Ancon, de Huacho, de Chimbote, on peut voir désormais des dizaines de chalutiers tirant sur leur ancre, qui rouillent ou pourrissent, inutilisés. Le nombre des usines de transformation des anchois a également été réduit de moitié. Le ministre de la pêche, M. Javier Tantalean, aujourd'hui limogé, avait obtenu, en revanche, que tous les chômeurs (à un certain moment 80 % des effectifs) reçoivent de coquettes indemnités (ce qui lui avait permis de se constituer une certaine clientèle politique — le M.L.R., Mouvement ouvrier révolutionnaire, d'orientation fascisante). Au prix de quelques bavures, la pêche est aujourd'hui bien repartie : 6 millions de tonnes prévues en 1975.

La grande forêt amazonienne est une autre mer, dont la superficie est également de 800 000 kilomètres carrés, mais de couleur vert sombre. Symbole de la sous-exploitation de l'Amazonie : les Péruviens importent encore du bois ! Mais le 16 novembre 1971, la compagnie nationale pétrolière péruvienne Petroperu obtenait, pour la première fois, du pétrole dans le nord de la Selva, à Trompeteros. L'espoir naissait : les Equatoriens n'avaient-ils pas, juste de l'autre côté de la frontière, découvert d'immenses réserves... Aussitôt des « secteurs de recherches » étaient attribués à dix-sept compagnies. Et l'Amazonie, somnolente depuis la fin du boom du caoutchouc, depuis soixante ans, redevenait soudain un chantier trépidant. Des villes, comme Pucallpa, et surtout Iquitos, revivent. Pour acheminer le pétrole de Trompeteros, le gouvernement a décidé la construction d'un oléoduc de 843 kilomètres, devant aboutir, en 1977, à Bayovar. D'un coût de 635 millions de dollars — les Japonais en financent l'essentiel — c'est un peu la « grande pyramide » du régime.

Deux années difficiles

Mais, hélas ! les premiers sondages sismiques ont donné des résultats très inférieurs aux espérances. Trois compagnies sur les dix-sept engagées ont fait des découvertes intéressantes. Mais quatre ou cinq ont également décidé de plier bagages. Le Pérou, qui doit importer aujourd'hui environ 30 % de sa consommation de pétrole, parviendra sans doute à l'autosuffisance vers 1977-1978. Mais il est peu probable, en l'état actuel des choses, qu'il devienne un grand exportateur d'or noir.

Cette déconvenue serait d'autant plus grave pour le Pérou qu'il a considérablement emprunté, ces dernières années, pour financer de nombreux projets de développement. Sa dette extérieure publique, au 31 décembre 1974, était de 2,2 milliards de dollars (9,5 milliards de francs) — soit un service annuel de 350 millions de dollars — représentant 23 % de ses exportations. Or le cours du cuivre — dont il est le troisième producteur mondial, et qui constitue son premier poste d'exportation — a considérablement baissé depuis un an. Le fer s'est mal vendu depuis six mois et les perspectives sont médiocres après la nationalisation de la compagnie Marcona, en juillet dernier. Les cours du sucre sont également en baisse. L'horizon est bouché et il le demeurera jusqu'en 1977-1978, date à laquelle l'énorme gisement de cuivre de Cuajone produira à plein, doublant quasiment la production nationale, et où le pétrole amazonien arrivera à Bayovar, permettant l'économie de 150 millions de dollars de devises.

Deux années de vaches maigres pour les Péruviens. Ils en ont eu un avant-goût le 30 juin dernier lorsque le premier ministre leur a annoncé des hausses considérables des prix des produits alimentaires, de l'essence et des transports. Le gouvernement a, en effet, décidé, pour accroître les investissements publics, de supprimer les subventions « sociales » qu'il accordait à des produits de première nécessité.

Pourtant, le plus grave problème est ailleurs : le Pérou ne réussit pas à nourrir sa population. Sa production agricole stagne. Elle a même régressé ces dernières années pour certains produits, comme la pomme de terre et le maïs. Or la population connaît un des plus forts taux d'accroissement de la planète, 3,1 % par an. Le pays doit donc procéder à des importations massives et croissantes d'aliments : en 1973, cela lui a coûté 7 milliards de soles (2).

Ce problème est ressenti de façon plus cruciale encore dans la sierra — ce quatrième Pérou, — où s'entassent 40 % de la population. L'Etat s'efforce d'orienter l'exode rural vers la Ceja de Selva — cette zone particulièrement fertile du versant amazonien des Andes, située entre 800 et 1 500 mètres d'altitude, où poussent aisément le café, le cacao et les agrumes. Jusqu'à présent, pourtant, peu de tentatives de réinstallations permanentes de communautés de l'altiplano dans la Ceja de Selva ont réussi.

Dans la région du lac Titicaca, en revanche, plusieurs jeunes gens du village de Tajquina sont spontanément allés voir les autorités il y a quelques mois et proposé de remettre en activité une mine d'argent dont l'exploitation avait été interrompue au temps de la colonie. L'Etat a consenti à avancer les fonds nécessaires. Nous avons récemment visité le chantier, un boyau s'enfonçant de 200 mètres au flanc d'une colline dominant le lac Titicaca, à 4 200 mètres d'altitude. Les études géologiques ont déjà permis de repérer cinq veines exploitables : plusieurs centaines de familles sont ainsi assurées de leur avenir. Décidément, quelque chose bouge chez les Indiens des Andes.

FIN

(1) *Lima 1940-1970. Aspect de la croissance d'une capitale sud-américaine*, par Jean-Paul Deler. Institut français d'études andines. C.N.R.S.

(2) 1 sol vaut environ 12 centimes.

Uruguay

● **UNE REUNION D'EXPERTS MILITAIRES DE VINGT ET UN PAYS AMERICAINS** préparant la onzième conférence des armées du continent, qui aura lieu à partir du 20 octobre, s'est tenue du 25 au 30 août à Montevideo. La lutte contre les mouvements de guérilleros et contre « *le communisme international* » a été le thème principal. — *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

Bahrein

La dissolution de l'Assemblée marque l'échec de l'expérience de démocratie parlementaire

Le sourd conflit qui opposait, depuis près d'un an, les dirigeants de Bahreïn aux parlementaires de l'archipel au sujet des prérogatives de l'Assemblée nationale s'est transformé en une grave crise institutionnelle. Démissionnaire le dimanche 24 août, le premier ministre, qui est le frère de l'émir régnant Issa Bel Salmane El Khalifa, a été reconduit le lendemain dans ses fonctions, avec une équipe ministérielle dont les pricipaux membres demeurent inchangés. Mercredi 27 août, le cheikh Issa a décrété la dissolution de l'Assemblée nationale, après avoir ordonné une cinquantaine d'arrestations.

Ce coup de force marque l'échec de l'expérience de démocratie parlementaire entreprise au lendemain de l'accession de Bahreïn à l'indépendance, en août 1971, par la dynastie des Khalifa. La famille princière, qui préside depuis 1782 sans interruption aux destinées de l'archipel, souhaitait moderniser les structures politiques héritées de la période coloniale. Elle tenait cependant à maintenir le « *processus de démocratisation* » dans des limites bien définies : la Constitution adoptée en décembre 1973 par une Assemblée en partie élue par les trente mille électeurs de Bahrein (sur une population de près de deux cent cinquante mille habitants) laisse intactes les prérogatives de l'émir régnant, qui demeure la plus haute autorité de l'Etat. Il règne par l'intermédiaire d'un gouvernement qu'il nomme lui-même, et dont les principaux postes sont confiés à des membres de sa propre famille. Il avait en outre le droit d'opposer son veto à toute décision de l'Assemblée qu'il jugeait contraire aux intérêts de l'Etat.

Les dirigeants pensaient que l'Assemblée serait une simple chambre d'enregistrement, destinée à donner un vernis démocratique à la monarchie héréditaire des Khalifa. Les élections législatives de décembre 1973 ont déjoué leurs calculs en assurant la victoire des candidats progressistes et nationalistes. Les dix candidats du Bloc populaire de gauche, appuyé par le Front national de libération (F.N.L.), d'inspiration communiste, furent tous élus.

La Chambre devint vite ingouvernable, la moitié environ de ses quarante-quatre membres appartenant à l'opposition. Le gouvernement ne pouvait compter que sur ses quatorze ministres — membres d'office de l'Assemblée — et sur la demi-douzaine de députés du bloc religieux. L'épreuve de force devint inévitable lorsque, le 28 octobre 1974, l'émir régnant promulgua, à vingt-quatre heures de l'ouverture de la deuxième session de l'Assemblée, une « *loi sur la sécurité de l'Etat* » autorisant le ministre de l'intérieur à maintenir les « suspects » en détention pendant trois ans sans les faire comparaître devant un tribunal. Cette loi, qualifiée aussitôt de « scélérate » par l'opposition, a empoisonné les rapports entre l'exécutif et l'Assemblée, qui a refusé obstinément de la ratifier malgré les multiples démarches du gouvernement. L'émir Issa a tranché en mettant fin à l'expérience parlementaire.

Cette mesure ne peut que plaire aux dirigeants de l'Arabie Saoudite, qui n'ont jamais dissimulé leur hostilité à la voie parlementaire, dans laquelle s'était engagé Bahreïn. Les dirigeants de Manama pouvaient d'ailleurs difficilement s'opposer aux pressions exercées par Ryad, dans la mesure où l'économie de Bahreïn est lourdement tributaire de l'assistance de l'Arabie Saoudite, dont le pétrole brut alimente les raffineries de Bahreïn à des conditions particulièrement avantageuses.

Après l'échec de l'expérience de démocratie parlementaire à Bahreïn, le Koweït demeure le seul Etat du Golfe doté d'un Parlement librement élu. La « *démocratie à la koweïtienne* » inquiète également les autorités de Ryad, qui, selon des informations en provenance de Beyrouth, ont exprimé récemment leur vif mécontentement à la suite de la campagne menée par certains journaux koweïtiens contre le projet de traité de défense commune des pays du Golfe, actuellement en discussion. Depuis, les autorités de Koweït ont décrété des mesures de censure — la liberté de la presse était jusqu'alors totale, — en imposant des restrictions aux journalistes étrangers et en interdisant l'entrée de journaux libanais au Koweït.

JEAN GUEYRAS.

AFRIQUE

Témoignage — Un Négus moins connu

par JEAN MARIN

L'orsqu'il m'advint de le voir pour la première fois, au printemps de 1936, l'empereur Haïlé Selassié débarquait du contre-torpilleur britannique qui le conduisait en exil avec les honneurs réglementaires.

Ainsi, les coups de sifflets modulés des timoniers à la coupée dominaient-ils dans la mémoire du souverain détrôné les sifflets et les insultes dont, peu de temps plus tôt, des journalistes italiens l'avaient accueilli lorsqu'il avait abordé, à Genève, la tribune de la Société des Nations. Parmi ces journalistes, on en comptait d'illustres par le mérite littéraire et la réputation professionnelle ; pourtant, ils avaient cru bon, mêlant l'indignité au talent, d'abuser de leur accréditation pour jeter à la face impassible de l'empereur dépossédé les invectives jadis réservées aux victimes du cirque. Impassible, le visage d'Haïlé Selassié l'était encore demeuré lorsqu'était monté vers lui l'hommage des délégués saluant son malheur : mince et cambré comme un danseur espagnol, sous la cape qui le revêtait d'un étrange triangle de soie noire, il avait reçu sans broncher la sonore et dérisoire éloquence de la commisération.

A Londres — sa première étape en terre d'exil — le « Roi des rois », alerté par un ethnologue français qui avait, durant de longues années, fouillé les cavernes et les grottes de la mystérieuse Abyssinie intérieure, m'avait accordé une longue interview dans laquelle il affirmait sa foi dans l'avenir et son invincible espérance du retour : il avait avec gentillesse poussé le souci du détail jusqu'à accepter d'écrire de sa main fine un message en caractères amhariques redisant sa confiante amitié pour la France que *le Journal* — que je représentais — reproduisait en première page. Pour le Négus, les coulisses de l'histoire se situaient dans la jolie ville anglaise de Bath, dont les eaux, me disait-il, possédaient les mêmes vertus que celles qu'il avait accoutumé de prendre naguère dans sa capitale.

A Bath, il n'habitait pas l'une des superbes demeures à colonnes, disposées en croissant, que la ville doit à l'architecte Adams. Il occupait dans les faubourgs une banale demeure de pierre meulière, au milieu d'un grand jardin. La serre en avait été transformée par les soins de l'empereur en chapelle copte, où l'encens brûlait sans cesse devant les icônes bariolées éthiopiennes et autour de la plus grande Bible enluminée que j'ai jamais vue — plus grande même que celle de Dali — et dont chaque page était constituée de la peau d'une brebis parcheminée.

Pendant toute cette période qui allait durer quatre années, je gardai le contact avec le « Roi des rois » et lui rendis visite à plusieurs reprises. J'eus toujours l'impression que, hormis sans doute de patients fonctionnaires du Foreign Office, on ne se bousculait pas dans le couloir qui servait d'antichambre à l'empereur.

Lorsque j'entrai, cette fois-là, dans le petit bureau d'audience aménagé au rez-de-chaussée de la maison de pierre meulière, l'empereur était penché vers un de ces coffres de bois de noyer qui, à l'époque, habillait massivement les postes de radio. Il écoutait un programme italien. « *J'apprends l'italien* », me dit-il, avec un sourire qu'une certaine tristesse rendait ambigu. C'était l'hiver ; un feu de bois brûlait dans la cheminée. « *Je ne sais pas si je pourrai toujours l'allumer* », me dit-il, évoquant ainsi l'évidente médiocrité de son train de vie. Peut-être, désirait-il aussi faire justice, devant un journaliste, des insinuations intéressées qui le représentaient avec insistance comme un exilé fabuleusement nanti. Les coffres pleins d'or ? J'appris de lui qu'il s'agissait de caisses contenant seulement quelques-uns des thalers de Marie-Thérèse, autrefois achetés à la Banque de Vienne par l'administration éthiopienne. Apparemment, ce n'était pas un trésor, encore moins un trésor personnel, tout au plus le « trésor de guerre » modeste grâce auquel, le jour venu, et pour le compte de son pays occupé, il alimenterait son action de résistance.

Pour le reste, le principal des ressources nationales du Négus était constitué de redevances consulaires ou religieuses perçues naguère par le clergé copte du Moyen-Orient, en échange de visas ou de droits de visite. La source, en tout cas, en était désormais tarie. « *Les visiteurs actuels ne demandent pas de visas* », me disait-il, toujours avec le même petit sourire triste sur le visage aigu.

Mais ce sourire était démenti par les propos : déjà Haïlé Selassié, attentif aux mouvements du monde et toute volonté tendue, pensait impatiemment, mais en politique, à son retour et le préparait. J'avais en l'écoutant — et bien qu'il s'interrogeât amèrement sur ce que voudraient faire les puissances amies — le sentiment que, pour lui du moins, ce retour ne faisait aucun doute et que, dans les placards de la maison de Bath, les dalmatiques chamarrées, les tiares et les grandes croix d'argent des cérémonies fabuleuses demeuraient soigneusement entretenues...

Aussi ne fus-je pas surpris, au contraire de beaucoup d'autres, lorsqu'à l'été 40 j'appris que le Négus partait pour le Soudan anglo-égyptien et s'installait à la frontière de son royaume avec une presse à bras pour les tracts en caractères amariques et un petit avion d'où ils seraient lancés sur les populations abyssines : il entamait ainsi, sur place les premières actions de sa guerre psychologique, prélude à une offensive militaire alliée. Dès ce moment, dans sa mince escorte, figurait le représentant du général de Gaulle, délégué de la France libre : un officier d'aviation, ancien collaborateur de Paul Reynaud, Gaston Palewski... si bien que quelques mois plus tard lorsque l'intervention militaire alliée se produisit, d'abord en Erythrée puis en Abyssinie, ce fut une force anglo-française qui la réalisa. Premier chef national revenu dans son pays libéré, le Négus n'oublia jamais la part prise par la France à cette libération et voua pour toujours une admiration reconnaissante au chef de la France libre.

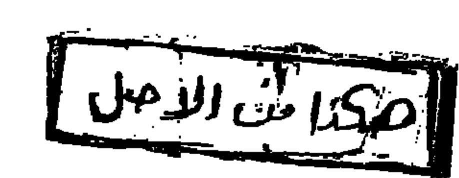
En 1948, voyageant dans cette partie du monde, je sollicitais l'honneur, en souvenir des heures amères de la petite maison de Bath, d'aller saluer Haïlé Selassié dans le palais impérial d'Addis-Abeba, où il vivait entre ses dignitaires, ses lions et ses chiens mexicains dont il ne savait pas encore que les descendants lui coûteraient si cher. En fait, il me donna rendez-vous à Diré-Daowa, sur la ligne du chemin de fer franco-éthiopien qui relie Addis-Abeba à la mer Rouge. Vieilli, sa silhouette pourtant n'avait pas changée, toujours mince et toujours cambrée.

Il me parla longuement de Mg. Jarousseaud des missions étrangères qui lui avait appris le français et à qui il devait toute une part de son éducation. Il lui en gardait une gratitude vivace et se montrait heureux d'avoir pu notamment la marquer en créant dans la capitale impériale une très grande institution d'enseignement de la langue française : le lycée franco-éthiopien qui, en 1948, comptait plus de trois mille élèves.

Il avait pris plaisir à décider personnellement que les lycéens porteraient sur leur uniforme, à l'épaule gauche, un écusson aux couleurs éthiopiennes et un autre aux couleurs de la France. En même temps, il préparait l'installation en Abyssinie d'un Institut Pasteur.

La conversation devait être assombrie par la violence d'une soudaine et assez grave émeute du personnel éthiopien dans le dépôt ferroviaire de Diré-Daowa : plusieurs membres de l'encadrement français avaient été blessés à coups de marteau. Visiblement bouleversé, le Négus me demanda de télégraphier aux journaux français une déclaration véhémente condamnant les incidents et exprimant ses regrets personnels les plus vifs. Il me dit : « *Je vais faire plus* », et il se rendit à l'hôpital de Diré-Daowa, apportant aux blessés des fleurs et des corbeilles de fruits.

Un jour vint où, d'escamotage en escamotage, il ne resta plus rien du personnage impérial et de la majesté millénaire. La désolation de la famine fit justement prendre en horreur la pompe et les raffinements dont il croyait devoir s'entourer. Dans sa terrible disgrâce, un geste du moins dut le toucher, celui d'un autre Africain, progressiste celui-là, Sekou Touré, intervenant de tout son poids pour que le pire soit épargné au dernier représentant de l'Afrique des rois, qui malgré tout avait été présent à la naissance de l'Afrique des peuples.



PROCHE-ORIENT

AVANT LA SIGNATURE DES DOCUMENTS A GENÈVE

Le parti travailliste israélien a approuvé le nouvel accord intérimaire avec l'Égypte

Les délégations égyptienne et raélienne qui doivent signer le ouvel accord intérimaire au roche-Orient sont attendues à ienève respectivement, mercredi près-midi et jeudi matin. Selon oute vraisemblance, la cérémonie e signature aura lieu dans après-midi de jeudi au Palais es nations.

D'après les informations recuell-es à Genève, Israël sera repré-enté par M. Mordekhaï Gazith, mbassadeur désigné à Paris, ac-uellement directeur général au ninistère des affaires étrangères ; Egypte par M. Ahmed Osman, mbassadeur auprès de l'ONU à ienève respectivement mercredi fred Atherton, sous-secrétaire d'État chargé du Proche-Orient. L'ONU sera probablement repré-sentée par le général Ensio Siilas-vuo, chef des forces des Nations unies au Proche-Orient. Le nom du représentant soviétique n'était pas encore connu mercredi matin.

Cinq jours après la signature, des représentants des deux pays se réuniront à Genève en *« groupe militaire de travail »* pour aborder l'examen des protocoles techniques militaires qui doivent préciser les modalités d'application de l'accord intérimaire.

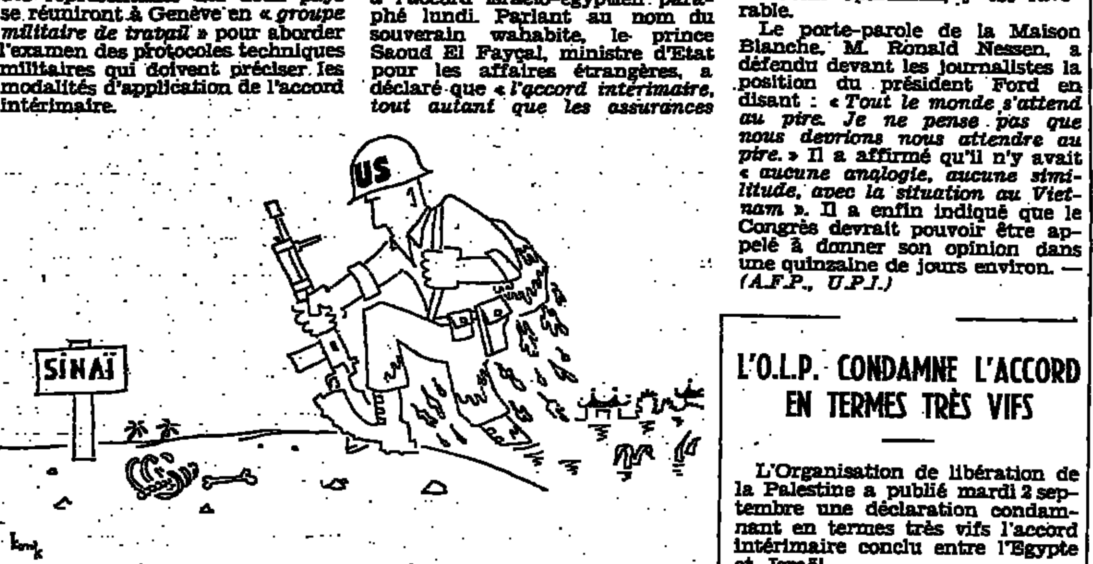
Deux autres partis de la coalition gouvernementale, le parti religieux et les libéraux indépendants ont également approuvé la politique du gouvernement.

● A TAEF, en Arabie Saoudite, le roi Khaled a apporté publiquement mardi son soutien à l'accord israélo-égyptien paraphé lundi. Parlant au nom du souverain wahabite, le prince Saoud El Fayçal, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, a déclaré que *« l'accord intérimaire, tout autant que les assurances données par M. Kissinger et le gouvernement américain, ouvrent la voie à un règlement des problèmes existant entre les Arabes et Israël »*. Le ministre saoudien a ajouté que *« les efforts déployés par le gouvernement américain méritent la considération non seulement de l'Arabie Saoudite, mais également des pays arabes »*.

M. Kissinger, qui était reparti dans la soirée pour Amman, devait s'entretenir ce mercredi matin avec le roi Hussein, avant de rencontrer le président syrien Hafez El Assad au cours d'une brève escale à Damas.

● A WASHINGTON, le président Ford a convoqué pour jeudi matin les leaders des deux partis du Congrès dans son bureau à la Maison Blanche pour y entendre un compte rendu de la mission de M. Kissinger, retour du Proche-Orient. Parmi ces leaders, deux des plus influents ont pris des positions opposées : le chef de la majorité démocrate au Sénat, M. Mike Mansfield, est contre l'envoi d'observateurs américains au Sinaï, tandis que le président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, M. John Sparkman, y est favorable.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Ronald Nessen, a défendu devant les journalistes la position du président Ford en disant : *« Tout le monde s'attend au pire. Je ne pense pas que nous devrions nous attendre au pire. »* Il a affirmé qu'il n'y avait *« aucune analogie, aucune similitude, avec la situation au Vietnam »*. Il a enfin indiqué que le Congrès devrait pouvoir être appelé à donner son opinion dans une quinzaine de jours environ. — *(A.F.P., U.P.I.)*



(Dessin de KONK.)

● A JERUSALEM, le comité central du parti travailliste israélien a approuvé, mardi soir 2 septembre, par trois cent soixante-dix voix contre quatre et quatre abstentions, l'accord intérimaire paraphé la veille par Israël et l'Egypte.

La direction du parti a donné à l'ensemble de ses députés la consigne de voter en faveur de l'accord lors du débat prévu pour ce mercredi à la Knesset. Il semble cependant que l'ancien ministre de la défense, le général Moshe Dayan, et deux de ses collègues du groupe Rafi enfreindront cette consigne et se prononceront contre l'accord. Le général Dayan a, en effet, déclaré, mardi soir, devant le comité central de son parti qu'Israël ne devrait signer d'accords avec l'Egypte et la Syrie qu'en échange de « déclarations de non-belligérance » de ces deux pays.

UN MESSAGE DE M. GISCARD D'ESTAING AU PRÉSIDENT SADATE

M. Giscard d'Estaing a adressé, undi 1er septembre, le télégramme uivant au président Sadate :

« Au moment où vous venez l'aboutir à un nouvel accord, qui onsolide la situation de paix au Proche-Orient, je tiens à vous dire ombien j'apprécie l'inspiration quitable, ferme et modérée qui ous a conduit à cette importante lécision. Je saisis cette occasion le vous exprimer mon très amical ouvenir. »

Le président égyptien, indique-on à l'Elysée, a appelé, mardi près-midi, M. Giscard d'Estaing pour l'informer par téléphone de 'évolution de la situation, et le emercier de ce message.

D'autre part, le porte-parole de l'Elysée, M. Xavier Gouyou-Beauchamps, a déclaré mardi, : *« Le président de la République et le gouvernement français se réjouissent de ce qui constitue incontestablement un élément de consolidation de la paix. »*

[Le président de la République n'a pas envoyé aux dirigeants israéliens de message analogue à celui qu'il a adressé au président Sadate. Pour expliquer ce silence, on déclare à l'Elysée que M. Giscard d'Estaing stimerait que l'Egypte a fait plus l'efforts qu'Israël pour arriver à un ccord.]

L'O.L.P. CONDAMNE L'ACCORD EN TERMES TRÈS VIFS

L'Organisation de libération de la Palestine a publié mardi 2 septembre une déclaration condamnant en termes très vifs l'accord intérimaire conclu entre l'Egypte et Israël.

« En dépit de toutes les assurances fournies par l'Egypte, affirme la déclaration, *l'accord ne se limite nullement à des clauses militaires et constitue bel et bien un document politique qui met explicitement fin à l'état de belligérance existant entre les les deux pays. »*

L'O.L.P. relève que l'accord a été paraphé par des personnalités politiques et qu'il autorise désormais le passage de cargaisons israéliennes à travers le canal de Suez.

Il couronne, selon l'O.L.P., *« la série de reculades qui a commencé avec le cessez-le-feu d'octobre 1973 et qui s'est poursuivie jusqu'à ce jour »*. Il contrevient aux décisions prises aux « sommets » arabes d'Alger et de Rabat, et en particulier à la décision d'établir *« une coordination entre l'Egypte, la Syrie et la Palestine dans la lutte contre Israël »*.

Plusieurs organisations palestiniennes et libanaises ont lancé mardi soir un appel à la grève générale pour mercredi *« afin d'exprimer le refus du peuple palestinien »*.

De son côté, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.) précise que les habitants des camps du Liban du Sud suspendront mercredi leurs occupations habituelles et participeront à des marches de protestation pour dénoncer *« l'accord de la trahison »* que l'Egypte a signé avec Israël.

● A DAMAS, dans un premier commentaire consacré à l'accord israélo-égyptien, la radio a réaffirmé la détermination de la Syrie de poursuivre la lutte jusqu'à la réalisation de tous ses objectifs, et déclare que *« tout accord partiel ou intérimaire n'est qu'un pis-aller qui entraînera un pourrissement de la situation et la division du monde arabe »*.

● A TRIPOLI, le colonel Kadhafi a pour sa part catégoriquement déclaré son opposition à l'accord et a une nouvelle fois promis son soutien *« sans limite aux Palestiniens maintenant qu'il est devenu évident que la cause de la Palestine a été trahie »*. — *(U.P.I., A.F.P.)*

AFRIQUE

PARIS DÉMENT AVOIR LIVRÉ DES ARMES AU F.N.L.A.

Le ministère français de la léfense a, le mardi 2 septembre, *démenti officiellement et formellement* » l'information selon aquelle *« un avion de transport militaire français aurait livré à Kinshasa des armes à destination de l'Angola »*. (*Le Monde* du septembre.)

[Nous prenons acte de ce démenti. Toutefois, l'information en cause tait étayée par plusieurs témoignages concordants et qui nous ont paru ignes de foi.]

MADAGASCAR

M. RATSIRAKA NATIONALISE LES « RESSOURCES DU SOUS-SOL »

Tananarive (A.F.P., Reuter). — oursuivant l'exposé de son programme de gouvernement, commencé la radiotélévision malgache la emaine dernière (« le Monde » daté 1 août-1er septembre), le capitaine e frégate Didier Ratsiraka, chef de Etat et président du Conseil surême de la révolution malgache, a nnoncé, le dimanche 31 août, la ationalisation des « ressources du ous-sol ».

« En attendant la transformation ur place de nos richesses minières, dit M. Ratsiraka, l'Etat malgache ationalise toutes les richesses minéales. Il peut, étant donnée notre ible technique en la matière, s'asocier à des partenaires étrangers ou ationaux (51 % minimum pour Etat, 49 % maximum pour les parenaires). Il en sera ainsi du chrome, u graphite, du fer et de la bauxite. ous allons prendre 51 % dans exploitation de la chromite d'Andriamena » (important gisement xploité jusqu'à présent par l'Etat des société privées telles qu'Ugineulhman).

« Parallèlement aux nationalisaons que nous avons effectuées, a oursuivi le chef de l'État, il nous ut réaliser l'assainissement du ecteur industriel par la création de ociétés nationales regroupant toutes s industries d'une même branche 'activité et obéissant aux lois et ix principes de la société socialste. »

Angola

Paris, Londres et Washington aident Lisbonne à rapatrier ses nationaux

Les Etats-Unis, répondant à la demande d'assistance adressée, mercredi 27 août, au président Ford par le chef de l'Etat portugais, ont décidé, mardi 2 septembre, de participer bénévolement à l'évacuation des réfugiés portugais d'Angola en mettant deux avions à la disposition du gouvernement de Lisbonne. Les appareils devaient quitter les Etats-Unis jeudi. Ils permettront l'évacuation de quatre cents réfugiés par jour jusqu'au 11 novembre, date prévue pour l'indépendance. Le coût de l'opération est évalué à 5 millions de dollars.

La décision américaine intervient peu après une décision analogue de la France et de la Grande-Bretagne, qui ont mis chacune un avion à la disposition du Portugal. L'Allemagne de l'Est et l'U.R.S.S. ont été pressenties.

De notre envoyé spécial

Luanda. — Le premier avion de la seconde série de vols spéciaux organisés par la France pour évacuer les réfugiés de l'Angola vers Lisbonne a quitté Luanda hier mardi en fin de matinée. Le DC-8 de la compagnie U.T.A affrété par le ministère des affaires étrangères français était arrivé le matin même de Paris avec 4 tonnes de lait. Il s'est envolé vers le Portugal, emportant cent quatre-vingts réfugiés. Les six rotations prévues pour cette seconde série de vols devraient permettre d'évacuer mille deux cents personnes. Une troisième opération, dont la date n'a pas encore été fixée, portera sur mille quatre cents rapatriements. Ces passages gratuits sont destinés aux plus démunis.

Mardi, comme lors du précédent pont aérien français (dans la semaine du 17 au 24 août), l'embarquement des réfugiés a été long et laborieux. La plupart de ceux-ci emportent avec eux tout ce qu'ils ont pu sauver, batteries de cuisine et matelas compris. Or, ils n'ont droit qu'à 30 kilos de bagages. Abattus, résignés après un long périple qui les a menés à Luanda, et parfois plus de vingt-quatre heures d'attente autour de feux de bois dans l'aéroport militaire, ils ne discutent pas et abandonnent une valise, un colis.

La plupart de ces réfugiés viennent de l'intérieur du pays. Depuis dimanche, les liaisons avec Nova-Lisboa ont été suspendues, l'aviation de la TAAG (compagnie aérienne angolaise) ayant été saisie par l'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola).

Une autre appareil avait déjà été réquisitionné le 23 août par le F.N.L.A. (Front national de libération) à Carmona, dans le Nord. Selon les employés de la TAAG, trois cents réfugiés arrivent quotidiennement de Sa Da-Bandeira et de Benguela, dans le sud du pays. Les indigents sont regroupés dans des camps de transit.

Les réfugiés semblent redouter une aggravation de la situation. Ils ont peur de l'inconnu : la plupart ne parviennent pas à concevoir une autre situation, de nouveaux rapports avec les Noirs. Beaucoup n'ont plus d'argent. Toute une vie, des dizaines d'années, se réduisent à 30 kilos de bagages.

Pourtant, cet exode se déroule, à Luanda, dans un calme apparent, sans frénésie. Certains habitants de la capitale, comme ce chauffeur de taxi qui fait des affaires en changeant des dollars, préfèrent même rester, pour voir *« ce que sera l'indépendance »*. Mais de nombreuses voitures, couvertes d'une épaisse couche de poussière, sont abandonnées le long des trottoirs. Les réfugiés laissent derrière eux une ville qui, certes, ne donne pas l'impression d'être assiégée, avec sa circulation intense, mais n'en connaît pas moins de plus en plus de difficultés pour son ravitaillement. Même dans le centre, les ordures jonchent les rues bordées de maisons au volets clos, désertées par leurs propriétaires. *« Désormais, plus que les bombardements, ce sont les épidémies qui sont à craindre »*, nous dit un Portugais qui entend rester malgré tout.

PHILIPPE PONS.

ASIE

Sri-Lanka

La lutte pour le contrôle des plantations de thé étrangères

Une grave crise politique vient d'éclater à Sri-Lanka (Ceylan). La coalition gouvernementale, au pouvoir depuis cinq ans, a vécu. Mme Bandaranaïke, premier ministre, a limogé, mardi 2 septembre, ses trois ministres appartenant au Lanka Sama Samaja Party (L.S.S.P.), mouvement se réclamant — de façon au demeurant fort vague — du trotskisme, mais qui a été exclu de la IVe Internationale. Les ministres démis de leurs fonctions sont MM. Perera (finances), Colvin De Silva (plantations) et Leslie Goonewardena (transports). Ces portefeuilles seront attribués à des membres du Parti de la liberté, majoritaire.

A l'origine directe de la crise se trouve un grand débat sur l'avenir des plantations de thé étrangères, dont Mme Bandaranaïque prépare la nationalisation ; elle veut porter au crédit de son parti cette opération et en contrôler la gestion.

De notre envoyé spécial

Colombo. — *« Les usages internationaux veulent sans doute qu'on indemnise les sociétés nationalisées. Mais ces usages sont la conséquence des conquêtes coloniales. Les compagnies britanniques ont acheté la terre au plus bas prix, dépossédé des paysans, détruit l'environnement en défrichant des forêts. Leurs investissements, généralement financés par les banques, ont été depuis longtemps amortis. Les experts étrangers étaient grassement payés, tandis que les ouvriers des plantations vivaient — et vivent encore — au-dessous du niveau de subsistance. La morale internationale et la justice devraient imposer qu'on indemnise plutôt les paysans dépossédés et les travailleurs exploités. En outre, l'économie de plantations a contraint Ceylan à importer de la nourriture... »*

Un portrait de Lénine sur son bureau, parmi des livres sur la décolonisation et le développement, le Père Tissa Balasuriya, directeur du centre Société et Religion — qui nous tient ces propos, — anime à Sri-Lanka une vaste campagne sur le thème « libération du thé ».

Cette question de l'indemnisation des compagnies britanniques n'était cependant pas, avant la crise de mardi, la seule cause des frictions entre les deux principales formations de l'ancienne coalition gouvernementale, le Parti de la liberté et le parti trotskyste L.S.S.P. (Lanka Sama Samaja Party). Désireux d'étendre son influence dans la paysannerie, le L.S.S.P. menaçait depuis quelque temps de quitter le gouvernement si les propriétés nationalisées n'étaient pas placées sous l'autorité du ministre des plantations, M. Govin De Silva, l'un de ses trois représentants au gouvernement.

Ce n'était pas la première fois que parti de la liberté et trotskystes s'affrontaient, mais jusqu'à présent toutes les crises ont été surmontées. La nationalisation du thé est cependant la grande affaire du gouvernement de Mme Bandaranaïke, *« l'œuvre du règne »* en politique intérieure, dit-on ici, comme le sera, en politique étrangère, la réunion à Colombo, l'année prochaine, de la conférence des pays non alignés.

Une telle mesure ne figurait pas au programme de la coalition qui accéda au pouvoir en 1970. Entre-temps, l'insurrection armée de milliers de jeunes, en 1971, a stimulé le gouvernement. *« Arrachez le thé et plantez des denrées vivrières »*, criaient naïvement certains jeunes. Depuis, Mme Bandaranaïke a entrepris, prudemment, dans le cadre d'une réforme foncière, dont sa fille, Chandrika, assure en grande partie la mise en œuvre, de supprimer les grands domaines, en limitant la superficie des propriétés à 50 acres, à l'exception des terres produisant du riz (25 acres) (1). Paradoxalement, les plantations de caoutchouc, de cocotiers et de thé appartenant à des propriétaires nationaux — dont la famille Bandaranaïke — ont été amputées avant celles des compagnies étrangères. Quatre-vingt-dix sociétés britanniques possèdent le tiers des 600 000 acres plantés en théiers ; le reste se partage entre le secteur privé et un organisme public ceylanais. Le gouvernement de Colombo s'attaque donc au dernier carré de l'impérialisme britannique dans l'île, exception faite de quelques intérêts qui subsistent dans l'import-export et les banques.

Un système de production très colonial

Si la décolonisation du thé s'effectue de façon relativement conciliante, en tout cas sans épreuve de force avec l'ancien colonisateur, c'est parce que le thé joue un rôle prépondérant dans l'économie de l'île : il constitue la principale source de devises et occupe cinq cent mille travailleurs, et la Grande-Bretagne demeure le plus important acheteur, quelques puissantes sociétés britanniques contrôlant tous les circuits de distribution.

Le système de production est cependant resté colonial. Pour 91 % la production est exportée, et, sur les plantations, la main-d'œuvre, formée surtout d'immigrants tamouls venus de l'Inde du Sud, est employée et vit dans des conditions très pénibles.

Un peu plus de la moitié des travailleurs sont des femmes. Leur salaire est en moyenne de 2,49 roupies par jour (à raison de neuf heures de travail quotidiennement, trois ou quatre fois par semaine). Celui des hommes est de 3,62 roupies. Ce sont les rémunérations les plus faibles de Ceylan. Ces modestes sommes sont dépensées pour acheter, à crédit, des vivres. Les cueilleurs de thé vivent dans de petites « cages » alignées les unes à côté des autres. Chaque famille, quelle qu'en soit l'importance, y dispose d'une dizaine de mètres carrés. En revanche, le « superintendant », le directeur de la plantation et de la manufacture qui prépare le thé, bénéficie d'une belle résidence de fonction à flanc de colline, au milieu des bougainvilliers, avec pelouse et court de tennis... Les « superintendants » sont pour la plupart cinghalais ; portant chaussettes et short blancs, ils n'en sont pas moins des copies conformes de leurs anciens maîtres.

Le thé doit être manufacturé sur place, contrairement à beaucoup de denrées d'exportation. Les feuilles, une fois cueillies, ne supportent pas le transport outre-mer sous forme brute. Elles doivent être rapidement déshydratées, tamisées, sélectionnées et conditionnées, avant de quitter l'île. Production et distribution sont fortement intégrées. A Londres, quelques puissants intermédiaires font appel à des agents à Colombo qui choisissent sur place les essences et participent à leur vente aux enchères. Il existe d'infinies variétés et qualités qui servent à concocter, toujours à Londres, les savants mélanges commerciaux qui font toute la saveur du thé apprécié. Une poignée d'acheteurs contrôlent ainsi les trois quarts de la production ceylanaise et accroissent leurs profits en jouant sur les prix. Le prix moyen du thé ceylanais aux enchères de Londres a diminué de 1961 à 1972, ce qui représente une perte en devises fortes pour Sri-Lanka (2).

Derrière les marques telles que Brooke Bond, Liebig, Lypton, Lyons, Typhoo, connues du consommateur, se trouvent de grands monopoles qui détiennent des intérêts non seulement à Ceylan mais dans d'autres régions productrices, notamment en Inde, et, depuis moins longtemps, au Kenya et en Ouganda. Ces « multinationales » ont placé leurs œufs dans plusieurs paniers ; si elles ne possèdent pas une part dominante dans les plantations ceylanaises — celle de Brooke Bond, qui exporte un tiers du thé de Ceylan, ne représente que 1 % des plantations, — elles n'en ont pas moins la haute main sur l'organisation verticale du marché, de la production aux différents stades de la commercialisation à travers le monde.

C'est pourquoi Colombo évite d'entrer en conflit avec ces sociétés, et, en conséquence, avec Londres

GÉRARD VIRATELLE.

(1) 1 acre = 0,47 hectare.
(2) *Liberation of tea*, Logos, revue du Centre for society and religion, Colombo.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● TROIS DES DIX PRISONNIERS DE GUERRE NATIONALISTES que Pékin avait relâchés le 14 avril après vingt-cinq ans de captivité, ont décidé de retourner vivre en Chine continentale, les autorités de Formose ne leur ayant pas encore délivré de visa pour aller rejoindre leurs familles à Taipeh. Ils vivaient à Hongkong depuis avril. Un autre prisonnier libéré à la même date, colonel lui aussi, s'est suicidé parce qu'il ne pouvait plus souffrir d'attendre son visa. Deux autres, des généraux, ont décidé de s'installer aux Etats-Unis. — *(A.P.)*

Indonésie

● M ADIE WASITO, l'un des anciens dirigeants du parti communiste indonésien, a été condamné à quinze ans d'emprisonnement par le tribunal militaire de Denpasar, à Bali. Il a été reconnu coupable de complicité dans le *« coup d'Etat communiste »* avorté de 1965.

Japon

● UN PATROUILLEUR NORD-COREEN a ouvert le feu sur le bateau de pêche japonais, puis l'a arraisonné et remorqué vers la Corée du Nord, annonce l'agence de sécurité maritime du Japon. L'incident s'est produit le mardi matin, 2 septembre, en mer Jaune. Sur les neuf hommes du bord, deux ont été tués et deux autres blessés. — *(U.P.I.)*

Liban

● NOUVEAUX INCIDENTS A ZAHLE. — Alors que le calme semblait rétabli (*le Monde* du 3 septembre), de nouveaux incidents ont éclaté mardi 2 septembre en fin d'après-midi, dans la région de Zahlé, au Centre-Liban, où une quarantaine de personnes ont été tuées depuis une semaine. Ces incidents ont opposé des fractions rivales, la population étant partagée entre différentes communautés religieuses. — *(A.F.P.)*

République d'Irlande

● LES OBSEQUES De M. EAMON DE VALERA, le fondateur de la République d'Irlande, ont eu lieu mardi 2 septembre à Dublin. M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, représentait le président de la République et le gouvernement français. — *(A.F.P.)*

ASIE

Un voyage en Chine

III. — L'autocritique de la camarade Li

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Achevant avec ce troisième article le récit d'un voyage en Chine, après avoir rapporté quelques impressions d'ensemble, puis décrit le champ pétrolifère de Taking (« le Monde » des 2 et 3 septembre), Pierre Viansson-Ponté relate ici deux rencontres avec des responsables ouvriers des grandes usines de Shenyang et de Changhaï.

Dans chacun des ateliers que devaient parcourir les « amis étrangers », on avait dressé, ce jour de fin juillet, à l' « usine de machines-outils n° 1 » de Shenyang (ex-Moukden), chef-lieu de la riche province industrielle du Nord-Est (34 millions d'habitants), un tableau noir orné de dessins naïfs : des fleurs, une main tendue... et portant l'inscription *« Chaleureuse bienvenue aux amis français. »* Maintenant les visiteurs et leur interprète, munis de la tases de thé de rigueur, font face à cinq interlocuteurs : le président du comité révolutionnaire de l'usine, un instructeur politique, un vieil « ouvrier chevronné », un « jeune instruit » devenu fraiseur et une femme d'environ quarante-cinq ans, qui avait été présentée comme ingénieur.

Dans l'exposé liminaire, aucun chiffre, aucune précision ne fait défaut : 6 800 ouvriers dont 20 % de femmes, 18 ateliers, 24 bureaux, 40 produits, 412 groupes d'études théoriques, 14 000 livres à la bibliothèque, 400 heures de travail par mois, et l'historique détaillé de l'entreprise, et la production qui progresse, et l'habitation, et les salaires, et les écoles, et les « universités ouvrières du 21-Juillet », et les « écoles du 7-Mai » pour fonctionnaires en recyclage par le travail manuel, le fameux *Msia-Fang*, et le travail idéologique pour *« mettre la politique au poste de commandement »*... Chacun avait apporté ensuite son témoignage, répondu aux questions, dit son origine, retracé sa carrière, montré son ardeur révolutionnaire, proclamé sa satisfaction d'être parmi les « maîtres du pays » et sa détermination d'établir, défendre, faire triompher la dictature du prolétariat selon la pensée-maotsetoung et le marxisme-léninisme. La femme ingénieur, la camarade Li, n'avait rien dit. C'est alors qu'elle prit la parole, et voici, à quelques mots près, son discours :

« Je n'étais pas d'une très bonne origine. Avant la révolution, ma famille appartenait à la petite bourgeoisie commerçante. En 1954, j'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur. J'étais fière de participer à la construction du socialisme, à l'édification d'une industrie qui assurerait l'indépendance de la Chine. Cependant j'étais remplie d'idées erronées, mauvaises. Dans mon diplôme, dans ma fonction d'ingénieur, je voyais une source de renom et de profits. Je croyais à la gestion par les experts, à la priorité de la technique, sans me rendre compte que je suivais la voie dangereuse d'une direction alors révisionniste, uniquement préoccupée de pousser à ce que se reforme une bourgeoisie.

» C'est la grande révolution culturelle prolétarienne qui m'a enfin ouvert les yeux. Oh ! pas complètement. Elle m'a fait sortir de mon laboratoire, m'a contrainte de prendre place sur une machine, de travailler comme une ouvrière, avec les ouvriers. Ceux-ci m'ont frappée par leur esprit révolutionnaire, ils ont été de très bons enseignants, patients, persuasifs. Après quelques années de travail manuel, après bien des rechutes, je croyais être guérie. C'était encore bien présomptueux de ma part.

» La direction m'a fait confiance, elle m'a confié une tâche importante et délicate, la mise au point d'une nouvelle machine. J'ai compris qu'il fallait prendre l'avis des masses pour développer mon travail. Nous avons mené une grande bataille. L'expérience que j'ai vécue m'a montré ce que je devais devenir pour être, moi, une intellectuelle, acceptée par les masses ouvrières et paysannes, pour être liée à elles. Elle a transformé ma conception du monde. En étudiant à fond sous la direction des ouvriers les œuvres théoriques du marxisme-léninisme et de Mao Tsé-toung, j'ai enfin commencé à percevoir pourquoi, jusque-là, je ne parvenais pas à distinguer le vrai du faux, à savoir qui était un socialiste et qui un capitaliste, ce qu'étaient le vrai marxisme ou le révisionnisme, et même dans ma propre famille, même dans ma propre tête.

» Surtout, j'ai compris enfin que mes connaissances n'étaient pas ma propriété privée, qu'elles appartenaient au peuple entier, qu'elles n'étaient pas une marchandise, comme dans l'ancienne société. Marx l'indique, la conscience sociale est souvent en retard par rapport à l'existence même de la société. Le concept de la propriété privée des connaissances ne peut pas disparaître instantanément, dès l'établissement de la nouvelle société. C'est pourquoi se déroule toujours une lutte très complexe, et pourquoi aussi la transformation de la conception du monde qu'ont les intellectuels est une tâche de longue haleine.

» J'apprends à étudier la théorie et à la lier à la pratique. J'essaie de progresser dans cette étude, que les camarades dirigeants et ouvriers ont, eux, approfondie. Je n'y parviens pas très bien encore, je ne vais pas vite. Du moins, un point est pour moi très clair désormais : dans une entreprise socialiste, tout doit concourir à consolider la dictature du prolétariat, pour diminuer les « trois grands écarts », contraindre le droit bourgeois. La vigilance ne doit jamais se relâcher. Elle doit être de chaque instant. Si je devais faiblir encore, mes camarades ouvriers, par le travail manuel et idéologique, sont là pour me remettre dans le droit chemin, arracher de ma tête les idées fausses, absurdes, où elles risqueraient de repousser comme de mauvaises herbes. Nos ouvriers ne sont pas seulement les maîtres du pays, ils sont aussi les maîtres de la science et de la culture. J'ai encore beaucoup de chemin à faire, je le sais bien, pour avoir vraiment le cœur rouge. Mais je me corrigerai de mes insuffisances. Du moins, je m'y efforce. »

Ainsi parla, avec ardeur et humilité, la camarade Li, sans ciller ni hésiter, sans que jamais, sur son fin visage aux grands yeux sombres, passe l'ombre d'un sentiment, sans que jamais sa voix forte et bien timbrée baisse d'un ton. Ayant ainsi réitéré une fois de plus son autocritique, elle semble un instant comme soulagée, heureuse d'avoir été écoutée aussi attentivement.

Quelques jours plus tard, à l'usine de Diesel à Changhaï, le dispositif d'accueil et le rituel d'explications sont les mêmes comme c'est d'ailleurs le cas dans chaque entreprise, école ou université, commune populaire ou hôpital, district urbain ou brigade rurale, visités par des « amis étrangers ». Ici aussi, on est parti, en 1949, de presque rien : l'entrepôt d'une marque américaine pompeusement baptisé « Compagnie de constructions mécaniques pour l'agriculture de Chine », qui ne produisait pas, occupait 14 000 mètres carrés et employait trois cent quatre personnes. Et en travaillant *« avec diligence et économie »*, en *« comptant sur ses propres forces »* selon l'enseignement de Mao, on a édifié ce complexe de 300 000 mètres carrés construits, où dans les neuf ateliers travaillent huit mille ouvriers dont deux mille femmes.

Mais c'est à l'encadrement politique que l'on apporte tous ses soins, c'est du « travail théorique » bien plus que de l'industrie qu'on désire parler. Cent vingt groupes d'études comptant mille six cents membres, soit 22 % de l'effectif total, rassemblent les « ouvriers actifs », répartis militairement en « sections » et « pelotons ». Ce sont eux qui rédigent les innombrables articles des affiches et journaux muraux vus tout à l'heure dans les ateliers, dressent les tableaux noirs porteurs de slogans, affichent les photos des travailleurs de choc ornées de fleurs rouges, diffusent leurs directives et analyses par haut-parleurs, organisent « les masses ». Ils sont coordonnés et coiffés par la section de propagande de l'usine qui veille à l'organisation, pendant les loisirs et à raison d'au moins deux fois une heure par jour, des travaux sur les textes de Marx, Engels, Lénine et Mao actuellement étudiés partout, et, qui, ont trait essentiellement à la dictature du prolétariat.

Précisément, cette section tient en ce moment même sa réunion hebdomadaire d'une demi-journée. Ne pourrait-on arracher quelques responsables présents : ce n'était pas prévu au programme de la visite. Cependant il ne s'écoule pas plus de deux minutes — le local de la section est dans le même bâtiment — avant que deux propagandistes, mandés en hâte, fassent leur entrée. Aussitôt, la première question : *« Excusez-nous de troubler votre discussion, mais de quoi parliez-vous ? »* Sans un instant d'hésitation l'un des deux nouveaux venus, un ouvrier de vingt-cinq ans, prend la parole. Il parlera une demi-heure, répondant de son mieux à toutes les interrogations, sans prendre conseil ni paraître intimidé de s'exprimer ainsi, au débotté, devant les dirigeants du comité révolutionnaire et des étrangers si curieux.

Le « jeune camarade » s'est présenté : Tchan Yen-ki, animateur d'un groupe de travail, ouvrier actif. L'objet de la délibération de cet après-midi ? Un paragraphe de la *Réponse aux absurdités de Touline* (1) qui traite notamment de la valeur réelle et de la valeur d'utilité du travail. Pourquoi la thèse de Touline est-elle absurde ? Cet idéaliste, ce subjectiviste, entendait cacher le secret de l'exploitation des ouvriers par le capitalisme en prétendant que le salaire représentait la contrepartie de la valeur ajoutée, alors que c'est toute la valeur créée qui est due au travail de l'homme. Auparavant, on avait consacré trois séances au cinquième paragraphe de la *Critique du programme de Gotha* de Marx et cinq à l'ouvrage de Mao publié en 1957 *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*. Et aussi, au printemps, on avait étudié longuement *Les luttes des classes en France (1848-1850)* de Marx, ainsi que, comme partout dans le pays, *« l'État et la révolution »* et l'article *Une grande création* de Lénine.

Vers quelles conclusions pratiques se dirige-t-on ? Il s'agit de faire en sorte que les ouvriers soient les réels « maîtres de l'usine et du pays ». Hier, s'ils travaillaient, c'était pour survivre. Aujourd'hui, c'est pour faire la révolution. On cherche donc des moyens concrets de *« réduire constamment les « trois différences » (entre ouvriers et paysans, entre ville et campagne, entre travail intellectuel et manuel), de réduire les différences hiérarchiques, de créer progressivement les conditions matérielles et spirituelles qui permettront de les éliminer »*.

Ces différences, la « ligne révisionniste de Liu Chao-chi » s'efforçait, insiste-t-on, de les accroître par les stimulants matériels, les profits au poste de commandement, la distribution de primes. Et « la clique Lin-Piao » tentait de *« former et souder au sein de la classe ouvrière une couche privilégiée minoritaire qui aurait trahi la dictature du prolétariat »*.

Des exemples d'action ? Ils abondent. Les équipes de choc. Le travail bénévole aux heures de loisirs. Les batailles pour l'expérimentation scientifique et l'innovation. La création dans l'usine de trois « universités du 21-Juillet » pour les ouvriers.

La première compte actuellement trente-deux étudiants choisis par les « masses », ratifiés par le comité révolutionnaire, parmi les manuels qui ont une expérience pratique. Pendant deux ans et demi, ils se forment à la conception et à la production des diesels de puissance moyenne et petite, par des études mathématiques et techniques très poussées, combinées avec des recherches scientifiques. Leurs professeurs sont d'anciens « ouvriers expérimentés », des ingénieurs, des enseignants des universités de la ville. Les étudiants reçoivent leur salaire entier, les livres leur sont remboursés, les frais médicaux assurés. L'étude théorique est, parallèlement, très poussée. A la sortie de l'« université », pas de diplôme, pas d'amélioration de salaire, pas de titre ni forcément de responsabilités. En général, on retourne à l'atelier avec une culture socialiste et « une plus haute conscience politique », et on reste à la fois « des travailleurs intellectuels et des intellectuels travailleurs » capables d'assumer toutes les tâches « en haut et en bas ».

Les deux autres « universités » de l'usine forment respectivement des techniciens pour gros diesels (10 000 ch. et plus) et des médecins. Elles comptent actuellement cinquante et un et trente-trois étudiants. En outre, l'usine choisit chaque année, parmi les ouvriers et « jeunes instruits » (qui ont fait des études secondaires, puis de deux à quatre ans de travail manuel), des étudiants qui seront envoyés dans l'une des universités « normales » de la ville.

Ainsi pourra-t-on prévenir la réapparition, toujours menaçante, du « révisionnisme », mieux accomplir la tâche confiée par le peuple, établir vraiment la dictature du prolétariat.

Autour de la table, buvant leur thé à petit bruit, les responsables écoutent en silence et parfois hochent la tête pour approuver. On sent bien que, tous anciens ouvriers, ils sont maintenant les maîtres et qu'ils entendent le rester. On sent qu'ils se feront tuer sur place plutôt que de se laisser arracher leur conquête. On sent que, pour eux, la révolution ne fait que commencer et qu'elle n'est pas, qu'elle ne sera jamais, « un bal costumé ».

FIN

(1) Il s'agit de l'article : « Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé », écrit par Lénine en 1894 pour répondre à la thèse du « marxiste légal » de Strouvé, qui écrivait sous le pseudonyme de K. Touline.

ERRATUM. — Dans le premier article de la série : *« Un voyage en Chine »* (*le Monde* du 2 septembre), il fallait lire en page 4, colonne de droite, au début du second alinéa : *« Est-ce parce que « un se divise en deux », selon la formule de Mao ? »* et non pas : *« on se divise en deux ». »*

Malaisie

NOUVEL ATTENTAT A KUALA-LUMPUR

Deux morts Soixante-seize blessés

Kuala-Lumpur (Reuter). — Deux policiers ont été tués et soixante-seize autres blessés mercredi 3 septembre à Kuala-Lumpur. Des grenades ont en effet été lancées par des terroristes dans une cantine et sur un terrain d'exercice. L'unité visée fait partie de forces paramilitaires chargées de lutter contre la guérilla.

Cette attaque est la seconde à être menée en huit jours dans la capitale. Le 26 août, en effet, un attentat avait endommagé le monument national, qui est censé représenter la victoire du peuple sur le communisme.

La guérilla malaisienne est traditionnellement rurale. L'attentat du 26 août par son côté symbolique, celui de mercredi par son efficacité, mettent un terme à la quiétude d'une ville de temps à autre agitée par des groupes d'étudiants en voie de radicalisation, une ville dont la physionomie a beaucoup changé au cours des dernières années en raison de la spéculation foncière.

Il est possible que ces attentats reflètent la rivalité des deux partis communistes clandestins, tous deux désireux de prouver leur force et de montrer qu'ils sont capables de lancer des opérations « au Sud ». La guérilla reste en effet le plus souvent cantonnée dans certains districts ruraux du nord du pays.

DIPLOMATIE

M. Giscard d'Estaing a reçu les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Irak et du Koweït

Le président Giscard d'Estaing a reçu, mardi 2 septembre, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Irak et du Koweït.

L'ambassadeur irakien, M. Mounzer Al Wendaoui, a déclaré :

« La fructueuse coopération établie entre l'Irak et la France constitue un merveilleux exemple de coopération entre États avancés industriellement et pays du tiers-monde, ainsi qu'entre États producteurs et États consommateurs de pétrole. (...) L'Irak constitue le front oriental de la nation arabe. Son commandement révolutionnaire aspire à accroître la coopération entre la glorieuse nation arabe et l'Europe civilisée par l'intermédiaire de votre gouvernement. »

Le président de la République a notamment répondu : *« Également attachés à leur indépendance nationale, l'Irak et la France ont en commun la volonté de contribuer à l'instauration d'un ordre économique international mieux adapté aux réalités actuelles, et la conviction que cet objectif ne peut être atteint que par la voie de la concertation. C'est dans cet esprit que l'Irak et la France se sont attachés dans la période récente à multiplier leurs contacts, à intensifier leurs échanges et à approfondir leur coopération, ainsi qu'en témoigne la visite que M. Jacques Chirac a faite il y a quelques mois en Irak et celle que M. Saddam Hussein s'apprête à rendre à la France. »* (Le vice-président du commandement du Conseil de la révolution irakienne est attendu à Paris le 5 septembre.)

L'ambassadeur du Koweït, M. Aissa Hamad El Ahmad, s'est également félicité des bonnes relations entre la France et son pays. *« Nos relations*, a-t-il dit, *ont atteint une dimension qui accroît encore mes responsabilités. Je n'épargnerai aucun effort pour renforcer les liens et développer même la coopération entre nos deux pays. »*

Rappelant la visite, il y a trois mois, de l'émir du Koweït, M. Giscard d'Estaing a déclaré : *« Une nouvelle étape dans les relations amicales du Koweït et de la France a ainsi été franchie et vous allez pouvoir être l'artisan de la mise en œuvre progressive de la coopération dont son altesse l'émir et moi-même avons fixé les grandes lignes. »*

[Né en 1935, M. Al Wendaoui est aviateur et diplomate. Promu officier de l'école d'aviation irakienne en 1955, il fit un stage en Grande-Bretagne avant de faire des études de droit à Bagdad et d'économie à Damas. Pilote dans les forces aériennes irakiennes, il devint membre du Conseil de la révolution en 1963. Nommé chargé d'affaires en Roumanie en 1968, il fut ambassadeur à Tokyo de février 1973 à août 1975.]

[Né en 1928, M. El Ahmad a été professeur jusqu'en 1965. Entré à cette date aux affaires étrangères comme directeur du protocole, il occupait depuis 1967 le poste de directeur des affaires politiques de ce ministère.]

EUROPE

L'évolution

La majorité des chefs du M.F.A. sont hostiles au général Gonçalves

(Suite de la première page.)

Le président de la République, en tout cas, a jugé préférable d'ajourner la cérémonie au cours de laquelle le général Vasco Gonçalves, nouveau chef d'état-major, et l'amiral Pinheiro de Azevedo, nouveau premier ministre, devaient officiellement prendre leurs nouvelles fonctions. L'amiral, après avoir manifesté clairement son intention de former un gouvernement de large coalition, ne se précipite pas trop, et ses consultations se font rares.

On a aperçu dans la nuit de mardi à mercredi des blindés dans les rues de Lisbonne. Ils étaient venus seulement pour déloger les rapatriés mécontents qui occupaient depuis deux jours la Banque de l'Angola. Les blindés pour le transport des troupes que les rapatriés ont si longtemps vu cahoter sur les pistes africaines ont quadrillé les rues du centre. Deux heures plus tard, tout était terminé. Sur la porte de la banque une affiche-témoin est restée : *« Portugais réfugiés d'Angola par la faute des communistes du Portugal. Personne ne sortira tant que notre problème ne sera pas résolu. »* Les occupants exigeaient que l'on changeât leur monnaie angolaise sans valeur en escudos.

On a encore parlé de la situation en Angola au cours de l'assemblée de l'armée de terre mardi. Trente délégués étaient venus de Luanda pour exposer la dure réalité et exiger des mesures immédiates *« en vue de maintenir les effectifs portugais »*. Des mouvements sont en effet apparus, de plus en plus organisés — notamment par les maoïstes du Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat (M.R.P.P.), — pour refuser d'embarquer. Des soldats de la police militaire qui avaient suivi le mot d'ordre ont été punis.

La loi du silence

Mais ce n'était là qu'un point d'une réunion dont on soulignait de tous côtés l'« importance ». *Jornal Novo*, de tendance socialiste, annonçait même qu'une *« stratégie anti-gonçalviste »* y serait mise au point. Prévue initialement dans les locaux du centre de sociologie militaire à Lisbonne, l'assemblée s'est déroulée à 140 kilomètres de la capitale, dans la salle de cinéma de l'école pratique du génie, à Tancos. Était-ce pour échapper aux pressions et aux indiscrétions ? Dans ce cas, le but est atteint : la loi du silence n'a jamais été aussi bien respectée. Un communiqué publié à la fin des débats annonce seulement que les résolutions prises doivent être présentées ce mercredi matin au président de la République.

Fait significatif : c'est le capitaine Vasco Lourenço, l'une des personnalités du groupe des « neuf modérés », qui a lu devant les journalistes le texte laconique du communiqué. Visiblement satisfait et détendu, le capitaine Vasco Lourenço a confié que *« le débat franc et ouvert avait permis d'avancer vers l'unité »*. Certains estiment que les délégués de l'armée de terre pourraient avoir demandé un ajournement de l'assemblée du M.F.A., en attendant que des élections dans chaque unité aient modifié sa composition pour la rendre plus représentative.

La nomination du général Vasco Gonçalves comme chef d'état-major des forces armées a aussi, bien sûr, été l'objet d'une longue discussion qui a pris fin, selon les journaux de ce mercredi, par un vote défavorable. L'ancien premier ministre est venu s'expliquer devant les délégués. Il a, dit-on, reconnu dans son discours avoir commis certaines erreurs. Un échange « cordial » l'aurait ensuite opposé au major Melo Antunes et à ses partisans.

La position du général Vasco Gonçalves demeure, en tout cas, très incertaine : avant la réunion de Tancos, le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, a exprimé sans la moindre nuance son opposition à la « promotion » d'un homme qui deviendrait son supérieur hiérarchique. Parlant *« au nom de l'armée de terre »*, il a déclaré : *« Il n'y a aucun doute que la personne du général Vasco Gonçalves ne contribuera en rien à l'unité, bien au contraire. »* Il rejoignait ainsi pour la première fois, publiquement, la « condamnation » énoncée la veille par son collègue de l'armée de l'air, le général Morais e Silva.

Ce dernier est-il allé trop loin, trop vite ? Son attitude lui a valu d'être convoqué, en termes peu diplomatiques, par le général Costa Gomes, chef de l'État, qui agissait en qualité de chef d'état-major général des forces armées, charge qu'il occupe encore tant que son successeur désigné n'est pas officiellement investi. Il ne pourrait s'agir que d'un simple « rappel à l'ordre », mais O Seculo affirme mercredi, sans citer de source, que le général Morais e Silva a été démis de ses fonctions. Son comportement lui vaut, en tout cas, bon nombre de critiques parmi ses unités, qui lui reprochent d'avoir opportunément « retourné sa veste ». Au cours de réunions de sergents et de soldats à Lisbonne, à Tancos et à Sintra, les modifications qui doivent être apportées à la composition de l'assemblée de l'armée de l'air ont été critiquées. Une directive de l'état-major annonce en effet des changements substantiels qui rendent au corps des officiers la suprématie dans la représentation des « aviateurs » à l'assemblée du M.F.A.

L'hypothèse d'un bouleversement dans la composition de cette assemblée provoque les commentaires inquiets de la gauche et de l'extrême gauche. Ainsi, faisant allusion à l' *« exil volontaire »* de l'assemblée de l'armée de terre, *Republica* concluait, mardi, ses informations par cette note pessimiste : *« Déjà, par le choix des locaux de sa réunion, le M.F.A. commence à rentrer dans les casernes. »*

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.

Espagne

Le général Franco lance un appel à l'unité et à la vigilance

Recevant à La Corogne, le mardi 2 septembre, un groupe d'officiers supérieurs des trois armes, le général Franco a lancé un appel à l'unité et à la vigilance « pour défendre l'Espagne dans ce monde tourmenté ».

D'autre part, les avocats de José Antonio Garmendia et Angel Otaegui, les deux militants basques condamnés à mort à Burgos, ont fait appel auprès de la Cour militaire suprême.

Cependant, pour la sixième journée consécutive, des mouvements de grèves importants ont été signalés dans les provinces basques. En raison des arrêts de travail dans plusieurs secteurs de l'entreprise, la direction des chantiers Astilleros Espanoles, à Bilbao, a décidé de fermer l'usine jusqu'au 9 septembre.

Dans la banlieue de Bilbao, un engin a fait explosion dans un bar. Il n'y a pas eu de victimes, mais les dégâts sont importants.

Enfin, trente-huit personnes arrêtées en Biscaye à la suite des manifestations de ces derniers jours ont été incarcérées. A Saint-Sébastien, la police a renforcé les mesures de sécurité avant les obsèques — prévues mardi soir 2 septembre — du manifestant qui avait été mortellement blessé dimanche. — (A.F.P., Reuter.)

● *Le gouvernement portugais* a demandé lundi à l'Espagne de commuer la condamnation à mort des deux Basques. Un communiqué du ministère portugais des affaires étrangères précise que l'appel a été fait *« pour des raisons humanitaires »* et que le gouvernement de Lisbonne n'a aucunement l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures espagnoles. — (Reuter.)

● *M. Robert Ballanger*, député communiste de Seine-Saint-Denis, demande, dans une lettre qu'il a adressée, le 2 septembre, à M. Jacques Chirac, au nom du groupe communiste qu'il préside à l'Assemblée nationale, *« d'intervenir sans plus attendre auprès du gouvernement espagnol en faveur de Garmendia et Otaegui* (les deux militants basques condamnés à mort) *pour que leur condamnation soit commuée et leur vie sauve comme l'exigent, solidairement, Espagnols et Français. »* *« Le temps presse*, ajoute M. Ballanger, *votre intervention pour empêcher le crime devrait avoir lieu aujourd'hui. »*

● *Le premier ministre néerlandais*, M. Joop Den Uyl, a annoncé que son gouvernement avait l'intention d'insister auprès du gouvernement espagnol pour qu'il gracie les deux Basques condamnés à mort. — (U.P.I.)

● *Le parti carliste espagnol* a lancé, mardi 2 septembre, un mot d'ordre de grève générale pour mercredi en Espagne, pour soutenir les deux condamnés de Burgos et pour demander *« l'aide du monde démocratique »* face au franquisme. Le parti carliste, dirigé par le prince Hugues de Bourbon-Parme, a rappelé qu'il était favorable à l'organisation d'une Espagne *« fédéraliste et socialiste, sans partis extrémistes »*.

● *Deux ressortissants français*, MM. Paul Urboy, vingt-cinq ans, et François Rodriguez, vingt et un ans, arrêtés le 28 août dernier au Pays basque, se trouvent dans la prison de Basauri, à la disposition du tribunal d'ordre public. Ils sont accusés d'avoir participé à des manifestations contre le conseil de guerre.

EUROPE

de la situation au Portugal

POINT DE VUE

Faut-il avoir peur de la révolution ?

par CHRISTIAN PIERRE et GEORGES MINGOTAUD *

NOUS ne suivrons pas ceux qui, d'ores et déjà, pensent pouvoir affirmer que la révolution portugaise est mal partie. Bien sûr, les troubles du nord du pays, la division du Mouvement des forces armées, l'incapacité pour les partis de gauche de s'entendre sur un programme précis, les graves difficultés économiques, sont autant de traits négatifs qui poussent au pessimisme.

Il est certain, toutefois, que beaucoup d'entre nous ont des yeux et qu'ils ne savent pas voir. Observer le Portugal du 25 avril à travers le prisme — notre prisme — de la vie politique française, c'est ne pas comprendre que ce qui se passe à Lisbonne n'est pas un chassé-croisé de secrétaires d'Etat et de remaniements ministériels, mais un processus révolutionnaire.

Nos critères et nos catégories politiques usuels sont tout à fait inopérants pour juger d'une situation où l'existence au grand jour des partis politiques a un peu plus d'un an, où le prolétariat industriel est relativement peu nombreux, où les masses rurales ont été, pendant cinquante ans, tenues dans la misère et l'obscurantisme, où les guerres coloniales n'ont pas fini de faire peser leurs conséquences sur l'ancienne métropole.

Dans ces circonstances-là, il faut avoir le courage de ne pas prendre ses désirs pour des réalités et de savoir que, si tout est encore possible à Lisbonne, trois solutions, trois « modèles » nous semblent hors de question, eu égard aux réalités portugaises d'aujourd'hui :

— Le Cuba volontariste et phare libérateur de son continent, qui a ses admirateurs au Portugal même, ne peut prendre racine sur un terrain où l'hostilité à la politique coloniale du fascisme, si elle a été à l'origine du changement, n'a pas cimenté l'armée avec la même force que la guerre contre Batista. Le M.F.A. est loin d'être toute l'armée, et il n'y a pas qu'un seul M.F.A. au sein des forces armées ;

— La démocratie populaire, qu'on pourrait qualifier de classique, n'est pas plus pensable, elle qui n'a pu s'établir que comme contrecoup de la déflagration mondiale, et elle qui suppose un partage du monde stable et garanti, et un parti communiste qui a la force de se rendre rapidement hégémonique. Le Portugal est membre de l'OTAN (et il n'a jamais été question qu'il puisse en sortir tout de suite et facilement), et le parti communiste portugais, malgré une remarquable organisation, ne dispose pas, loin de là, d'une audience et d'une implantation de masse dans tout le pays. Il a ses points forts dans les zones industrielles et dans le sud, mais il n'a pas profondément pénétré les deux tiers du territoire ni convaincu plus de 15 % des électeurs lors de la consultation d'avril dernier. Comme l'a déclaré le président Costa Gomez lui-même, il ne faut pas surestimer la force du parti communiste portugais. C'est une fiction, dont on sait à qui elle profite à Lisbonne comme à Paris, de présenter le pays comme menacé par un P.C.P. sûr de lui et dominateur, même si celui-ci a commis d'importantes erreurs qui lui ont aliéné une part notable de l'opinion ;

— L'établissement d'une bonne et rassurante social-démocratie semble à certains le moyen de surmonter les difficultés actuelles. Laissons pourrir la situation, se diviser les forces de progrès, se contredire le gouvernement et le M.F.A., attendons notre heure... et préparons les élections.

Le Parlement est, en effet, dans quelques pays développés un lieu utile de débat politique et nous reprochons trop, en France, à nos gouvernants de le mépriser et d'amoindrir ses prérogatives pour ne pas en connaître le prix. Mais lorsque le gouvernement nationalise les principaux monopoles, lorsque les travailleurs prennent en main la gestion de centaines d'usines abandonnées par leurs anciens maîtres, lorsqu'ils occupent les *latifundia*, peut-on penser sérieusement que c'est l'instauration d'une démocratie parlementaire, bien huilée comme en Suède ou en Allemagne, qui est à l'ordre du jour ?

Le croire, c'est se tromper de révolution ou avoir peur de la révolution. L'affirmer, c'est se ranger du côté de tous ceux dont l'objectif est de freiner le processus révolutionnaire et qui se servent de la bannière du suffrage universel pour cacher leur aversion, consciente ou non, pour le socialisme véritable.

La nécessité de prévoir des institutions démocratiques qui permettent au suffrage universel — principe suprême et intangible de la gauche — de s'exprimer dans des formes appropriées n'est pas en cause. Mais se battre pour la démocratie c'est prendre conscience qu'elle peut naître aussi bien dans les usines et les villages que sur les fauteuils pourpres des assemblées. Tout en cette matière est une question de priorités en fonction du développement réel de la situation réelle.

S'obstiner à livrer bataille sur un terrain qui n'est pas aujourd'hui le terrain de la lutte des classes en négligeant le véritable combat et en se trompant d'adversaire c'est risquer de s'affronter aux moulins à vents, de favoriser l'ennemi, de décourager les alliés potentiels.

Car l'adversaire existe encore : l'influence des milieux réactionnaires liés soit au spinolisme, soit à l'extrême droite cléricale est toujours vive. La grande bourgeoisie dépossédée organise, depuis son exil, le sabotage de l'économie et finance l'existence de groupes réactionnaires.

L'impérialisme américain, subitement converti à la cause de l'indépendance des peuples, fomente des troubles aux Açores où il espère maintenir une présence militaire, et en Angola où il appuie des groupes minoritaires pour saboter la décolonisation. On ne peut affirmer qu'un retour en arrière, appuyé sur certains secteurs de l'armée — aujourd'hui prudemment muets — est impossible.

Les socialistes et tous les démocrates sont très inquiets de la terreur blanche qui s'abat sur certaines régions : la chasse aux communistes, forme violente de l'anticommunisme, doit être dénoncée vigoureusement et combattue sans répit par un puissant mouvement international regroupant tous les progressistes. Ceux qui, aujourd'hui, laisseraient faire sur le terrain, tout en s'enveloppant dans une indignation de principe, oublieraient qu'un jour la contre-révolution peut frapper tous les militants qui œuvrent pour la construction d'une autre société.

***

Si le Portugal connaît vraiment un processus révolutionnaire, ce que nous pensons, et si tous les dés, à gauche comme du côté de la réaction, ne sont pas encore jetés, l'enjeu politique global va s'élever dans les semaines qui viennent. La situation doit logiquement se clarifier dans la mesure où les divisions politiques entre les grands partis de masse montrent toutes leurs conséquences néfastes. Les travailleurs portugais, responsables de leur révolution, *aspirent à l'unité* et à la fin des querelles stéréotypées. Plus que jamais, comme l'a dit Jean-Pierre Chevènement, stalinisme et social-démocratie sont à la fois irréductiblement opposés et complémentaires. C'est pour dépasser cette situation stérile qu'au sein même des partis de masse doit se renforcer la revendication unitaire, et que doit germer *une pratique politique* adaptée à une stratégie révolutionnaire commune. Mais, pour cela, il faut s'engager au-delà des discours rituels sur « l'unité nécessaire », renoncer aux débats programmatiques pointillistes, pour proclamer en commun que les conquêtes de la révolution (nationalisations, contrôle populaire dans les entreprises, les quartiers, les villages, etc.) sont considérés par tous comme un bien acquis qu'il faut défendre et développer.

Sur cette base, qui est l'espérance de milliers de militants socialistes et communistes, pourra être gagnée l'urgente bataille de la production et construite une économie saine au service des travailleurs. L'heure est à la confirmation, sans ambiguïté, de ce qui a commencé le 25 avril 1974, et à la consolidation des bases, notamment économiques, qui permettront de nouveaux progrès.

Les erreurs commises par les uns et par les autres ne peuvent justifier une pause dans le processus de transformation socialiste.

En ce qui nous concerne en France, il s'agit de ne pas laisser dériver les analyses et le débat interne de la gauche, vers des positions sectaires. La droite manipule l'opinion en utilisant le Portugal comme épouvantail et en cherchant à montrer ce qui se passerait dans notre pays si... Face à cela, les partis de gauche doivent montrer que, interrogés par les événements de Lisbonne, ils savent faire preuve de responsabilité et renoncent à transformer le Portugal en un nouveau terrain de vaine polémique. Loin de mener à un effritement de l'unité de la gauche, le Portugal doit être l'occasion de son renforcement.

Les travailleurs français ne comprendraient pas que la stratégie unitaire, concrétisée par le programme commun, ne débouche pas sur des instruments semblables d'analyse et, au-delà, sur des positions communes.

Le communiqué des trois partis de gauche du 13 août dernier est un premier pas en ce sens. A nous, militants unitaires, d'en franchir d'autres.

(*) Membres du comité directeur du parti socialiste, animateurs du CERES.

Un dirigeant du P.C. roumain a rencontré M. Cunhal

De notre correspondant

Vienne. — L'agence roumaine Agerpres a révélé, le mardi 2 septembre, que M. Stefan Andrei, membre suppléant du comité politique exécutif et secrétaire du comité central chargé des questions internationales, avait rencontré la veille, à Lisbonne, M. Alvaro Cuhal. M. Andrei a transmis au secrétaire général du P.C. portugais un message d'amitié de M. Ceausescu.

Le chef du P.C. roumain souhaite aux communistes portugais de « *nouveaux succès dans leur activité pour le renforcement et la consolidation des acquis révolutionnaires, pour la réalisation de l'unité de toutes les forces progressistes et démocratiques avec le Mouvement des forces armées, dans la lutte pour l'aboutissement des intérêts fondamentaux et des aspirations du peuple portugais* ». Dans sa réponse, M. Cunhal a exprimé le vœu que les relations de coopération et de solidarité entre les deux partis soient « *intensifiées et étendues* ».

Le voyage de M. Andrei à Lisbonne est d'autant plus singulier que la dernière fois qu'il s'était rendu dans la capitale portugaise ce fut pour assister au congrès du parti socialiste. De tous les P.C. d'Europe de l'Est, le parti roumain est peut-être celui qui se sent le moins proche de celui du Portugal. Il y a quelques jours, *Scinteia*, organe du parti roumain, publiait un commentaire autorisé appelant à l'unité des forces de gauche portugaises et s'abstenant de critiques à l'égard des socialistes. Il est significatif que, dans son message à M. Cunhal, M. Ceausescu ait renouvelé son appel à l'unité.

On ne peut exclure que M. Stefan Andrei ait incité le P.C.P. à une certaine modération. Lors de sa visite à Bucarest, en juin dernier, le président Gosta Gomes avait reçu un avis en ce sens.

En parlant d'une « *atmosphère d'amitié* » et non de « *camaraderie* », l'agence roumaine laisse entendre que les conversations de Lisbonne n'ont sans doute pas permis une parfaite concordance de vue. Les divergences au sein des P.C. européens sur le « *cas portugais* » ne facilitent pas, en tout cas, la préparation de la conférence que ces partis auraient déjà dû tenir vers le milieu de cette année.

MANUEL LUCBERT.

Le P.C.F. critique M. Soares

Une coupe malencontreuse a rendu incompréhensibles les extraits de la déclaration du P.C.F. publiés dans nos éditions du 2 septembre. Le bureau politique du P.C.F. s'est ému d'une interview accordée par M. Mario Soares au quotidien italien *Il Tempo* (*le Monde* du 2 septembre), dans laquelle le secrétaire général du parti socialiste portugais déclarait notamment : « *Quand il était encore relégué dans la clandestinité, le P.C.P. promettait des élections libres. Aujourd'hui, il soutient que les élections ne comptent pas et démontre dans les faits qu'il n'a aucun respect pour la réponse des urnes. Nous, au contraire, nous estimons que le socialisme sans démocratie est une caricature du vrai socialisme. Le parti communiste français, dans ces conditions, se permet d'appuyer le parti communiste portugais. Quels sont alors les véritables objectifs des communistes ? Nous devons nous entendre une bonne fois pour toutes.* »

Le bureau politique du P.C.F. note :

« *Cette calomnie de Mario Soares appelle deux réponses. En premier lieu, Mario Soares est mal placé pour accuser les communistes que nous sommes de « renoncer à la démocratie pour » construire une société socia- » liste », alors que, non seulement la social-démocratie européenne n'a jamais mis fin, dans aucun pays, à la domination du capitalisme, mais qu'elle s'est, dans le même temps, rendue — et se rend encore — responsable de graves atteintes aux libertés.* »

En second lieu, le P.C.F. s'étonne que M. Soares ne réponde pas positivement à la proposition de réunion des forces démocratiques portugaises faites par le P.C.P. Le bureau politique conclut : « *Alors qu'en réponse à sa proposition de « concertation à quatre » (1) notre parti s'est prononcé en faveur d'une initiative de solidarité internationale, Mario Soares agit comme s'il voulait rendre une telle initiative irréalisable.* »

(1) N.D.L.R. — M. Soares a suggéré une conférence des P.C. et des P.S. d'Espagne, d'Italie, de France et du Portugal.

Grande-Bretagne

Le congrès des syndicats rejette une charte des droits de la femme au travail

De notre envoyée spéciale

Blackpool. — Le cent septième congrès de la Fédération des syndicats britanniques (TUC), réuni depuis la veille à l'Opéra de Blackpool, a fait de son mieux, mardi 2 septembre, pour honorer l'Année de la femme, mais ses efforts n'ont pas été couronnés de succès. Par un peu plus de six millions de mandats contre trois millions cinq cent mille, il a rejeté la « charte de la femme au travail » proposée par les fédérations de fonctionnaires et des services publics et qui suivait les principales revendications communes à des revendications communes à tous les pays développés : égalité avec les hommes dans l'éducation, la formation, l'emploi, le salaire, la législation familiale. La motion du TUC proposait, en outre, un salaire minimum garanti égal pour les deux sexes, de meilleures conditions pour la garde des enfants, un congé de maternité de dix-huit semaines à plein salaire, l'interdiction des licenciements et une garantie de réemploi pour les femmes enceintes.

Les murmures dégénèrent en chahut au moment du vote, plusieurs jeunes délégués protestant contre l'indifférence de la salle « *à l'égard d'un problème qui concerne tout le monde* ». Il fallut compter les mandats : le résultat était clair. La plupart des grands syndicats — les mineurs, les métallurgistes, les employés municipaux — repoussaient la motion. Certains d'entre eux, comme les mineurs, parce qu'ils refusaient l'entrée des femmes dans leur profession. Mais la plupart par hostilité au projet de salaire minimum garanti, qui n'existe pas dans la législation sociale britannique, chaque fédération se réservant le droit de négocier ses propres termes d'accord avec la branche correspondante de la fédération patronale. Si les droits des femmes au travail furent repoussés, la motion demandant le maintien de la législation libérale actuelle sur l'avortement fut adoptée presque à l'unanimité.

L'après-midi, le congrès retrouvait toute son énergie à l'occasion du vote sur les piquets de grève. On assista, en fait, à l'un des plus beaux chahuts de l'histoire du TUC. Depuis le matin, des manifestations avaient lieu dans le hall de l'Opéra, aux cris de « *Libérer Des Warren !* » Des Warren est l'un des deux membres du petit Syndicat des ouvriers du bâtiment arrêtés en 1972 à Shrewsbury, dans le Shropshire, alors qu'ils faisaient un piquet de grève. Accusés de « *conspiration* » contre l'ordre public, les deux hommes avaient été condamnés, en 1973, à trois ans de prison. L'un d'eux, Eric Tomlinson, a été libéré sur parole. L'autre, Des Warren, purge sa peine dans des conditions très dures, disent ses amis. L'affaire de Shrewsbury a pris depuis les proportions d'une épreuve de force entre la gauche et la droite du TUC et du Labour.

Ce mercredi 3 septembre — et non le 4, comme nous l'avions indiqué par erreur — a lieu le grand débat de politique économique et sociale au cours duquel le plan anti-inflation de M. Wilson sera longuement commenté. Préparé mardi par l'affaire de Shrewsbury, le débat promet d'être tumultueux.

NICOLE BERNHEIM.

Roumanie

Le chef de l'état-major de l'armée américaine se trouve à Bucarest

De notre correspondant

Vienne. — Le général Fred C. Weyand, chef de l'état-major de l'armée américaine, séjourne depuis le 1er septembre en Roumanie, à la tête d'une délégation militaire. Aucune précision n'a été donnée sur la durée et sur l'objet de cette visite.

Le général Weyand est le premier officier d'état-major américain à faire une visite officielle en Roumanie. Son voyage répond à celui que le général Coman avait fait du 11 au 20 mars dernier aux Etats-Unis. Depuis quelques années, la Roumanie s'efforce de développer ses contacts avec les armées des pays membres de l'Alliance atlantique. Des échanges de visites à un niveau élevé ont déjà eu lieu depuis 1972 avec la Grande-Bretagne et la France, et, récemment, avec l'Italie, le Portugal et la Grèce.

Ces déplacements avaient cependant moins attiré l'attention que celui du général Weyand. Jusqu'où peut aller le développement des contacts militaires roumano-américains ? Les Roumains ont-ils déjà, à l'instar des Yougoslaves, manifesté leur intérêt pour certains types d'armements américains ? (1) Jusqu'à présent, les tentatives faites par Bucarest, par exemple auprès de la France, pour acquérir du matériel de guerre occidental, ont échoué, les interlocuteurs des Roumains hésitant à livrer des équipements militaires à un pays qui, tout en faisant preuve d'indépendance, n'en est pas moins membre du pacte de Varsovie. Toutefois, un début de coopération s'est instauré avec la Grande-Bretagne, puisque ce sont des moteurs de la firme britannique Rolls-Royce qui équipent le biréacteur d'appui au sol Orao, récemment mis au point par les armées de l'air roumaine et yougoslave. — M. L.

(1) Selon le magazine *Time*, lors de sa visite aux Etats-Unis, le général Coman aurait essayé d'acheter de l'armement moderne américain. Mais Washington, s'il est désireux d'établir des relations militaires limitées avec Bucarest, répugnerait à lui livrer des armes sophistiquées. (*Le Monde* du 12 août.)

Tchécoslovaquie

A propos d'une « Lettre de Prague »

Sous le titre « *La Vltava jadis* » organe du parti communiste tchécoslovaque ironise dans son numéro du 29 août, sur les erreurs contenues dans la « Lettre de Prague », *les Sortilèges exorcisés*, d'Olivier Merlin, publiée dans *le Monde* du 24-25 août.

Le *Rude Pravo* relève notamment la confusion faite par l'auteur entre les appellations allemandes, Moldau pour la Vltava et Donau pour le Danube, devenu Donan à la suite d'une erreur typographique. « *Comment M. Merlin a trouvé l'appellation Donan ? Dieu seul le sait, car même dans les dictionnaires encyclopédiques français il n'y a aucune mention d'un Donan.* » Il ironise aussi sur l'oubli du style baroque parmi les styles architecturaux des monuments de Prague mentionnées par l'auteur « *du roman rococo en passant par le gothique et le Renaissance* ».

Le quotidien de Prague ajoute : « *Le salaire moyen en Tchécoslovaquie est d'environ 2 360 couronnes (et non de 1 500 comme indiqué) et rien qu'à Prague, ville de un million cent mille habitants, quelque cent quatrevingt mille voitures particulières sont enregistrées (...).* »

Le journal conclut en ces termes : « *Eh bien, au revoir à Paris, sur le Donan, à six heures après la guerre froide devant le bâtiment de la Bastille. Mais à Prague, même les petits enfants savent que c'est la Seine qui coule à Paris et que la Bastille a été détruite depuis longtemps.* »

Un autre journal, la *Lidova Demokracie*, relevait pour sa part le passage où, parlant des théâtre, O Merlin écrivait : « *Même goût lyrique pour le théâtre Smetana, deuxième scène d'opéra, qui fut créée par le compositeur de la Fiancée vendue.* » Le journal écrit : « *Selon cet exemple, le théâtre Sarah-Bernhardt de Paris a sans aucun doute été fondé par l'actrice du même nom et le New York Metropolitain par un certain Metropolitain (...).* »

Le samedi 30 août, M. Gustav Husak, président de la République tchécoslovaque et chef du P.C., parlant à la fête de la récolte à Nitra, en Slovaquie, disait à ce propos : « *Dans le* Rude Pravo *d'hier on pouvait lire que* le Monde, *un journal qui jouit à l'Ouest d'une certaine réputation, a écrit qu'il n'y avait rien à acheter dans nos magasins, que les gens sont mal habillés, que la construction du métro a été suspendue. D'autres journaux ont écrit des articles de la même veine, répandant des mensonges et des calomnies sur notre système et celui des autres pays socialistes et leurs dirigeants. Moi-même, j'ai été récemment la cible d'une telle campagne, répandant des attaques grossières et des informations absurdes et fabriquées d'une façon impudente. Mais notre peuple a survécu à des campagnes plus stupides et plus graves.* »

***

De son côté, M. Pierre Michaud, agrégé d'histoire, nous écrit de Louveciennes :

Retour de Prague, après un séjour d'un mois à l'école d'été de l'université Charles (consacrée à l'étude de la langue et de la civilisation tchèques), j'ai pu confronter mes impressions avec la « lettre de Prague » de M. Olivier Merlin (*le Monde* daté du 24-25 août).

D'où l'auteur tient-il qu'un visa touristique pour la Tchécoslovaquie n'est pas commode à obtenir ? N'importe quel touriste peut l'obtenir sans délai et sans être contraint de voyager en groupe.

Une fois à Prague, il n'aura aucun mal à utiliser des transports en commun bien moins chers qu'en France. Le métro n'est pas « remis à demain », puisqu'il existe déjà : la ligne actuellement en service est en cours de prolongation, et, en différents endroits de la capitale, on s'active à la construction d'une seconde. (...)

Si Prague est une « ville unique », et le demeure, elle le doit en grande partie à certaines caractéristiques du système économique et social tchécoslovaque. Pour le comprendre, il suffit d'une promenade au bord de la Vltava (qui n'a jamais été « rebaptisée », puisque les Tchèques l'ont toujours appelée ainsi) : les vastes parcs qui entourent le quartier baroque de Mala Strana et bordent la célèbre rivière ont été préservés ; aucune tour ne défigure l'horizon des Praguois. Pour qui y revient, après un séjour déjà ancien, Prague n'est pas seulement une belle ville, c'est aussi une ville qui embellit. Peut-on en dire autant de Paris ?

LA SITUATION EN CORSE

M. CACCIARI ET UN AUTRE MANIFESTANT CORSE ÉCROUÉS A PARIS

M. Serge Cacciari, vingt-trois ans, agent commercial, possesseur du pistolet qui a servi à Bastia, dans la nuit du 27 au 28 août, à tuer le brigadier de C.R.S. Serge Cassard, a été transféré, le 2 septembre, à Paris, après avoir été entendu par les policiers de Marseille. M. Guillery, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, l'a fait écrouer à Fleury-Mérogis, après l'avoir inculpé d'attentat en vue de porter le massacre ou la dévastation dans une ou plusieurs communes, de meurtre d'un agent de la force publique, de tentatives et de complicité.

Le jeune homme aurait déclaré aux enquêteurs qu'il avait effectivement tiré sur les policiers sans savoir toutefois s'il avait atteint quiconque, et qu'il lui était arrivé au cours de l'échauffourée de prêter son arme à un autre manifestant. Il a choisi pour défenseurs Mᵉ Ambre, du barreau de Lyon, et Mᵉ Maniclier.

Transféré en même temps que lui à Paris, M. Alexandre Morucci, quarante-deux ans, demeurant à Bastia, directeur commercial, a été inculpé, lui aussi, d'attentats en vue de porter le massacre ou la dévastation, ainsi que de tentative de meurtre d'agent de la force publique et complicité. Il a choisi pour défenseur Mᵉ Cristiani, du barreau de Bastia, et a été incarcéré à la Santé. Un membre du service d'ordre l'aurait formellement accusé d'avoir jeté des cocktails Molotov dans la direction des policiers.

LA SITUATION DE M. CAPRETTI

Condamné le 2 septembre à deux mois d'emprisonnement pour violences à agents et vol d'un pistolet mitrailleur (« le Monde » du 3 septembre), M. Dominique Capretti, militant de l'ARC dissoute, a quitté libre le palais de justice d'Ajaccio. En effet, cette décision ne remet pas en cause le sursis dont était assortie une peine d'emprisonnement de dix-huit mois prononcée antérieurement contre lui pour une affaire de vol, sans lien avec les événements de Corse.

M. Capretti a donc encore à subir, théoriquement, cinq semaines d'emprisonnement puisqu'il est resté incarcéré durant dix-neuf jours en détention provisoire avant d'être libéré le 26 août par un arrêt du même jour de la chambre d'accusation de Bastia, rendu à propos de l'affaire des violences à agents.

ERRATUM. — Dans le témoignage de M. Pierre Pasquini (*le Monde* du 3 septembre), intitulé « Francesi fora », une erreur a fait attribuer à la TRAMAR le monopole de pavillon de la TRANSMED (Compagnie générale transméditerranée).

AU MEETING D'AJACCIO

Des explications sur le drame d'Aléria

Ajaccio. — Un meeting organisé par le Comité antirépression a réuni, mardi, en fin d'après-midi, au Palais des congrès d'Ajaccio, plus d'un millier de personnes. Clôturée par le chant *U Colombo*, la réunion s'est achevée sans incident, et les assistants, parmi lesquels beaucoup de jeunes, se sont dispersés sous la pluie. En effet, les orages violents qui avaient noyé la ville sous des trombes diluviennes contraignirent les organisateurs à renoncer à une manifestation de plein air. Suivant la stratégie inaugurée par M. Jean Riolacci, préfet de région, aucun policier n'était visible, le service d'ordre étant assuré par les militants eux-mêmes.

Au cours de cette réunion, on devait entendre notamment un long exposé de M. Max Simeoni sur les origines et le déroulement de l'affaire d'Aléria. Il est certain que la mort de deux gendarmes mobiles pèse d'un poids sensible pour les dirigeants de l'ex-ARC, qui ne veulent en aucun cas endosser la responsabilité d'un affrontement, qu'il eût été, d'après eux, facile d'éviter.

« *Nous devons faire un effort de lucidité pour expliquer ce drame*, dit M. Simeoni, s'adressant à un auditoire attentif, *drame stupide qu'apparemment nous avons provoqué, mais qu'un machiavélisme a conduit à une issue absurde.* »

Après avoi rappelé les objectifs politiques de l'ARC au lendemain du congrès de Corte, et la décision des responsables du mouvement de dénoncer d'une façon spectaculaire un scandale viticole et financier que le pouvoir ne voulait pas prendre en considération, le frère de M. Edmond Simeoni expliqua que si les militants de l'ARC avaient emporté ce jour-là leurs armes à Aléria, c'était « *pour dramatiser l'opération* » et faire pression avec efficacité sur des viticulteurs escrocs. « *Car*, ajouta M. Max Simeoni, *nous détenons un document écrit de la main même des escrocs, qui expliquent eux-mêmes leur escroquerie. Nous le gardons en réserve pour la justice.* »

Le frère du docteur Simeoni expliqua encore l'enchaînement inattendu des faits, rejetant, comme cela a déjà été dit, leur dénouement tragique sur la décision du ministre de l'intérieur de faire donner l'assaut par des forces de police qu'on avait renoncé à employer dans d'autres affaires d'occupation de bâtiments et de séquestration de personnes.

On devait, au cours du même meeting, entendre un appel de M. Muratti, du P.S.U., en faveur du docteur Simeoni et de ses

De notre envoyé spécial

camarades incarcérés, dont la libération fut réclamée avec véhémence.

Au cours de l'après-midi, alors que la ville d'Ajaccio avait retrouvé son animation coutumière, on avait eu connaissance d'une déclaration de M. Edmond Simeoni par laquelle celui-ci « *désavoue par avance ceux qui exigeront notre libération par des meurtres et des prises d'otages* ». Dans ce même message, le médecin déféré devant la Cour de sûreté de l'Etat indiquait : « *Notre action se situe sans équivoque au sein de la République française.* »

La démission de M. Philippe Rossi

C'est également mardi que l'on devait apprendre la démission de M. Philippe Rossi, conseiller général de Calenzana depuis 1972 et maire de Montegrosso. M. Philippe Rossi, qui siégeait avec les radicaux de gauche, a expliqué sa démission dans une lettre adressée à M. François Giaccobi, président du conseil général. « *Face au monde entier*, écrit M. Rossi, *la jeunesse corse vient d'exprimer son ardente résolution de prendre en main les destinées du peuple corse. Pour les élus, l'heure n'est donc plus aux paroles et aux déclarations, mais aux actes pouvant permettre aux jeunes Corses vivant en Corse d'être rapidement élus au conseil régional et au conseil général de chaque département. C'est pourquoi j'estime de mon devoir de vous remettre ma démission de conseiller régional et de conseiller général du département de Haute-Corse.* »

On se demande si d'autres conseillers généraux vont suivre l'exemple de M. Rossi, qui a également envoyé une somme de 50 000 francs au comité de soutien à Edmond Simeoni.

Enfin, tandis que « Fronte Paiseun », organisme dissous le 29 janvier 1974, revendiquait les attentats perpétrés au cours de la nuit de lundi à mardi à Ajaccio, Corte, Porto-Vecchio et Propriano, le syndicat C.G.T. de l'Electricité et du Gaz de France publiait un communiqué par lequel « *il dénonce les méthodes employées par ceux qui ne veulent pas admettre que plusieurs courants d'opinion existent en Corse et veulent par l'intimidation et la violence faire triompher le leur* ». Au cours de la nuit du 2 septembre, les bâtiments de la direction de l'E.D.F. à Ajaccio avaient été mitraillés par des inconnus sans doute irrités par le fait que la C.G.T. avait refusé de s'associer à la grève générale de lundi.

Le personnel d'entretien étant présent dans les bâtiments au moment de l'attentat, on aurait pu, estime le syndicat de l'E.D.F., avoir à déplorer des victimes.

Le parti communiste, qui termine ses tracts revendicatifs distribués à Ajaccio par « Vive la Corse ! Vive la France ! », organise mercredi après-midi une manifestation avec la C.G.T. pour exiger la démission de M. Poniatowski, la fin de la répression, une véritable continuité territoriale et, entre autres revendications sociales, la retraite à soixante ans...

C'est dire que les autonomistes n'ont pas à compter sur l'appui ni de la C.G.T. ni du parti communiste, et que la manifestation de mercredi prendra de ce fait une signification particulière.

MAURICE DENUZIÈRE.

ALERIA EN MÉLOPÉE

Le groupe Canta u populu corsu et le chanteur Jean-Paul Poletti sont les interprètes et les réalisateurs d'un disque qui sera prochainement mis en vente et qui, sous forme de mélopée, racontera les événements d'Aléria.

Il est édité par le studio Ricordu, d'Ajaccio, et sera vendu au profit des familles des militants de l'ex-ARC arrêtés après les événements d'Aléria.

M. EDMOND SIMEONI : Notre action se situe sans équivoque au sein de la République française.

Dans un nouvel appel rendu public, mardi matin, par Mme Lucie Simeoni, après une deuxième visite rendue à son mari à la prison de Fresnes, le docteur Edmond Simeoni affirme notamment :

« *Notre action se situe sans équivoque au sein de la République française. Pas plus les solutions à base d'autonomisme que les solutions terroristes ou militaires ne sont viables. L'heure est à la lutte intense, responsable, en évitant soigneusement toutes les manifestations dangereuses dans le climat actuel, et permettant de surcroît toutes les provocations.* »

Le Dr Simeoni ajoute : « *Je me suis déjà incliné devant les innocentes victimes des drames récents; mais si j'assume toutes mes responsabilités, j'entends voir situer sans complaisance celles de l'Etat, historiques et conjoncturelles.*

» *Par ailleurs, je désavoue par avance ceux qui exigeraient ma libération et celle de mes camarades par des meurtres et des prises d'otages, et je refuserai toute éventuelle tractation induite par ces méthodes. Mon attitude n'est dictée par aucun souci d'atténuer les responsabilités ni par aucune promesse officielle ou officieuse en ce sens.* »

L'HUMANITÉ : les idées autonomistes sont plus que dangereuses

Sous le titre « Que se passe-t-il en Corse ? », Laurent Salini note dans *l'Humanité* du 3 septembre : « *Les idées autonomistes sont plus que dangereuses, car elles divisent le peuple corse, composé pour nous des habitants de la Corse, qu'ils soient ou non originaires de l'île. Elles le divisent (...).*

» *Rien n'est plus absurde que les divisions entre Corses continentaux, rapatriés et immigrés. Le mot d'ordre « I Francisi fora » est un mot d'ordre giscardien pour le moins. Ou bien il est un mot d'ordre d'inspiration étrangère.*

» *De nouveau, nous posons les questions : d'où vient l'argent ? Quels sont les liens de certains autonomistes avec les fascistes italiens ? Pourquoi tant d'éléments troubles gravitent-ils autour de l'ARC ? Qui finance l'action extrémiste ?*

» *S'il est légitime de s'interroger à ce propos, comme à propos de la complicité politique qui lie Poniatowski à certains groupes autonomistes, la révolte des P.M.E. et des paysans ne saurait être confondue avec l'action de ces groupes.*

» *Il est vrai que le poujadisme coule ici à pleins ruisseaux. Mais nous l'avons vu couler ailleurs tant sont grandes les incertitudes et les incohérences de la protestation des classes moyennes.* »

● *Le bureau exécutif de l'U.D.R.* qui se rénit pour la première fois depuis le mois de juillet, ce mercredi 3 septembre, en présence de M. Jacques Chirac, examine un rapport de M. Maurice Papon, député du Cher, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemble nationale, sur la situation économique et sociale, et un autre de M. Jean Matteoli, délégué à l'emploi. Le bureau exécutif doit aussi prendre position sur la situation en Corse. Mardi 2 septembre, M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., a reçu M. Jean Baggioni, secrétaire de la Fédération U.D.R. de Corse. M. Sanguinetti, ancien secrétaire général du mouvement gaulliste, qui, à la demande de M. Chirac avait accepté de retarder son voyage dans l'île, pourrait partir jeudi 4 septembre pour Ajaccio.

LE LIEUTENANT-COLONEL MATTÉI EST NOMMÉ DÉLÉGUÉ MILITAIRE AUPRÈS DE M. JULIA

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a annoncé, dans un communiqué publié mardi 2 septembre dans l'après-midi, que le lieutenant-colonel Philippe Mattéi, adjoint au colonel commandant le secteur militaire de la Corse, assurera les fonctions de délégué militaire départemental auprès de M. Marcel Julia, préfet délégué pour l'organisation du département de la Haute-Corse (Bastia).

Le délégué militaire départemental est le représentant du commandant du secteur militaire auprès du préfet de son département, en particulier pour toutes les questions relatives au commandement territorial, à l'instruction des réserves et aux relations armées-nation, précise le communiqué, qui ajoute que « *cette décision est à relier à la mise en place des nouvelles structures départementales en Haute-Corse (Bastia)* ».

M. MERMAZ (P.S.) VA ÉTUDIER LA SITUATION DANS L'ILE

M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Isère, maire de Vienne, s'est rendu mardi 2 septembre en Corse pour étudier, à la demande de M. Mitterrand, la situation dans l'île. Au cours d'une conférence de presse, M. Mermaz a notamment déclaré :

« *Le parti socialiste a déjà mis en cause le comportement du gouvernement et a demandé à M. Poniatowski de s'effacer. Solidaires des Corses, nous demandons le retrait des forces de police dont le nombre est en disproportion choquante avec les événements.* »

Le secrétaire national du P.S. a dénoncé ce qu'il a appelé « *le chantage à l'unité nationale* ». Il a déclaré : « *Il faut permettre aux régions de s'épanouir. Nous sommes attachés à l'unité nationale mais nous sommes contre ceux qui confondent unité nationale et privilèges capitalistes. Nous sommes contre ceux qui font le trafic de cette unité.* »

● *Le Mouvement des radicaux de gauche* a demandé mardi 2 septembre la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour « *déterminer les responsabilités du gouvernement lors des tragiques événements qui viennent de se dérouler en Corse* ».

POLITIQUE

APRÈS LA DÉMISSION DE M. CAILLAVET

Le bureau des radicaux de gauche renouvelle sa confiance à M. Fabre

Le bureau national des radicaux de gauche, qui a siégé mardi 3 septembre, a « *pris acte* » de la démission du mouvement de M. Henri Caillavet, sénateur de Lot-et-Garonne, et jusqu'à présent vice-président des radicaux de gauche. Le bureau national estime que « *les récentes prises de position d'Henri Caillavet, notamment ses appréciations de la politique gouvernementale, le mettaient en contradiction avec la ligne politique définie par le congrès du mouvement* ». « *Elles créaient une incompatibilité avec ses responsabilités au sein du mouvement*, poursuit le bureau national. *Son effacement met fin à toute ambiguïté.* »

Les partisans du sénateur, MM. Pierre Bracque et Gérard Pince, ont déposé un amendement exprimant des regrets pour le départ de M. Caillavet, mais ce texte a été repoussé. M. Fabre a précisé à ce sujet :

« *La majorité a pensé que, si Henri Caillavet avait joué un rôle important au moment de la formation du mouvement, ses prises de positions actuelles créaient des problèmes et des tensions, non seulement à l'intérieur de notre mouvement, mais également à l'intérieur de l'union de la gauche (...). Le vrai radicalisme se trouve chez nous, et la tentative, à l'heure actuelle, venant de la droite et du gouvernement pour essayer de nous dissocier a fait long feu.* »

Le bureau national a d'autre part renouvelé sa confiance à M. Robert Fabre, président du mouvement.

« Afin de ne pas être plus longtemps une gêne »

Voici les passages essentiels de la lettre de démission adressée par M. Caillavet à M. Robert Fabre :

« *Mon cher président et ami.*

» *L'analyse politique globale que je fais depuis plus d'une année est en opposition avec la tienne. Je dois en conséquence tirer les conclusions de cette situation. (...)*

» *Notre adhésion de bonne foi au programme commun (je suis le rédacteur de l'annexe) ne nous enlevait pas la faculté d'en demander une seconde lecture et une partielle renégociation. Celle-ci est d'autant plus indispensable que de nombreux chapitres sont, à cause notamment des circonstances économiques, ou d'application douteuse ou sans prévision de financement. La volonté, la persévérance ont manqué à nos instances pour aboutir à l'ouverture d'une discussion réaliste. J'ai proposé également d'affirmer notre « identité » par rapport à notre partenaire socialiste dont le credo autogestionnaire, le rejet des perspectives sociales-démocrates et la volonté triomphale de certains de ses nouveaux dirigeants posent des problèmes pour l'avenir du mouvement. Ai-je besoin de te rappeler qu'il ne saurait y avoir d'accord dit « privilégié » avec une formation qui, trop souvent, n'hésite pas à s'opposer à nos candidats. Enfin, la querelle que le parti communiste cherche à François Mitterrand et surtout les événements du Portugal ont plus qu'ébréché ma confiance dans le parti communiste et, par là même, dans l'union de la gauche.*

» *Respectueux de la finalité du programme commun, j'ai voulu croire que nous pouvions cohabiter dans notre mouvement. C'était une illusion. Afin de ne pas être plus longtemps une gêne pour nos amis qui seront bientôt soumis à réélection, ou pour nos candidats éventuels qui auront dû préalablement être agréés par les instances du parti socialiste, je te présente ma démission. Je te présente ma démission, d'une part, de vice-président national élu, d'autre part de membre du mouvement. (...)*

» *C'est avec quelque tristesse, tu peux le comprendre, que j'ai pris cette décision. Attaché à une « démocratie avancée » au plan économique, souhaitant réformer profondément notre société mais sans changer de type de société, je reste persuadé que souvent nos démarches seront communes. Car en politique le pire est bien d'être un partisan. Je sais déjà que je suis compris par beaucoup. Je te prie de croire, mon cher président et ami, à mes sentiments cordiaux.* »

M. LEROY : Le sens des appels à la concertation.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., note mercredi 3 septembre dans l'éditorial de *l'Humanité* : « *M. Caillavet ne devient grand qu'en négatif, quand il s'en va, quand il s'inscrit en creux dans la vie politique française.*

» *Justement, si le fait vaut qu'on s'y arrête, ce n'est pas tant parce qu'il constituerait un événement, mais c'est plutôt à cause des commentaires qu'en font les hommes du pouvoir, des espoirs qu'il éveille chez eux, de la signification qu'il prend dans la bataille politique. Ainsi, apparaissent clairement le sens des invitations à l'Elysée et celui des appels à une fausse concertation.*

» *Ainsi, sont mieux illustrés les efforts constants des hommes du pouvoir pour ramener à la pratique de la collaboration de classe les forces politiques qui n'en ont été détachées que par la lutte opiniâtre des communistes.* »

● *Le mouvement Amitiés radicales*, que préside M. Achille Ricker, et qui rassemble des radicaux membres de la majorité, et certains radicaux de gauche, affirme que les amis de M. Robert Fabre sont « *de plus en plus nombreux* » à constater que, « *en regard du drame portugais, l'union de la gauche a perdu toute crédibilité auprès de son électorat* ».

● *La direction de l'information d'Antenne 2* précise que, dans l'interview de M. Caillavet diffusée le 28 août (*le Monde* du 30 août), la phrase « *Et même d'en faire partie éventuellement ?* », se rapportant à une possible entrée du sénateur de Lot-et-Garonne au gouvernement était une question du journaliste. A la suite d'une erreur matérielle de transmission, commise par les services d'Antenne 2, cette phrase avait été attribuée à M. Caillavet.

M. PANTALACCI (R.I.) DÉMENT AVOIR ASSISTÉ AU CONGRÈS DE L'ARC

M. Noël Pantalacci, secrétaire général de la fédération régionale des républicains indépendants de la Corse, déclare dans un communiqué publié lundi 1ᵉʳ septembre : « *M. Laurent Salini, dans* l'Humanité *du samedi 30 août* (« le Monde » daté 31 août-1ᵉʳ septembre), *voulant dénoncer la prétendue complicité du gouvernement et de l'ARC, cite ma présence au congrès de l'ARC. Je tiens à préciser*, ajoute-t-il, *que ce jour-là je me trouvais à Paris. Les objectifs visés par les auteurs d'une telle information sont trop clairs pour qu'il soit besoin de les expliciter davantage.* »

De son côté, *l'Humanité* du 2 septembre révèle, sous le titre « *Ce jour-là...* », que le congrès de l'ARC, à Corte, a duré cinq jours et que la présence de M. Pantalacci a été signalée par *Nice-Matin* sans que ce dernier ait protesté.

● *Attentats à Propriano et à Porto-Vecchio.* — Outre les attentats perpétrés à Corte, deux autres attentats au plastic, ont été commis dans la nuit du lundi au mardi 2 septembre, en Corse, le premier à Porto-Vecchio, le second à Propriano. A Porto-Vecchio, la charge a explosé devant la porte d'entrée d'un ensemble résidentiel du quartier « Marina di Fiore ». La porte a été soufflée et un plafond d'une villa a été endommagé. A Propriano, l'explosif qui avait été placé devant l'entrée du camp de vacances du « Corsaire » a arraché la porte.

ARMÉE

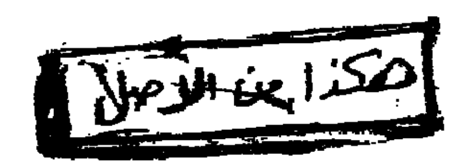
LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE PEUVENT ÊTRE CANDIDATS A TOUTE FONCTION PUBLIQUE ÉLECTIVE.

Le *Journal officiel* du 2 septembre, publie, par décret, le nouveau texte de l'article R 83 du code du service national, portant sur les droits des objecteurs de conscience. Ceux-ci, selon le nouvel article « *ne doivent participer à aucune activité ou réunion à caractère politique ou syndical.*

» *Ils doivent obtenir l'autorisation du ministre lorsqu'ils désirent évoquer publiquement des questions politiques ou mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale.*

» *Toutefois*, poursuit le texte, *et sous réserve des inéligibilités prévues par la loi, ces jeunes gens peuvent être candidats à toute fonction publique élective. En ce cas, les dispositions figurant aux deux premiers alinéas du présent article ne leur sont pas opposables et l'interdiction d'adhésion à un parti politique est suspendue pour la durée de la campagne électorale* ».

[Ce décret, daté du 29 août, remplace les dispositions du code du service national relatives aux libertés politiques et syndicales des objecteurs de conscience qui avaient été annulées par le Conseil d'État le 19 mars 1975. Une erreur d'interprétation nous avait fait dire dans « le Monde » du 26 août que l'article R 83 était purement et simplement annulé. Il n'en est rien. C'est seulement sa formulation qui a été modifiée.]



RELIGION

Le père Karl Rahner estime que le pape pourrait un jour siéger ailleurs qu'en Italie

De notre correspondante

Vienne. — « Il me plairait tout autant qu'un pape soit Africain ou Italien », vient de déclarer, dans une interview donnée à un journal catholique autrichien (1), le Père Karl Rahner, célèbre théologien jésuite, professeur à l'université d'Innsbruck.

Tenant compte du fait qu'en l'an 2000 60 % des catholiques vivront dans le tiers-monde, le Père Rahner estime « tout à fait concevable et raisonnable » d'admettre le principe que le pape puisse être un jour un homme de couleur. A ce sujet, se pose, selon lui, une question de théologie qui n'est pas encore « tout à fait éclaircie » : le chef de l'Eglise catholique doit-il forcément siéger à Rome ?

L'Eglise a besoin d'un pasteur suprême et le « siège de Pierre » doit toujours lui revenir, déclare le théologien allemand, mais il estime qu'il faut laisser l'Eglise répondre elle-même à la question pratique du choix de l'endroit où doit se trouver ce siège. Choix qui devrait être fait en fonction des situations. Le Père Rahner pense, par exemple, que le pape pourrait très bien décider de « transférer le siège suprême de l'Eglise à Manille ».

Dans un autre ordre d'idée, il appelle à réfléchir sur la question de l'utilisation systématique du pain et du vin comme symboles eucharistiques : dans certains pays, ces symboles peuvent sous cette forme, se heurter aux traditions locales. Ainsi, en Inde, indique le Père Rahner, le vin est quelque chose « d'immoral et d'irréligieux ». Ne vaudrait-il pas mieux, ajoute-t-il, laisser d'une façon générale les théologiens d'Afrique, de l'Inde ou de Chine décider eux-mêmes de ce qui convient le mieux aux traditions culturelles de leur propre pays. Ces notions sont difficiles à accepter, convient le Père Rahner, car c'est la théologie engendrée par le monde occidental qui a dominé jusqu'à ces dernières années — A. Rd.

(1) Journal *Alle Welt*, œuvres des missions papales en Autriche.

Au congrès international de sociologie de Lloret-de-Mar

Les reproches faits aux Églises par les jeunes atteignent-ils la religion ?

La treizième conférence internationale de sociologie religieuse est réunie cette année en Espagne, à Lloret-de-Mar, depuis le 31 août. Les travaux, sur le thème « Changement social et religion », doivent se terminer le 4 septembre. La conférence travaille sur des actes déjà réunis en volume comprenant une trentaine de communications sur les sujets les plus divers. A noter par exemple une étude de José Cazorla et Ruiz Rico sur la situation de l'Eglise espagnole sous le régime de Franco. Ces documents sont publiés avec le concours du Centre national de la recherche scientifique, par les éditions du C.N.R.S., 39, rue de la Monnaie, 59042 Lille Cedex.

Relevons pour l'instant un exposé de José Luis Aranguren sur « Les changements culturels de la jeunesse à l'égard de la religion », dont la portée est internationale.

S'opposant en général à la culture établie, les jeunes s'élèvent tout naturellement contre la religion établie. Ils reprochent notamment à l'Eglise sa vieillesse, son caractère suranné, de s'appuyer essentiellement sur la tradition, d'exclure les femmes de son gouvernement et d'être animée par des vieillards (pape, cardinaux, etc). Selon eux, l'Eglise se méfie de l'inspiration, du prophétisme, des charismes mystiques. D'où une dénonciation tardive des maux de notre civilisation et une tendance néfaste aux compromis.

Les jeunes estiment que le rôle culturel de l'Eglise est terminé, l'humanité étant, de manière irréversible, entrée dans une phase de sécularisation.

Le message évangélique se trouve aujourd'hui réinterprété d'une façon inédite sous l'influence du marxisme. Le Christ serait venu pour prêcher une libération temporelle. Son prophétisme serait d'ordre révolutionnaire.

Les auteurs remarquent toutefois que *« la religion, loin d'être en principe l'opium du peuple — encore qu'elle puisse être utilisée comme tel, — est précisément la condition nécessaire pour s'élever au-dessus du particulier et atteindre une conception universelle : la religion a été le premier « universel »*.

Le problème de l'incertitude de l'avenir de la religion — qui a une fonction symbolique — paraît beaucoup plus concerner les religions établies que la religion comme telle. L'éventuelle disparition des Eglises — qui est loin d'être sûre — n'atteint pas l'essence de la religion.

Si les Eglises n'opèrent pas un redressement, conclut-on, *« peut-être que nous nous acheminons vers une époque où la religion, et en particulier celle des jeunes, pourra se retrouver partout sauf dans les Eglises »*.

LA PROCÉDURE DE SUCCESSION DU CARDINAL ALFRINK EST ENTAMÉE

Le Saint-Siège semble avoir accepté la démission proposée, pour raison de limite d'âge, par le cardinal Bernard Alfrink, archevêque d'Utrecht (« le Monde » daté 6-7 juillet). Il n'a pas l'intention de nommer un administrateur apostolique. En effet, la démission ne deviendra effective que lorsqu'un successeur sera nommé. Il n'y aura donc pas d'intérim.

Selon l'usage, le chapitre des chanoines a déjà soumis une liste de trois candidats à la conférence épiscopale des Pays-Bas, qui a fait parvenir ses observations au prononce apostolique, à La Haye.

Dans une lettre aux fidèles, le cardinal Alfrink exprime l'espoir que son départ et l'arrivée de son successeur « ne conduiront pas à des troubles ou à l'aggravation des oppositions, alors que pour ce qui me concerne, je me suis toujours efforcé de les éviter ».

Paul VI a, selon la coutume, envoyé un télégramme de félicitations au cardinal, l'assurant de ses « vœux les plus chaleureux » et de « son affection constante ».

Le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, et le cardinal Benelli, substitut, ont aussi adressé des messages au primat de Hollande.

SCIENCES

AU CONGRÈS DE L'UNION GÉODÉSIQUE ET GÉOPHYSIQUE INTERNATIONALE

LA TERRE : une planète en déformation perpétuelle

Grenoble. — La seizième assemblée générale de l'Union géodésique et géophysique internationale (UGGI) est réunie à Grenoble, depuis le 25 août, et doit se terminer le 6 septembre. La journée d'ouverture a été marquée par les interventions de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, exprimant les souhaits du gouvernement de voir se renforcer les liens entre recherche fondamentale et recherche appliquée, et de M. Jean Coulomb, président sortant de l'UGGI, qui a dénoncé les menaces risquant d'affecter la coopération internationale et la liberté en matière de recherche scientifique.

L'une des très nombreuses réunions du congrès a été consacrée à une conférence de la commission des mouvements récents de l'écorce terrestre.

De notre envoyée spéciale

Tout bouge. Aucun point de la surface de la Terre n'est fixe. Telle est la certitude à laquelle sont parvenus, depuis quelques années, les spécialistes des sciences de la Terre. Il faut donc que les géodésiens mesurent sans cesse les déformations perpétuelles de la surface terrestre, puis travaillent avec les spécialistes des autres disciplines (graphimétrie, sismologie, volcanisme, etc.), pour comprendre les causes et les effets de ces mouvements. C'est ce que cherche à faire, depuis 1960, la commission des mouvements récents de l'écorce terrestre.

Certaines régions du monde bougent plus que d'autres. Ainsi la Californie, où la célèbre faille de San-Andreas (responsable, entre autres, du tremblement de terre de San-Francisco de 1906) glisse de 4 à 9 millimètres par an. Ainsi le Pamir et les monts T'ien-Shan, dans la République soviétique du Tadjikistan, où les géodésiens soviétiques ont mesuré, depuis 1948, des déplacements horizontaux ou verticaux pouvant atteindre respectivement 20 et 200 millimètres par an dans une zone longue de 500 kilomètres et haute de 500 mètres. Là, en effet, la masse continentale de l'Inde « télescope » depuis quelque quarante-cinq millions d'années la masse asiatique.

Le seul moyen de suivre ces mouvements est de créer des polygones géodynamiques, dont les côtés sont sans cesse remesurés avec une précision atteignant maintenant un demi-millimètre par kilomètre. Déjà plusieurs dizaines de ces polygones existent : trente-cinq en Europe, mais aucun en France, vingt-deux en U.R.S.S., six en Tchécoslovaquie, etc. Mais il faut en délimiter beaucoup plus et, surtout, relier tous ces polygones entre eux, pour avoir une vue globale des déformations continuelles de la surface de la Terre.

Actuellement, on peut mesurer les déformations de polygones relativement petits. Mais, d'ici à cinq, dix ou quinze ans, on espère passer à la mesure des variations de distances séparant les continents. La méthode sera probablement fondée sur l'interférométrie, en utilisant les ondes radio millimétriques émises par des objets astronomiques très éloignés, tels les quasars. Les mesures devraient alors être faites à 3 centimètres près, ce qui permettrait de chiffrer avec certitude les déplacements relatifs des masses continentales. Rappelons que l'éloignement relatif de l'Amérique du Nord et de l'Europe est actuellement estimé, mais seulement estimé, à 3 centimètres par an.

La connaissance des mouvements de la surface terrestre a un intérêt scientifique évident. Mais elle a aussi de multiples intérêts pratiques : prévisions des tremblements de terre et des éruptions volcaniques, construction des grands barrages et même adaptation de certains systèmes d'irrigation, etc. Une condition indispensable doit être apportée pour que ce travail soit fructueux. Géodésiens, sismologues, vulcanologues, géologues, ingénieurs, doivent apporter à de telles études leurs points de vue propres. Ceux-ci pris séparément ne peuvent donner, en effet, que des résultats partiels. Et il faut également introduire dans ces mesures une quatrième dimension : le temps.

YVONNE REBEYROL.

Un nouveau programme pour le « Glomar-Challenger »

Un des trente-quatre symposiums interdisciplinaires réunis pendant l'assemblée de l'Union géodésique et géophysique internationale a été consacré au Deep Sea Drilling Project (D.S.D.P.), programme américain de forage des grands fonds marins, commencé en 1968 et qui touche à sa fin.

Le navire *Glomar-Challenger*, construit pour ce programme, aura foré, en un peu plus de sept années, quelque six cents trous répartis sur quatre cents sites, obtenant ainsi 44 kilomètres de « carotte » permettant de vérifier nombre des hypothèses qui ont conduit à élaborer la récente théorie de la tectonique des plaques.

Le D.S.D.P. sera remplacé, en novembre prochain, pour le *Glomar-Challenger*, par un nouveau programme, l'International Program of Ocean Drilling (IPOD), auquel l'Union soviétique et la République fédérale allemande participent étroitement. La France, le Japon et la Grande-Bretagne devraient aussi se joindre prochainement à ce programme.

La contribution à l'IPOD des pays membres s'élève à un million de dollars par an — 50 millions de dollars pendant les trois premières années pour les Etats-Unis, — le coût de forage devant dépasser les 250 000 dollars du programme D.S.D.P. IPOD se propose, en effet des forages profonds dans le socle cristallin des fonds océaniques, et consacrera au moins une croisière à un seul trou, alors que le D.S.D.P. portait essentiellement sur la couverture sédimentaire et forait six à huit trous par croisière. Son second but est de comprendre comment se fait le contact entre les masses continentales — constituées pour l'essentiel d'un socle granitique — et les fonds océaniques dont le socle est basaltique. — Y. R.

ÉDUCATION

M. HENRI LE GALLO EST NOMME DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE DE PARIS.

M. Henri Le Gallo, ancien directeur des collèges au ministère de l'éducation, vient d'être nommé directeur des enseignements élémentaire et secondaire de Paris, par un décret publié au *Journal officiel* du 2 septembre. Il remplace à ce poste M. Raymond Prieur, nommé récemment recteur de l'académie d'Amiens (*le Monde* du 31 juillet).

[M. Henri Le Gallo est né le 3 avril 1921 à Reguéville-sur-Mer (Manche). Instituteur, puis professeur agrégé d'anglais à Avranches et Caen, il est nommé en 1957 inspecteur d'académie : il exerce cette fonction jusqu'en 1972 à Alençon, Le Mans et Bobigny. Il est ensuite nommé inspecteur général de l'instruction publique et devient en 1973 conseiller technique au cabinet de Mme Suzanne Ploux, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, puis à celui de M. Joseph Fontanet, alors ministre. Nommé par M. René Haby, l'actuel ministre, directeur des collèges, il a occupé ce poste de juin 1974 à juillet 1975.]

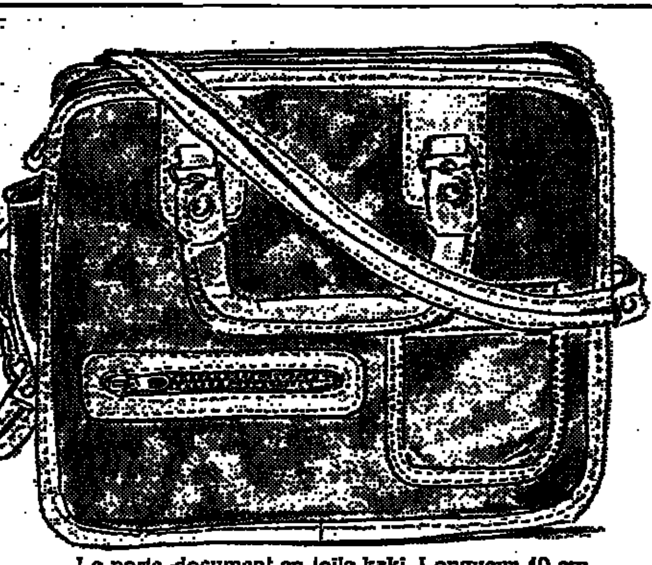
M. ANDRÉ HENRY (FEN) DEMANDE LE RÉEMPLOI DES MAITRES AUXILIAIRES ET DES CRÉATIONS DE POSTES

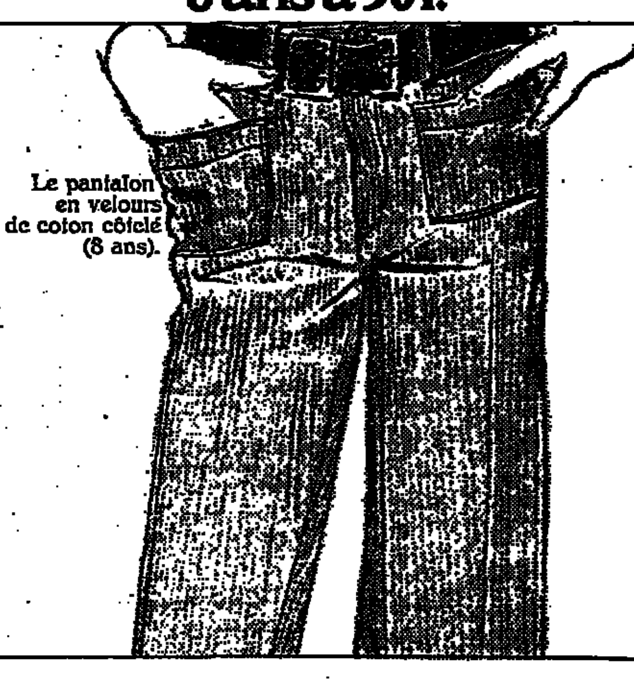
M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), vient d'écrire au premier ministre pour lui demander à nouveau la création d'« *emplois en très grand nombre dans le secteur public* » ; il s'agit, selon lui, d'« *une nécessité vitale* » pour « *la solution de la crise économique* ». Un effort dans ce sens, tant à la rentrée que dans le budget de 1976, « *constituerait*, pour M. Henry, *un élément stimulateur de résorption du chômage* ».

Le secrétaire général de la FEN a, d'autre part, suggéré au premier ministre d'« *imaginer le contenu, les formes, les structures et les objectifs d'une prolongation de la formation initiale jusqu'à dix-huit ans* ». Une telle mesure serait « *seule de nature à remédier à cette sorte de chômage chronique (...), qui résulte de l'inadaptation présente de l'offre d'emplois à la demande et à la formation des jeunes* » (1).

M. Henry traite aussi, dans une lettre à M. René Haby, ministre de l'éducation, de la mise en chômage de mille à deux mille maîtres auxiliaires du second degré, selon les estimations du ministère. Estimant qu'une « *telle perspective n'est pas acceptable* », le dirigeant syndical demande au contraire que les maîtres auxiliaires ayant déjà exercé soient réembauchés. Il réclame, en outre, que le budget de 1976 — qui ne couvre, selon lui, qu'« *à peine 40 % des besoins de l'éducation nationale, selon les normes officielles* » — soit nettement augmenté.

(1) Voir à ce sujet *le Monde* du 29 août et l'interview de M. André Henry que vient de publier *le Monde de l'éducation*, n° 9 (septembre 1975).





SPORTS

AUX JEUX MÉDITERRANÉENS D'ALGER

L'Algérie et son football

Alger. — Quand les rues d'Alger se vident et que chaque fenêtre ouverte laisse passer les cris d'un speaker en un flot cascadant jusqu'à la mer, c'est que la télévision retransmet un match de football. Dans les stades maghrébins aux gradins tendus vers le ciel, on voit une foule prête aux silences les plus angoissants comme à de délirantes flambées de joie. Aussi bien l'Algérie vit-elle en ce moment dans l'attente d'un événement : et si son équipe remportait le tournoi des Jeux méditerranéens ? Quel surprenant retournement ! C'est que l'amour sans retenue que l'on porte ici au football était en train de virer du dépit à la colère après dix ans de vaine espérance. Dix ans pendant lesquels chacun attendait quelque succès à la mesure de sa passion.

De notre envoyé spécial

Cette colère faillit bien éclater le 19 juin de l'année dernière lorsque l'Algérie, se faisant battre par la Tunisie, se vit écarter des prochains Jeux olympiques. Le limogeage du dixième entraîneur national n'aurait pas suffi à donner le change.

Ce fut le ministre de la jeunesse et des sports, M. Abdellah Fadel, qui se chargea de remettre les chose en ordre. On apprit alors la *dissolution* du *bureau fédéral* de la fédération de football, et le retour, à la direction des équipes nationales, de Rachid Mekhloufi. Plus discrètement fut désigné un « *administrateur provisoire* » en la personne du commandant Bekka, directeur des sports militaires. Selon le mot du ministre, le football allait devoir répondre « *aux impératifs du sport socialiste* ».

La fin des clubs « civils »

Nul ne cache plus la situation anarchique qui prévalait jusqu'à maintenant. La grande équipe du F.L.N., essentiellement composée d'anciens joueurs de clubs français, ayant fait son temps, le football algérien entra dans une sombre décennie rythmée par le départ saisonnier des entraîneurs nationaux à qui on ne laissait même pas le temps d'établir un programme. D'une équipe junior qui battit celle de la République fédérale d'Allemagne, en 1965, on ne sut retenir aucun élément. Les joueurs changeaient de club d'une semaine sur l'autre au gré des avantages pécuniaires qu'on leur offrait. Comme on dit ici, les dirigeants parvenaient à grand peine à gérer le passé. De l'avenir, il n'en était pas question.

Puisque des réformes s'imposaient, explique le commandant Bekka, il convenait de se conformer aux visées socialistes dont s'inspire le pays en s'appuyant sur ses structures de base. C'est pourquoi le plan de réorganisation prévoit la disparition des clubs « *civils* » et leur remplacement par des clubs rattachés à des unités administratives, à des unités économiques ou à des communes (assemblées populaires communales).

Deux saisons seront nécessaires avant la mise en place définitive de la réforme.

Actuellement, les *mutations* sont interdites dans les trois ans qui viennent, ce qui contraindra les clubs à un effort de *formation* des joueurs tout en assainissant les mœurs du football algérien... Chaque équipe senior ne pourra engager plus de cinq joueurs étrangers à l'entreprise. Les clubs opérant en division nationale devront mettre sur pied des équipes minimes, cadets, juniors et espoirs, et créer une école de football. La Fédération, quant à elle, établira également des écoles de football dans chacune des trente et une wilayas (départements).

L'adaptation des règlements à la situation politique du pays devrait enfin permettre, aux yeux des nouveaux responsables, de rétablir un système démocratique dont la Fédération de football n'avait guère fait son souci principal.

Tous ces bouleversements ayant été opérés à la veille des jeux méditerranéens, les Algériens s'étaient résignés à voir leur équipe jouer les utilités dans le tournoi de football. D'autant plus que Mekhloufi n'y était pas allé par quatre chemins en se privant des services de tous les titulaires de l'équipe nationale, à l'exception de deux ou trois éléments qui occupaient leur poste de manière épisodique.

Mekhloufi se mit à l'œuvre dans mois avant les jeux. A la surprise générale, et même un peu à la sienne, il obtint ce que l'on ne pouvait guère attendre d'une aussi jeune formation avant deux ou trois ans. La France, la Grèce et l'Egypte furent les premières victimes de la « nouvelle » équipe algérienne. On peut discuter de la valeur du tournoi, mais pas de la qualité d'ensemble du football pratiqué par les Algériens. Ses représentants possèdent une maîtrise *technique* naturelle qui leur fait capter la balle comme un chat.

Ces *dispositions* innées conduisaient malheureusement le plus souvent à des numéros de solistes spectaculaires, certes, mais peu efficaces. Le placide Mekhloufi s'est ingénié à utiliser les qualités individuelles dans un but collectif. Il se refuse à imposer un système de jeu, préférant indiquer des bases techniques à partir desquelles chacun évolue selon son tempérament.

FRANÇOIS SIMON.

● *L'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la France* sont qualifiés pour les demi-finales du tournoi des Jeux méditerranéens d'Alger. Les demi-finales opposeront le jeudi 4 septembre l'Algérie à la Tunisie et le Maroc à la France.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

TENNIS. — A Forest-Hill, François Jauffret a été éliminé en huitième de finale des championnats internationaux des Etats-Unis par l'Espagnol Manuel Orantes (6-4, 3-6, 6-3, 6-4).

FAITS DIVERS

DEPUIS L'AFFAIRE JAVILLIEY LA CRIMINALITÉ A CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉ A LYON déclare M. Louis Pradel

Après le règlement de comptes survenu, le 1er septembre, dans un bar du vieux Lyon, faisant trois morts et quatre blessés (*le Monde* du 3 septembre), deux organes de presse soviétiques, *Troud* et *Komsomolskaïa Pravda*, ont publié des articles sur la situation de la criminalité dans cette ville, qu'ils qualifient de « *Chicago français* ».

Répondant aux critiques des deux journaux, M. Louis Pradel, maire de Lyon, devait remarquer que la ville, « *tranquille, laborieuse* », est « *transformée en champ de tir depuis dix-huit ans* » du fait essentiellement de l'insuffisance des effectifs de police. « *Je ne juge pas, je constate,* a-t-il notamment déclaré. *Le taux de criminalité a augmenté considérablement dans notre agglomération depuis l'affaire du commissaire Javilliey. On a fait alors la chasse à certains policiers.*

« *Il leur fallait des contacts,* a ajouté le maire de Lyon. *Le juge Renaud, assassiné le 3 juillet dernier, n'allait-il pas lui aussi au devant des criminels ?* »

Chef de la brigade criminelle de la police judiciaire de Lyon, M. Charles Javilliey devait être relaxé par la cour d'appel de Dijon après avoir été accusé de corruption de fonctionnaire.

M. Pradel, qui avait parfois critiqué avec vigueur l'action du premier préfet de police nommé à Lyon, a rendu hommage au haut fonctionnaire qui assume actuellement cette charge, M. Paul Noirot-Cosson, avant de réclamer une nouvelle fois une augmentation des effectifs de police pour sa ville.

DANS UNE BANQUE DE NICE

Les policiers de la brigade anti-commandos tuent un bandit qui avait pris deux otages

Nice. — Un malfaiteur marseillais, Guy-Patrick Tchalian, vingt-quatre ans, qui tentait dans une banque de Nice de se faire remettre une rançon de 6 millions de francs, en menaçant d'exécuter deux otages, a été tué par la police le 2 septembre, vers 22 heures, après avoir été neutralisé par un tireur de la brigade anticommandos de Marseille.

C'est dans la matinée, peu avant 11 heures, que Guy-Patrick Tchalian était entré au Crédit lyonnais, avenue Jean-Médecin, à Nice. Après avoir prétexté l'intention de changer une importante somme d'argent suisse, il avait réussi à prendre en otages le directeur de la succursale, M. Briaut, et le chef du personnel, M. Dulot, et s'était enfermé avec eux dans une salle d'accueil. Il était armé d'un revolver et menaçait de faire sauter l'établissement bancaire, et ses occupants à l'aide, prétendait-il, de nitroglycérine, contenue, dans une bouteille Thermos si l'on ne satisfaisait pas ses exigences : le moyen de s'en aller et une somme de 6 millions de francs.

Les tractations durèrent tout l'après-midi, par téléphone, et, vers 20 heures, le bandit finit par accepter d'échanger ses deux otages contre deux policiers, en short et en chemisette, afin qu'ils ne cachent pas d'armes. Il s'agissait du commissaire N'Guyen Van Loc, responsable de la brigade anti-commandos de Marseille, et du sous-brigadier Bernabeu, de cette même brigade. Deux heures plus tard, Guy-Patrick Tchalian passa devant une fenêtre et fut blessé par un tireur d'élite installé dans une ruelle voisine. Il devait être achevé par les deux policiers pris en otages, à qui leurs collègues avaient donné rapidement des armes.

Au cours d'une conférence de presse, le préfet des Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambertin, qui avait dirigé les opérations indiqua que s'il regrettait qu'il eût fallu tuer un homme, cette solution avait été envisagée seulement après que tous les efforts tentés pour ramener l'agresseur à la raison eurent été vains. M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, a adressé au préfet des Alpes-Maritimes un message à l'attention des deux policiers ayant servi d'otages.

Il ira en personne, le 8 septembre, remettre aux deux policiers la médaille d'or pour acte de courage et de dévouement.

● *Explosion sur le pipe-line sud-européen : deux morts.* — Deux ouvriers ont péri brûlés vifs et deux autres ont été grièvement atteints lors d'une explosion qui s'est produite, le mardi 2 septembre, sur le pipe-line sud-européen, à Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône). Il s'agit de M. Pierre Godefroi, soudeur, trente-six ans, et d'un manœuvre algérien, M. Ahmed Tarfaya, quarante ans.

● *Cargo français en flammes au large de la Nouvelle-Zélande : six morts et dix disparus.* — Une fuite de carburant dans la chambre des machines a provoqué, le 2 septembre, au large de la Nouvelle-Zélande un incendie à bord du cargo français *Capitaine Bougainville* appartenant à la compagnie « Sofrana-Line ». D'après la garde côtière néo-zélandaise, six personnes auraient péri et dix autres seraient portées disparues. Le bâtiment comportait vingt-neuf membres d'équipage et huit passagers. Il se rendait d'Auckland (Nouvelle-Zélande) à Sydney (Australie). — (*Reuter.*)

● *Le meurtre d'un jeune Français en Allemagne de l'Ouest.* — Un ressortissant de la République fédérale d'Allemagne, Franz Pargen, quarante-quatre ans, a avoué avoir tué le jeune lycéen français Pascal Henry, âgé de seize ans, dont le corps avait été retrouvé le 5 août près d'Aschaffenburg (*le Monde* du 15 août). Le meurtrier aurait forcé le jeune garçon à céder à ses exigences homosexuelles sous la menace d'un couteau et c'est, dit-il, « *par accident* » que l'adolescent avait été mortellement blessé.

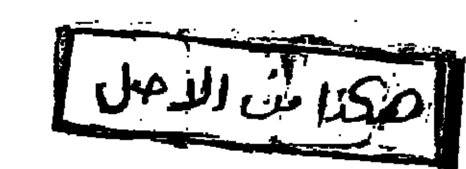
Après la manifestation du 30 août à Paris

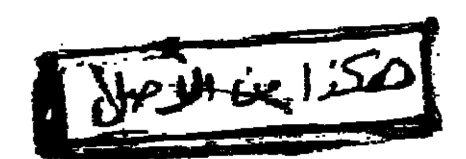
UN TÉMOIGNAGE SUR L'INTERVENTION DES POLICIERS DANS UN CAFÉ

Après la manifestation antifranquiste du samedi 30 août, à Paris, des policiers sont intervenus dans un café, 57, avenue Gambetta, à Paris (20e). Une dizaine de personnes qui ont assisté à cette intervention nous ont adressé le témoignage suivant : « *Vers 19 heures, le café était rempli de personnes du quartier et de clients habituels : des jeunes gens qui revenaient de la manifestation. C'est alors que les policiers, matraque levée, ont pénétré dans l'établissement, renversant les tables — deux guéridons ont été cassés — et les consommateurs. Aux clients qui voulaient s'interposer, la même réponse était faite : « Ferme ta gueule ! ». Ceux qui sortaient du café, obligés de passer devant une rangée de policiers, reçurent des coups. Deux jeunes gens, notamment, furent frappés, ainsi qu'une jeune fille. Scandalisé, un homme âgé demanda alors aux policiers d'hospitaliser les blessés. Réponse :* « Toi, ferme-la !... Tu veux voir les nôtres ? »

Les personnes qui ont signé ce témoignage (1) « *s'indignent de ces brutalités policières, qu'elles estiment inqualifiables et injustifiées* ».

(1) Mmes Cabannés, Dréau, Flore et Mansart ; MM. Peintrenis, Herbaya, Houssaye et Lajarrige.





LE SICOB

XXVIe SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

L'ORDINATEUR

L'heure des bilans

L'ORDINATEUR n'a mis que deux décennies pour envahir les universités, les entreprises industrielles, l'administration, et il ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Un jour, sans doute, chacun disposera à son propre domicile d'une puissance de calcul répondant à un besoin ressenti, d'un service informatique, tout comme les P.T.T. fournissent un service téléphonique. Les machines qui apporteront ce service seront assez différentes des ordinateurs actuels. Les difficultés techniques, l'investissement financier, seront considérables, et plus personne ne se hasarde à prédire au bout de combien d'années ce rêve deviendra réalité.

Aujourd'hui, l'informatique est dans l'expectative. L'influence de la crise économique, peu ressentie en 1974, ralentit maintenant l'expansion des ordinateurs aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. C'est l'heure de la pause, des bilans.

Le temps n'est plus aux annonces fracassantes de nouvelles machines, et le vingt-sixième SICOB, qui va se tenir à Paris du 18 au 26 septembre, n'en prévoit guère. Un des principaux événements de cette année aura été l'annonce à mots couverts du retard de la sortie chez I.B.M. de la nouvelle gamme « F.S. » (Future System), sans que l'on sache très bien s'il s'agit d'une stratégie destinée à ne pas trop effrayer les concurrents ou les clients, d'une mesure de repli devant un marché morose, ou encore de difficultés techniques ou commerciales. Désormais, les gammes nouvelles succédant aux gammes existantes seront introduites très progressivement.

Aucun informaticien n'ose plus parler de révolution technique proche. Le souci des rares sociétés qui ont surmonté la concurrence acharnée de ces vingt dernières années est de conserver leur place sur le marché. La part de chacun est d'ailleurs stable depuis plusieurs années, et pour une raison simple. Continuant de dominer le marché mondial dont il détient plus de la moitié, I.B.M. n'emploie qu'une proportion beaucoup moindre de la main-d'œuvre de l'ensemble des constructeurs et se retrouve avec une marge bénéficiaire et un « cash flow » triples de ceux de ses principaux concurrents. Ces derniers sont pratiquement dans l'impossibilité d'accroître leur part du marché, d'autant que le recours à l'emprunt est rendu difficile par les taux d'intérêt élevés. Seuls les constructeurs de mini-ordinateurs voient leur marché s'accroître à un rythme annuel de 30 %.

Le ralentissement de l'évolution technique des matériels est reflété, chez les utilisateurs, par une tendance inverse de celle des années 1965-1970. Moins préoccupés de l'arrivée de nouveaux modèles sur le marché, qui rendraient périmées les machines dont ils disposent, les utilisateurs ont de plus en plus tendance à acheter le matériel plutôt qu'à le louer.

Sur ce marché très concurrentiel, l'année 1975 aura marqué l'échec de l'Europe informatique. L'association Unidata, qui regroupait trois constructeurs européens, la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.), Siemens et Philips, aura disparu, et le gouvernement français aura donné son approbation à la fusion de la majeure partie de la C.I.I. avec Honeywell-Bull. Le marché européen se retrouve aussi « balkanisé » qu'il y a quelques années, ce qui n'est pas pour déplaire aux constructeurs américains. Il ne fait guère de doute que Siemens et Philips vont maintenant chercher un nouvel allié, américain sans doute, peut-être Univac. La société britannique I.C.L. continue de faire cavalier seul, mais pour combien de temps encore ? L'unité européenne, en matière d'informatique comme en aéronautique, aura été qu'un mythe.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

LE SORT DE L'INFORMATIQUE FRANÇAISE

VINGT QUESTIONS A NOS LECTEURS

L'HISTOIRE de l'informatique en France est dominée depuis dix ans par les conséquences de « l'affaire Bull ». En 1964, par suite de la politique de « non-intervention » du gouvernement français, General Electric prend le contrôle (66 %) de la Compagnie des machines Bull, jusqu'alors à capitaux français, et qui devient Bull-General Electric. En 1970, General Electric cède à Honeywell Information Systems (HIS), filiale informatique d'Honeywell, ses intérêts dans Bull-GE, qui devient la Compagnie Honeywell-Bull (C.H.B).

Cependant, en 1966, la mise en place du « plan-calcul » par le gouvernement français — traumatisé par le refus du gouvernement américain de livrer de gros ordinateurs à la France pour ses besoins militaires — aboutit à la création de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.) à capitaux français. La C.I.I. reçoit, pour développer et commercialiser une gamme d'ordinateurs moyens et gros (série Iris) une première aide de 420 millions et un crédit de 250 millions prévus pour une durée de quatre ans. En 1971, les objectifs n'étant pas atteints, le « plan-calcul » est renouvelé, et une société publique de financement, la CILOMI, est créée pour soulager les besoins de trésorerie de la C.I.I. C'est au total 1 400 millions de francs — sans compter les subventions pour des ordinateurs militaires — qui seront allés à la C.I.I. entre 1967 et 1974. Cette aide, complétée par l'incitation à l'achat des matériels C.I.I. par les administrations et les sociétés nationalisées, permet à la C.I.I. de s'octroyer la deuxième place sur le marché français. Mais la société est loin d'être rentable et ne subsiste que grâce à des subventions de l'ordre de 250 à 300 millions de francs par an.

Pour en sortir, deux solutions sont envisagées. La première, soutenue par les défenseurs du « plan-calcul » et par la direction de la C.I.I., consiste à s'associer à deux partenaires européens, Siemens et Philips, dans le groupe Unidata. Ce groupement prend naissance en 1973, et on lui fixe pour objectif l'étude d'une future gamme commune d'ordinateurs, la série 7000, dont la fabrication sera partagée entre les trois compagnies. En attendant, celles-ci s'engagent à proposer les matériels de leurs associés sur leurs propres marchés nationaux. En fait, des deux partenaires de la C.I.I., seul Siemens fait de la « grande informatique », où il a un potentiel double de celui de la C.I.I. alors que Philips s'intéresse aux ordinateurs de bureau.

Le dispositif se met lentement en place alors qu'on évoque à plus long terme les possibilités d'une fusion. Mais une autre solution est imposée à la C.I.I. par le gouvernement et par l'un de ses principaux actionnaires, la C.G.E. La C.G.E. redoute en effet la puissance de Siemens et de Philips face à la C.I.I. et reproche à Thomson-C.S.F. d'avoir accepté l'accord Unidata. Elle aurait préféré voir la C.I.I. se renforcer d'abord avant d'entrer au sein d'Unidata. En mai 1974, on annonce l'accord de principe sur le rachat d'Honeywell-Bull par des intérêts français et la fusion de la C.I.I. avec la Compagnie Honeywell-Bull. Dans la nouvelle C.I.I.-H.B., 53 % des capitaux seront français. Mais la C.I.I.-H.B. ne représentera qu'un peu moins de la moitié du « poids » total du groupe Honeywell Information Systems, filiale informatique d'Honeywell. Il est vrai que ce groupe sera le second groupe mondial, derrière I.B.M., avec un poids cinq ou six fois moindre.

Avant même d'être annoncé, cet accord, qui n'est d'ailleurs pas encore signé, suscite des controverses. N'a-t-on pas renoncé à être premier en Europe pour accepter un rôle de second, plus ou moins brillant, dans le deuxième groupe mondial ? Mais la C.I.I. n'aurait-elle pas été aussi le second du groupe Unidata ? Ne valait-il pas mieux regrouper le potentiel français sous une même bannière, même si c'est la bannière étoilée, du moment qu'on détenait le contrôle de la filiale française ? Mais n'a-t-on pas, ce faisant, renoncé à un grand projet européen ? Chacun peut apporter une réponse qui dépendra, certes, de ses convictions profondes, mais qui peut être étayée par les faits.

C'est à cet exercice que « le Monde » convie ses lecteurs, en leur soumettant un certain nombre de questions que se sont posées très certainement les « décideurs »... et les autres. Les questions sont classées dans l'ordre correspondant aux informations présentées dans le dossier qui a été réalisé par Polen Lloret et Dominique Verguèse. Ce dossier, que nous vous proposons pour éclairer le débat, n'est certes pas aussi volumineux que celui sur lequel se sont penchés nos ministres. Mais les grandes décisions se prennent en définitive souvent sur des critères simples et concis.

Si le sort de l'informatique française avait été entre vos mains, qu'auriez-vous décidé ?

L'IMPORTANCE DU MARCHÉ

L'INFORMATIQUE tient aujourd'hui une place fort importante dans l'économie des pays occidentaux.

La valeur totale du parc mondial d'ordinateurs installés était de 70 milliards de dollars en 1974. On prévoit qu'elle sera de 115 à 130 milliards de dollars en 1979.

En 1974, la valeur du parc américain représentait plus de la moitié du parc mondial — 39 milliards de dollars — et sera d'environ 59 à 65 milliards de dollars en 1979. Quant au parc de l'Europe occidentale, qui représentait en 1974 29 % du parc mondial en valeur, il croîtra plus vite que le parc américain et l'aura rattrapé dès 1979. Le parc français ne s'élevait qu'à 4,5 milliards de dollars en 1974 (6 % du parc mondial) et atteindra 6,7 milliards en 1979.

Sur ce marché, la prédominance américaine est presque totale. Les constructeurs américains d'ordinateurs avaient fourni 87 % du parc mondial en 1974 et 84 % du marché européen. En 1979, on estime qu'ils détiendront encore, en valeur, 81 % du parc mondial et 75 % du parc européen. En 1974, les constructeurs américains ont fabriqué pour plus de 8 milliards de dollars de matériel.

Le marché de l'informatique est cependant moins important que le marché du pétrole, de l'automobile, de l'acier ou de l'industrie alimentaire. I.B.M., qui détient les deux tiers du marché américain, vient au neuvième rang des entreprises américaines et fait un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars, dix fois plus faible que le total des cinq grandes sociétés pétrolières ou cinq fois moins que le total des deux grands de l'automobile. En France, le chiffre d'affaires de toute la profession informatique est de 15 milliards de francs ; c'est bien moins que l'ensemble de l'industrie alimentaire, où des secteurs entiers sont pourtant tombés sans trop de controverses sous contrôle étranger.

L'importance accordée au plan-calcul en France est-elle à la mesure de ce marché informatique ? En huit ans, il aura été dépensé en France une somme relativement modeste, 1,4 à 1,8 milliard de francs, soit en gros le coût d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

Si donc l'industrie informatique et le soutien qu'on se propose de lui accorder en tant qu'activité nationale ont une importance, c'est plutôt du côté qualitatif qu'il faut la chercher. Elle est associée à tout développement dans les domaines « de pointe », qui semblent être le germe de la prospérité à venir et auxquels on porte toujours intérêt sans qu'on sache bien expliquer pourquoi.

Dès le lancement du plan-calcul, le gouvernement français a d'ailleurs fait porter son effort principal sur les ordinateurs. Or, les unités centrales ne représentent que 40 à 50 % des dépenses des utilisateurs en matériels. Les périphériques, qui ont une importance égale sinon supérieure en chiffre d'affaires, n'ont fait l'objet d'aucune aide sérieuse du plan-calcul (ces périphériques sont d'ailleurs le plus souvent achetés à l'étranger). Pour les unités centrales elles-mêmes, plus de 50 % de la valeur correspond aux composants électroniques achetés le plus souvent... aux Etats-Unis.

JMC

LA TAILLE CRITIQUE

LES le lancement du plan-calcul, en 1965-1966, les responsables avaient estimé que, lorsque la C.I.I. aurait démontré ses capacités à concevoir, à fabriquer et à vendre des ordinateurs sur le marché français, une alliance avec des sociétés étrangères serait souhaitable.

Certains responsables, et notamment les dirigeants d'Honeywell-Bull, estiment qu'une société doit détenir environ 10 % du marché mondial — soit en gros le sixième du poids d'I.B.M. — pour pouvoir contrebalancer la puissance du n° 1 de l'informatique. Il faut en effet que la société concurrente d'I.B.M. puisse supporter la charge financière des études des nouveaux matériels et de leur commercialisation. Les ordinateurs sont loués et non pas vendus dans 70 % des cas, ce qui implique d'importants besoins de trésorerie de la part des constructeurs. En dessous de 10 % du marché, la « masse critique » risque d'être trop faible.

Or le marché européen est dominé à 60 % par I.B.M. et à 86 % par les constructeurs américains. De nombreux constructeurs européens, (I.C.L., Siemens, Philips, C.I.I., Olivetti...) se disputent les 12 ou 14 % qui restent. Unidata n'en détenait que 7 % et la C.I.I., comme Siemens, ne survit qu'avec d'importantes subventions publiques de plusieurs centaines de millions de francs par an. Honeywell pour sa part détient environ 11 % du marché européen et 7 % du marché américain. Quant au marché français, il est détenu à 48 % par I.B.M., à 18-20 % par C.I.I. et à 14 % par Honeywell.

Si donc un constructeur européen veut atteindre la taille critique, il lui faut vendre en dehors du marché européen. Pourtant, il est difficile à une société informatique de prendre des clients à une autre société. Lorsqu'il restitue un ordinateur pour en louer un plus gros, le client préfère être fidèle au constructeur dans 80 % des cas, ce qui lui évite les frais de conversion de logiciel. Le partage du marché entre les divers constructeurs ne varie donc que lentement.

Un client étant équipé, le fournisseur s'efforce de répondre à ses besoins qui vont en général croissant. D'où le besoin, à terme, d'une gamme complète.

Compte tenu de toutes ces contraintes, peut-on trouver, en France, une stratégie qui laisse un espoir d'être rentable à terme ?

A côté de la « grande informatique », qui fait l'objet de tous les soins, on oublie souvent la « péri-informatique » ou « informatique légère ». Le marché français en est pourtant de l'ordre de 2 400 millions de francs, regroupant en réalité trois domaines : les ordinateurs de bureau, les mini-ordinateurs et les périphériques. Les sociétés françaises ont réalisé au total un chiffre d'affaires d'environ 1 000 millions, dont plus du quart à l'exportation. La couverture du marché national, tout en restant faible, est sensiblement plus importante que dans la grande informatique.

L'informatique légère illustre la politique des « créneaux » aux ambitions limitées. Un plan pour la péri-informatique est en cours d'élaboration, pour regrouper une partie des soixante et un constructeurs français de périphériques et les aider à accroître leur part du marché français à l'aide de prêts et de subventions.

UNE ALTERNATIVE POLITIQUE

QU'EST-CE qu'une informatique « française » ? S'il s'agit d'employer des Français et de produire sur le territoire national, alors I.B.M.-France (dont les capitaux sont américains), ou l'ancienne Compagnie Honeywell-Bull (pour laquelle ils l'étaient aux deux tiers), sont incontestablement des industries françaises. Cependant, on considère en général qu'il faut aussi que la majorité des capitaux soient français. C'est la seule garantie — dans le domaine de l'emploi par exemple — contre une décision brutale venue de l'étranger, aussi improbable soit-elle. La nouvelle compagnie C.I.I.-Honeywell-Bull répond à cette définition, avec une majorité nationale de 53 % partagée entre l'Etat, la C.G.E., et les autres actionnaires français. Est-elle, pour autant, une industrie informatique française ?

Le principal argument en faveur de la solution retenue est l' « effet de taille » : C.I.I.-Honeywell-Bull et Honeywell Information Systems, offrant des produits identiques sur l'ensemble du marché mondial, atteignent *ensemble* une taille industrielle suffisante pour contrebalancer quelque peu I.B.M. Cela exige, de part et d'autre de l'Atlantique, des *études communes*, pour des *produits communs*. Après la fusion, les potentiels d'étude seront du même ordre, environ deux mille cinq cents personnes en France comme aux Etats-Unis. L'accord prévoit un partage équitable des études, chacune des sociétés ayant le droit de fabriquer librement les produits étudiés par l'autre pour la gamme commune. Mais, qui dit partage, dit nécessité de coordination. C'est le rôle d'un « comité technique » dont la majorité appartint à Honeywell, ce qui ne fait que refléter sa part réelle dans l'ensemble du groupe, qui est bel et bien de l'ordre des trois quarts.

Certes, la compagnie C.I.I.-Honeywell-Bull demeure seule juge — pour ce qui la concerne — des décisions finales, et une possibilité de désengagement d'Honeywell en cas de désaccord insurmontable est prévue (rachat de sa part par l'Etat français). Si l'on croit fermement à l'effet de taille, ce n'est l'intérêt ni de l'une ni de l'autre des deux compagnies, et il faudra bien s'acheminer vers des compromis. Il n'en reste pas moins une certaine ambiguïté dans l'indépendance réelle de la nouvelle compagnie C.I.I.-Honeywell-Bull. Autonome et à majorité française sur le plan de la production, elle dépend d'études communes pour la définition technique des produits. Sa part d'études est équitable, mais le pouvoir de décision technique reste — du moins théoriquement — aux Etats-Unis.

La fusion C.I.I.-Honeywell-Bull remet-elle en cause l'accord Unidata ? Officiellement, non. Tous les partenaires sont jusqu'ici restés d'une grande discrétion à ce sujet.

Unidata était, jusqu'au début de 1975, un accord commercial, et un accord technique. Les trois associés inscrivaient tous leurs matériels au même catalogue et avaient entrepris de développer une gamme commune de six ordinateurs dont les quatre premiers sont aujourd'hui en cours de commercialisation. Mais les décisions devaient être prises à l'unanimité, ce qui privait ce groupement industriel d'une direction efficace, et l'accord commercial était appliqué avec réticence, chacun préférant vendre ou louer ses propres matériels plutôt que de promouvoir ceux de ses partenaires.

A terme, il était envisagé une société unique où Siemens et C.I.I., à égalité, auraient eu 42,5 % des parts, et Philips 15 %. Les discussions s'amorcèrent en 1974.

Cette égalité des parts entre C.I.I. et Siemens aurait en fait recouvert une réalité industrielle différente. Dans le domaine « grande informatique », les effectifs de C.I.I. étaient de 6 500 personnes, contre 12 500 pour Siemens. Les chiffres d'affaires étaient dans la même proportion respectivement 900 millions de francs et 1 800 (le chiffre d'affaires de la C.I.I. est de 1 400 millions, si l'on inclut les subventions publiques et les mini-ordinateurs); et, pour le parc installé, Siemens avait l'avantage dans un rapport de 3 environ.

Avec ses vingt-deux mille personnes, C.I.I.-Honeywell-Bull sera presque deux fois plus importante que Siemens, et cela sera vrai aussi des chiffres d'affaires, et plus encore des parcs. En perdant un peu le contact avec la réalité du jour, on pourrait même imaginer une société C.I.I. - Honeywell-Bull - Siemens - Philips sur le même modèle que les projets caressés pour Unidata. Si ce regroupement se faisait, dans le cadre de Honeywell Information Systems, le poids européen dans le groupe deviendrait alors déterminant.

Mais que valent ces spéculations devant les contraintes financières (rentabilité), techniques (harmonisation des gammes) et psychologiques ? Bull-General Electric, devenue cinq ans plus tard Honeywell-Bull, se transforme aujourd'hui en C.I.I.-Honeywell-Bull. Une fusion tous les cinq ans, c'est déjà beaucoup pour qui veut mener ses troupes en bon ordre à la bataille. Aussi les pronostics sur des développements ultérieurs sont-ils réservés.

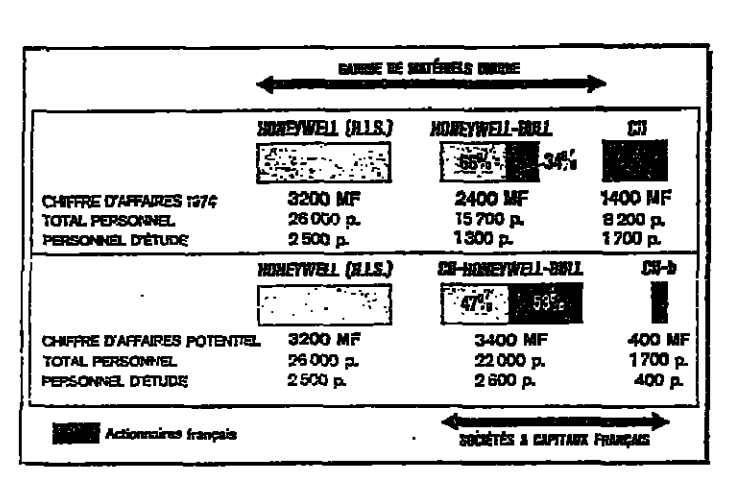
L'harmonie des gammes

AU cours du premier plan calcul, la C.I.I. a construit les ordinateurs Iris. Ils couvrent partiellement le domaine des ordinateurs moyens. Les accords Unidata ont ensuite prévu une nouvelle gamme, la série « 7000 », dont certains modèles ont vu le jour dès 1974. L'idée retenue était celle d'une définition en commun des caractéristiques et d'un partage des fabrications entre les trois constructeurs européens : la C.I.I. (7740), Siemens (7730 et 7750) et Philips (7720). Il manque encore à cette gamme les gros ordinateurs (nom de code provisoire : X-4 et X-5), dont l'étude avait *été confiée à C.I.I.*

De son côté, Honeywell-Bull (et son partenaire américain Honeywell) commercialise depuis la fin 1974 une nouvelle gamme très complète : la « série 60 ».

La nouvelle société C.I.I. Honeywell-Bull se heurte immédiatement à un problème de concurrence interne. Si l'on peut admettre que les calculateurs Iris sont techniquement périmés, il n'en est pas de même des Unidata 7000, contemporains de la série 60. Il faudra à tout le moins honorer les commandes actuelles et fabriquer des matériels pour Siemens et Philips s'ils le demandent, car les modèles confiés à la C.I.I. sont indispensables à leur propre gamme.

Le point le plus crucial est sans doute celui des futurs modèles X-4 et X-5. Leur marché potentiel, estimé a deux cents machines, justifie difficilement la poursuite des études, alors même que la série Honeywell peut satisfaire aux demandes. Mais six cents personnes travaillent actuellement chez C.I.I. sur X-4 et X-5, et plus de 1 milliard de francs d'études ont déjà été dépensés. Faut-il le passer par profits et pertes ? Que faire alors de ces six cents personnes, et quelle attitude prendre vis-à-vis d'Unidata ? On s'oriente vers la poursuite de l'étude et l'amorce, au moins, de la commercialisation de la machine X-4. Mais c'est reculer de plusieurs années l'harmonisation de la gamme des matériels de la nouvelle compagnie et alourdir un passif déjà considérable.



Le soutien de l'État

SUR les quatre années à venir, l'Etat s'engage à verser à la nouvelle C.I.I. - Honeywell - Bull une subvention de 1 200 millions de francs et garantit un montant minimum de commandes de 3 730 millions de francs. Au cas où ce dernier chiffre ne serait pas atteint, il verserait une subvention complémentaire égale à 55 % de la différence entre les commandes effectivement passées et le montant prévu.

Il en est du soutien de l'Etat comme de tous les excitants. Tonique à faible dose, il n'apporte, en quantité excessive, qu'une sécurité trompeuse et des lendemains difficiles. Est-il, ici, judicieusement calculé ? Les deux formes d'action possibles de l'Etat sont mises en jeu. En amont, la subvention pour développer les produits. En aval, la pression sur les acheteurs publics pour assurer à ces produits un marché suffisant.

La subvention, de 1 200 millions de francs en quatre ans, est exactement du même ordre que ce que recevait la C.I.I. En huit ans, celle-ci n'a jamais atteint le seuil de rentabilité, et cette subvention prenait un caractère permanent. Le pari est que, grâce à l'organisation mieux assise d'Honeywell-Bull, actuellement rentable (1), on épongera en quatre ans les séquelles de la fusion. Si les trois sociétés, C.I.I., Siemens et Philips, avaient continué d'exister au sein d'Unidata, c'est une subvention d'environ 2 800 millions qui était demandée sur quatre ans, dont 1 200 millions pour l'Etat français.

La garantie d'achat, à C.I.I.-Honeywell-Bull de 3 730 millions de francs en quatre ans, paraît considérable. Le marché de l'administration française est, certes, important (environ 15 % du marché national), mais, en ce qui concerne les équipements proprement dits, il reste de l'ordre de 1 milliard de francs par an.

La part actuelle cumulée de C.I.I. (30 %) et de Honeywell-Bull (10 %) se limite à environ 400 millions de francs par an. En étendant la notion de « commandes publiques » aux entreprises telles que le C.E.A., l'E.D.F. ou la R.A.T.P., on aboutit au mieux à une part actuelle (C.I.I. + H.B.) de 6 à 700 millions de francs par an (2). Le chiffre énoncé de 3 730 millions de francs en quatre ans suppose donc une pression autoritaire sur les achats publics beaucoup plus ferme qu'au cours du précédent plan-calcul. Or, si celui-ci avait eu un effet spectaculaire au cours des premières années (la part d'I.B.M. étant tombée de 55 à 40 %), le phénomène s'atténue ensuite, car, une fois les utilisateurs équipés, les commandes portent surtout sur le renouvellement du matériel.

Une dernière possibilité, valable à court terme, consiste à favoriser les achats (les trois quarts des matériels des administrations sont actuellement loués, essentiellement pour des raisons de limitations budgétaires). Le montant des commandes serait provisoirement gonflé. Une « centrale de financement » des achats de l'Etat va être créée pour laquelle un budget annuel de 500 millions de francs est actuellement prévu. Elle aiderait les administrations à s'équiper et allégerait les besoins de trésorerie de C.I.I.-Honeywell-Bull. Centralisant les acquisitions, c'est, en outre, un instrument de standardisation, voire éventuellement de pression autoritaire, qui poussera l'administration à acheter du matériel C.I.I.-Honeywell-Bull.

Mais il peut sembler quelque peu étrange que le gouvernement français s'apprête désormais à subventionner des études de matériels que réalise et vendra non seulement C.I.I.-Honeywell-Bull mais Honeywell-Information-Systems. De même, la centrale de financement devrait faciliter l'acquisition par l'administration française de machines d'Honeywell-Information-Systems.

(1) Les productivités comparées par employé sont de l'ordre de 200 000 francs de chiffre d'affaires par personne et par an pour I.B.M. ; 150 000 francs pour Honeywell-Bull ; 100 000 francs seulement pour C.I.I., en excluant les subventions du chiffre d'affaires.

(2) Le marché des « entreprises publiques » est sensiblement équivalent à celui des administrations, mais la pénétration actuelle de C.I.I. y est beaucoup moindre.

Toulouse et l'emploi

LA Compagnie Honeywell-Bull emploie environ 16 000 personnes, dont 11 000 en France. La C.I.I. emploie 8 200 personnes, dont 1 700 personnes dans les bureaux d'études, principalement en France (à titre de comparaison, I.B.M.-France emploie 18 000 personnes, I.B.M. mondiale 280 000 et HIS 42 000, y compris C.I.I.-Honeywell-Bull).

On trouvera dans la nouvelle C.I.I.-Honeywell-Bull l'ensemble du personnel de l'ancienne Compagnie Honeywell-Bull, mais une partie seulement (5 000 personnes) du personnel de la C.I.I.

Les accords avec Honeywell laissent en effet à l'écart la « C.I.I. bis » ou « C.I.I.-B. », reliquat de l'ancienne C.I.I., qui reste animée par Thomson et conserve les activités militaires et l'informatique légère. Thomson hérité également de l'usine de Toulouse et de ses 1 600 personnes. Le seul soutien officiel aujourd'hui connu est un engagement de commande de 465 millions de francs (sur quatre ans) de la part de C.I.I.-Honeywell-Bull.

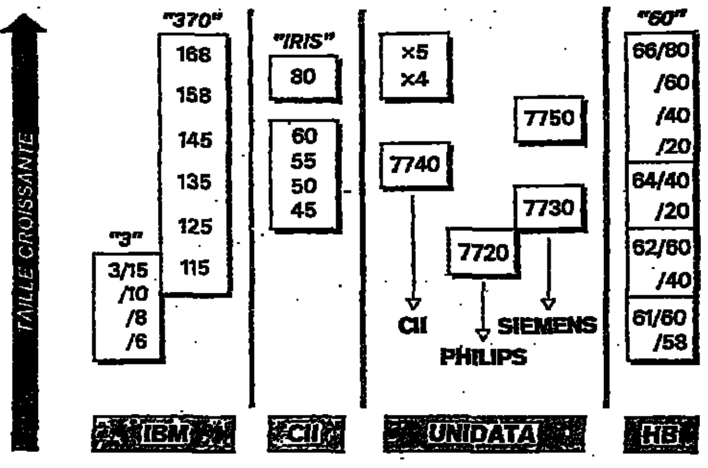
Est-ce, pour Thomson, un mauvais partage ? Le chiffre d'affaires cumulé des activités militaires et mini-informatiques était de l'ordre de 3 à 400 millions de francs. Le marché militaire consiste en fourniture de matériels robustes destinés à des véhicules tout terrain : Iris 35 M et Mitra 15 M. Il est certainement rentable. Celui des mini-ordinateurs Mitra 15 l'est probablement aussi, et C.I.I. vient d'annoncer au début de l'été un nouveau modèle : Mitra 125.

Restent les commandes civiles à l'usine de Toulouse. On a promis de sous-traiter à l'usine de Toulouse la production des matériels C.I.I. que la nouvelle C.I.I.-Honeywell-Bull *réussirait à vendre, et de poursuivre* jusqu'au bout l'étude de X 4 et X 5. Mais cette phase transitoire, qu'on voudrait limiter à trois ou quatre ans, se déroulera-t-elle sans coût économique et social ? Thomson n'a pas encore donné son accord définitif au partage des tâches entre C.I.I.-Honeywell-Bull et C.I.I.-B. Et bien des observateurs redoutent des licenciements à l'usine de Toulouse.

La production des ordinateurs de la série 60 d'Honeywell Information *Systems est dispersée dans trois* pays : tandis que les modèles 61 et 64 sont surtout fabriqués en France, le modèle 62 est fabriqué par HIS en Italie et le modèle 66 aux Etats-Unis.

Puisque l'usine de Toulouse de la CII ne fait pas partie des accords, la production d'ordinateurs de la nouvelle société se fera essentiellement dans les usines HIS dispersées en Europe et aux Etats-Unis.

Honeywell-Bull, de son côté, pos*sède deux usines en France, l'une* installée à Angers, qui emploie environ deux mille personnes, et l'autre à Belfort qui emploie deux mille deux cents personnes.



POINTS DE VUE

Voir clair

Les décisions françaises prises le 12 mai 1975 dans le domaine de l'informatique de gestion s'apprécient d'autant mieux que l'on se rappelle trois données fondamentales :

— L'informatique ne connaît pas les frontières : elle est mondiale ;

— L'informatique nécessite des investissements techniques et financiers considérables : très souvent le constructeur est le banquier de son client ;

— L'informatique est dominée par un puissant groupe américain qui couvre la majorité du marché mondial.

Cette situation de fait a conduit des industriels puissants, mais isolés, à se retirer du marché (General Electric, R.C.A., Xerox, etc.). L'industrie française n'abandonne pas la partie, car elle a les moyens de relever le défi. Ces moyens étaient jusqu'ici morcelés. Les rassemblements des potentiels nationaux de C.I.I. et d'Honeywell-Bull, conjugués à celui d'Honeywell, son partenaire américain, jettent les bases d'un nouveau groupe puissant et équilibré.

— Le marché mondial est couvert par ce nouvel ensemble ;

— Les produits et services offerts sont techniquement compétitifs ;

— L'ensemble de ses clients représente le plus grand nombre d'utilisateurs dans le monde après I.B.M. (plus de dix mille clients) ;

— Les moyens mis en œuvre en informatique par les partenaires français et américain sont équilibrés : ils couvrent des marchés de taille comparable, ils ont des effectifs voisins, ils ont des ressources techniques et industrielles égales ;

— La coordination mondiale nécessaire entre les travaux *d'études des deux partenaires* est assurée par un comité technique. Ce comité technique est à majorité Honeywell, mais le conseil d'administration à majorité française contrôle et approuve souverainement toute décision qui concerne les activités de la nouvelle société ;

— Le groupe reste ouvert à d'autres partenaires, en particulier aux firmes européennes.

Finalement, voir clair aujourd'hui, c'est :

- Admettre qu'une décision a été prise ;
- Admettre la réalité des faits économiques ;
- Admettre que le nouveau *groupe représente le défi* le plus sérieux jamais lancé à l'hégémonie d'I B M.

JEAN-PIERRE BRULÉ,
président-directeur général d'Honeywell - Bull.

Valoriser la diversité

Le regroupement du potentiel français dans le domaine de l'informatique lourde au sein d'une nouvelle compagnie constituée par la fusion de C.I.I. et de Honeywell-Bull est une solution positive dont l'effet de synergie à moyen terme est incontestable.

L'information légère, qui représente l'autre domaine de l'industrie informatique française, se distingue par des caractéristiques telles qu'une solution d'un autre type doit être recherchée.

En effet, c'est un ensemble d'activités qui se caractérise par la légèreté de ses investissements et la créativité de ses équipes d'études et de développement — ce qui permet un taux de croissance qui n'exclut pas une rentabilité à court terme, — et surtout par son autonomie vis-à-vis de l'informatique lourde tant *sur le plan industriel* que sur le plan commercial. Elle est aidée en cela par son intégration à d'autres activités industrielles qui la complètent très efficacement : automatisme industriel, mécanographie, instrumentation scientifique, télécommunications.

C'est pourquoi, il est souhaitable d'étudier une restructuration de l'industrie de l'informatique légère qui réduira l'éparpillement de ses forces, mais qui sauvegardera, et même valorisera, sa diversité qui est la source même de son dynamisme.

GEORGES SEBAN,
président-directeur général de Logabax.

Et le logiciel ?

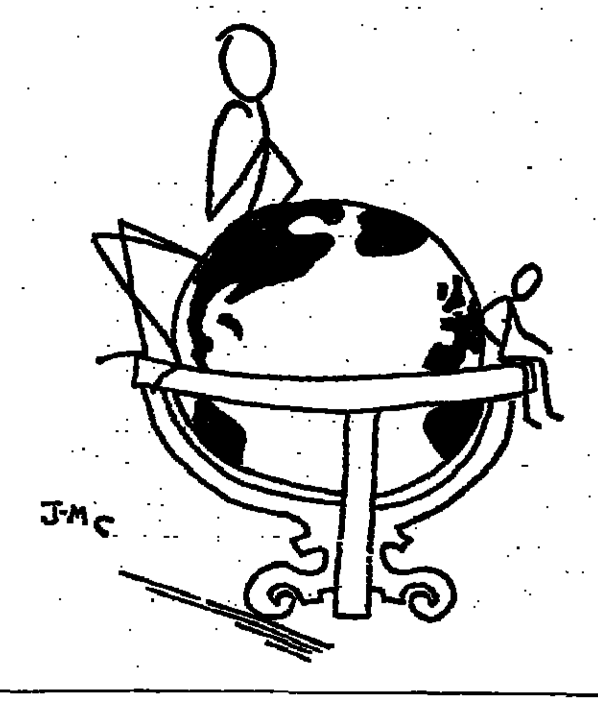
Au travers des récents *développements du plan - calcul,* il est clair que la préoccupation essentielle du gouvernement reste l'obtention pour notre pays d'une certaine maîtrise dans le développement et la fabrication des ordinateurs. Cela est un but normal pour un pays comme le nôtre.

Mais, il faut attirer l'attention sur une grave insuffisance de ce plan : à quoi servirait en effet cette maîtrise si, dans le même temps, la France, n'étant pas en mesure d'élaborer elle-même tous les logiciels nécessaires à ses besoins, civils ou militaires, perdait la bataille de l'utilisation de l'informatique ?

Le logiciel est donc tout aussi vital que le matériel. Or, il existe en France une très importante industrie de services et conseils en informatique, en quasi-totalité à capitaux français, la *deuxième au monde derrière* celle des Etats-Unis ; son « poids » en chiffre d'affaires et effectifs est identique à celui de la part de l'industrie, à capitaux français, des matériels.

Il importe donc que le gouvernement n'oublie pas d'intégrer à son nouveau plan informatique tous les moyens nécessaires dont il peut disposer pour favoriser la poursuite du développement de cet autre volet de l'industrie française de l'informatique.

GÉRARD BAUVIN,
président de Syntec Informatique (chambre syndicale des sociétés de services et conseils en informatique).



Votre opinion sur l'informatique française

Le questionnaire que nous vous proposons est avant tout un « jeu d'entreprise » : Qu'auriez-vous fait si vous aviez été le « décideur » du plan-calcul français, et en fonction de quelles motivations ? Certes, vous êtes aussi invité à juger les décisions effectivement prises, mais le dossier s'adresse à tous nos lecteurs et cherche moins à être une enquête d'opinion qu'à rappeler la complexité de l'affaire et la difficulté de parvenir à une décision. L'intérêt du dépouillement des réponses, qui seront publiées dans « le Monde » du 20 septembre (daté du 21), sera surtout de vous situer par rapport à l'ensemble de ceux qui auront répondu (1).

Pour répondre, cochez la case blanche (immédiatement à gauche de l'une des lettres A, B ou C) correspondant à la « thèse » que vous soutenez. Le questionnaire ainsi complété doit être envoyé à la rubrique scientifique du journal « le Monde », 5, rue des Italiens, 75009 Paris, avant le mardi 9 septembre.

Deux autres suppléments SICOB seront publiés dans « le Monde » du 17 et du 19 septembre.

(1) Le dépouillement sera effectué par la Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (SAGEM).

Si vous aviez eu à décider

1 La politique informatique française de ces dix dernières années vous paraît-elle cohérente ?
- A OUI.
- B NON.
- C SANS OPINION.

2 La fusion de la C.I.I. et d'Honeywell-Bull est-elle avant tout :
- A UNE ACTION MUREMENT REFLECHIE AU NIVEAU GOUVERNEMENTAL ?
- B UN EPISODE DU DUEL ENTRE C.G.E. ET THOMSON C.S.F. ?
- C UNE ACTION SANS VUES A LONG-TERME ?

L'importance du marché

3 Faut-il une industrie française des ordinateurs ?
- A OUI.
- B NON.
- C SANS OPINION.

4 Estimez-vous qu'une industrie informatique française est :
- A VITALE POUR L'ECONOMIE NATIONALE ?
- B NECESSAIRE A L'INDEPENDANCE NATIONALE ?
- C UNE INDUSTRIE PARMI D'AUTRES ?

5 Pour être compétitive, estimez-vous qu'une société informatique nationale :
- A PEUT RESTER ISOLEE ET SE CONTENTER SURTOUT DU MARCHE NATIONAL ?
- B DOIT S'ALLIER A DES SOCIETES ETRANGERES ET S'ATTAQUER A UN MARCHE ELARGI ?

6 Quel devrait être, à votre avis, le secteur prioritaire dans l'informatique française :
- A LA GRANDE INFORMATIQUE ?
- B L'INFORMATIQUE LEGERE ?
- C LE LOGICIEL ?

Une taille critique

7 L'ensemble C.I.I. - Honeywell-Bull vous paraît-elle pouvoir atteindre la taille critique sur le marché mondial ?
- A OUI.
- B NON.
- C SANS OPINION.

Une alternative politique

8 Pensez-vous que l'association Unidata évoluant vers une fusion des activités de la C.I.I., de Siemens et de Philips :
- A ETAIT VOUEE A L'ECHEC ?
- B AURAIT PU ABOUTIR A UNE INFORMATIQUE EUROPEENNE ?
- C SANS OPINION.

9 Quitte à voir la C.I.I. perdre tout pouvoir de décision au sein d'un groupe étranger, préféreriez-vous le lui voir perdre :
- A AU PROFIT D'UNE SOCIETE EUROPEENNE ?
- B AU PROFIT D'UNE SOCIETE AMERICAINE ?
- C PEU IMPORTE.

10 Comment définissez-vous une société française d'informatique :
- A UNE SOCIETE OU LA MAJORITE DU CAPITAL EST FRANÇAISE ?
- B UNE SOCIETE OU EN OUTRE LE CONTROLE DE LA DEFINITION ET DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS EST FRANÇAIS ?
- C UNE SOCIETE DONT LES CENTRES DE DECISION SONT IMPLANTES EN FRANCE ?

11 En acquérant la majorité dans *Honeywell-Bull*, estimez-vous que l'Etat et la C.G.E. *ont* :
- A EFFACE A BON COMPTE L'ECHEC DE L'AFFAIRE BULL DE 1964 ?
- B PAYE TRES CHER EN 1975 L'OCCASION PERDUE EN 1964 ?
- C FAIT UNE MAUVAISE AFFAIRE ?

12 La fusion C.I.I.-Honeywell-Bull vous paraît-elle être :
- A INCOMPATIBLE AVEC LA POURSUITE DE L'ASSOCIATION UNIDATA ?
- B COMPATIBLE AVEC LE RESPECT DES ACCORDS UNIDATA ?
- C LE POINT DE DEPART D'UNE ASSOCIATION C.I.I.-HONEYWELL-BULL SIEMENS-PHILIPS ?

L'harmonie des gammes

13 Les ordinateurs de la C.I.I. et d'Honeywell-Bull étant partiellement concurrents, faut-il :
- A ABOUTIR RAPIDEMENT A UNE GAMME UNIQUE ?
- B HONORER LES COMMANDES EN COURS ET FAIRE UN CHOIX A MOYEN TERME ?
- C DEVELOPPER LES MACHINES UNIDATA ET MAINTENIR LES DEUX GAMMES DE PRODUITS ?

Le soutien de l'Etat

14 L'Etat devrait-il, selon vous, apporter une aide à l'industrie française :
- A AUSSI LONGTEMPS QU'ELLE N'EQUILIBRERA PAS SON BUDGET ?
- B PENDANT ENCORE QUELQUES ANNEES, PUIS LAISSER JOUER LES LOIS DU MARCHE ?
- C SANS OPINION.

15 Pensez-vous que les subventions de l'Etat et le marché réservé à l'industrie française des ordinateurs :
- A FINIRONT PAR RENDRE CETTE INDUSTRIE CONCURRENTIELLE ?
- B DIMINUERONT SON AGRESSIVITE TECHNIQUE ET COMMERCIALE ?
- C N'AURONT PAS D'INFLUENCE A TERME ?

16 Estimez-vous que la centrale de financement créée pour les besoins de l'administration française et du secteur para-public :
- A DOIVE CONSENTIR SES SERVICES SEULEMENT A C.I.I.-HONEYWELL-BULL ?
- B DOIVE LES CONSENTIR A D'AUTRES FOURNISSEURS CONCURRENTS ?
- C EST UNE FORME DE PROTECTIONNISME TROP POUSSE ?

Toulouse et l'emploi

17 Estimez-vous que la fusion C.I.I.-Honeywell-Bull :
- A ENTRAINERA DES LICENCIEMENTS ?
- B S'ACCOMPLIRA DANS LE CALME SOCIAL ?
- C SANS OPINION.

18 La reprise par Thomson-C.S.F. de l'usine de production de la C.I.I. vous paraît-elle :
- A FAIRE PARTIE D'UN PLAN VIABLE DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE INFORMATIQUE ?
- B UNE MAUVAISE SOLUTION QUI ABOUTIRA A LA DISPARITION PROGRESSIVE DES ORDINATEURS C.I.I. ?
- C SANS OPINION.

Votre décision

19 Pensez-vous que la fusion C.I.I.-Honeywell-Bull :
- A SERA BENEFIQUE POUR L'INFORMATIQUE FRANÇAISE ?
- B VA VERS UN ECHEC ?
- C ABOUTIRA A UNE SITUATION INSTABLE PENDANT DES ANNEES ?

20 Si vous aviez eu, en 1975, la responsabilité du plan-calcul, auriez-vous préféré :
- A L'ACCORD CII-HONEYWELL-BULL ?
- B L'ACCORD UNIDATA ?
- C SANS OPINION.

VOTRE PROFIL

Vous pouvez, si vous le souhaitez, joindre à votre réponse quelques renseignements vous concernant :

Nom ....

Prénom ....

Age (nombre d'années) ....

Sexe ....

Profession ....

Domicile ....

....

....

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du trentième anniversaire de la République démocratique du Vietnam, l'ambassadeur de la République démocratique du Vietnam en France et Mme Vo Van Sung ont offert une réception mardi 2 septembre 1975.

Naissances

— M. Robert Abirached et Mme, née Marie-France de Bailliencourt, ont la joie d'annoncer la naissance de
Rosalie,
le 31 juillet 1975.
4, rue Robert-Turquan,
75016 Paris.

— Le docteur René Masseyeff et Mme, née Elbaz, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils
Nicolas,
le 27 août 1975.
99, route de Bellet,
06200 Nice.

— Michel et Hélène Vilainnée-Delachenal ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille
Fanny,
le 23 août 1975.

Mariages

— M. et Mme Robert Lefranc,
M. et Mme Karlheinz Stockhausen,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Michel et Sufa,
à Cologne, le 7 septembre 1975.
8, rue Coutureau,
92210 Saint-Cloud.
3 Köln 51 Marienburger Str. 17 A.

Décès

— M. et Mme Edouard Bessis,
M. et Mme Sandor Kuthy et leurs enfants,
Les familles Bessis, Gozlan, Scemla, parentes et alliées,
ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur fils, frère, beau-frère, neveu et cousin,
Bernard-Pierre BESSIS,
décédé le 31 août 1975.
Les obsèques auront lieu le jeudi 4 septembre 1975.
On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin parisien à 10 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur et Mme André Buffet, ses enfants,
MM. Alain Buffet et Olivier Buffet, ses petits-enfants,
M. Maurice Buffet et Mme Rose Esparbes, ses frère et sœur,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Ernest BUFFET,
directeur honoraire de préfecture,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 1er septembre dans sa quatre-vingt-onzième année à Amiens.
Les obsèques et l'inhumation au caveau de famille à Forest-Montiers (Somme) ont eu lieu dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.
50, rue de Picpus,
75012 Paris.

— Nous apprenons le décès, survenu le 22 août 1975, de
M. Henri DENIS,
ancien directeur de l'usine Beauport (Guadeloupe),
ancien directeur du centre technique de la canne à sucre,
ancien vice-président du syndicat des producteurs de sucre et de rhum.
Les obsèques religieuses et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Talence (Gironde) le 26 août.
Cet avis tient lieu de faire-part.
24, avenue Lavoisier.
78600 Maisons-Laffitte.

— Nous apprenons le décès, le 9 août, du
général René GILLET.

[Né le 12 mai 1909 à Vincennes, le général René Gillet a servi pendant la guerre de 1939-1945 au Levant, en Algérie et en Italie, puis a participé à la guerre d'Algérie. Nommé colonel en 1958, il est affecté à l'état-major général des armées, et devient ensuite commandant la base d'opérations 901 en 1960. Général de brigade en 1964, il commande à La Rochelle jusqu'en 1967 la base de transit interarmée atlantique, en dernière affectation.
Le général René Gillet est titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la croix de la valeur militaire, et de plusieurs citations.]

— Mme André Hirch-Minckes,
M. et Mme François Hirch-Minckes et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Hirch-Minckes et leurs enfants,
M. et Mme Marcel Minckes,
M. et Mme Marcel Dassault et leurs enfants,
Et les familles Boutin et Saulnier,
ont la douleur d'annoncer le décès de
M. André HIRCH-MINCKES,
survenu subitement à Deauville le 22 août 1975.
L'enterrement a eu lieu dans l'intimité.
131, boulevard Général-Koenig,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le conseil d'administration et le dévoué personnel de la S.A. M. Hirch & ses fils nous prient d'annoncer le décès de leur président-directeur général,
M. André HIRCH-MINCKES,
survenu subitement à Deauville le 22 août 1975.
16-16 bis, avenue Parmentier,
75011 Paris.

— Nous apprenons le décès de
M. Armand JOSSE,
avocat à la cour de Paris,
ancien sénateur,
survenu le 29 août.
[M. Armand Josse était né le 30 août 1906 à Paris. Avocat et planteur, il avait représenté la Côte-d'Ivoire au Sénat de 1953 à 1958. Il appartenait, comme sénateur, au groupe des indépendants.]

— M. le professeur Joseph Hanse, président du Conseil international de la langue française, a le profond regret de faire part du décès, survenu le 28 août, du
professeur Maurice LAMY,
secrétaire perpétuel
de l'académie de médecine,
grand officier
de la Légion d'honneur,
et membre du Conseil international depuis sa fondation.

— Me Antoine-Auguste Latournerie, son époux,
Me Philippe Latournerie et Mme,
Le chef de bataillon et Mme Christian Latournerie,
M. et Mme Jean Poittevin,
Mlle Chantal Latournerie,
ses enfants,
Ses douze petits-enfants,
font part du rappel à Dieu de
Mme Antoine LATOURNERIE,
née Geneviève Boucart,
pieusement décédée le 28 août 1975.
Etampes, 91150.
42, rue Louis-Moreau.

— Le docteur Jean Lecuire, ses enfants et son petit-fils,
Mlle Jacqueline Lecuire,
M. et Mme Pierre Lecuire,
Mme Robert Lecuire et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Gabrielle LECUIRE,
veuve du colonel Emile Lecuire,
leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, rappelée à Dieu le 19 août 1975 à Paris, dans sa quatre-vingt-douzième année.
Le service religieux a été célébré le 23 août en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.
44, rue des Ecoles,
75005 Paris.

— Le président,
Le bureau et les adhérents de l'UNEP,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Maurice MARCHAND,
ingénieur agronome,
délégué général de l'Union nationale des éleveurs de porcs,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur du Mérite agricole,
officier d'Académie,
chevalier de l'Etoile noire du Behnin,
conseiller honoraire
du commerce extérieur de la France,
ancien maire adjoint
de Verrières-le-Buisson,
président honoraire du syndicat intercommunal d'assainissement de la vallée de la Bièvre,
survenu le 18 août 1975.
Selon la volonté du défunt, l'inhumation s'est déroulée dans l'intimité le 21 août, au cimetière d'Igny.
Une messe sera dite à son intention le 16 octobre 1975, en l'église Saint-Pierre d'Igny.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 8 août de
Mme Edith MASSENET-LEAUTE
Suivant sa volonté, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— La famille et les amis de
Mme Sam MEYER,
vous font part de son décès survenu en son domicile à Neuilly, 17, rue de l'Eglise, le 7 août 1975, et dont les funérailles ont eu lieu dans l'intimité en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.
Ils ont été très touchés des nombreuses marques de sympathie et adressent à tous de vifs remerciements.

— On nous prie d'annoncer le décès du
colonel Pierre SABAROTS,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes
1914-1918, T.O.E., 1939-1945,
survenu dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Antibes le mardi 2 septembre.
De la part de :
Mme Pierre Sabarots,
Mlle Anne-Marie Sabarots,
Lieutenant, Mme Bernard Sabarots et leurs filles,
Familles Roblot, Bonnome, Destouet, Lombard, parentes et alliées.
Cet avis tient lieu de faire-part.
43, rue de Sèvres,
92 Boulogne (Seine).
41, rue Jacquard,
78 Vélizy.
12, boulevard Albert-Ier,
06 Antibes.

— Mme Henri Benfredj, née Aline Tordjman,
M. et Mme Edmond Enthoven,
M. et Mme Gabriel Tordjman,
ses enfants,
M. Charles Benfredj,
M. et Mme Jacques Daussy et leurs enfants,
M. et Mme Michel Abitbol et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Enthoven et leurs enfants,
M. Jean-Paul Enthoven,
M. et Mme Régis Bedas,
Mlle Hélène Tordjman,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Les familles, parents et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
M. TORDJMAN,
notaire honoraire,
juge de paix honoraire,
ancien maire et conseiller général de Perrégaux (Algérie),
président honoraire
de la chambre des notaires d'Oran,
survenu à Paris le 4 août 1975, dans sa quatre-vingt-quinzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
82, rue de la Faisanderie,
75116 Paris.
32, rue des Volontaires,
75015 Paris.
5, parc de la Morlère,
44700 Orvault.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Raymond-E. Varaut,
M. et Mme Jean-Marc Varaut et leurs enfants, Laurence, Charles-Henri et Alexandre,
M. et Mme Eric Varaut et leurs enfants, Marie-Hélène et Carole,
M. Patrick Varaut,
M. et Mme Jean Debrie, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Raymond VARAUT,
née Simone Dufay,
survenu accidentellement le 12 août, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, en Normandie.
Cet avis tient lieu de faire-part.
49, rue Pierre-Butin,
95300 Pontoise.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Gabriel WALLOIS,
chevalier du Mérite agricole,
ingénieur des travaux ruraux
à la direction départementale
de l'agriculture de l'Aisne,
survenus accidentellement le 28 août 1975, dans sa cinquante et unième année.
Une messe sera célébrée à la cathédrale de Laon le mardi 9 septembre, à 18 h. 30.

Erratum

— Suite à l'avis de décès de M. Joseph DANEL, paru dans « le Monde » daté 2 septembre, on nous prie de communiquer l'adresse de la famille Danel.
3, boulevard Papin,
59000 Lille.

Messes anniversaires

— En souvenir de
Brigitte ABADIE,
Vincent SALLAVUARD,
disparus accidentellement il y a un an, une messe sera célébrée le lundi 8 septembre, à 18 heures, en la chapelle du Bon-Conseil.
4, rue Albert-de-Lapparent,
75007 Paris.

— En union avec
Christèle et Domitille,
Guy Caillaux vous invite à venir prier avec lui au cours d'une Eucharistie qui sera célébrée le 5 septembre, à 19 heures, en la chapelle des Sœurs de l'Assomption,
17, rue de l'Assomption,
75016.
« Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu. »

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre aux innombrables témoignages de sympathie qui leur ont été adressés à l'occasion de la disparition de leur fils Jean, le général et Mme R. Caillaud prient tous ceux qui leur ont apporté le réconfort de leur présence, de leur message ou de leurs prières, de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Communications diverses

— Le Consistoire israélite de Paris informe la population juive que la cérémonie des déportés sera célébrée cette année, le mercredi 10 septembre, à 18 h. 30, à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire, en présence des autorités civiles et militaires, sous la présidence de M. Meyer Jaïs, grand rabbin de Paris.

AUJOURD'HUI

Médecine

● *Les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes de nationalité cambodgienne et vietnamienne* titulaires d'un diplôme français d'exercice et intéressés par une autorisation d'exercer leur profession en France sont invités à se mettre en rapport avec la direction générale de la santé, sous-direction des professions de santé, bureau PS 3 du ministère de la santé, 20 bis, rue d'Estrées, Paris-7e. Les dossiers de candidature devront être déposés avant le 12 septembre.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 3 septembre 1975 :

DES ARRETES

● Fixant, en application de l'article 188-3 du code rural, les surfaces minima d'installation et les coefficients d'équivalence en matière de cumuls d'exploitations ou de fonds agricoles dans les départements de France métropolitaine *(suite)*.

UNE LISTE

● D'admission au concours spécial pour l'accès aux grandes écoles d'ingénieurs (session 1975).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 242

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II						■			
III			■		■				
IV									
V					■			■	
VI			■						
VII	■	■		■	■		■		
VIII									
IX									■
X			■		■	■			
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Additionne des soustractions ; Est voué au vert. — II. On y exige de chacun compte de ses actes ; Orientation. — III. Ne changeait pas de disque ; Ne se laissent pas facilement oublier. — IV. Tiennent des propos souvent blessants. — V. Posséda ; Démonstratif. — VI. Fin de participe ; Elargit localement (subjonctif). — VII. A un autre nom tout aussi court. — VIII. Opération qui nécessite de nombreux frais. — IX. Sera toujours postérieur à l'homme. — X. S'adresse à Marie (épelé) ; Traduisent toutes les fantaisies du hasard. — XI. Se lève avec les poules.

VERTICALEMENT

1. Choisit parfois de très jeunes interprètes pour se faire connaître ; Très vieux père. — 2. N'a sûrement pas envie de devenir savante ; Poussa. — 3. Complément d'approbation ; Lance et fait courir ; Pic. — 4. Malgré tout, capable de donner des coups de dents ; Est parfois incroyable. — 5. Fin de participe ; Lettres de félicitations. — 6. Fondateur. — 7. Attirent du monde quand ils sont sauvages ; Ne s'apparente donc pas à un jeu d'enfant. — 8. Coule en France ; Attirent bien des mufles. — 9. Attire le baiser ; Pronom.

Solution du problème n° 1 241

Horizontalement

I. Règles ; En. — II. Amour ; El. — III. Vo ; Irades. — IV. Itérative. — V. Oise ; Tac. — VI. Los ; Tue. — VII. Ino ; Uruk. — VIII. Retirer. — IX. Cosse. — X. Eu ; Lame. — XI. Trous ; Rus.

Verticalement

1. Ravioli ; Cet. — 2. Emotion ; Our. — 3. Go ! ; Essors. — 4. Luire ; Esau. — 5. Erra ; Tut. — 6. At ; Uriel. — 7. Editeur ; Al. — 8. Eleva ; Bé ! ; Mu. — 9. Secourues.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3-9-75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 4.9.75 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 3 septembre à 0 heure et le jeudi 4 septembre à 24 heures :

Le front froid, situé mercredi matin 3 septembre sur les îles Britanniques, se déplacera vers le sud-est. Il atteindra les Alpes et les Pyrénées dans la nuit de jeudi à vendredi.

Jeudi 4 septembre, le temps sera le plus souvent nuageux et très brumeux le matin. Au cours de la journée, des éclaircies se développeront sur la Bretagne, la Normandie, la région parisienne et le nord. Partout ailleurs, les nuages resteront abondants ; ils donneront des pluies intermittentes et des orages.

Mercredi 3 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 014 millibars, soit 760,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 22 et 14 ; Bordeaux, 24 et 11 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 19 et 11 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 20 et 15 ; Dijon, 22 et 16 ; Grenoble, 24 et 15 ; Lille, 21 et 14 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille, 20 et 15 ; Nancy, 24 et 16 ; Nantes, 21 et 14 ; Nice, 22 et 14 ; Paris-Le Bourget, 23 et 17 ; Pau, 23 et 10 ; Perpignan, 22 et 13 ; Rennes, 21 et 11 ; Strasbourg, 26 et 16 ; Tours, 20 et 15 ; Toulouse, 22 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 26 et 15 degrés ; Athènes, 32 et 24 ; Bonn, 28 et 15 ; Bruxelles, 19 et 17 ; îles Canaries, 33 et 22 ; Copenhague, 21 et 15 ; Genève, 21 et 15 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 21 et 13 ; Madrid, 26 et 11 ; Moscou, 20 et 13 ; New-York, 22 et 15 ; Palma-de-Majorque, 27 et 13 ; Rome, 27 et 18 ; Stockholm, 22 et 14 ; Téhéran, 36 et 32.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe
1974

Visites et conférences

JEUDI 4 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., place Roger-Levanneur : « Montmorency, berceau d'une des plus vieilles familles de France » (Mme Bachelier). — 15 h., entrée du château : « Saint-Germain-en-Laye : le vieux château et le château neuf et ses grottes » (Mme Carcy). — 17 h., entrée musée de l'Orangerie : « Exposition Hommage à Corot » (Mme Saint-Girons). — 15 h., 2, rue de Sévigné : « Les plus beaux hôtels du Marais restaurés » (A travers Paris). — 15 h., 92, avenue Denfert-Rochereau : « Le parc de Chateaubriand et le quartier de l'Observatoire » (Histoire et Archéologie). — 15 h., 65, boulevard Arago : « De la cité Fleurie menacée à l'hôtel du Bal-des-Ardents à travers le quartier des Gobelins » (Mme Hager). — 15 h. 15, 25, rue Racine : « Le calme et pittoresque cour de Rouen et les souvenirs révolutionnaires du quartier de l'Odéon » (Mme Barbier). — 15 h., métro Trinité : « Hôtels, jardins et vies d'artistes de la nouvelle Athènes » (Vive la ville).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

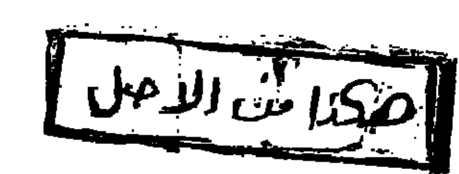
Par voie aérienne tarif sur demande

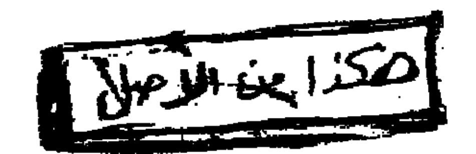
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

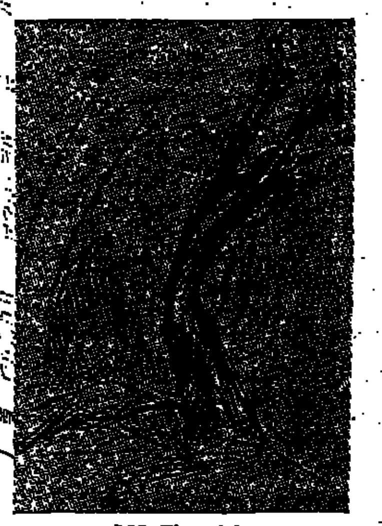




Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

A LA PAGODE

Genèse d'un film d'Eisenstein



S.M. Eisenstein.
Croquis pour « Ivan le Terrible »

« ET sur des bouts de papier, écrivait le cinéaste S.M. Eisenstein, naît tantôt un fragment de dialogue, tantôt une note pour le décorateur au sujet des voûtes aux arêtes délicates ; tantôt un mot au réalisateur concernant le rythme d'un épisode pas encore écrit ; tantôt une indication pour le compositeur sur les quatre composantes du personnage d'Ivan ; tantôt une suggestion au parolier sur le caractère de la chanson...

» A certains moments, dédaigneux des mots et des tracés, les bouts de papier se couvrent fiévreusement de dessins. »

Une trentaine des « bouts de papier » couverts par S.-M. Eisenstein sont exposés dans l'entrée du cinéma La Pagode. Croquis, esquisses, ces dessins, fragments d'images du film Ivan le Terrible, *présentent l'intérêt des études de détail souvent mon-trées en guise d'introduction à l'œuvre ichevée d'un peintre. Quand l'ar-iste n'est pas peintre, mais cinéaste, es « brouillons » prennent un autre ens.*

Ils ne sont plus seulement l'expli-ation d'un ensemble durable; immo-bile, fixé dans sa propre et unique perfection. Ils entrent en mouvement, prennent des dimensions supplémen-aires, différentes. Ces croquis ne ont pas des illustrations de scénario; n ne saurait les comparer aux mages successives d'un dessin nimé. Il s'agit plutôt d'une recher-he de ce qui sera « essentiel », otation concentrée de la sensation ue la scène doit faire naître, même i la scène qu'on tournera en défi-itive n'a en apparence rien de ommun avec les esquisses pre-nières. Ces dessins étaient pour isenstein un moyen d'« épier » le omportement des personnages nais-ants, un moyen aussi d'imaginer ce ue seraient les décors.

Les perspectives, les volumes, sont endus avec force. C'est en archi-ecte qu'Eisenstein étudie sur le apier les diverses possibilités de ise en scène. En effet, les per-onnages stylisés, douloureux, sem-lent contraints de se déplacer d'un oint à l'autre de véritables scènes » — aux proportions très récises. Tantôt une imagerie baro-ue, un peu sulpicienne ; tantôt le de, calculé. Rien de ce qui consti-uera un plan du film n'est laissé u hasard. C'est pour Ivan le Ter-ble *qu'Eisenstein a réalisé le plus dessins (environ deux mille). armi ceux-ci, beaucoup sont devan-ge que ce qu'il nommait de la sténo plastique », beaucoup sont éritablement plus élaborés que de mples croquis. Des portraits, d'Ivan une, ou de la tzarine avec son s, sont de véritables petits tableaux. trait, pur, est peut-être moins pide, plus réfléchi. On pense à s dessins du Mexique. On pense peu à Cocteau. On se dit l'Eisenstein savait très bien qu'il uvait aussi être un artiste avec ulement un crayon et des « bouts papier ». Et qu'il avait sûrement ison.*

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ La Pagode présente, en outre, nq films de S.M. Eisenstein : xobre, *Alexandre Newski, Ivan le rrible, la Grève* et *la Ligne géné-le.*

Pour tous renseignements :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

RONCONI AU FESTIVAL NATIONAL DE « L'UNITA »

Le visage florentin de la fête

par COLETTE GODARD

IL pleuvait sur Florence, le 29 août ; il pleuvait depuis une semaine, des pluies intermittentes qui balayaient les touristes, les faisaient disparaître. Dans la lumière trouble, la ville désertée retrouvait son passé, ses luxueux fantômes. Mais la place Santa-Croce, devant la haute église à demi cachée par des châssis, devenait le décor d'une scène anachronique : une toile ocre posée sur le sol sillonné de rigoles, où gisaient des lits de bois sous des housses de plastique, des vieilles voitures râpées, un avion-libellule. Des comédiens, des machinistes, des badauds, regardaient le ciel et reprenaient confiance entre deux averses.

Le 29 août, le Festival national de l'Unita *— quotidien communiste italien — devait s'ouvrir avec une création de Luca Ronconi,* Utopia, *cinq pièces d'Aristophane, fragmentées, entremêlées, qui racontent sans pitié le cauchemar produit par l'imagination au pouvoir, quand cette imagination est celle de la petite bourgeoisie. Ronconi étant le directeur du théâtre et de la musique à la Biennale de Venise, le spectacle a été répété sur la petite île de la Giudecca, au milieu d'un chantier naval abandonné, envahi de hautes herbes où s'enfouissent des poulies et des chaînes rouillées. Des hangars, dont les vitres cassées laissent passer des feuillages sombres, contiennent encore des casiers de bois ciré bien propres qui ne servent plus à rien, une horloge pointeuse fixée à l'heure de sa mort.*

La générale de presse s'est donnée dans l'un de ces hangars qui semblent imiter un décor de Peduzzi, soutenu par des piliers de pierres livides, éclairé par des lampes de plafond et des phares d'automobiles. Utopia, *saga grandiose des rêves pauvres, a lieu sur un tronçon de route entre deux portiques obliques, où sont accrochés deux rideaux épais salis d'ocre rouge.*

Les fantômes de la bourgeoisie

D'abord, l'un des portiques glisse, traînant par des cordes un cortège de lits sans amour où l'on veille, le regard vide, perdu dans une insomnie morose, où l'on s'écrase de sommeil sur un livre ouvert : c'est la ville endormie. Et puis vient le moment où la ville travaille : les gens courent sur la route après leurs illusions, après ce bonheur égoïste où les bons seraient récompensés par la fortune. Ils écoutent les promesses des démagogues, les femmes cherchent leur identité en prenant celle des hommes, et tous se cognent aux rideaux et recommencent à construire la même ville, à parcourir la même route dans un mouvement lancinant, fort comme la force d'un bélier qui attaque une porte, mais c'est la mauvaise porte. Ils restent, ces gens, bloqués dans leur aveuglement, dans leurs petites voitures, comme sur l'autoroute qui conduit à Fellini-Roma. Ils suivent la marche du temps, qu'ils confondent avec le mouvement de l'histoire ; ils vont devant eux à la poursuite de leur utopie, sans regarder ni à gauche ni à droite, là où se tient le public, qui est, lui, la réalité. Le spectacle tout entier repose sur une opposition entre l'absurde et le réel. C'est un spectacle « réaliste ». Il n'y a pas de décors, mais des éléments vrais : les voitures sont de vraies voitures et utilisées comme telles. Les lits aussi, les oiseaux sont des volatiles empaillés. Les comédiens jouent sans déformation, la caricature vient du vérisme poussé jusqu'à la farce, la critique naît de l'éclairage féroce porté sur ces personnages qui se nourrissent d'erreurs et de lâcheté, qui se prêtent à toutes les hypocrisies pour attraper le pouvoir ou un morceau de pouvoir, qui s'enfoncent dans des solutions de paresse et tendent la main à leurs ennemis. L'utopie, c'est la collaboration de classes, et Utopia *la dénonce avec un rire cruel.*

Mais les Florentins n'ont pas pu voir, le 29 août, cet extraordinaire film théâtral, cet anti-« charme discret de la bourgeoisie *». A 9 heures du soir, la foule, qui était venue quand même, a dû se rendre à l'évidence : la pluie avait fait sauter le tableau d'éclairage. Dans le noir, on discutait, on se cherchait, on s'attardait, et les machinistes ont dû attendre le jour pour débarrasser la place Santa-Croce des voitures râpées, de l'avion-libellule, pour les transporter à Pérouse, où le spectacle se donnait le lendemain. Toujours pour la fête de* l'Unita, *car, si le Festival national dure deux semaines dans une ville — chaque année différente, — il essaime, se décentralise. D'ailleurs, des petits festivals de quartiers, de communes, de villages, sont organisés d'une manière presque permanente. Il y en a eu sept mille, en 1975, dans toute l'Italie.*

A Pérouse, le spectacle s'est donné sur une place assez banale, mais enfin il s'est donné : tout au moins la première partie. La pluie et le transport avaient endommagé une partie du décor. Les spectateurs étaient déçus. Pourtant, il était minuit, il faisait froid, certains étaient restés debout ou assis sur le sol mouillé, car il avait plu toute la journée, et les sièges n'étaient pas en nombre suffisant. Ils avaient écouté, regardé, ils étaient subjugués par le spectacle et par les comédiens, d'autant plus remarquables qu'ils devaient surmonter une situation difficile (1).

« Un spectacle de Ronconi est une opération culturelle compliquée », *dit M. Pavolini, directeur de* l'Unita, *qui ne croit pas que la crise du public peut se résoudre par la facilité mais par l'information.*

Le Festival 75 prend un éclat particulier parce qu'il célèbre le trentième anniversaire de la libération et fête le succès des élections de juin. En même temps qu'il change de ville, il change de formule et d'organisateurs. Seul reste permanent le grand meeting final où se rassemblent des millions de participants venant de tout le pays.

Trente ans après

A la fédération du P.C.I. de Florence, l'équipe est jeune. Ses membres ont entre trente et quarante ans. Pour eux, le fascisme n'est pas un souvenir cuisant, il reste une menace. En dehors des différents débats sur la reconstruction de l'Italie après la guerre, sur les perspectives après le vote du 15 juin, sur la résistance européenne, la lutte antifasciste aujourd'hui, etc., a été organisée, avec les maisons d'édition, une vente en avant-première de la saison prochaine. Il y a du théâtre, de la musique, du cinéma. Il y a le choix entre quatre et six manifestations par soir. L'invité d'honneur 1975, l'Allemagne de l'Est, a envoyé la Volksbühne, qui a créé là son nouveau spectacle, l'Eléphant d'or, *une farce russe où l'on voit des personnages-guignols s'agiter, entassés dans un décor de maison de poupée et qui a offert en plus* le Petit Mahagonny, *de Brecht et Kurt Weill, dans une mise en scène brutale et truculente de Mathias Langhoff.*

« Nous nous sommes surtout préoccupés de la jeunesse et de la politisation de la culture », *disent les organisateurs.*

« Notre but est d'exposer, d'enrichir, la position du parti et de la diffuser. Notre influence culturelle est aussi l'un des éléments du succès des élections face à l'immobilisme des classes dirigeantes. »

Cette jeune équipe, qui se méfie des pièges du triomphalisme, analyse ses difficultés : celles que posent un spectacle en plein air, le refus de la démocratie chrétienne — un interlocuteur qui « existe » — de participer au débat, et la présence de Charles Aznavour qui fait une tournée en Italie. Malgré l'opposition d'une partie de l'équipe, qui accepte mal de patronner un homme ayant soutenu publiquement la candidature de Giscard d'Estaing, il chante le 2 septembre. C'est la seule manifestation payante du Festival, et les places coûtent seulement 1 000 lires.

Le budget global tourne autour de 500 millions qui seront récupérés avec bénéfice par la vente des vignettes, des objets artisanaux, par les bars, les restaurants, les loteries, etc.

« A l'origine, *dit M. Pavolini,* le festival était une initiative de défense pour maintenir l'existence d'une presse d'opposition. En vingt-cinq ans, les choses ont évolué, et aujourd'hui le Festival est entré dans les mœurs ; il remplace peu à peu des fêtes traditionnelles. On peut difficilement ne pas tenir compte de notre présence. Pour nous, il ne s'agit plus seulement de recueillir de l'argent, mais d'établir un point de repère. Le festival représente une synthèse de nos positions : le parti veut donner aux communes un pouvoir de décision dans les domaines de l'économie et de la culture. Quand on arrive aux régions, aux communes, les responsables sont plus proches de la vie politique. C'est pourquoi le festival change de ville et de visage chaque année. »

Cette année, à Florence, sous le soleil enfin revenu, il a le visage des vacances sous les arbres. Il se tient dans un parc immense, au bord de l'Arno, plein de bosquets sauvages traversés d'allées où les camions ont tracé des sillons. Imaginez la fête de l'Humanité *au bois de Boulogne ; elle prendrait, elle aussi, dans ce cadre raffiné, une grâce nonchalante malgré les milliers, les centaines de milliers de promeneurs qui vont de l'exposition des biens culturels au stand de la femme, s'arrêtent à celui de la télévision, prennent des brochures touristiques à celui de la Roumanie, jouent 100 lires à la loterie pour gagner des plantes et des fleurs, et s'asseyent dans les restaurants sous les arbres.*

Tout Florence semble être rassemblé ici dans la tiédeur de ce dimanche, dans cette lumière célèbre qui offre sa douceur aux grands panneaux muraux exposés. Des jeunes gens parcourent les allées à bicyclette, des familles flânent, les haut-parleurs donnent le pouls de la fête. Le petit Jacopo, âgé de quatre ans, attend ses parents au stand de la direction, le réparateur d'une machine à Coca-cola qui inonde le public est demandé d'urgence, les bars sont avertis que l'eau minérale les attend au magasin. On boit peu de vin en somme, il fait trop chaud, le stand du « Chianti classique » n'attire pas la foule. Tard dans la soirée, les voitures arrivent encore en rangs serrés. Aux terrasses des restaurants les violons tendres luttent en vain contre les chansons dures de Mahagonny *et contre la télévision yougoslave qui diffuse un film de guerre. Sur l'herbe piétinée, on s'attarde. Au parfum des arbres humides se mêle l'odeur du café très fort et des beignets aux confitures. Les organisateurs, les bénévoles qui tiennent les stands et les restaurants, se demandent avec angoisse comment ils vont s'en sortir dimanche prochain quand il n'y aura plus seulement les visiteurs de la ville et de la région, mais ces millions d'Italiens venus pour le meeting et pour qui il faudra préparer des centaines de milliers de sandwiches, de paniers repas. Mais on remet ses craintes et sa fatigue à plus tard. L'Arno brille dans la nuit qui s'alanguit, Florence est belle.*

(1) Luca Ronconi participera en octobre au Festival d'automne à Paris.

Picasso, Braque, Léger, Gris, Laurens à Colmar

L'AN I DE L'ART MODERNE AU MUSÉE UNTERLINDEN

IL faisait beau à Colmar, dimanche dernier. Les touristes du week-end étaient partout dans la vieille ville, mais surtout devant le grand porche de pierre rose du musée Unterlinden, que longe l'eau grise du canal bordé de bancs publics. Parmi eux, une majorité d'Allemands, qui affluent de l'Est ; de Suisses, qui, remontant la traditionnelle route de la vallée du Rhône conduisant au Nord, font, dans la même journée, les vignobles et le musée de Colmar, qui rassemble les trésors artistiques d'Alsace, si riches en primitifs germaniques. Naguère, le musée s'animait au rythme des vacances d'été. A présent, il vit toute l'année : « *Il n'y a plus de saisons* », dit-on au musée. Plus exactement, de saisons mortes. Le cœur du musée Unterlinden bat toute l'année.

Aussi n'est-il pas de ces musées de province où l'on préfère ne pas éclairer les salles, sachant fort bien que les visiteurs ne seront pas au rendez-vous des chefs-d'œuvre qui souvent dorment sous la poussière de l'ennui, des musées qui « vivent » de trop maigres subventions, traditionnellement au point mort. Le musée Unterlinden, lui, est un musée de province, comme on dit, en expansion. Ça existe, puisque, en 1975, il a déjà compté quelque trois cent mille visiteurs ; quinze années auparavant, il n'en accueillait que cent cinquante mille.

A raison de 5 francs l'entrée, le musée peut subvenir à ses besoins : entreprendre des travaux d'embellissement, enrichir ses collections et organiser des expositions. On verra rarement un musée aussi proprement aménagé, clair et bien tenu. Et c'est cet été que vient d'être achevée la construction des nouvelles salles souterraines consacrées, elles, à l'art moderne. On a conservé la haute entrée d'architecture militaire, qui évoque le temps où, peu après la Révolution, les cavaliers du 4e Lanciers, qui y entraient à cheval, avaient fait de ce couvent des dominicaines du treizième siècle une caserne.

Le bâtiment a vaillemment traversé les siècles : le cloître gothique est intact, mais il avait failli disparaître, avec tout le couvent, au cours de l'urbanisation du dix-neuvième siècle, comme ont disparu aujourd'hui tous les communs qui le jouxtaient. C'est le quadrilatère du couvent, fermé par une église, qui forme aujourd'hui le musée Unterlinden. Et c'est à l'association Schongauer, qui en gère le fonctionnement depuis 1850, qu'il doit sa survie justifiée par la nécessité de rassembler d'inestimables collections d'art dispersées après la Révolution, dont le célèbre rétable d'Issenheim, peint par Grünewald, *le plus beau de la chrétienté*, et les chefs-d'œuvre de Martin Schongauer, enfant de Colmar, qui laissa les plus belles peintures du quinzième siècle dans la tradition primitive germanique.

***

A vrai dire, c'est cela que les touristes viennent voir à Colmar, tout au long de l'année, les primitifs des quatorzième et quinzième siècles et l'architecture gothique : mais le musée de Colmar veut vivre également dans son siècle et lancer un programme de salles contemporaines, comme l'ont déjà fait des musées plus ou moins proches, Bâle, Stuttgart, Baden-Baden... La collection moderne est encore embryonnaire. Elle comprend notamment un Monet, récemment acquis grâce à l'aide de la Réunion des musées nationaux, des œuvres de Picasso, Léger, Rouault, Poliakoff, Mathieu... La société Schongauer, que préside le bâtonnier Betz, et où un autre bâtonnier, Me Gérard Cahn, s'occupe des collections modernes, s'est fixé pour objectif la constitution d'un catalogue contemporain, sans hâte, au fil des années. En attendant les 300 mètres carrés de salles toutes neuves, construites dans le sous-sol — espace tiré au cordeau et éclairé artificiellement — servent à des expositions d'art moderne, dont la première s'ouvre avec un festin de cinquante-cinq peintures de Picasso, Braque, Juan Gris, Léger et Laurens, prêtées en partie par la galerie Louise Leiris (qui célèbre de son côté le vingtième anniversaire de la mort de Fernand Léger, avec une exposition de treize peintures, neuf dessins et seize gouaches) et en partie par la famille Laurens.

Les visiteurs passent directement des salles d'archéologie gallo-romaine, où a été installée une extraordinaire mosaïque romaine, aux portraits électrisés de Picasso. Trois d'entre eux datent de 1944 à 1956, huit autres de 1960 à 1970. Principalement des œuvres tardives, donc saisies par cette fureur paroxystique et cette flamboyance agitée qui ont caractérisé la peinture de Picasso durant les dix dernières années de sa vie.

***

Un touriste allemand qui descendait du côté de la chapelle du couvent où est exposé le grandiose retable d'Issenheim est remonté assez vite après avoir expliqué à ses deux enfants que Picasso était un peintre communiste qui vendait ses tableaux aux « Kapitaliesten ».

Braque, lui, ne provoque pas de réactions agressives. Pourtant, quelle parenté, au début de leur aventure cubiste : *le Viaduc à l'Estaque*, de 1908, qui date des premiers pas du cubisme, aurait à première vue bien pu être peint par Picasso. Il rappelle le paysage cubiste du Malaguène à son retour de Horta de Ebro; les deux peintres avaient alors cette même veine césannienne, bleue et ocre, et les formes naturelles prises au moule d'une géométrie naissante. Et il est souvent arrivé à Braque et à Picasso de peindre le même paysage, les mêmes natures mortes, de découper les mêmes « papiers collés ». Mais là où l'un est tout intériorité, l'autre est plutôt à l'aise dans les territoires du dehors. On peut voir un *Homard* peint par Braque en 1948 à côté d'un vase et d'une bouteille, en nature morte. Et, en 1965, un *Homard* peint par 6Picasso sur la plage, à côté d'un chat : déjà aux antipodes l'un de l'autre.



LÉGER

C'est donc dans les œuvres plus tardives que s'établissent des différences fondamentales. La peinture de Picasso a achevé son parcours, dans la vie, dans une agitation créatrice panique, tandis que celle de Braque rejoignait la grande sérénité devenant de plus en plus partie de lui-même, plus frémissante et vive que jamais. Un chef-d'œuvre évoque cette montée : *le Grand Oiseau de Paulownia*, peint de 1958 à 1962. Braque y revenait cent fois, et lui a miraculeusement donné cette fraîcheur de grande peinture.

A côté, les seize peintures de Léger, de 1920 à 1953, paraissent bien agitées, tonnantes de couleurs fortes et primaires qui symbolisent la civilisation industrielle dont il s'était fait le chantre. Et Juan Gris avec ses cinq toiles de 1913 à 1926, comparativement décoratif, mis à part cet *Arlequin* de 1919, qui tient tête avec hauteur et distinction aux splendeurs de Braque.

JACQUES MICHEL.

★ Picasso, Léger, Braque, Juan Gris, Laurens, au musée Unterlinden de Colmar. Cinquante-cinq toiles et quatre sculptures.

Une sélection

Cinéma

SOUVENIRS D'EN-FRANCE
d'André Téchiné

Le nouveau romanesque français : André Téchiné, ancien des Cahiers du cinéma, *raconte un passé, à peine enfoui, dont il relève des traces ; un film avec des fenêtres, ouvertes dans les cathédrales secrètes de notre imaginaire collectif.*

LE JARDIN DES DELICES
de Carlos Saura.

Réalisé en 1970, ce film annonce l'éclatante réussite de la Cousine Angélique *(1973). Pour des raisons d'intérêt, les membres d'une famille de la bourgeoisie espagnole s'efforcent de faire retrouver son identité à l'un des leurs, physiquement et mentalement paralysé à la suite d'un accident d'auto. Saura prend prétexte de cette fable grinçante pour dénoncer et ridiculiser les hypocrites et les conformistes d'une société sclérosée. La confusion mentale du héros (José Luis Lopez Vasquez), qui mêle le présent et le passé, le réel et l'imaginaire, plonge le film dans un admirable climat onirique.*

LE PARRAIN 2e PARTIE
de Francis Ford Coppola

Plus puissant, plus foisonnant, moins complaisant que le premier film, parfaitement maîtrisé par Francis Ford Coppola, aussi à l'aise dans les morceaux de bravoure que dans les scènes intimistes, et qui joue avec brio de la confrontation, par-delà les années, entre le futur Parrain (encore adolescent) et son héritier (déjà adulte), ce deuxième volet de la saga des mafiosi *est mieux qu'une super « série noire » et un jeu de massacre. Un peu du vrai visage (politique, économique) de la Mafia y est mis à nu. Du romanesque, nous glissons par moments dans la réalité.*

CHILE

Deux moyens métrages remarquables, produits par les studios du film documentaire de Churubusco, sur le Chili de l'Unité populaire et le coup d'Etat : la visite du président Allende à l'université de Guadalajara, au Mexique, puis la répression à Santiago quelques jours après le coup d'Etat de septembre 1973. L'ensemble du programme constitue un passionnant montage « dialectique » sur le sens de l'expérience chilienne, et d'abord le long et passionné discours d'Allende aux étudiants mexicains sur l'engagement politique.

LA GUERRE DU PETROLE N'AURA PAS LIEU
de Souhel Ben Barka

Deuxième film du jeune cinéaste marocain des Mille et Une Mains. *Politique, aventures et fiction dans le style du nouveau cinéma italien : impérialisme pétrolier contre idéalisme tiers-mondiste, prise de conscience ouvrière. Comme on le sait, ça finit mal.*

YAKUZA
de Sydney Pollack

Sydney Pollack (On achève bien les chevaux, Nos plus belles années) *découvre le Japon, ses gangsters, ses arts martiaux. Robert Mitchum mène l'enquête dans un univers « noir » et ironiquement nostalgique — celui du nouveau romanesque hollywoodien.*

PINOCCHIO
de Luigi Comencini

La version plus courte « pour le cinéma » d'un grand feuilleton de télévision. L'odyssée (d'après Collodi) d'un pantin de bois, devenu petit garçon. Fidèle à son univers d'auteur, Comencini prend le parti de l'enfance contre la morale et l'éducation contraignantes des adultes, exalte l'amour paternel, bâtit un monde merveilleux et bouleversant.

— ET AUSSI : *Le Jour du fléau,* Hollywood 1930 filmé de façon apocalyptique par l'Anglais John Schlesinger ; *le Futur aux trousses,* les méfaits de la futurologie au service de la consommation : *L'aigle avait deux têtes,* montage britannique où l'on voit Hitler faire la noce chez les petits bourgeois.

Théâtre

JEAN-CLAUDE MONTEILS
à la Pizza du Marais

Encore un homme seul en scène, tout seul, avec des mots, une tête sympathique de Monsieur-Tout-le-Monde, tout pour être heureux, pour un peu il le dirait, mais voilà, il est seul en scène, il voit des choses... Ça ressemble à de la névrose.

— ET AUSSI : Deux spectacles au Théâtre Campagne Première : *Le Presse-Purée des Destaing* (le roman du libraire aveugle et les délires de la générale) et *Argentine show* (le tango, c'est le long soupir de l'homme seul). Une équipe à la Pizza du Marais : *Le Regard à genoux* (Jean Bois, ses amis, leur humour : le rire assuré).

Musique

PARIS

BÉATRICE ET BENEDICT
de Berlioz

Cet opéra comique écrit à la pointe sèche devait être donné à la fin de la saison dernière ; il vient maintenant ouvrir le Cycle Berlioz qui aura lieu à Paris du 23 septembre au 7 octobre. C'est la dernière partition de l'auteur des Troyens *et l'une des moins connues. Le* Duo nocturne, *la page la plus émouvante, fut esquissé pendant une séance de l'Institut particulièrement fastidieuse.* (En version de concert, jeudi 11 septembre).

UN FESTIVAL DE RENTRÉE

L'Orchestre de chambre Bernard Thomas ouvrira le Festival de musique de chambre de Paris avec un programme Jean-Chrétien Bach - Mozart (le maître et l'« élève »), mardi 9, à l'église Saint-Médard. Le Trio Rouvier, Kantorow, Muller lui succédera le lendemain (10) à l'église des Billettes. Jeudi 11, toujours aux Billettes : airs de concerts pour soprano et piano-forte (O. Pietti et H. Goverts). Pour ceux qui n'ont pu entendre que de la musique d'avant-garde sur la route de leurs vacances, voilà de quoi se refaire une santé... (Jusqu'au 25 septembre.)

MUSIQUE AMÉRICAINE

Le Festival estival et l'Orchestre philharmonique de Radio-France (dir. A. Copland) ont pris l'initiative heureuse de proposer seulement de la musique américaine pour ce concert du 8 septembre. Il ne s'agit certes pas de compositeurs inconnus : Bernstein, Ives, Gershwin et Copland (l'éventail des styles est large), mais cela vaudrait la peine d'aller y jeter une oreille, ne serait-ce que pour voir s'il y a d'autres curieux.

— ET AUSSI : l'Ensemble Secolo Baroco à l'Orangerie de Sceaux, le vendredi 5, dans un programme J.-S. Bach-Vivaldi, et, toujours à l'Orangerie, dimanche après-midi, le Trio Parisien (Beethoven, Schubert, Ravel). Entre les deux, samedi : un duo de harpes. Dans le cadre du Festival estival, le G.E.R.M. (dir. P. Marietan) propose un spectacle pour enfants tous les jours à 15 heures au Jardin d'Acclimatation. Un Forum d'instruments anciens se tiendra le 7 septembre à 18 h. 30 et 20 h. 30 au Musée des monuments français, avec la participation de J.-C. Malgloire, de l'Ensemble Guillaume de Machault et des Musiciens de Provence.

PROVINCE

FESTIVAL DE BESANÇON

Dernier de l'été ou premier de l'automne, le Festival de Besançon s'ouvre aujourd'hui pour la vingt-huitième fois. Le concours des jeunes chefs d'orchestre demeure bien sûr l'élément le plus spécifique d'un programme abondant (plusieurs concerts par jour du 4 au 14 septembre), dans lequel on retrouve beaucoup d'ensembles ou de solistes déjà entendus ailleurs cet été : Beaux-Arts Trio, H. Szeryng, Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, B.-L. Gelber : à défaut d'originalité, la qualité est assurée.

L'Orchestre du Nord Deutscher Rundfunk ouvrira le Festival le jeudi 4, on pourra le réentendre le lendemain et le surlendemain, dans des programmes différents, avec d'autres chefs et d'autres solistes. Melos Quartet de Stuttgart les 6 et 7 septembre, Beaux Arts Trio le 7, 8 et 9. A noter que le concours des jeunes chefs d'orchestre a été reporté aux 18, 19 et 20 septembre. (Finale le 21.)

QUATUOR LOWENGUTH
à Villiers-en-Argonne

L'association culturelle Champagne-Argonne a fait cet été un très réel effort pour animer, au rythme de trois concerts par mois, les églises et les châteaux de la région. Le fait mérite d'être souligné, car l'Est demeure l'une des régions les moins favorisées en matière de festivals d'été. (Samedi 6 septembre, 20 h. 30.)

— ET AUSSI : dans le cadre du Festival « Musique de septembre en côte basque », *la Messe des Corsaires* (le 7, église de Sare) ne doit pas manquer de piquant. L'Orchestre de Paris, dirigé par J. Martinon, se produira le 11 à Bayonne et le 12 à Saint-Jean-de-Luz. Solistes : Ph. Entremont et A. Ciccolini.

Arts

PARIS

MATISSE ET LES DESSINS ABSTRAITS DE 1910 A 1940
au Musée national d'art moderne

L'œuvre dessiné et sculpté. L'exposition réunit la totalité des sculptures rassemblées l'été dernier à Nice : soixante-neuf pièces et cent soixante-deux dessins qui restituent de manière très complète l'évolution de Matisse.

Un ensemble d'œuvres abstraites de 1910 à 1940, autrement dit, de la naissance de cette peinture sans image à la veille de son explosion lyrique. Cinquante-quatre œuvres, où on trouve le tableau-poème *de Mondrian, quatre Kandinsky, dix-sept Kupka, deux Robert Delaunay et six Sonia Delaunay, ainsi que des œuvres de Malevitch, Berlewi, Pougny, Freundlich, Sophie Taeuber-Arp, Souetine...*

— ET AUSSI : *Michel-Ange* (les Esclaves, *les dessins), les dessins italiens de la Renaissance, le Studiolo d'Isabelle d'Este,* au Louvre : *Hommage à Corot,* à l'Orangerie ; *Torrès-Garcia, Jagoda Buic, Jean Dewasne,* au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; *Merkado,* au musée Bourdelle, *Pierluca,* au musée Rodin ; *Max Ernst,* au Grand Palais et à la Nationale ; *De Chirico,* au musée Marmottan.

PROVINCE

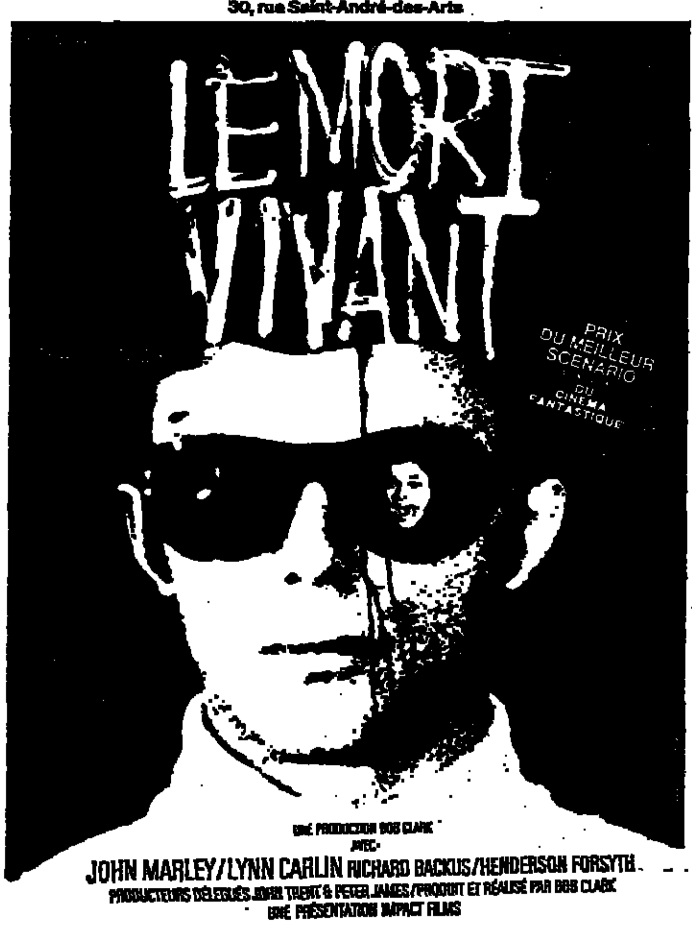
MONET à Albi

L'exposition bénéficie des prêts des plus importants Monet de la collection du musée Marmottan. S'y ajoutent des œuvres de collectionneurs privés, qui n'ont jusqu'à présent jamais été présentées au public. Au total plus de quarante tableaux, des dessins, des documents. En échange des Monet, le musée d'Albi prêtera ses Lautrec au musée Marmottan, en janvier 1976.

PICASSO ET BRAQUE
à Colmar

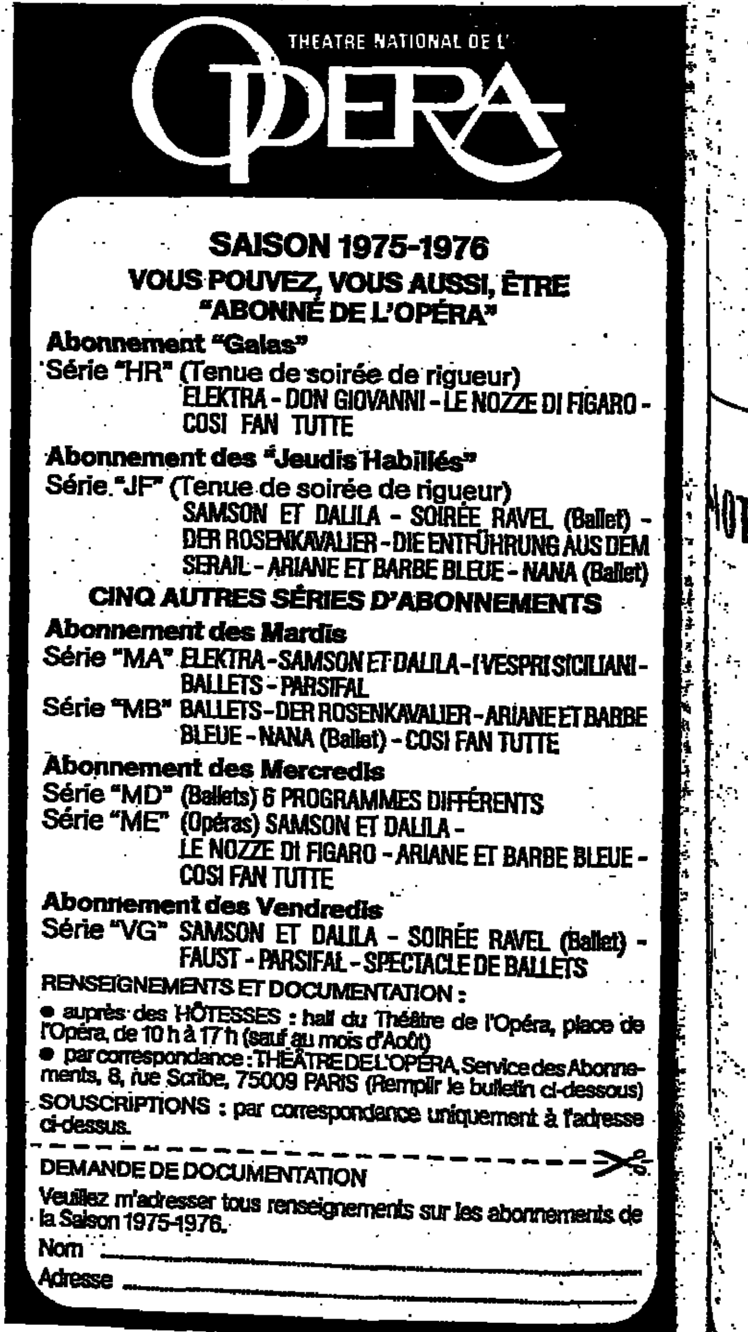
(Lire notre article page 13.)

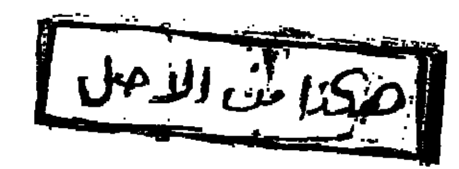
— ET AUSSI : *Olivier Debré,* au château-musée d'Antibes ; *Bonnard,* à Saint-Paul-de-Vence ; *Rembrandt,* à Nice-Cimiez ; *J.-F. Millet,* à Cherbourg ; *Hadju,* à Mâcon ; *Miro,* à Angers ; *La Jambe,* au château de Dieppe ; *Jacques Villon* et *La Normandie souterraine* (recherches archéologiques de l'abbé Cochet), à Rouen ; *Marquet,* à Bordeaux ; *le Yaouanc,* à Saint-Maximin ; *Pichette,* à Châteauroux ; *Charles Despiau,* à Mont-de-Marsan ; *André Masson,* à Aix-en-Provence ; *La peinture française dans les musées du Nord,* à Calais.

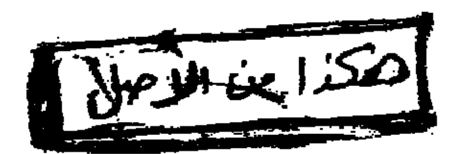












JACQUES LEDOUX ET LA CINÉMATHÈQUE ROYALE DE BELGIQUE

« Nous sommes tous les fils d'Henri Langlois »

par LOUIS MARCORELLES

On l'a entrevu furtivement dans *la Jetée*, le roman-photo de Chris Marker, en savant diabolique qui mijote des tortures bien raffinées. On l'a vu et revu, Pierrot lunaire, un peu partout dans le monde, et d'abord à ses « festivals du film expérimental » de Knokke-le-Zoute, manigancés avec délices pour le plus grand désarroi des spectateurs et des critiques formés à la tradition, un sou est un sou, une image une image, ne brusquons jamais les choses. Il s'appelle Jacques Ledoux, il a atteint le demi-siècle, trône sans partage au Palais des beaux-arts de Bruxelles dans la cinémathèque *peut-être la mieux organisée du monde*, ou du moins la plus rationnelle, la plus fonctionnelle. Les moyens, certes, sont sans comparaison avec ceux dont disposent les grandes cinémathèques des pays socialistes, comme le Gosfilmofond de Moscou, la Staatliches Filmarchiv de Berlin-Est.

Le budget tombe régulièrement, sans suivre, comme il conviendrait, l'augmentation constante du coût de la vie : 12 millions de francs belges, au total, canalisés par les services du ministère de la culture au nom de l'Etat belge. L'augmentation, l'année écoulée, n'a été que de 15 %, suivant l'augmentation théorique du coût de la vie, mais sans rattraper celle des salaires, légalement indexés à 20 %. Sur cette somme, 50 % servent à couvrir les frais de personnel : *Un personnel mal payé, en nombre insuffisant*, déclare Jacques Ledoux. *Le reste de notre subvention sert à l'entretien de la collection de films, à payer les notes de téléphone, l'achat de livres et de périodiques, etc.* » Sur vingt personnes employées par la Cinémathèque royale de Belgique, la moitié est composée de personnel purement technique, un quart de cadres administratifs, le reste travaille à la documentation. Ce dernier point est capital. Jacques Ledoux espère que, grâce aux écoles de cinéma, on formera de plus en plus de « gens de cinémathèque » : « *Un documentaliste doit avoir une connaissance poussée du cinéma. Un bibliothécaire diplômé n'est guère utilisable, il crée des problèmes, se perd dans des recherches inutiles. Nous avons pourtant besoin de nous organiser comme les bibliothèques nationales. Nous possédons quinze mille volumes, deux mille titres de périodiques. Nous ne disposons malheureusement pas de l'argent nécessaire pour établir un catalogue systématique des matériaux contenus dans cette énorme masse de documentation. Or beaucoup de gens viennent faire des thèses de doctorat chez nous. Ils cherchent, par exemple, à connaître le prix des places au Japon : nous sommes incapables de les renseigner. Heureusement, la FIAF, la Fédération internationale des archives du film, vient d'entreprendre le dépouillement systématique de cette masse de connaissances entassées ici et là. Toutes les cinémathèques en profiteront.* »

Toute la mémoire du monde

La recherche théorique n'est qu'une activité secondaire par rapport au problème vital de la conservation des films. Jacques Ledoux admet, non sans peine, posséder quelque douze mille titres : « *Ça ne veut en dire !* » Il rejoint Henri Langlois sur ce point : « *Nous acceptons tous les films. Les gens, même ceux qui nous aiment, qui sont entièrement favorables aux cinémathèques, pensent que des sélections indispensables doivent être opérées. On exige pratiquement que nous ne conservions pas les films médiocres. Attitude de cinéphile, de maniaque de cinéma, proprement aberrante. Ce n'est pas à une Bibliothèque nationale de juger quels titres retenir, c'est à moi lecteur de me faire une opinion sur pièces. Un exemple typique : nous préparons une rétrospective du cinéma français des années 30 : une révélation, une mine d'or ! Si nous avions suivi les seuls critiques et historiens du cinéma, nous ne montrerions que les films de Carné, Renoir, Clair, etc. Or ce cinéma doit être réhabilité, redécouvert, sinon découvert ; il mérite autant l'attention du public curieux que le cinéma américain de la même époque.* »

Comment résoudre le problème du stockage des films, encore plus délicat que celui des livres ? « *Aujourd'hui*, explique Jacques Ledoux, *la Bible peut pratiquement être ramenée à un dé à coudre grâce au laser. Le laser nous aide pareillement au cinéma pour les films en noir et blanc. Mais une grave menace pèse sur la conservation des films en couleurs : ces chefs-d'œuvre que nous avons pu admirer ici et là sont condamnés à disparaître à jamais, à se désintégrer, si une solution n'est pas trouvée le plus tôt possible. Je crois que le laser a là aussi un rôle capital à jouer. Les films en couleurs s'obtiennent à partir de trois couleurs fondamentales : bleu, vert, rouge. On extrait successivement, par des filtres appropriés, ces trois couleurs, qu'on transfère sur la pellicule blanc et noir dans une tireuse. On obtient ainsi, pour chacune des trois couleurs de base, trois bandes en noir et blanc à partir desquelles, par l'opération inverse, on pourra reconstituer la copie couleur originale. Cela est pour l'instant assez coûteux. Il faut prévoir trois films de 3 000 mètres pour un film normal, puis miniaturiser chaque copie. Si la préservation est possible, le coût en est encore prohibitif.* »

Mais ce n'est là qu'un aspect parmi d'autres de l'authentique conservation d'un film : « *Il y a d'abord*, explique Jacques Ledoux, *le problème du négatif original d'un film. C'est un fait désormais reconnu qu'à l'époque du muet, avant le passage de la pellicule orthochromatique à la pellicule panchromatique, il n'existait pas de négatif universel pour un même film, mais plusieurs négatifs légèrement différents. Cela m'a été confirmé par Fritz Lang lui-même. Un premier négatif, qu'on peut appeler la version originale, servait à tirer les copies d'un film pour la diffusion dans le pays d'origine. D'autres négatifs, le plus proches possible de l'original, étaient établis à partir des diverses prises de vues d'une même scène. J'ai fait l'expérience sur* Feu Mathias Pascal, *de Marcel l'Herbier, et* la Vengeance de Kriemhilde, *de Fritz Lang. En comparant diverses copies, on voit tout de suite les différences. Le problème a disparu au parlant avec l'introduction des négatifs « lavande », à partir desquels on peut tirer un nombre illimité de négatifs entièrement conformes à l'original, qui serviront à diffuser exactement le même film dans le monde entier. Aujourd'hui, c'est encore autre chose : aucune copie d'un film n'est identique à une autre. Un distributeur vous confie sept copies retirées du commerce : elles varient par la longueur, la qualité de tirage, etc. A nous de reconstituer un original le plus complet possible. Le cinéma muet présente une autre particularité, celle de la vitesse de déroulement des images dans l'appareil de projection. Le film, tel que l'a mis en circulation Edison aux Etats-Unis au dix-neuvième siècle, comportait seize images, soit exactement la longueur d'un pied, par seconde. Chaplin s'est strictement tenu à ces normes, le* Cuirassé Potemkine *exige cette même vitesse.*

» *Mais le spectateur, aujourd'hui, a une capacité de perception différente de celle de l'époque : il « visualise » plus vite. Par exemple, la série des Judex, de Feuillade, en 1916, trop lente aujourd'hui, ne l'était pas alors. On peut aisément accélérer le rythme. Nous avons spécialement arrangé notre appareil de projection en bricolant un générateur qui change la fréquence du courant et permet toutes les vitesses entre quinze et vingt-cinq images-seconde. Notre opérateur décide lui-même de la vitesse qui convient, cette vitesse varie d'une projection à l'autre : ainsi, sur cette feuille où sont notées, au jour le jour, les projections de* Naissance d'une nation, *la durée du film évolue entre cent cinquante et deux cents minutes.* » Le cinéma, qui prétend reproduire la vie, la compresse ou la disloque au bon gré des projections.

(Dessin de BONNAFFÉ.)

Une aventure personnelle

La Cinémathèque royale de Belgique a été créée en 1938 sur l'initiative d'un homme politique « cinéphile », ancien animateur de ciné-club, Pierre Vermeylen, alors jeune avocat. L'historien Carl Vicent en fut le premier conservateur. Après la guerre, Pierre Vermeylen, qui accède à de hautes fonctions politiques, ne cesse de s'intéresser au cinéma, et il aidera activement Ledoux. Parmi les six fondateurs de la Cinémathèque il y avait aussi Henri Stork, metteur en scène de films d'avant-garde et de films politiques (dont *Borinage*, en collaboration avec Joris Ivens, est le plus connu). En 1944, la Cinémathèque rouvre ses portes et s'installe au Musée des beaux-arts, son domicile actuel.

L'épopée de Jacques Ledoux commence un peu plus tôt, dans la clandestinité, quand il fait tous les métiers, et qu'il trouve un jour refuge à l'abbaye bénédictine très connue de Maredsous. Il devient secrétaire des éditions de l'abbaye. Il y a là aussi une école, avec une salle de projection. Il découvre *Nanouk*, de Robert Flaherty, remisé dans un coin de l'abbaye : il achète la copie pour 100 francs belges ; il la portera sous le bras pendant toute la guerre : il s'agit d'une des rares versions originales encore en circulation, que plus tard Ledoux fera parvenir à Mme Frances Flaherty, et qui appartient aujourd'hui au trésor de la Cinémathèque. Storck, apprenant la chose, l'embauche aussitôt : « *Je préparais des études d'ingénieur*, dit Jacques Ledoux. *La Belgique avait été libérée en septembre 1944. Quatre jours par semaine, j'étudiais de 8 heures du matin à 8 heures du soir. Les mercredis, samedis et dimanches, je travaillais pour la Cinémathèque. Mon salaire, 8 000 francs belges par an, payait à peu près mes études.*

» *Au milieu de 1947, je participe à l'organisation du premier Festival de Bruxelles. C'est peu après que j'ai été engagé à plein temps pour diriger la Cinémathèque. Puis, avec le soutien de Pierre Vermeylen, notre président d'honneur, le premier Festival du film expérimental est né. La découverte de l'avant-garde française fut un grand événement, en même temps que celle des avant-gardes italienne et américaine. D'un côté, nous tracions un bilan de l'histoire de l'avant-garde depuis les années 20, d'autre part, nous découvrions les films tournés depuis 1940. A côté de Man Ray, de Fernand Léger, nous avons donc vu Kenneth Anger, les frères Whitney, Francis Lee, Norman MacLaren, Gregory Markopoulos. L'avant-garde des années 20 a été le creuset du cinéma commercial. Celle que nous avons découverte en 1949, et aux festivals suivants, en 1958, 1963, 1967, a marqué une rupture encore plus grande. Les cinéastes américains ne visent pas Hollywood, même si, comme Andy Warhol, il ne leur déplaît pas d'avoir leur nom sur Broadway. Aujourd'hui, Stan Brakhage, Hollis Frampton, influencent, quoi qu'on en pense, le cinéma normal.*

» *Nous sommes tous les fils d'Henri Langlois*, affirme Ledoux, *même si nous avons renié notre père. Mais Langlois est lui-même le fils d'Iris Barry, qui organisa la première projection publique au Musée d'art moderne de New-York en 1935 ou 1936. Il y a pris ses idées. Moi-même je me suis inspiré de Langlois. Il a imposé l'idée, pour la première fois au monde, qu'une cinémathèque est un lieu où l'on doit projeter des films pour tout le monde, et pas seulement pour les collectionneurs. Il ne suffit pas de les conserver. Depuis cette année, cette clause est inscrite dans les statuts de la FIAF.* »

Jacques Ledoux prête-t-il volontiers ses trésors ? « *Non, les films ne sortent pas de la Cinémathèque, nous n'en avons pas le droit. Nous sommes liés par contrat avec les producteurs qui nous ont fait confiance. Il ne faut pas oublier que notre statut est bien différent de celui d'un musée classique. Un musée paie pour ses Picasso, nous ne payons rien. Si par hasard nous faisons tirer une copie, nous ne payons que le prix du laboratoire et de la pellicule. On n'achète pas un Picasso pour le prix de la toile et des couleurs.* »

La Cinémathèque fonctionne en permanence, des projections ont lieu trois fois par jour, tous les jours, sauf le samedi et le dimanche (cinq projections), dans une salle de cent places. Jacques Ledoux et sa programmatrice, Gabrielle Claes, ne prennent pas un jour de vacances. Ils viennent d'organiser la plus importante rétrospective connue à ce jour de l'œuvre de John Ford, avec soixante-quinze films : « *Le public n'est venu qu'aux classiques comme* la Chevauchée fantastique. *Il n'y a aucune curiosité. Le plus regrettable, c'est qu'il ne reste rien de cet effort, et nous ne pouvons payer un critique pour refaire la mise au point qui s'impose.* »

Après le cinéma français des années 30, la Cinémathèque belge prépare pour 1976, à l'occasion du bicentenaire de la fondation des Etats-Unis, un hommage spécial au cinéma américain muet, « *mal connu* », dit Jacques Ledoux.

Dans le même temps on sous-titre progressivement, en français et en flamand, l'immense trésor de films muets soviétiques, souvent inconnus, offerts par l'Union soviétique. L'aventure ne s'achèvera plus, le cinéma prétend redoubler l'histoire de l'humanité.

Prochain article :

LA CINÉMATHÈQUE ALGÉRIENNE

par Paul Balta

West Side Story

1975

THÉATRE PORTORICAIN DANS LES RUES DE NEW-YORK

Un après-midi devant le Metropolitan Museum, un soir à Brooklyn dans la cour d'une école, le lendemain sur l'herbe du Riverside Park, à la hauteur de la 103e Rue, le Théâtre itinérant portoricain (1) plante son décor de bois peint en couleurs vives, frappé des initiales « PR ». C'est tantôt en anglais, tantôt en espagnol qu'il présente ses spectacles devant un public varié — et non pas en « spanglish », ce langage mixte utilisé à l'intérieur de la seule communauté portoricaine.

Les passants, les curieux, s'installent paisiblement ; aucune tension, aucune force de police. Le percussionniste s'anime et les quatre comédiens se mettent à chanter et à danser le thème de leur spectacle extrait d'une citation de Pedro Pietri : « Si vous me promettez de ne pas apprendre, je veux bien vous enseigner deux ou trois petites choses... » *Dès ce moment, le public est conquis, et, malgré le bruit de la rue et les rumeurs de la grande ville, les spectateurs — enfants compris — demeureront immobiles pendant plus d'une heure face à ces saltimbanques qui leur parlent de petits meurtres, de sales métiers, de familles à nourrir et de vies de chômeurs.*

Trois pièces brèves de l'Argentin Osvaldo Dragun composent le spectacle : l'Histoire d'un abcès, d'une femme et de deux hommes, *suivie de* l'Histoire de notre ami Willie Gonzalez tenu pour responsable de l'épidémie de peste noire en Afrique du Sud, *et enfin* l'Histoire de l'homme devenu chien. *Qu'arrive-t-il à un vendeur à la sauvette si un abcès dentaire le tourmente et le contraint à rester chez lui ? Il s'affaiblit, vend ses maigres biens pour régler les notes du dentiste, puis, faute de soins et de repos, il meurt.*

Pourquoi Willie Gonzalez est-il tenu pour responsable d'une épidémie de peste ? Parce que — sublime astuce pour garder son emploi — il a suggéré puis organisé le marché de la viande de rat. Son patron le félicite, le maire de New-York l'invite à une réception, et la télévision lui consacre un programme. Bien sûr, avant de commencer l'exportation de la viande de rat vers l'Afrique du Sud, il a consulté un médecin, un homme de loi, une diplômée de Harvard : tous ont apaisé sa conscience, car il n'existe aucun texte interdisant ce genre de négoce et... « De toute façon, il ne peut rien leur arriver à ces Noirs, là-bas. » *Mais la peste se déclare, il faut un responsable : Willie est renvoyé.*

Quel choix enfin reste-t-il au chômeur harassé à qui l'on offre un poste de chien de garde avec niche, pâtée et collier ? Au début, c'est difficile, mais on s'adapte, et puis on se rebelle et l'on s'en va. Mais il faut revenir, faute d'autre chose. Alors l'homme-chien rencontre sa femme dans les parcs, garde les os pour lui et donne la viande. Tout cela jusqu'au jour où il la mord au lieu de l'embrasser ; erreur fatale : de chien abandonné, il devient chien méchant, vite abattu au coin d'une rue. Chaque fois les comédiens tirent clairement la morale de l'histoire, puis enchaînent.

Histoires terribles que celles d'Osvaldo Dragun : les spectateurs du théâtre de rue ne s'y trompent pas. Depuis 1967, la qualité des productions, le métier des comédiens, la force des auteurs joués — parmi eux Lorca, Arrabal, Jaime Carrero, Maxwell Anderson et Molière — ont fait du Théâtre itinérant portoricain non pas un porte-drapeau, mais une vigie, un amplificateur, et peut-être même un signal d'alarme dans l'instant où les défilés de protestation de Noirs et de Portoricains s'organisent de plus en plus fréquemment dans les rues de New-York.

LILIANE KERJAN.

(1) The Puerto Rican Traveling Theatre, 124 West 18th Street New-York, New-York 10011.

ASPECTS DE LA

Correspondance

Le cinéma érotico-pornographique

Non seulement le cinéma érotico-pornographique remplit certaines salles de cinéma, mais il est devenu un sujet de conversation, un thème de réflexion. La chronique publiée dans le Monde *du 28 août nous a valu un abondant courrier, dont nous extrayons les passages les plus significatifs.*

M. Megnien, de Paris, nous écrit :

Le Monde du 28 août a consacré sa page 9 à un article sur « le cinéma érotico-pornographique ». Le lecteur y apprend que « *la véritable nouveauté* » que celui-ci constitue est la commercialisation de films qui « *répondent au voyeurisme d'une génération à qui la télévision a enseigné à voir... par procuration* ». Cela réclamerait un minimum d'explications. (...) Le lecteur est censé être frappé par l'évidence du propos.

Et lorsqu'on lit que « *le maintien de l'ordre est l'axe des scénarios* » du « *cinéma érotique banal* », la preuve en étant que la fin de ces films montre un retour à la norme morale, on peut douter du soin avec lequel l'auteur du papier fonde ses jugements : fin morale ou pas, les films porno ou érotiques restent tout de même des transgressions. (...)

M. Salaün, de Saint-Martin-d'Hères, nous fournit un témoignage sur l'évolution de la programmation des cinémas dans la ville de Grenoble :

Sans doute les sociologues n'ont pas fini d'avancer d'audacieuses théories sur les succès récents du cinéma pornographique. Le mécanisme économique qui y a contribué n'a, lui, rien de mystérieux : il prend les rouages classiques de n'importe quelle innovation dans un secteur d'une économie « libérale » occidentale.

Le phénomène est plus évident en province, où le nombre limité des salles rend plus apparent encore l'emprise des monopoles cinématographiques (et la pauvreté des programmes qui en découle...). A Grenoble, l'hiver 74 a vu la fin du dernier cinéma d'art et d'essai réellement indépendant. Celui-ci, mis par ses concurrents, mieux « en cour » à Paris, dans l'impossibilité de trouver des films intéressants, se refusait à « passer au porno ». La projection des *Jours gris*, malgré la présence du réalisateur et de nombreux tracts distribués aux 30 000 étudiants de la ville, a coulé définitivement la salle. Il fut racheté. La semaine suivante, sans publicité, *le Rallye des joyeuses* remplit les fauteuils.

Coincés entre la fermeture ou le statut de poubelle des grands circuits (par l'intermédiaire des réseaux de programmation), les petits exploitants indépendants ont trouvé un ballon d'oxygène dans le cinéma pornographique. On pouvait se procurer facilement les films et, apparemment, la clientèle existait. Il ne s'agit pas d'une audacieuse opération de marketing, simplement d'un dernier sursaut qui s'est avéré providentiellement payant.

L'offre de « porno » aux exploitants s'est faite par l'intermédiaire de tout petits distributeurs spécialisés qui disposaient au plus d'une dizaine de films. C'étaient des nouveaux venus dans le secteur de la distribution, où la concentration et les barrières à l'entrée sont très fortes (ils s'approvisionnaient au début dans des pays voisins, puis ont suscité des « vocations » en France, vu les coûts exceptionnellement bas et l'emprise des distributeurs monopolistes sur les autres productions).

On retrouve donc, au niveau de l'exploitant comme au niveau de la distribution, deux phénomènes classiques : d'une part, ce sont les petites firmes qui innovent sous la pression de la concurrence, d'autre part, grâce à une innovation, de nouveaux entrants forcent les barrières d'un secteur particulièrement défendu.

La suite est encore moins originale. Devant la preuve de la rentabilité de ces films, les monopoles cinématographiques réagissent : ils produisent d'abord des films « érotiques » à gros budget, d'une qualité technique supérieure (ce fut tout d'abord *le Dernier Tango à Paris*, puis *Emmanuelle*, *Contes immoraux*, etc...) pour remplir leurs grandes salles. Ils récupèrent ensuite les « pornos » qui, par ailleurs, correspondent parfaitement aux produits recherchés pour leurs complexes multisalles (films bon marché, à affluence moyenne).

On peut prévoir que les petits indépendants, s'il en reste, seront bientôt de nouveau contraints à innover pour survivre.

Une jeune femme, qui signe Jocelyne, apporte un point de vue féminin, insuffisamment mis en valeur, à son avis, dans notre chronique :

Faut-il préciser que la pornographie s'adresse d'abord aux hommes adultes, à leur sexualité malade qui réduit le corps féminin à la passivité masochiste ? La pornographie est, avant tout, le reflet de la « misère sexuelle » masculine.

Ce n'est pas un hasard s'il y a bien plus d'héroïnes que de héros : *l'Impudique*, *la Masseuse perverse*, et tant d'autres où une femme semble avoir l'initiative d'actions honteuses — preuve que la pornographie et le puritanisme vont de pair. Il s'agit pourtant de la culpabilité que l'homme projette sur la femme. L'héroïne, à la fois naïve et perverse, justifie parfaitement la mysogynie masculine. Ne dit-on pas souvent que la femme qui se fait violer l'a bien cherché ?

Par contre, je n'ai pas vu d'exhibitionniste s'offrant en spectacle à une femme que cela n'émeut pas : ça n'aurait rien d'excitant !

Ce nouveau public de jeunes femmes modernes ne tire certainement pas le même « plaisir » à voir un film porno qu'un public masculin. Une femme ne sait pas ce qui est « érotique » dans son corps : d'autres l'ont décidé pour elle. Elle en tirera une satisfaction masochiste et surtout l'illusion d'être « libérée », peu de choses en comparaison de son compagnon.

Je ne suis pas au M.L.F... Mais j'ai honte de ces femelles exhibées en première page de certains journaux, une image de la femme qui menace toutes les femmes, de même que la prostitution est une situation intolérable à toutes les femmes.

De son côté, M. Aurès, de Marseille, nous écrit :

En raison de la publicité donnée à *Exhibition*, je suis allé voir ce film ce soir. Je n'ai pu tenir que quarante minutes, et je suis sorti de là accablé. Je dis bien : accablé, et non outré ou scandalisé. Ce film ne veut rien dire, il est minable et ne mérite pas une seule ligne dans *le Monde*. Le scandale, c'est que vous lui accordiez votre publicité. Le bla-bla-bla de Mlle Beccarie est une couverture insupportable pour un super-navet.

La seule qualité de ce film, c'est de montrer la fragilité de l'homme mâle. A bon entendeur...

Précédemment, un article de Louis Marcorelles, consacré aux Séquences interdites ***de José Bénazeraf*** (le Monde ***du 12 août), avait inspiré à M. Bonnet, de Paris, les réflexions suivantes :***

Où s'arrêtera le raz de marée du film pornographique ? Sur le fond — c'est-à-dire ce que le spectateur français a droit de voir en 1975 par la grâce de la monarchie libérale « avancée » qui s'est mise en place depuis un an — on devrait sourire devant de tels propos alarmistes : nous sommes bien en deçà de ce que Sade, Bataille ou Miller avaient imaginé et écrit en leur temps ! Et, en restant sur le plan cinématographique, il suffit de comparer ce dessin animé « porno » montré dans *The history of blue movie* avec *Fritz le chat*, à vingt ans, ou plus, de distance, pour saisir tout le retard chronologique qu'il reste encore à Bénazeraf ou d'autres à parcourir et d'espérer que ce raz de marée en devienne véritablement un un jour (...).

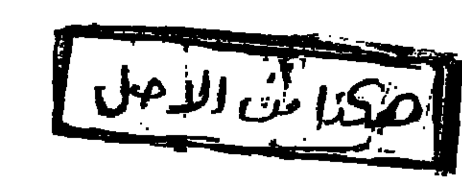
Quoi qu'il en soit, il est indéniable que le cinéma pornographique suscite curiosité attentive, clientèle et bénéfices. Il y a à cela deux raisons extracinématographiques importantes :

— La première, c'est la nouveauté du phénomène. Je sais bien que la libéralisation de la censure — car elle existe toujours — a été progressive, mais elle s'est indéniablement accélérée depuis un an. C'était suffisant pour susciter une mode et l'on pourrait penser déjà que, comme toutes les modes, elle passera. L'exemple des pays scandinaves ou américains, qui est antérieur à la France, devrait rassurer d'ailleurs les inquiets sur ce point.

— La seconde, c'est la frustration sexuelle d'une bonne partie de nos concitoyens. Et c'est certainement à ce niveau que réside principalement le scandale, si scandale il y a. Le succès commercial de la pornographie, comme de la prostitution, comme de la psychanalyse, est fondé sur la « misère sexuelle » d'une partie des Français, pour reprendre l'expression et le diagnostic — non spécifique à la France — de W. Reich. Non seulement à la suite des ratés de l'éducation sexuelle, on a transformé des générations d'enfants en voyeurs, mais on les a rendus disponibles à tous les thèmes sado-masochistes qui commencent à apparaître dans la pornographie et qui, sur le plan collectif et politique, sont synonymes de fascisme. (...)

Ces considérations nous amènent à une autre, qui nous ramène cette fois au plan cinématographique : le cinéma français était-il si brillant, il y a seulement deux ou trois ans, pour que l'on puisse accuser l'essor du cinéma « porno » de tuer celui-ci ? A tout prendre, je préfère Bénazeraf aux de Funès en tout genre, aux M. Audiard, A. Hunebelle et même Chabrol et Lelouch des dernières productions. (...)

Alors, de grâce, ne nous trompons pas de problème et d'ennemis. Le problème, c'est de donner aux cinéastes qui ont quelque chose à dire les moyens financiers de s'exprimer. L'ennemi, c'est la censure.



CONSOMMATION CULTURELLE

Point de vue

L'exposition

par GILLES GODARD (*)



EN province et à Paris, quand une exposition ouvre ses portes, on ne sait jamais quel retentissement elle aura ; c'est une aventure, mais dont l'avantage est l'étroite marge d'incertitudes. On y verra toujours quelqu'un. Au Grand et au Petit Palais, au C.N.A.C., à Marseille, on peut évaluer la fréquentation à quelques milliers de visiteurs près. C'est plus grave en province, mais il y a toujours les touristes et les provinciaux. Tout le monde viendra ! C'est que depuis un siècle l'intérêt porté aux musées, et par extension à toutes les formes d'exposition — objets artistiques ou de consommation, — a considérablement modifié le rapport entre création et public, la création et la consommation elles-mêmes, puisque l'exposition a conquis un public plus étendu.

On peut considérer que c'est le musée qui a explosé, l'exposition étant d'abord menée parallèlement, sans préjugé et sans concurrence vis-à-vis d'un domaine institué depuis longtemps, qui a fait ses preuves. Puis le musée conquiert l'exposition par l'audio-visuel, la présentation scientifique des œuvres, radiographiées, décortiquées, l'ouverture des salles à des artistes vivants, etc. Le musée ne peut plus être seulement le témoin des œuvres passées, une leçon de maîtres, et un privilège pour Rembrandt, Vélasquez, David, le baron Gros, que Picasso et Villeglé devraient justifier ; Villeglé devant justifier ses affiches lacérées, pour un univers où la notoriété n'est pas revendiquée, mais acquise.

Il faut que le musée soit présent dans son siècle, à la fois préservateur et animateur de son temps. Le métro peut recevoir ses tableaux et les palissades des anciennes Halles être le support de n'importe quelle expression, intégrée à la cité. Il n'est qu'une forme d'exposition particulière, c'est-à-dire que contenant aussi l'idée d'information, de démonstration, de présentation des œuvres dans une enceinte privilégiée, il risque souvent d'accaparer l'exposition dans son entier, ou au contraire l'exposition risque de figurer implicitement le musée parce que possédant ses caractères.

Les dégorgements de poubelles, bouteilles de lait brisées, paquets de lessives ostensiblement contre-publicitaires, détritus soigneusement conservés, emballages vides ou éventrés, exposés en 1973 dans une galerie de Haymarket à Londres, n'ont rien de commun avec une manifestation artistique. Mais c'est une exposition, dont le mobile est semblable à celui des expositions artistiques, ou des musées, dans un cadre établi pour séduire, plus raisonnablement pour favoriser la communication entre le public et l'objet exposé : volonté de montrer.

L'équivoque de la représentation

L'équivoque demeure, entre l'art et la démonstration — l'information — tant que le visiteur habitué à voir dans l'objet présenté une création la juge en fonction de l'œuvre qu'elle est censée représenter. On distingue sans difficulté les expositions publicitaires, les expositions scientifiques, les expositions florales, les expositions des artistes contemporains, parce que les premières rassemblent des objets définis clairement comme de consommation, ou de technologie, etc., parce qu'ils conservent, sur le podium, la fonction qui leur a été donnée dans la société, sans ambiguïté possible. Le palais de la Défense est une vitrine pour ordinateurs ou machines à calculer de type révolutionnaire : le Parc des expositions de la porte de Versailles ne montre que des téléviseurs, un instant détachés de la vie courante pour en faire apprécier les derniers perfectionnements. Ou l'on reconstitue le puzzle de l'industrie automobile dans le monde.

Au contraire, les expositions dont le caractère est de montrer des objets sans référence avec la vie courante favorisent l'ambiguïté. Où poser la frontière entre créativité et art ? Si la frontière existe vraiment, et si les designers ne sont pas aussi des artistes.

L'ancienne gare de la Bastille voyait le Salon international d'art contemporain, où les fauteuils étaient munis de vrais bras, les tables à pied unique, vrai pied, où le tableau remis entièrement en question abritait une tranche de vie — l'immortalité rendue dérisoire — comme les journaux collés de Picasso, mêlés à une toile traditionnelle, des objets, une nature morte, restituent une partie du réel. Picasso faisait d'un immense bric-à-brac une matière première pour son œuvre. César modèle des voitures-statues. Tinguely se sert d'éléments mécaniques récupérés pour construire ses machines à lui, absurdité d'un monde industriel où il est la dérision, la poésie.

L'océan de mouton-sièges de Lalanne, les vitrines reconstituées de la Tate Gallery, les portes que le visiteur ouvre en plein ciel... L'insolite fait exprès. Mais, aussi, quand l'insolite est tiré du décor quotidien de la cité. Quand le musée ou l'exposition montrent, dans une enceinte privilégiée, ce qui passait jusque-là inaperçu. Quand le musée ou l'exposition donnent une signification aux objets, tirés de leur environnement pleins d'habitudes.

Musée ou exposition : lieux où on apprend à regarder.

On a vu que le mobilier urbain, ses taxiphones, ses bancs publics, ses abribus, ses colonnes Morris, ses feux de signalisation, tirés de leur contexte habituel, pouvaient étonner ou choquer qui n'y avait jamais prêté attention. Un test visuel où il apparaît que la boîte aux lettres vulgaire, jaune sur son long pied, une fois déracinée de son bitume originel pour les spots d'une exposition, anime la cité, que son importance est réelle, qu'une image ou une forme connue, au-delà de l'enregistrement systématique, s'inscrit dans notre esprit. (L'affiche va plus loin et modèle notre jugement.)

L'exposition apparaît avec la société industrielle — le grand magasin de Zola en est une préfiguration — et participe au mouvement de rénovation qui fera se ressembler Tokyo et la baie de New-York, les villes, comme si un même esprit animait les promoteurs du monde entier.

Nous avons le goût des vitrines et de l'internationalisation des formes de pensée, de culture, de société. Un Américain moyen ou un Européen moyen — archétypes commodes — connaissent plus de leur univers, par les médias, que n'importe quel citoyen bien informé du siècle dernier pour qui l'abolition de la féodalité au Japon n'avait aucun retentissement à Paris, à Londres, et dépassait le cadre des compétences puisque le Japon des années 70 était, en totalité, hors de la civilisation occidentale.

L'archétype américain ou européen moyen est en possession instantanément de l'actualité mondiale ; son mode d'existence lui permet de bénéficier des produits de consommation issus de plusieurs dizaines de pays différents ; il lui est loisible, en partie — mais c'est une illusion qui fait choisir à un enfant d'ouvrier le métier d'employé de banque, — d'échapper au cadre traditionnel où il vit, de voyager, dans tous les sens du terme : l'illusion d'une liberté véritable où la cité est une fenêtre ouverte sur le monde, où il n'a qu'à puiser.

On nous reprochera cette tendance à déballer nos modèles, à donner à la société tout entière un modèle fiable, justifié, comme un renoncement à la diversité. Comme si chacun devait être témoin de l'avance de l'autre, et s'y conformer. Le salon, le musée, la vitrine ou l'exposition ont suivi notre courbe de croissance ; ils en sont la projection, l'image mythique d'un monde tel qu'il est désiré. La cuisine ou la salle à manger commune de l'après-guerre ne se trouvent pas au Salon des arts ménagers de 1947, car l'idéal « cuisine » et l'idéal « salle à manger » y sont seuls représentés. Les Français de 1947 vont aux Arts ménagers, et les Français de 1975 défilent devant les cuisines tout électriques super-aménagées. C'est le rêve accessible à tous. Et par tous, on entend évidemment la totalité des publics, une conformité quasi obligatoire.

Les devoirs de la machine industrielle

L'exposition se rattache au phénomène d'extension d'une industrie de masse, au vingtième siècle, l'objet se déplaçant vers tous les publics, favorisant un développement intensif de la production puisque l'automobile, ou le réfrigérateur, ou la lithographie originale intéressent aussi bien le magistrat, le médecin, le chef d'entreprise, l'ouvrier, le paysan, le fonctionnaire... Si la lithographie est laissée plus souvent pour compte, c'est qu'elle ignore le plus grand nombre. David est plus célèbre que tous les néo-réalistes américains : il faut qu'ils fassent leurs preuves, enjambent le fossé de la particularité et soient introduits dans les magazines. Mais ils intéressent déjà les industriels du poster géant, qui omettent systématiquement de reconnaître leur marché de dupes : industrie et art ne s'entendent que dans la mesure où l'ouvrier, le paysan, le fonctionnaire, acceptent les images qu'on leur donne, la détérioration de l'art en objet de consommation.

Au vingtième siècle, le public change, parce que l'automobile quitte son piédestal, peu solide, d'où elle ne pouvait se développer. Il n'est pas rentable de construire des routes si leur utilisation n'est pas maximale ni des automobiles sans chaînes de montage. Les chaînes de montage installées, il faut les faire tourner le plus possible. On pourrait faire le parallèle avec n'importe quelle production. L'automobile à « boîte automatique » exposée à la porte de Versailles sera un jour à la portée de n'importe quel particulier. Le réfrigérateur de 1945 est aujourd'hui aussi indispensable que la cuisinière qui se targue, à l'exposition, d'un four autonettoyant, d'une cuisson programmée à la seconde près. C'est la mode. Et la mode, c'est l'exposition. Et le public vient à l'exposition parce qu'elle est faite à ses mesures, parce qu'il se sent concerné par la lente modification des techniques, de son confort, et la conquête facile, de plus en plus, de secteurs du pratique et de la nouveauté. On lui donne la machine à laver et à repasser ; on lui ôte l'éreintement des lessives. Malgré tous les sous-entendus possibles, la machine industrielle fait son devoir.

Au vingtième siècle aussi, la création adopte la majorité des publics, elle se défait du complexe d'une aristocratie de la connaissance et fait du musée et de l'exposition un lieu privilégié de confrontation. Le musée du Louvre ouvre des salles à l'audio-visuel, pour Delacroix, qui fut décrié en son temps. La démarche, c'est de rendre à tous le choix possible. Il ne suffirait pas de critiquer la critique officielle qui abhorrait Degas, Pissarro, Monet, et adorait Detaille, Puvis de Chavannes, si les tableaux continuaient à n'avoir pour admirateur et critique que le public qui a eu la possibilité d'apprendre à les regarder. Il faut démolir la prédestination de l'art à une clientèle donnée. Outre que la situation est fâcheuse pour les artistes, qui se voient désagréablement patentés par un « milieu » privilégié, elle favorise l'étranglement de la culture qui circule, et se fait, en dehors du plus grand nombre. Elle épuise ses ressources ; elle se replie sur le confort intellectuel. Encore un peu et elle disparaîtrait, puisqu'il n'y aurait plus qu'une seule famille de critiques, d'artistes, d'amateurs. Prophétie absurde de la réconciliation universelle.

Mais le public est là. Il s'informe, il va voir. Il se déplace aussi bien pour admirer les impressionnistes et les trésors de Pompéi que les derniers perfectionnements de l'industrie automobile. Le C.N.A.C., l'UNESCO, le Grand Palais, supports ou organismes pour la diffusion et la protection de la culture, font en sorte que l'art cesse de se montrer austère à un public qui, il y a cent ans, ignorait l'existence de ses contemporains. C'est une conscience nouvelle du spectateur. On ne sait pas où elle va et ce que la généralisation de l'exposition modifie.

De ce fait, s'il ne restait de notre vingtième siècle, dans cent ou cent cinquante ans, que la fenêtre déformable de l'exposition, à quelle image — considérablement améliorée — nos descendants auraient-ils droit ? (le film déformé offert par les tombeaux d'Egypte témoigne d'une seule image de la société, et non de la complexité de la société égyptienne tout entière). L'exposition, c'est ce qu'il y a de mieux : ce qui est souhaité. Les visionnaires du vingt et unième siècle savent déjà que la télévision aura lieu sur grand écran relief, mais se prononcent rarement sur l'identité du spectateur qui y aura droit. On aurait tort de leur reprocher cette précaution. Nadar n'avait sûrement pas imaginé que sa boutique ferait recette, beaucoup plus tard, sur le même plan que l'industrie naissante. C'est que le public a considérablement évolué, ou plutôt que la consommation et la création ont changé de cap, vers ce public qui a vu cent fois les œuvres de Rembrandt et de Vermeer au Louvre ou à la National Gallery, qui les a achetées, puis accrochées lui-même, l'*Age de l'innocence*, de Reynolds, détrônant le calendrier des P.T.T. pour lequel Millet, fonctionnaire posthume, inventait chaque année un nouveau tableau. Il a fallu moins de cent ans pour que la France tout entière accède à l'exposition de Toutankhamon, un million de visiteurs reconnus. C'est une victoire sur le Moyen Age, disait-on. Reste à savoir si le Moyen Age, qu'on avait cru éteint depuis Colomb, puis Pascal, puis Voltaire, ne couve pas insidieusement, comme maladie honteuse, un foyer d'obscurantisme social qu'on tarde à recouvrir.

(*) Publicitaire.







Expositions

MAX ERNST. — Grand Palais, entrée Clemenceau (231-91-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 8 septembre.

MAX ERNST, estampes et livres illustrés. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée 6 F. Jusqu'au 30 septembre.

MICHEL-ANGE AU LOUVRE, les Esclaves, les Dessins. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 septembre.

DESSINS ITALIENS DE LA RENAISSANCE. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 septembre.

LE STUDIOLO D'ISABELLE D'ESTE. — *Musée du Louvre (voir ci-dessus).* Jusqu'au 13 octobre.

HOMMAGE A COROT. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F (gratuite le 24 *septembre*) ; *le samedi : 5 F.* Jusqu'au 29 septembre.

DE CHIRICO : rétrospective. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (227-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 octobre.

HENRI MATISSE : dessins et sculptures. — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

FRANÇOIS ROUAN : portes, douze peintures. — Musée national d'art moderne (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 septembre.

JAGODA BUIC : Formes tissées. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 septembre.

LARTIGUE 8 × 80. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 15 septembre.

BERNARD LAGNEAU : Lieu mé*canisé nº 12.* — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 21 octobre.

LE ROI, LA SCULPTURE ET LA MORT. — Salle des gens d'armes de la Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (033-30-06). Sauf mardi, de 9 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

ROBERT COUTURIER A LA MONNAIE. — 11, quai Conti (326-52-04). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

PIERCULA : 1926 - 1968. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (551-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 septembre.

MERKADO. Prix Bourdelle 1973. — Musée Bourdelle, 16, rue Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'à fin septembre.

DELACROIX ET LES PEINTRES DE LA NATURE. — De Géricault à Renoir. Musée Delacroix, 6, place Furstenberg (033-04-87). Sauf mardi de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 20 décembre.

LA MUSIQUE VUE PAR LES PEINTRES. — Hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine. *Sauf mardi, de 11 h. à 17 h.* Entrée : 5 F. Jusqu'au 23 septembre.

PORCELAINES DE SEVRES AU XIXe siècle. — Musée national de la céramique à Sèvres (027-02-35). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Entrée : 7 F ; le dimanche : 5 F (donnant droit à la visite du musée, gratuite le 21 septembre). Jusqu'au 3 novembre.

ETHIOPIE D'AUJOURD'HUI. La terre et les hommes. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (727-13-17). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. (le jeudi, à 14 h. 30 : visite commentée ; à 15 h. 30, projection de films). Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 septembre.

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 3 SEPTEMBRE. — 15 h., Charlie Chaplin, Max Linder ; 18 h. 30, Buster Keaton dans *le Dernier Round*, de D. Crisp ; 20 h. 30, *Liza*, de M. Ferreri ; 22 h. 30, *Boom*, de J. Losey ; 0 h. 30, *le Brasier ardent*, de Y. Mosjoukine.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. angl.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).

ALLONSANFAN (It., v.o) : Le Marais, 4e (278-47-86).

L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (ven.).

L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (Ang., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (mer., sam., lun.).

LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15) (en soirée) ; (v.f.) : Studio Raspail, 14e (326-38-98), Studio Marigny, 8e (225-20-74), Pagode, 7e (551-12-15) (mat.) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).

LA BETE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Trois Nations, 12e (343-04-67), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Balzac, 8e (359-52-70).

LE BAGARREUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (à 20 h. et 22 h. 15).

EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (jeu.).

EXHIBITION (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marotte, 2e (231-41-39) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; *Murat, 16e (288-99-75).*

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; *Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)* ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Terminal-Foch, 16e (704-49-53).

LA FLEUR ET LE FUSIL : Hanoi (Belg.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (de 14 h. 15 à 18 h. 45) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 18 h. 35 et 20 h. 15).

FOLLE A TUER (Fr.) (*) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

FRENCH CONNECTION No 2 (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) (*) : Murat, 16e (288-99-75) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; U.G.C.-*Odéon, 6e (325-71-08)* ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Max-Linder, 9e (770-40-04).

LA GUERRE DU PETROLE N'AURA PAS LIEU (Mar., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 14 h. 45, 18 h. 25, *22 h. 5) ; Studio de la Harpe, 5e* (033-34-83).

HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).

L'INDE FANTOME (Fr), première partie : Olympic, 14e (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 20.

LE JARDIN DES DELICES (Esp.) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE JOUR DU FLEAU (The Day of The Locust) (A., v.o.) (*) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LENNY (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

Les films nouveaux

LE CHAT ET LA SOURIS, film français de Claude Lelouch, avec Michèle Morgan. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Cameo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Images, 18e (522-47-94).

IL FAUT VIVRE DANGEREUSEMENT, film français de Claude Makowski, avec Annie Girardot. — Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 14e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

SOUVENIRS D'EN FRANCE, film français d'André Téchiné, avec Jeanne Moreau. — Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).

TARZOON LA HONTE DE LA JUNGLE, dessin animé belge de Jean-Paul Walvarens. — Version amér. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12). — V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MONDO CANDIDO, film italien de Gualtiero Jacopetti et Franco Prosperi. — France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

CHILE, film mexicain de Carlos Ortiz Tejeda, Alexis Guvas et Argel Flores. — Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LA FILLE DU GARDE-BARRIERE, film français de Jérôme Savary. — Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71).

LE MORT VIVANT (A., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LE PARAIN No 2 (A., v.o.) (*) : Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-04-22).

PAS DE PROBLEME (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Maxéville, 9e (770-72-87).

PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Templiers, 3e (277-94-56) ; (v.f., sam. et dim.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e *(633-10-82) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e* (225-47-19).

LE RETOUR DU DRAGON (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (Dim.).

THE GROOVE TUBE (A., v.o. (*) : Biarritz, 8e (359-42-33) ; Studio-Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).

TOMMY (A., v.o.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) (version stéréophonique).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).

VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (Mar.).

VERITES ET MENSONGES (Amér., v.o.) : Studio-Git-Le Cœur, 6e (326-80-25).

LE VIEUX FUSIL (Fr.) (*) : George-V, 8e (225-41-46) ; Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Publicis-St-Germain, 6e (222-72-80) ; Boul-Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Bastille, 12e (343-70-17).

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).

YAKUSA (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Mercury, 8e (225-79-80) ; (v.f.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Fauvette, 13e (331-60-74).

Les rééditions

LES CHEVAUX DE FEU (Rus., v.o.) : Dragon, 6e (548-54-74).

LES FORBANS DE LA NUIT (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).

Les festivals

ALFRED HITCHCOCK : Noctambules, 5e (033-42-34), Delta, 9e (878-02-18), Mer. : Le crime était presque parfait (v.o.) — Action-République (805-51-33), Mer. : Une femme disparaît.

HOMOSEXUALITE (v.o.) : Studio-Parnasse, 6e (326-58-00), Mer. : Heat.

L'ETE AU MARAIS : Marais, 4e (278-47-86). Salle II, Mer. : les Dernières Fiançailles ; salle III, Mer. : la Rue des rêves.

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), Mer. : l'Œil du diable - la Fontaine d'Arethuse.

LA FETE A WOODY ALLEN : Studio Logos, 5e (033-26-42), Mer. : Prends l'oseille et tire-toi.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13), Mer. : Plus dure sera la chute.

SAURA ET L'ESPAGNE (v.o.) : Boîte à films, 17e (754-51-50) : 12 h. 30 et 14 h. : Mourir à Madrid ; 16 h. : la Chasse ; 18 h. : Pepermint frappé ; 20 h. : la Cousine Angélique ; 22 h. : Anna et les Loups.

FELLINI-VISCONTI : Boîte à films II, 17e (754-51-50), 12 h. 15 : les Clowns (v.o.) ; 14 h. : le Crépuscule des Dieux (v. angl.) ; 17 h. 30 : Mort à Venise (v.o.) ; 20 h. : Juliette des Esprits (v. angl.) ; 22 h. 15 : les Damnés (v. angl.).

PAUL NEWMAN (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81), Mer. : Madame Croque-Maris.

KEN RUSSEL (v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), mer. : le Messie sauvage.

S.M. EISENSTEIN (v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15), Mer. : la Ligne générale.

Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (rus., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

DELIVRANCE (A., **, v.o.) : Styx, 5e (633-08-44).

LE KID (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40).

PSYCHOSE (A., ** v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39) (du dim. au mar.).

ROSEMARY'S BABY (A., **, v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

SENSO (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

SHERLOCK JUNIOR (A.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).

THE SERVANT (Ang., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39) (du jeudi au samedi).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.

LA CHINE (Fr., It., All.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. (sauf dim.).

CINQ PIECES FACILES (A., **, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.

LES DIABLES (Ang., **, v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

EASY RIDER (A., **, v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

JEREMIAH JOHNSON (A., **, v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

LE MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : le Seine, 5e *(325-92-46), à 12 h. 15 (sauf dim.),* 14 h. 45, 17 h. 15.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.

Variétés

Le music-hall

CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : Revue Roland Petit.

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (D.), 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. : Histoire d'oser.

FOLIES-BERGERE (770-02-51) (L.), 20 h. 30 : J'aime à la folie.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Mouloudji.

Les opérettes

HENRI-VARNA-MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Fiesta ; hommage à Luis Mariano.

Les cabarets

ALCAZAR (326-53-35)), 23 h. : Paris-Broadway.

CRAZY HORSE SALOON (225-69-69), 22 h. et 0 h. 30 : Revue.

MAYOL (770-95-06) (Mer.), 16 h. 15 et 21 h. 15 : Nu... etc... etc...

TOUR EIFFEL (551-19-59), 20 h. : Spectacle argentin.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : l'Année de la frime.

Le cirque

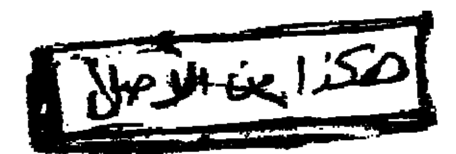
SQUARE DES ARTS-ET-METIERS (227-50-97) (L.), 20 h., mat. mer., sam et dim. à 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne.

La danse

Voir Festival estival de Paris et Théâtre Campagne-Première.

ESPACE PIERRE-CARDIN (265-97-60) (D.), 21 h. : Pilobolus Dance Theatre.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (225-44-36), à partir du 4 à 20 h 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Ballet national de Colombie.



Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles municipales

CHATELET (231-44-80) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valses de Vienne.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Tube.
COMEDIE CAUMARTIN (073-43-41) (J.) 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (L.) 20 h. 45, mat. dim. à 18 h. 30 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
DAUNOU (073-64-30) (J., D. soir) 21 h., mat. dim. à 15 h. : Monsieur Masure.
HUCHETTE (326-38-99) (D.) 21 h. : la Leçon ; la Cantatrice chauve.
LUCERNAIRE (326-57-23) sam., dim. à 16 h. 20 ; mar., mer, jeu. à 19 h 30 : Fando et Lis ; (L.) 20 h. 30 : les Chaises ; (D., L.) 22 h. 15, mat. ven., sam. et dim. à 18 h. 30 : Sade.
MICHEL (265-35-02) (mer.) 21 h. 10 : Duos sur canapé.
NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir) 21 h., mat. dim. à 15 h. : la Libellule.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (359-35-88) 20 h. 45 : la Solitude d'un garçon de but (à partir du 4).
THEATRE CAMPAGNE-PREMIERE (033-79-27) (L.) 19 h. : F. Ollvier ; 20 h. 30 : le Presse-purée des Destaing ; 22 h. : Danse ; 23 h. : Jazz.
THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Ice Dream.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (742-99-79) (D.) à 21 h. 15 : Ça va pas mieux ; 22 h. 30 . Nadine Mons.
ABBAYE (033-27-77) jeu., ven., sam., dim. à 20 h. : Kennedy's Children.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.) 20 h. 30 : Coluche.
LA PIZZA DU MARAIS (277-42-51) (D.) à partir du 8 à 20 h. 30 : R. Bouteille ; 22 h. 30 : Que fada (jusqu'au 6). A partir du 8 à 21 h. 45 : Douby ; à 23 h. : B. Lavilliers.
LE PETIT CASINO (747-62-75) (D., L.) 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit ; 22 h. 30 : Spectacle Cami.
LE SELENITE (033-53-14) (D., L.) à 20 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. : J'ai aucune idée ; 23 h. 30 : Peau d'homme.

Festivals

Sceaux

Orangerie du Château, le 3, à 20 h. 45 : Secolo Barocco (Bach, Vivaldi).
Le 6, à 17 h. 30 : Musique indienne, avec Ram Narayam et S. Ismeil.

Le 7, à 17 h. 30 : Trio parisien (Beethoven, Schubert : Nocturne ; Ravel).
Ren. et loc. : 661-06-71.

Estival

Eglise Saint-Pierre-de-Montmartre, le 3, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Huguette Dreyfus, clavecin (Rameau, Couperin, Scarlatti).
Le 5, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Quatuor Parrenin (Mozart).
Musée de Cluny, le 4, à 18 h. 30 : Quatuor Parrenin (Beethoven, Brahms).
Faculté de droit, le 4, à 20 h. 30 : Ballets Suzanne Linke et Robert Solomon.
Le 8, à 20 h. 30 : Musique américaine, dir. A. Copland (Bernstein, Gershwin, Copland).
Sorbonne (amphi Richelieu), le 6, à 18 h. 30 : Forum J.-P. Armengaud, piano.
Palais de Chaillot, le 7, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Forum d'instruments anciens (J.-C. Malgoire, Les musiciens de Provence, Ens. G. de Machaut).
Le 8, à 18 h. 30 : le Remède de fortune.
Sainte-Chapelle, le 9, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Les musiciens de Provence.
Jardin d'Acclimatation, tous les jours à 15 h. 30 : GERM (P. Mariétan).
Jardin du Palais-Royal, tous les soirs à 20 h. : Molière côté jardin ; à 21 h. : l'Artisanat vivant.
Musée Guimet, mer., jeudi, ven., lun. à 18 h. 30 ; sam. à 15 h. ; dim à 15 h. : Films musicaux.
Rens. et loc : 4, rue des Prêtres Saint-Séverin, 5e (633-61-71).

Musique de chambre de Paris

Eglise Saint-Médard, rue Mouffetard, 5e, le 9, à 21 . : Orchestre de chambre Bernard Thomas, avec Hans Goverts, piano forte (Bach, Mozart).
Rens. et loc. : Durand, 4, place de la Madeleine, 8e (260-21-76).

Cinéma

LES FILMS EN EXCLUSIVITÉ EN PROVINCE

BORDEAUX. — Le Bagarreur : Gaumont (48-13-38) ; Donald Story : Marivaux (48-43-14) ; Exhibition : Français (52-69-47) ; Folle à tuer : Gaumont (48-13-38) ; French Connection No 2 : Ariel (44-31-17) ; Français (52-69-47) ; les Galettes de Pont-Aven : Ariel (44-31-17) ; Histoire d'O : Gaumont (48-13-38) ; le Parrain No 2 : Ariel (44-31-17) ; Français (52-69-47) ; Pas de problème : Gaumont (48-13-38) ; Yakuza : Club (52-24-17).

CANNES. — Donald Story : Majestic (39-13-93) ; les Galettes de Pont-Aven : Vox (39-24-98) ; le Parrain No 2 : Olympia (39-04-21) ; Pas de problème : Rex (39-24-98).

GRENOBLE. — Le Bagarreur : Le Paris (44-05-27) ; Exhibition : Le Paris (44-05-27) ; Donald Story : Gaumont (44-16-45) ; Folle à tuer : Royal (96-33-33) ; French Connection No 2 : Stendhal (96-34-14) ; Opération Lady Marlène : Le Paris (44-05-27) ; le Parrain No 2 : Ariel (44-22-16) ; Stendhal (96-34-14) ; le Vieux Fusil : Eden (44-06-72).

LILLE. — Folle à tuer : Pathé (57-32-71) ; French Connection No 2 : Cinec (55-02-01) ; Pas de problème : Ritz (55-23-57) ; Yakuza : Pathé (57-32-71).

LYON. — Doc Savage arrive : U.G.C.-Scala (42-15-41) ; Donald Story : Pathé (42-61-03) ; Comoedia (72-10-59) ; Exhibition : U.G.C.-Concorde (42-15-41) ; Folle à tuer : Royal (37-31-49) ; French Connection No 2 : U.G.C.-Scala (42-15-41) ; U.G.C.-Zola (84-36-28) ; les Galettes de Pont-Aven : U.G.C.-Concorde (42-15-41 ; Duo (37-05-55) ; la Grande Casse : Ariel (35-32-90) ; Histoire d'O : Comoedia (72-10-59) ; Pathé (42-61-03) ; Opération Lady Marlène : Tivoli (37-33-25) ; Pas de problème : Pathé (42-61-03) ; Comoedia (72-10-59) ; le Retour du Dragon : Pathé (42-61-03) ; Spartacus : Palais des congrès (24-15-83) ; le Vieux Fusil : U.G.C.-Scala (42-15-41) ; Paramount (42-01-53) ; U.G.C.-Concorde (42-15-41) ; Ritz (52-17-67).

MARSEILLE. — Le Bagarreur : Pathé (48-14-45) ; Rex (33-82-57) ; Doc Savage arrive : Meilhan (48-27-64) ; Donald Story : K 7 (48-42-79) ; Hollywood (33-74-93) ; Exhibition : Odéon (48-35-16) ; Frankenstein Junior : Pathé (48-14-45) (en soirée) ; French Connection No 2 : Odéon (48-35-16) ; Drive In (54-16-00) ; Hollywood (37-74-93) ; les Galettes de Pont-Aven : Odéon (48-35-16) ; Hollywood (33-74-93) ; Histoire d'O : Rex (33-82-57), Pathé (48-14-45) ; le Jour du fléau : Le Paris (33-15-59) ; Opération Lady Marlène : Rex (33-92-37), Pagnol (49-34-79) ; le Parrain n° 2 : Odéon (48-35-16), Capitole (48-27-64), Majestic (33-38-32), Ariel (33-11-65) ; le Retour du dragon : Pathé (48-14-45).

MONTE-CARLO. — Donald Story : Gaumont (30-81-08) ; Il faut vivre dangereusement : Gaumont (30-81-08).

NANCY. — Le Bagarreur : Gaumont (24-56-83) ; Donald Story : Pathé (24-54-31) ; Folle à tuer : Gaumont (24-56-83) ; French Connection n° 2 : Paramount (24-53-37) ; Histoire d'O : Gaumont (24-56-83) ; le Vieux Fusil : Paramount (24-53-37) ; Yakuza : Gaumont (24-56-83).

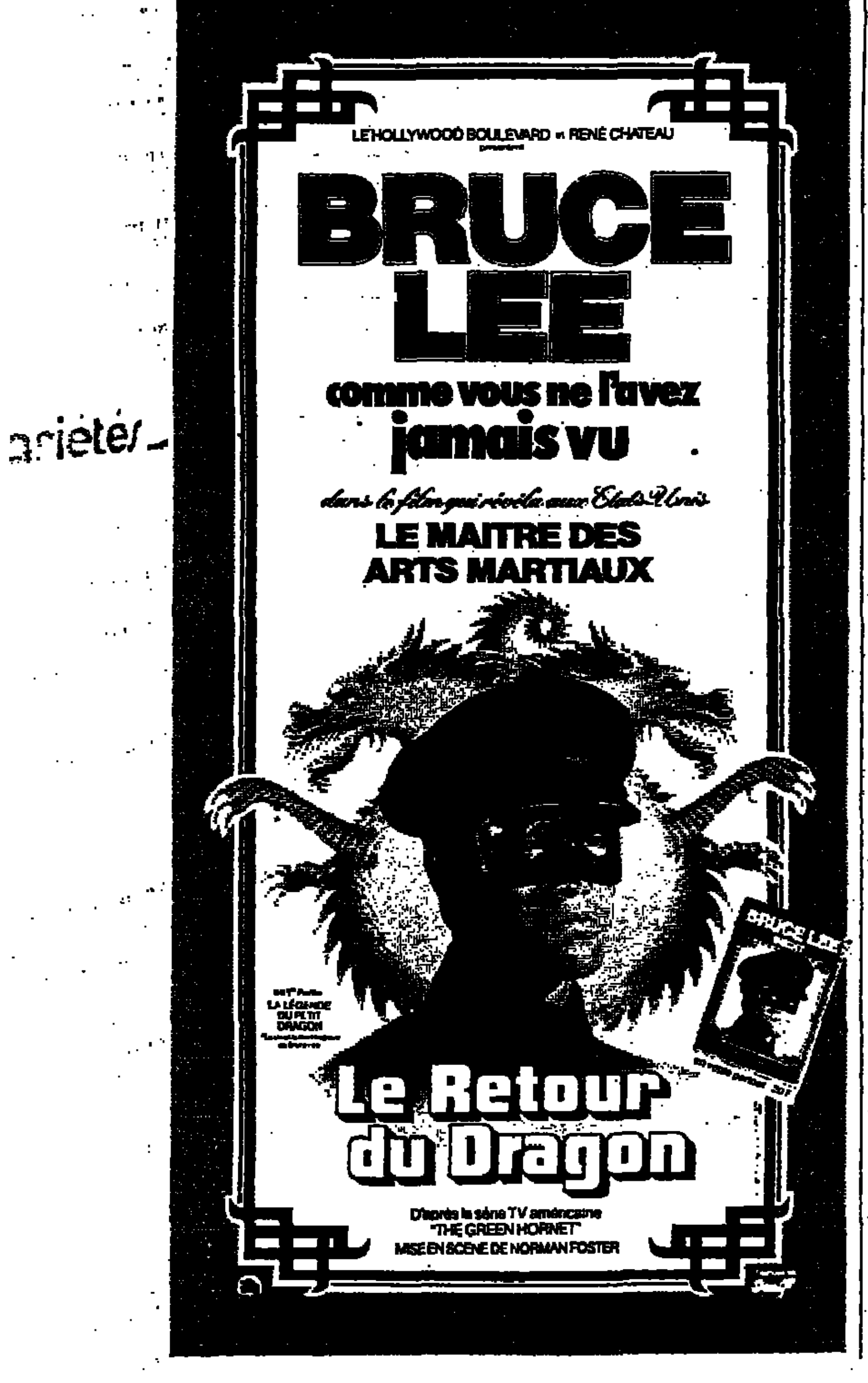
NICE. — Donald Story : Concorde (88-39-88) ; French Connection n° 2 : Paramount (87-71-60) ; les Galettes de Pont-Aven : Escurial (88-10-13) ; Histoire d'O : Gaumont (88-39-88) ; le Parrain n° 2 : Forum (88-50-80), Rialto (88-08-41), Variétés (87-74-97) ; Pas de problème : Concorde (88-39-88) ; le Vieux Fusil : Paramount (87-71-60).

RENNES. — Donald Story : Ariel (79-00-56) ; Exhibition : Club (30-86-20) ; French Connection n° 2 : Zoom (50-45-71) ; la Grande Casse : Ariel (79-00-56) ; Histoire d'O : Royal (30-64-55) ; Opération Lady Marlène : Ariel (79-00-56) ; Pas de problème : Dauphin ; le Parrain n° 2 : Le Paris (30-25-55) ; Le Bretagne (30-56-33).

STRASBOURG. — Exhibition : Capitole (32-13-32) ; French Connection n° 2 : Capitole (32-13-32) ; les Galettes de Pont-Aven : Ritz (32-45-51) ; Histoire d'O : Capitole (32-13-32) ; le Parrain n° 2 : Capitole (32-13-32) ; Savage : Capitole (32-13-32) ; une Anglaise romantique : Ariel ; Yakuza : Capitole (32-13-32).

TOULON. — Le Bagarreur - Histoire d'O - le Parrain n° 2 - Pas de problème : Gaumont (92-00-17).

TOULOUSE. — Le Bagarreur : Trianon (62-87-84) ; Exhibition : Royal (22-12-90) ; les Galettes de Pont-Aven : Américains (61-21-94) ; la Grande Casse : Ariel (08-07-14) ; Histoire d'O : Trianon (62-87-84) ; Mondo Candido : Gaumont (21-49-58) ; le Parrain n° 2 : Variétés (22-42-71) ; Pas de problème : Gaumont (21-49-58) ; Profession reporter : Gaumont (21-49-58).









RADIO-TÉLÉVISION

La rentrée des « journaux télévisés »

Une course à la crédibilité

La mode « rétro » gagne du terrain, même dans le secteur des journaux télévisés : devant le succès d'audience réalisé chaque soir à 20 heures, sur la première chaîne, par le quadragénaire Roger Gicquel, Antenne 2 a décidé de lui opposer, à partir du 15 septembre, le jeune quinquagénaire Guy Thomas. Si l'on ajoute que la dernière édition du journal de l'A 2 sera confiée à Maurice Werther, autre quinquagénaire, on serait tenté d'en conclure que la seconde réforme des informations télévisées depuis la création des nouvelles sociétés se ramène à une formule : place aux anciens !

Selon le courrier reçu et les sondages, nous dit-on, la « crédibilité » des journaux télévisés est à ce prix. Le « temps des minets », apparus à l'écran sous la direction de Mme Jacqueline Baudrier en novembre 1970, est révolu. Le fait que l'édition de 20 heures d'TF 1, grâce à Roger Gicquel et à la personnalisation de la fonction de présentateur, ait renversé la tendance depuis six mois (le progrès accompli en 1973 et 1974 par la jeune équipe d'INF 2 se trouve maintenant annulé par l'avance régulière de 8 à 10 points que le journal de la première chaîne a prise sur la seconde) donne à M. Henri Marque, directeur de l'information à TF 1, le bénéfice de la première manche.

« Notre vocation est de nous adresser à un grand public populaire, dit-il. *Roger Gicquel semble communiquer parfaitement avec un auditoire qu'il « sent » et auquel il restitue les nouvelles importantes de la journée dans le langage qu'il comprend et avec une sensibilité partagée. »*

Il y a six mois, la venue de Roger Gicquel — qui dirigeait les journaux parlés — représentait un pari :

« Pas question de relâcher notre effort, dit cependant M. Henri Marque. *L'avance que nous possédons peut être, nous le savons, réduite à néant rapidement si nous sacrifions à la facilité.*

» Nous continuerons à réserver une place importante à la politique étrangère car cela correspond au goût de notre auditoire. Cependant, nous voudrions « franciser » davantage nos journaux, notamment en utilisant les événements qui intéressent le public de province. Ce qui pose le problème des stations régionales et de leurs capacités.

» Or les moyens leur font toujours défaut pour répondre complètement à nos vœux. Faute de crédits, plusieurs BRI [Bureaux régionaux d'information] *sont fermés pendant les vacances. »*

Face à cette remontée du journal de la première chaîne à 20 heures et au record d'audience obtenu par Yves Mourousi à la mi-journée, que pourrait faire Antenne 2 ?

« J'avais proposé plusieurs formules, dit M. Georges Leroy, directeur de la rédaction d'A 2, *celle qui a été retenue n'est pas la plus audacieuse. Elle consistera cependant à offrir plusieurs journaux répondant à des objectifs différents et complémentaires. Ainsi à 18 h. 30, Hélène Vida — choisie pour ses qualités de journaliste et non pas parce que femme — accordera une plus large place à l'actualité de la vie pratique, aux renseignements utiles, etc.*

» Le journal de 20 heures, réduit à vingt minutes et présenté par Guy Thomas — secrétaire général de la rédaction de *l'Expansion*, qui ralentira sa collaboration à Europe 1, — *ne sera pas un catalogue des nouvelles du jour, mais la sélection de deux ou trois sujets qui nous sembleront les plus significatifs.*

» L'édition de fin de programme, vers 23 heures, sera orientée vers l'actualité du lendemain. »

« Satellite » mensuel

Ce qui changera sur la première chaîne ne concerne finalement que le magazine « Satellite », victime d'un manque d'audience et de restrictions de crédits. D'hebdomadaire, il devient mensuel mais continue d'être consacré aux problèmes internationaux. Les trois autres semaines feront place à des « portraits », à des tribunes politiques, à un dossier traitant un sujet propre à l'Hexagone, ou à l'émission « Soixante minutes pour convaincre ».

Sur la deuxième chaîne, « Le point sur l'A 2 » cède la place, le mercredi (1), à un créneau de quatre-vingt-dix minutes (à partir de 21 h. 30), confié à Jean-Marie Cavada, sorte de *talk-show* réalisé sur des sujets d'actualité.

Le dernier volet du télé-match qui va s'engager entre les deux premières chaînes concerne les week-ends. Chacune des deux équipes de rédaction a pour objectif de « *faire quelque chose de différent* » ces jours-là.

Tout tournera autour du sport. Sur la « une », on va intégrer l'actualité sportive dans le journal du dimanche (19 h. 45) afin de le rendre plus consistant.

Sur la « deux », l'après-midi du samedi, Jacques Sallebert, directeur de l'information, va combler à sa manière, « Dans un fauteuil », la place laissée par Michel Lancelot. Une des grandes ambitions de Jacques Sallebert : convaincre les présidents des clubs professionnels de football d'accepter de décaler du vendredi soir au samedi après-midi certains matches de championnat. Un travail de Titan.

CLAUDE DURIEUX.

(1) A partir d'octobre seulement.

— *VU* —

« Lire, c'est vivre »

L'Assommoir : Zola lu à la Goutte-d'Or, en décors naturels, comme on dirait au cinéma. Zola interprété par un petit peuple de Paris qui se retrouve au bistrot du coin, et accomplit, quotidiens, les gestes rituels du comptoir... Non, ce n'est pas le deuxième épisode de « la Saga des Français ». D'abord, ces hommes, ces femmes, ces laitiers, ce jeune couple, ces deux blanchisseuses, ce zingueur, ce préparateur en pharmacie, cette mordue de la moto, sont eux-mêmes, c'est-à-dire des gens qui regardent la caméra, qui s'adressent à elle — et s'ils interprètent l'Assommoir, ce n'est pas de façon naturaliste, par le biais de la reconstitution des apparences, mais à travers une lecture, patiente, parfois difficile — eh oui ! la lecture, c'est d'abord une habitude — du livre de Zola, en soulignant les passages qu'ils, qu'elles trouvaient importants. Une idée si simple qu'on n'aurait pas pensé à en faire une série d'émissions.

Mais voilà, et c'est la seconde différence avec « la Saga des Français » (« Lire c'est vivre », de Pierre Dumayet et Jean Cazeneuve, participe également à la Semaine du documentaire d'Antenne 2), voilà, Pierre Dumayet est passé par-là, avec son talent de rendre apparemment simple le mécanisme complexe des évidences. Il y a tant de plans, tant de « niveaux », tant de « lectures » dans « Lire c'est vivre » : Zola, l'imagerie d'époque, les chansons aussi, l'intrigue, le film Gervaise, de René Clément, l'art du récit, la confrontation du « vécu » du lecteur à la « phrase » de l'auteur, les permanences du passé, une laverie non automatique dans le Paris automobile, les différents degrés de conscience de classe dans un milieu populaire, le rapport physique du regard à l'écrit — un vrai puzzle, quoi, — et cela forme un tout.

Cet art de reconstituer, par volonté abstraite, et par science de l'association (sous couvert d'une construction faussement chonologique), cette manière qui permet d'envisager les trente-trois facettes d'un ensemble hétérogène et cohérent, voilà qui justifie l'antiphrase qu'il y a entre « documentaire » et « création », puisqu'on parle de « documentaires de création ».

Le téléspectateur peut se contenter d'être séduit, ou bien, au contraire, être actif, entrer à son tour dans la confrontation, comme on peut jouer, par procuration, avec Pierre Bellemare, dans « Pièces à conviction ». Parallèlement, le personnage central dévoile une à une ses cartes. Et la tension qu'il crée est telle que la caméra filme forcément « juste ». Quelques autres numéros de « Lire c'est vivre » sont prêts. On les attend.

MARTIN EVEN.

D'une chaîne à l'autre

BULLETINS RÉTABLIS A BOULOGNE ET A VALENCIENNES

● Les bulletins d'informations des émetteurs de Valenciennes et de Boulogne-sur-Mer ont été rétablis lundi par la direction de FR 3. Ils avaient été supprimés en avril dernier, ainsi que d'autres émissions locales.

LE PALMARÈS DES SONDAGES

● La commission de répartition de la redevance s'apprête à publier son « palmarès » après les huit premiers mois d'exercice des nouvelles sociétés de télévision. Selon certaines indiscrétions, on savait déjà que la palme de l'audience revient à TF 1. On apprend aujourd'hui que celle de la qualité est décernée à Antenne 2.

Mais cette distinction, pour prestigieuse qu'elle soit, ne rapporterait guère d'argent supplémentaire à Antenne 2, moins en tout cas que l'économie réalisée par le remplacement du feuilleton de 19 h. 45 (au profit d'un jeu télévisé) et les aménagements du début de soirée : 20 millions de francs par an.

UNE « TABLE RONDE » SUR LES RÉGIONALISMES FRANCO-BRITANNIQUES A LA B.B.C.

● *Les services « français » de la B.B.C.* organisent une « table ronde » sur l'autonomie et le régionalisme en Grande-Bretagne et en France : Corse et Ulster, Ecosse et Bretagne, des problèmes identiques pour Londres et Paris. Charles Hargrove, correspondant du *Times*, Paul Salleron et William Pickles, en discuteront avec Claude Le Sache, ce mercredi 3 septembre, au cours de Londres-Soir, à 19 h. 10, diffusé sur 276 mètres et dans les bandes des 49, 41 et 31 mètres, ondes courtes.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Sport : Football, Coupe d'Europe des nations à Nantes (France-Islande) ; 22 h. 15, Variétés : Les copains d'abord (avec Jacques Dutronc) ; 23 h. 15, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 25, Sport : Football, Coupe d'Europe des nations à Nantes (France-Islande) ; 22 h. 15, Sports sur l'A 2 ; 22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Histoire du cinéma : « Carrefour », de K. Bernhardt (1938), avec Ch. Vanel, S. Prim, J. Berry, T. Fédor.

Un industriel, qui a perdu la mémoire en 1916 sur un champ de bataille, est accusé d'être un escroc disparu depuis cette époque, et recherché par la police.

21 h. 45, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. (R.), Autoportrait : Iannis Xenakis ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Trois Bagatelles opus 126 » (Beethoven) ; « Six mélodies » (Rachmaninoff), « Antitesti » (Ivan Patachich) ; « Quatuor n° 2 en ré majeur pour piano, alto, violon, violoncelle » (Beethoven) par H. Puig-Roget, M. Caries, J. Dumont, J.-C. Ribera ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jameux : Orchestre symphonique de Vienne, dir. Moshe Atzmon, avec Arturo Benedetti Michelangeli, « Walzer » (Johann Strauss), « Klavierkonzert en la mineur », opus 54 (Schumann), « la Valse » (Ravel) ; 22 h. 30 (S.), Les symphonistes français, par D. Mégevand : « Symphonie sur un chant montagnard français opus 125 » (d'Indy), par M.-F. Bucquet et l'Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, « Symphonie n° 3 » (Paul Le Flem), par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Tzipine, « Symphonie n° 1 » (Jolivet), par l'Orchestre national, dir. G. Tzipine ; 24 h. (S.), Concert pour mon chat, par J. Couturier.

JEUDI 4 SEPTEMBRE

ALLOCUTION PRÉSIDENTIELLE

L'allocution du président de la République est retransmise en début de soirée sur TF 1, Antenne 2 et les principales chaînes de radio ; vers 22 heures sur FR 3.

CHAINE I : TF 1

20 h. 45, Série : L'homme sans visage (Le secret des Templiers) ; 21 h. 25, Magazine d'information : Satellite, de J.-F. Chauvel.

« Stratégies pour demain » : Israël et et le Portugal.

22 h. 35, Variétés : Paris, carrefour du monde, de J. Deval.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 45, Semaine du documentaire : Stendhal ou l'Italie du bonheur, de Nat Lilenstein.

Lire hier, et voir aujourd'hui.

21 h. 45, Musique : « Premier Concerto pour piano » (Brahms), par Arthur Rubinstein.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (R.), Un film, un auteur : « Elena et les hommes », de Jean Renoir (1956). Avec I. Bergman, J. Marais, M. Ferrer, J. Richard, P. Bertin.

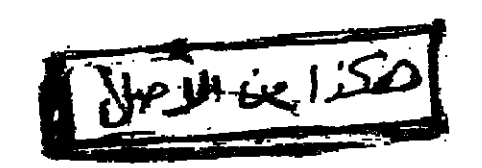
En 1890, une princesse polonaise en exil à Paris se croit l'inspiratrice des hommes auxquels elle s'intéresse. Elle s'enflamme pour la cause d'un général qu'une coterie veut pousser au pouvoir.

FRANCE-CULTURE

20 h. (R.) (●), « Toujours et l'amour », de H. Horpe, réal. A. Trutat ; 22 h. 30 (R.) (●), « Mémoires improvisés » de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jameux : Orchestre symphonique de Berlin, sous la direction de Lorin Maazel : « Ouverture zu « Eine Nacht in Venedig » (Johann Strauss), « Sixième symphonie en la mineur » (Mahler) ; 22 h. 30 (S.), Les symphonistes français, par D. Mégevand : « Symphonie » (Mouret), par l'Orchestre de chambre Paul Kuentz, « Symphonie en ré mineur » (Franck), par l'Orchestre national, dir. J. Martinon, « Turangalila Symphonie », extraits (Messiaen), par Yvonne Loriod, Jeanne Loriod et l'Orchestre national, dir. M. Le Roux ; 24 h. (S.), C'est le bouquet, par A. Francis (Stravinski, Messiaen, Chopin, Brown-Wayne, Mozart, E. Bloch, Franz Tunder).



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois régionaux emplois régionaux

Les Filteries D.M.C.
CA 600 MF - 6000 personnes
Filiale du Groupe
DOLLFUS-MIEG & Cie
recherchent
un Responsable de la Promotion Commerciale
dans le domaine des produits textiles de loisirs.

Sous l'autorité du Directeur du Département des Ventes en France et dans le cadre d'un budget qu'il gère, il étudie et met en oeuvre tous moyens propres à développer l'impact d'une équipe de 35 représentants et l'animation des points de ventes Détaillants.

Ce poste évolutif conviendrait à Cadre Débutant Diplômé de l'Enseignement Supérieur.

HEC – ESSEC – SUP. de CO
Résidence Lille.
Les dossiers de candidatures - sous Réf. M.1040 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Laboratoire Pharmaceutique Français
situé en Province
Disposant de Produits Originaux
RECHERCHE

PHARMACIEN

ASSISTANT DE DIRECTION GENERALE

Il sera chargé des études cliniques (protocole, suivi, synthèse...) puis des relations avec les expérimentateurs.

Cet emploi conviendrait particulièrement à ancien interne des hôpitaux ayant déjà une connaissance pratique de tout ou partie de ces problèmes (1 à 3 ans).

Faire acte de candidature mentionnant expérience professionnelle, prétentions, accompagné d'une photographie à :

J.R.P. sous n° 21.838, 39, r. des Arcades, Paris-8e, qui transmettra.

CHARCUTERIE EN GROS - SALAISONS
SOCIETE EN EXPANSION - C.A. 50 M.F.
créé le poste de :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

IL AURA POUR TACHE :
— Mise en place comptabilité analytique
— Comptabilité générale
— Problèmes financiers
— Gestion.

NOUS RECHERCHONS CANDIDATS :
30 ANS MINIMUM - Souhaitant habiter région BRIVE.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo, rémunération actuelle à No 18670, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



S.A. Burroughs
Usine de VILLERS-ECALLES
(proximité ROUEN)

recherche pour l'un de ses Bureaux d'Etudes

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

DEBUTANT ou AYANT 1 à 2 ANS d'EXPER. pour participer à la conception de calculatrices programmables. Connaissance de logique séquentielle et de microprogrammation nécessaire. Anglais apprécié.

UN PROGRAMMEUR SCIENTIFIQUE

DEBUTANT pour microprogrammation.
Formation IUT - Anglais apprécié.

Envoyer C.V. avec photo à l'attention du Chef du Personnel Boite Postale 5 - 76360 BARENTIN.

GROUPE METALLURGIQUE (1000 personnes)
rayonnement international
Usines proximité SUISSE et VOSGES, cherche

directeur technique

ING. Gde Ecole, ayant acquis de gde Entreprise solide expérience animation d'une équipe, bureau d'études, démarrage, nouvelles installations.

Travail actif et passionnant - Avenir garanti - Créativité et dynamisme nécessaires.

Adresser C.V., appointements actuels et photo à No 12519 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
DISCRETION ASSUREE.

Importante société constructions métalliqu. HAUTE-NORMANDIE
recherche
INGENIEUR A. ET M.
ou similaire pour poste directeur technico-commercial. Expérience minimum 4 ans dans poste identique. Création poste à pourvoir très rapidement. Ecr. avec C.V., photo et prétentions n° 7.164, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris, qui tr.

SOCIETE DE VENTILATION ET CLIMATISATION
recherche pour
LE NORD DE LA FRANCE

UN INSPECTEUR TECHNICO-CCIAL

Lieu de travail
LILLE ou ARRAS

La candidat aura :
— Une très bonne connaissance des problèmes de ventilation, climatisation ;
— Une bonne introduction de la clientèle ;
— L'habitude des contacts commerciaux.

Envoyer C.V. et prétentions n° 19.406, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

TRES IMPORT. ENTREPRISE DE BONNETERIE
EN FORTE EXPANSION
(spécialisée en sportswear - marque de renommée mondiale)
RECHERCHE
collaborateurs dynamiques, enthousiastes, capables de s'intégrer au sein d'une équipe jeune.

POSTES A POURVOIR

CADRES
— DIRECTEUR USINE, région Sud-Ouest. Parfaite connaissance de la confection, autorité et sens des relations humaines.
— CHEF SERVICE ACHATS, rég. Champagne. Expérience indispensable.
— CHEF ORDONNANCEMENT/LANCEMENT. Région Champagne.

AGENT DE MAITRISE
(Région Champagne.)
— CHEF PATRONNIER confirmé, formation tailleur et pratique de la confection industrielle indispensable.

TECHNICIENS
(Région Champagne.)
— AGENTS METHODES expérimentés connaissant confection et pratique du M.T.M.
— MONITRICE pour atelier échantillons.
— MECANICIEN machines à coudre (exécution de guides appréciée).

Ecr. N° 7.157 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Société importante H.B.J.O.
offre plusieurs postes
de CADRES très intéressants

PROMOTEURS DES VENTES
susceptibles de voyager sur l'ensemble de la France

RESPONSABLES COMMERCIAUX
— Formation commerciale indispensable ;
— Connaissances technologies horlogerie, ou bijouterie, ou porcelaine cristaux souhaitées ;
— Lieu de travail : SUD-OUEST de la France.

Adresser C.V. + photo + référ. n° 20.127, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Importante usine d'ameublement plus de 500 personnes.
Proximité Montbéliard
recherche

JEUNE TECHNICIEN COMPTABLE

Niveau BTS, DUT ou similaire 2 à 5 ans d'expérience.
MISSION : Tenue de la comptabilité générale (Comptabilité clients, fournisseurs, paye, centralisation).
Il participera à la mise au point et au suivi du contrôle budgétaire et assurera la liaison avec le service IBM qui effectue le travail matériel de comptabilisation.

Poste d'avenir stable.

Discrétion garantie.
Adresser C.V. détaillé à
S E L E T E C
Conseil recrutement,
67009 Strasbourg Cédex s/réf. 587

IMPORTANTE ENTREPRISE MECANIQUE
Région
RHONE - ALPES
recherche

UN CHEF DE GROUPE ACHATS

SPECIALISE
— Electricité.
— Electronique.
Formation ESA et langues étrangères appréciées.

Possib. évolution de carrière.

Adres. C.V. manusc. et photo N° 19.267 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

— Vous êtes titulaire d'un D.U.E.S. ou équivalent.
— Vous êtes dégagé des obligations militaires.
— Vous êtes attiré par une activité dans le domaine de l'informatique.

Nous vous proposons une formation puis un emploi de

PROGRAMM. ANALYSTE

au sein du service Informatique de notre Siège Social situé dans la proche banlieue rouennaise.

Envoyer votre C.V. manuscrit, votre photo à l'attention de : M. Charavel, Groupe Ancienne Mutuelle, Cédex 3037, 76041 ROUEN CEDEX.



CREUSOT-LOIRE

Le Département ORGANISATION de CREUSOT LOIRE
constitué en unité autonome de conseils, recherche des

INGENIEURS

ayant la pratique de la profession, pouvant faire état de références sérieuses acquises dans des entreprises diverses, dans les domaines à la fois technique et gestion.

Dotés d'une solide formation de généralistes, réels praticiens et familiarisés avec les contacts à tous niveaux, ces ingénieurs devront être prêts à assurer leur fonction auprès des diverses unités du Groupe.

Seules seront examinées les candidatures de professionnels de l'organisation.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Chef du Département Organisation, B.P. 34
42701 FIRMINY.

C&C

THOMSON-CSF

recherche pour
Usine OUEST de la FRANCE

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Appointements de l'ordre de 130.000 F.
Formation Ingénieur.
Expérience souhaitée en FABRICATION DE MATÉRIEL RADIO PROFESSIONNEL.

Ecrire pour renseignemenst complémentaires et rendez-vous sous n° 19.464 à Direction des Cadres THOMSON C.S.F., 173, bd Haussmann, PARIS (8e).

---

chef service agronomique
CLERMONT-FERRAND

LA SUCRERIE DE BOURDON C.A. 40 millions — dans le cadre de son expansion — recherche pour diriger son service agronomique

JEUNE INGÉNIEUR AGRO ou AGRI

28 ans minimum, apportant :
● une bonne expérience de la culture betteravière,
● une autorité naturelle,
● de l'aisance et le goût des contacts.

Capable de promouvoir et affiner des méthodes de culture, d'en inciter et surveiller l'application — il aura également à :
● coordonner l'action menée par des techniciens d'autres organismes,
● animer des réunions techniques.

Poste évolutif.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V., photo sous réf. 732/M (réponse et discrétion assurées), au :





Groupe Opéra Sélection
3, RUE DE LA MICHODIERE - PARIS 2e

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Nombreuses usines en France et à l'étranger
recherche

JEUNES INGÉNIEURS

— Formation Arts et Métiers ou équivalent ;
— Première expérience industrielle appréciée ;
— Postes à pourvoir en province.

Adresser lettre candidature, C.V. et prétentions ss réf. 6.165 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transm.

Organismes d'Aménagement Régional
RECHERCHE

Un Chargé d'Études
expérimenté

capable de contribuer au développement d'une politique régionale dans le domaine social. Niveau d'études supérieures - Très fort dynamisme - Motivation personnelle certaine - Si possible connaissance de l'Administration.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 7.162, « Le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Société Ingénierie recherche pour **LILLE**

INGÉNIEUR

Centrale, Ponts, Mines, T.P...
ayant quelques années d'expérience dans le Bâtiment, en vue de la coordination d'études T.C.E. d'opérations de logements, hôpitaux, établissements industriels.
Perspectives intéressantes pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. manuscrit à n° 7.166, « LE MONDE », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

---

offres d'emploi offres d'emploi

THE EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY (ESO)

International Organization for astronomical research in the Southern Hemisphere with an Observatory in Chile and establishments in Chile and Europe (Hamburg and Geneva) invites applications for the post of

SENIOR ENGINEER (Réf. CH-TD-MO-29)
(MAINTENANCE and CONSTRUCTION)

to be in charge of local medium-size construction projects and maintenance activities (roads, buildings, and general technical installations).

QUALIFICATIONS REQUIRED :
University degree in mechanical, electrical or civil engineering or equivalent, with several years' post-graduate experience in the above fields. Very good knowledge of english and some knowledge of spanish.

The Organization offers first class social and financial conditions and the opportunity to work in an international atmosphere.
For further information and application forms please write to :

Head of Personnel
EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY
D-205 HAMBURG 80
Bergedorferstrasse 131.

Preference is given to nationals of ESO Member States : Belgium, Denmark, Federal Republic of Germany, France, The Netherlands and Sweden.

Burroughs 

recrute

JEUNES DIPLOMES
de l'enseignement supérieur commercial

Vous désirez débuter votre carrière par une expérience commerciale dans un secteur en pleine expansion.

Vous êtes motivés par l'analyse de situations, par la recherche de solutions à proposer et à faire adopter.

Notre technique en pleine évolution nous oblige à recycler nos cadres en permanence et nous y consacrons 8 % de notre masse salariale.

Que vous ayez ou non des connaissances en informatique, nous vous attendons pour accroître *notre réseau commercial sur : AMIENS — BORDEAUX — CAEN — CLERMONT-FERRAND — DIJON — GRENOBLE — LILLE — LIMOGES — LYON — MARSEILLE — MONTPELLIER — NANCY — NANTES — NICE — PARIS — REIMS — RENNES — ROUEN — STRASBOURG — TOULOUSE — TOURS.*

Envoyer lettre, CV, photo ss réf. M à François SEIDNER, BURROUGHS — 230, avenue Laurent Cély - 92231 Gennevilliers.

X - DATA S.A.
35, rue de Courcelles, 75008 PARIS
Distributeur exclusif des « Mégaminis »
(Marque déposée d'Interdata Corp)
Recherche dans le cadre de son plan d'expansion 75/76 :

a) INGÉNIEURS ET TECHNICIENS DE S.A.V.

Ces postes conviendraient à des candidats ayant une bonne formation technique (B.T.S. ou équivalent), possédant 3 à 5 années d'expérience professionnelles dans le domaine des Ordinateurs et leurs périphériques.

b) INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ayant plusieurs années d'expérience de la Vente d'Ordinateurs ou de systèmes informatiques. Bonne formation technique exigée.

c) INGÉNIEUR SUPPORT

Il rapportera à la Direction Technique et aura la charge du support « Hard et Soft » auprès de la clientèle ; ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant 4 à 5 années d'expérience professionnelle dans un domaine équivalent.

Pour tous ces postes anglais courant exigé, formation assurée, rémunération en fonction de la qualification.

Envoyer C.V. manuscrit à **X-DATA**. Les candidatures seront examinées avec la discrétion de rigueur.

Importante banque privée
spécialisée dans le crédit immobilier
recherche pour son siège social - Paris

• aides-comptables
Référence 118. B.

• employés (ées) administratifs (ves)
Référence 118. A.

sachant rédiger - connaissances bancaires nécessaires.

Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise - Régime de prévoyance.

Adresser C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à AXIAL Publicité, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra rapidement votre candidature.

THOMSON CSF
recherche pour une de ses DIVISIONS de la RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEUR
(X - E.N.S.T. ou E.S.E.)

Commerçant de haut niveau pour relations avec administrations militaires

Ecrire à n° 19.944, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

offres d'emploi

ingénieurs commerciaux

Nous sommes une Société jeune, rattachée à un groupe français important et nous commercialisons des services nouveaux, utilisant l'informatique et répondant aux besoins de gestion ou de développement commercial des entreprises.

Nous recherchons deux jeunes cadres commerciaux ambitieux, possédant une formation supérieure (commerciale ou économique) et une expérience d'au moins 2 ans dans la vente (de services, systèmes ou produits industriels).
Ils auront la responsabilité d'un marché qu'ils devront prospecter, analyser et gérer en vue de réaliser des objectifs qualitatifs (meilleure connaissance du marché de leurs produits) et quantitatifs (réalisation d'un C.A. déterminé).
Il s'agit d'un poste d'avenir comportant de réelles possibilités de progrès au sein d'une Société en expansion évoluant dans un marché très ouvert.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à :

HAVAS Contact, sous référence : 46030
156 bd Haussmann - 75008 Paris
Le secret absolu des candidatures est garanti.

HAVAS CONTACT

Une affaire américaine fabrique des équipements perfectionnés, notamment électroniques, utilisés dans les Laboratoires d'Analyse médicale et les Hôpitaux sous la direction de médecins et de pharmaciens. Elle vend déjà sur toute l'Europe et a pour ses meilleures productions une position de leader. Elle désire maintenant engager son

directeur des ventes France

qui va, en fait, créer et diriger ses bureaux à **Paris.** Son rôle est d'abord commercial : visiter les clients potentiels, démontrer et vendre ; gérer le bureau ; recruter une petite équipe de secrétaires et de techniciens. Dans l'avenir, il sera assisté par un, puis deux vendeurs.

Nous cherchons un homme d'au moins 30 ans, E.S.C. par exemple, avec une expérience d'au moins 5 ans de vente ou d'information auprès du Corps Médical pour des appareils ou des médicaments.

Écrire à J.E. LEYMARIE, sous réf. 2941 M.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT BANCAIRE
à Vocation Internationale

recherche

pour ses relations bancaires internationales

COLLABORATEUR
25 ans minimum

Le poste comporte :
- — De nombreux contacts avec les Banques et Organismes Internationaux ainsi qu'avec les autres départements et Filiales de la Banque ;
- — L'animation d'une équipe actuellement en place ;
- — L'obligation, après formation, de voyager à l'étranger.

Il implique :
- — Une expérience de quelques années des techniques bancaires et des opérations internationales (syndication de crédits notamment) ;
- — Une maîtrise parfaite de la langue anglaise (et de préférence une bonne connaissance de l'espagnol).

Env. lettre man., C.V. et photographie ss réf. 824, à CREATIONS DAUPHINE, 41, avenue de Friedland, PARIS-8e, qui transm.

LA DIVISION TÉLÉINFORMATIQUE
Société Française 250 personnes - 100 millions Frs
Centre PARIS
recherche

1) INGÉNIEUR DES VENTES
2) INGÉNIEUR SYSTÈME
3) INGÉNIEUR SOFTWARE

- Formation supérieure - 2 à 5 années expérience chez grand constructeur ;
- Promotion matériel américain à technologie avancée pour télétraitement ;
- Large autonomie au sein d'une équipe dynamique. Participation aux résultats. Carrière évolutive.

Lettre man., av. C.V. et réf. à PUBLI-G.R., n° 312, 27, faubourg Montmartre, 75009 PARIS.

HERLICQ recherche
pour lignes T.H.T. AFRIQUE

1) INGÉNIEURS DÉBUTANTS
formation SUPELEC, SUDRIA, BREGUET, VIOLET
Libérés obligations militaires
pour être adjoints à CHEFS de Chantiers sur place

2) INGÉNIEURS CONFIRMÉS
libres dès que possible, pour chefs d'affaires de lignes T.H.T. pour l'AFRIQUE
Références exigées. Salaires élevés et avantages en nature importants.
Ecrire 35, rue de Bassano, 75008 PARIS

---

etap

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (SECTEUR MECANIQUE : MAINTENANCE) - SIEGE : PARIS - FILIALES PROVINCE (550 PERSONNES - C.A. 80 MILLIONS)

RECHERCHE POUR ETRE RATTACHE AU DIRECTEUR GENERAL A PARIS

RESPONSABLE MARKETING ET NÉGOCIATIONS AVEC COMMETTANTS

Il s'agit :
- d'étudier les marchés pour promouvoir des activités nouvelles ;
- d'assister les directeurs d'établissements pour l'étude et la réalisation de leur programme commercial et la gestion de leurs approvisionnements ;
- de négocier avec les constructeurs de matériels dont le groupe assure la vente et l'après-vente ;
- de former le personnel des filiales chargé de la vente et de la gestion des stocks.

Ce poste peut convenir à un cadre grande école (Ingénieur ou Ecole Commerciale) ayant acquis une expérience commerciale dans secteurs matériels industriels (moteurs, T.P., manutention, pétrole, mécanique) témoignant de solides qualités d'analyste, de contact et d'imagination.

Ecrire sous référence VF 143 CM.

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS
recherche pour
COMPLEXE D'USINES (10.000 PERSONNES)
VILLE CENTRE FRANCE

RESPONSABLE DE LA FORMATION

AU SEIN D'UNE DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES METTANT EN ŒUVRE UNE POLITIQUE MODERNE DE GESTION ET DE FORMATION DES HOMMES, CE RESPONSABLE DEVRA :

- définir avec les responsables d'unités opérationnelles les politiques et plans de formation ;
- assurer la mise en œuvre des actions décidées et leur contrôle.

Ce poste peut convenir à cadre formation supérieure, ayant acquis solide expérience formation en entreprise, disposant qualités marquées d'organisateur et de gestionnaire, habitué au travail en équipes pluridisciplinaires.

LE TRAITEMENT NE SERA PAS INFERIEUR A **90.000 F**

Ecrire sous référence NQ 121 CM.

C. E. C.
FILIALE CIMENTS LAFARGE
recherche pour sa division Produits Réfractaires à PARIS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
pour fonctions
D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Ce poste peut convenir à candidat ECP, AM ou équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle acquise en cimenterie de préférence (ou dans autre industrie utilisant des réfractaires), capable d'assumer des responsabilités d'études et de conseil pour assister la clientèle et le réseau, à l'échelon international.

POSTE ACTIF ET VIVANT POUR CANDIDAT ALLIANT INTERET TECHNIQUE, BONS CONTACTS HUMAINS ET ESPRIT D'EQUIPE.
Connaissance de l'anglais ou de l'allemand nécessaire.

Ecrire sous référence KS 118 CM.

SOPELEM
(4 ETABLISSEMENTS - ENVIRON 2.000 PERSONNES)
recherche pour son
USINE CHATEAUDUN (550 PERSONNES)

CHEF DE PERSONNEL

en relation fonctionnelle avec la Direction centrale du personnel de Paris, ce cadre sera responsable ou assistera le Directeur de l'usine pour :
- le recrutement, la promotion et les rémunérations ;
- la formation ;
- la gestion du personnel ;
- les relations avec syndicats et représentants du personnel ;
- les relations humaines en général.

SITUATION INTERESSANTE POUR CADRE FORMATION SUPERIEURE OU EQUIVALENTE 30 ANS MINIMUM, AYANT ACQUIS BONNE EXPERIENCE SERVICE PERSONNEL DANS INDUSTRIE.

Ecrire sous référence LT 119 AM.

GROUPE LIMAGRAIN
INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE
CLERMONT-FERRAND - recherche

ASSISTANT
ÉTUDES DE MARCHÉS

Ce poste peut convenir à candidat (H. ou F.) formation supérieure (ESC ou équivalent), débutant ou ayant quelques années d'expérience commerciale.

CET ASSISTANT FERA PARTIE D'UNE EQUIPE D'ETUDES ET TRAVAILLERA SUR LE PLAN FRANÇAIS ET INTERNATIONAL.
Connaissance de l'anglais souhaitée.

Ecrire sous référence AT 157 BM.

IMPORTANT ORGANISME PLAN NATIONAL RECHERCHE POUR DIRIGER UN PUISSANT SERVICE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION EQUIPE D'UN MATERIEL MODERNE

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ce poste peut convenir à ingénieur ou formation supérieure équivalente, 40 ans minimum, ayant acquis solide expérience de la direction d'un service informatique : exploitation (environ 100 personnes) et connaissance logiciel.
Ce cadre devra participer à la mise en place du service. Il doit disposer d'un sens marqué du travail en équipe.
Anglais indispensable, allemand apprécié.

LIEU DE TRAVAIL : 30 KM NORD DE PARIS.
POSSIBILITE ACCESSION LOGEMENT PAVILLON.

Ecrire sous référence HR 130 AM.

SOCIETE FRANÇAISE, LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE (FABRICATIONS MECANIQUES DE HAUTE QUALITE) - FILIALE GROUPE INTERNATIONAL - RECHERCHE POUR USINE (500 PERSONNES) VILLE NORMANDIE

CHEF DE PRODUCTION

SITUATION IMPORTANTE, AVEC DE REELLES PERSPECTIVES D'EVOLUTION VERS DES FONCTIONS DE DIRECTION
pouvant convenir à un ingénieur 35 ans minimum, ayant une solide expérience professionnelle acquise dans secteur mécanique témoignant de qualités d'animateur et de gestionnaire, capable d'assumer la responsabilité de l'ensemble des productions (méthodes et fabrications).
EN COORDONNANT L'ACTIVITE D'UNE VINGTAINE DE CADRES QUALIFIES.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence UE 142 CM.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL CONSTRUCTEUR DE MOTEURS DIESEL - LEADER DANS SA SPECIALITE
recherche pour
SA FILIALE FRANÇAISE PARIS (30 MILLIONS)

DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation supérieure, ayant environ 10 ans expérience professionnelle acquise dans vente moteurs ou matériels industriels, capable élaborer politique commerciale et animer réseau vente et service après-vente.

Ecrire sous référence RB 139 AM.



CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

ETUDES ET REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS DANS LES DOMAINES PETROLE - PETROCHIMIE - CHIMIE - CRYOGENIE, RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

CHEF DE SERVICE ACHATS

Dans le cadre de la politique de la Direction des approvisionnements (qui gère un C.A. achats supérieur à 400 millions de francs), ce cadre sera responsable :
- (des achats destinés à la fabrication matériel chaudronné, tuyauterie...) ;
- des fournitures d'entretien et d'équipement de l'usine.

Il s'agit essentiellement de négociations de produits sidérurgiques destinés à des fabrications de type unitaire pouvant convenir à candidat 32 ans minimum, de formation supérieure (ingénieur ou E.S.C.) ayant ouverture aux problèmes techniques et expérience confirmée des achats.

LIEU DE TRAVAIL : ARLES.
Evolution promotionnelle dans d'autres usines du groupe.

Ecrire sous référence SC 140 CM.

GROUPE AGRICOLE EN FORTE EXPANSION VILLE CENTRE FRANCE
recherche
POUR FONCTIONS D'ASSISTANCE AUX ADHERENTS

CADRE COMPTABLE

Il s'agit d'assister un grand nombre d'adhérents sur les plans juridique, financier et comptable, cette assistance allant du conseil à la prise en charge de leur comptabilité.

OUTRE DE BONNES COMPETENCES COMPTABLES, ACQUISES DANS SOCIETE OU CABINET, CE POSTE REQUIERT UN EXCELLENT SENS DES CONTACTS HUMAINS.

Ecrire sous référence BU 103 C.

GROUPE LIMAGRAIN
CLERMONT-FERRAND
recherche

CADRE FINANCIER

Rattaché au responsable du service financier. Il sera spécialement chargé d'étudier la rentabilité des investissements.
Ce poste peut convenir à un candidat ESSEC - ESCP ou équivalent, ayant 1 à 2 ans d'expérience financière (éventuellement débutant si très bonne formation).

SITUATION INTERESSANTE DANS GROUPE EN FORTE EXPANSION POUR CANDIDAT AYANT QUALITES DE RIGUEUR ET DE CONTACT HUMAIN.

Ecrire sous référence HP 116 CM.



---

directeur du personnel

recherché par l'une des plus importantes sociétés de Distribution (8.200 personnes).

Le candidat devra avoir :
- 35 ans minimum,
- formation supérieure, Grande Ecole ou Université,
- licence en droit indispensable.

Sous la responsabilité du Directeur Général, il élaborera la politique prévisionnelle pour la meilleure utilisation du capital humain de la société et assurera la gestion administrative du personnel.

Une expérience d'au moins 5 ans dans la même fonction paraît indispensable.

Localisation : 7° Paris Nord.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions sous réf. M/478, à :

PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
25, Rue du Renard, 75004 Paris

NOUS SOMMES UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS. Pour accroître notre action auprès de nos clients, notre Directeur Commercial cherche

un cadre attaché à la direction des ventes

Sa mission : sous l'autorité du chef des ventes France, suivre et promouvoir les ventes ; **son champ d'action** : la France entière : environ 150 clients ; **ses produits** : biens de consommation industriels.
Il a une grande mobilité, des qualités de contact et d'adaptation, le sens des responsabilités : il travaille seul sur le terrain à partir d'objectifs dont il doit rendre compte.
Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure : Grande Ecole commerciale ou d'ingénieur, il a acquis pendant environ dix ans l'expérience des relations commerciales ou technico-commerciales avec des entreprises de taille moyenne pour la vente d'un produit brut ou industriel.
Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 2836 M.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

---

sales representative

Challenging career opportunity for young man

YOUR WORK :
Managing your territory in France and increasing the sales volume of Hunt Electronic grade etchants and photo resist products. You will contact printed circuit manufacturers, photo fabricators as well as integrated circuit and semiconductor industries.

YOU WILL NEED :
Creativity, ambition, drive, sales aptitude and preferably some experience in the electronics industry.

YOU WILL RECEIVE :
Excellent starting salary, expenses and benefits

WE ARE :
A growth company, listed on the New York Stock Exchange, with a solid foundation to support your growth and potential with our expanding European Operation.

Submit complete resume with picture in confidence to



Sales Manager
HUNT CHEMICALS Sarl
50, avenue du Président Wilson
93210 la PLAINE ST DENIS.

Pierre Lichau

Société Française d'un Groupe Multinational *spécialisé dans la fabrication et la vente d'équipements de contrôle industriel* (effectif 160 personnes)

recherche

CHEF COMPTABLE
CHIEF ACCOUNTANT

Formation Ecole Supérieure de Commerce (option comptabilité ou comptable de base type B.P. ou D.E.C.S.)

Connaissances financières liées au Commerce International appréciées.
Bilingue anglais indispensable.

Lieu de travail : région de TRAPPES (Yvelines).

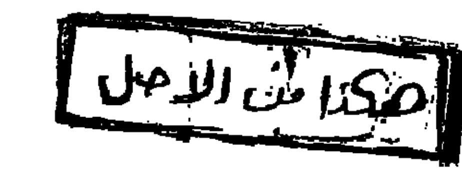
Adresser curr. vitae et photo sous le n° 36.407 B
BLEU-PUBLICITÉ 17, r. Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

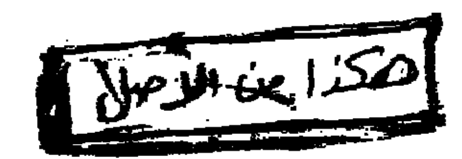
Société Française - Siège social à PARIS faisant partie d'un Groupe International
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
spécialisé dans la VENTE de FOURS INDUSTRIELS

IL EST NÉCESSAIRE :
- — d'avoir une très bonne connaissance pratique de l'anglais ;
- — de posséder une expérience commerciale (avec clientèle utilisatrice de four et sous-traitants) ;
- — d'être libre d'effectuer des déplacements de courte durée.

Répondre : Service du Personnel, S.A. de Constructions WELLMAN, 73, rue Laugier, 75017 PARIS.





ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE ENTREPRISE DE BATIMENT-TP APPARTENANT A UN GROUPE INTERNATIONAL cherche, pour la France, comme ADJOINT DIRECT

un ingénieur, directeur des travaux

Ses fonctions :
— il a autorité sur l'ensemble des chantiers ;
— il participe aux études ;
— il est responsable des travaux et du contrôle de gestion ;
— il assure les relations technico-commerciales avec les clients.

C'est actuellement un ingénieur ECP, TP, AM, de 35 ans minimum, directeur de travaux ou directeur régional d'une grande entreprise de bâtiment-TP.
Amples possibilités de carrière. Résidence Paris.
Écrire à Y. CORCELLE ss réf. 2937-M.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE (6.000 personnes) recherche

L'ADJOINT DE SON CHEF DE SERVICE FINANCES

- 30 ans minimum ;
- HEC, ESSEC, SUP. de CO, équivalent, ou DES Sciences Eco (gestion des entreprises) ;
- expérience confirmée : 5 ans + ;
- bonne connaissance de l'ALLEMAND et de l'ANGLAIS.

Il sera chargé dans un premier temps de CREER un service immobilisation.

Il aura, d'autre part, un rôle d'ASSISTANCE sur l'ensemble du service : comptabilité clients, facturation et trésorerie ;
— de l'attribution de conditions de règlements aux clients ;
— du suivi des comptes et de la facturation ;
— de la trésorerie.

Il sera donc appelé à de nombreux contacts extérieurs : clients et organismes bancaires.

Nous retiendrons un candidat dynamique, efficace et sérieux. Possibilités réelles d'évolution de carrière dans la société.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 17.903, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

analystes fonctionnels

Paris 12e

LE CRÉDIT AGRICOLE DE L'ILE DE FRANCE, dans le cadre de son plan de développement recherche

pour son Département INFORMATIQUE équipé d'un IBM 370-158, 1024 K en OS/VS - réseau local de télétraitement de 60 terminaux - système COM.

DES ANALYSTES FONCTIONNELS CONFIRMÉS

30 ans minimum, apportant : ● si possible une formation supérieure de gestion, ● une expérience du poste durant quelques années, ● des qualités de négociateur et d'animateur, accompagnant un esprit méthodique et organisé (utilisation méthode CORIG).

Les missions confiées : ● études préalables, ● analyses fonctionnelles, ● rédaction cahier des charges, devant conduire à la fonction CHEF DE PROJET leader de l'équipe de réalisation, supervisant délais et coûts.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et prétentions sous réf. 735/M (réponse et discrétion assurées), au :



Groupe Opéra Sélection
8, RUE DE LA MICHODIÈRE - PARIS 2e

Pfizer

LABO PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recrute

DES DÉLÉGUÉS MÉDICAUX pour ALGER et ORAN

Les candidats devront répondre aux conditions suivantes :
— Nationalité algérienne ;
— Titulaires d'un baccalauréat scientifique complet ;
— Amorce d'études supérieures ;
— Agés de 25 ans minimum ;
— Libres du service national ;
— Titulaires du permis de conduire.

Les candidatures, comprenant C.V., photo récente et copie des diplômes, devront être adressées à PFIZER, 34, boulevard Mohamed-El-Hansali, CASABLANCA (Maroc).

THOMSON-CSF

recherche

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

Diplômés Grandes Ecoles (X - E.N.S.T. - ESE)

pour participer à la conception et l'étude d'EMETTEURS RECEPTEURS de TELECOM. (gamme HF et VUHF — Principes modernes utilisant des techniques digitales. — Emploi de la microélectronique.)

Ecrire à Mlle TRUCHET, Service du Personnel, Division Télécommunications, 16, r. du Fossé-Blanc 92231 GENNEVILLIERS ou tél. 790-64-00 p. 37-36

Brown & Root

Nous sommes la plus importante compagnie d'Engineering et de Construction du Monde.

Nous recherchons des

INGENIEURS et DESSINATEURS

dans les domaines suivants :

— STRUCTURE — PIPE-LINE
— MECANIQUE — CIVIL

Si vous avez des connaissances en Anglais, une expérience professionnelle compatible avec nos activités, un profond désir d'intégration dans une équipe jeune, envoyez votre C.V. si possible en Anglais au Directeur du Personnel
Tour Franklin - 92081 La Défense.

LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE d'une Importante Société (Siège LEVALLOIS)

recherche pour son DEPARTEMENT COMPTABILITE

UN CHEF DE BUREAU

— 30 ans minimum ;
— possédant BP, BTS ou diplômes équivalents ;
— ayant pratique traitement comptable sur ordinateur ;
— 3 à 5 années d'expérience dans l'emploi.

13,3 mensualités
avantages sociaux
restaurant d'entreprise

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous référence 13.504 à : SNPM Petites Annonces 100, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly, qui transmettra.

TRES IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE Pont de Neuilly-Puteaux recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS
Pour ce poste, il est demandé :
— bonne sténodactylo française ;
— expérience. Initiatives ;
— ordre et méthode ;
— être libre ;

Adresser C.V., lettre man. et prétentions sous réf. VUTI (à mentionner sur l'enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES 26, r. du Fg-Poissonnière, 10e

---

Entreprise de services recherche :

RESPONSABLE SERVICE PROMOTION

Ce cadre sera chargé (ée)
— Du lancement d'actions de promotion de services.
— D'assurer la gestion administrative et le développement du service.

Les candidats doivent avoir :
— Une formation commerciale supérieure.
— Une expérience : de 5 ans minimum en entreprise de Publicité de gestion administrative.

Rémunération annuelle de l'ordre de 65.000 F.

Ecrire avec C.V. dét., photo et prét. à n° 19.914, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

GROUPE INDUST. FRANÇ. (Industrie alimentaire) rech. pr l'une de ses filiales en Martiniq.

CHEF COMPTABLE

attaché direct. Dr. administr.
De préférence Antillais.
Tit. BTS ou équivalent.
Sit. d'avenir dans groupe en expansion.
Expérience similaire en métropole souhaitable.
Voyage métropole.

Env. C.V. manuscrit, photo (retournée), prét., EDIP, N° 69, 20, r. des Capucines, 75002 Paris, qui transmettra.

Société d'expertise comptable Paris-8e, recherche

COLLABORATEUR

Titulaire DECS ayant au moins 2 ans expérience dans cabinet

COLLABORATEUR

appelé ultérieurement à assumer des fonctions de direction, possédant format. d'ingénieur grande école et ayt au moins de bonnes connais. en anglais, souhait. faire carrière dans l'expertise comptable et l'analyse financière.
Ecrire à études et recherches commerciales, 7, rue Lauriston, 75016 Paris, qui transmettra.

LE BON MARCHE

recherche PERSONNEL AUXILIAIRE pour les lundis, mercr. et sam.

VENDEURS VENDEUSES

S'adresser 5, rue de Babylone, PARIS (7e), de 9 h. 15 à 12 h. et de 14 h. 30 à 16 h.

CENTRE RENE-HUGUENIN R.S. Deutsch-de-la-Meurthe, 78.290 ECQUEVILLY recherche

DIETETICIENNE

sal. début. 2.955 F brut mens. pr 40 h. sem. + prime 7,50 %, possib. logt. célibataires.
Adress. C.V. ou tél. : 475-50-06.

MATRA

recherche pour son service informatique de gestion équipé d'un IBM 370 - 145 OS / VSA

INGENIEUR ANALYSTE

pour participer à la conception et à la réalisation d'un système informatique de gestion.
Pour être plus rapidement opérationnel au niveau des responsabilités proposées quelques années d'expérience seraient très appréciées.

Réf. A

INGENIEUR SYSTEME

pour participer à la mise en place d'un système de télétraitement.
Une première expérience professionnelle d'un an ou deux serait appréciée.

Réf. B

Adresser CV et prétentions en indiquant le numéro de l'annonce (101) et la référence du poste.

MATRA à Monsieur KORFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

Dans le cadre du développement de ses activités en UNION SOVIETIQUE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES

recherche

● POUR PARIS

1 INGÉNIEUR

chargé de la coordination générale des études des projets en U.R.S.S.

● POUR U.R.S.S.

2 INGÉNIEURS

chargés du suivi et de la surveillance des chantiers.

Ces postes exigent une réelle expérience dans la conduite d'importants chantiers T.C.E.
Préférence donnée aux candidats possédant de bonnes notions de langue russe.

Adr. C.V. et prétentions à n° 19.180 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

GRAND SERVICE PUBLIC

recherche

un jeune diplômé

HEC, ESSEC, SUP de CO (option contrôle de gestion). Débutant ou ayant un peu d'expérience, en vue de participer à la mise en place d'un nouveau système budgétaire.

Prière envoyer demande manuscrite C.V. et rémunération souhaitée, sous référence 58917 à PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

---

IMPORTANT CABINET COMMISSAIRES AUX COMPTES

recherche pour Septembre - Octobre Collaborateurs pour mission de révision

I - RÉVISEURS expérimentés, mémorialistes, experts-comptables diplômés, ou formation équivalente, professionnels complets, ayant pratiqué si possible audit anglo-saxon.

II - PROFESSIONNELS COMPTABLES de SOCIETES confirmés, susceptibles de s'adapter à l'exercice de la profession libérale et d'accepter de nombreux déplacements en province.

III - ASSISTANTS RÉVISEURS, titulaires au minimum du D.E.C.S., SUP. de CO Paris appréciés, de préférence non débutants.

Pour tous ces candidats la connaissance de l'anglais sera appréciée. Les déplacements seront fréquents.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à n° 7.172, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Constructeur matériel TRAITEMENTS DE SURFACES
Rech. pour région parisienne

TECHNICO-COMMERCIAL

ayant expér. vente en milieu industriel, rémunération de base 50.000 F an. Env. lettre manusc. + C.V. + photo sous n° 34.402 B BLEU, 17, rue Lebel, (94) Vincennes, qui transmettra.

Quartier gares NORD-EST SOCIETE HOLDING GROUPE INDUSTRIEL recherche pour assurer secrétariat du DIRECTEUR GENERAL

SECRETAIRE DE DIRECTION

confirmée, haut niveau, parfaite sténodactylo.
Elle devra en outre assurer la coordination des secrétariats existants.

Adr. C.V., photo et prétent. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris n° 64689.

Sté d'études, de conseil et de formation recherche un

CADRE COMMERCIAL

diplômé (e) de l'enseignement supérieur ou équivalent (expér. et connaissance des problèmes formation souhaitées). Env. lettre man., C.V. et photo à DEMOS, 31, r. B.-d'Anglas, 8e.

SOCIETE D'ETUDES ECONOMIQUES recherche pour mission longue durée auprès Gouvernement AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

UN ANALYSTE DE SYSTEMES SOCIO-ECONOMIQUES

UN SPECIALISTE

en montage financier de projets industriels (expérience banque d'affaires souhaitée).

UN STATISTICIEN CONJONCTURISTE

Adr. C.V. manuscrit et photo, ss réf. SECK (à ment. s/envel.) EMPLOIS ET CARRIERES 26, r. Fg-Poissonnière, Paris 10e

---

Impte société d'installations électriques PARIS-19e recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

— Expér. confirm. en téléphonie.
— Excellents contacts oclaux.
— Surveillance et suivi des chantiers.

Adr. C.V. et photo n° 6.189 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cédex 02, qui tr.

LE RESPONSABLE INFORMATIQUE DE LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL (C.A. 100 millions) crée la fonction « système » dans le cadre du démarrage d'un 370/125.
Il recherche :

HOMME SYSTEME

ayant acquis dans la pratique une large expér. des techniques T.P. et bases de données.

SON ROLE :
— Créer l'ossature de cette nouvelle cellule ;
— Conseiller et animer les études sur les nouvx systèmes ;
— Maintenir les systèmes utilisés (DOS, CICS, DL 1) ;
— Définir, en collaboration avec les analystes, les standards d'analyse et de programmat.

SON PROFIL :
— Formation supérieure ;
— Expérience d'au moins 3 ans dans la fonction ;
— Bonne connaissance et pratique de CICS et du DOS/VS.

Restaurant d'entreprise.
Horaire dynamique.

Adr. C.V. manusc. dét. + photo à n° 8.099, Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

Recherchons pour chantiers PROCHE-ORIENT

INGENIEURS GENIE CIVIL

CHEFS CHANTIERS

Très grande expérience en ouvrages routiers et bâtiments.
Ecrire avec C.V. et prétentions à MINET Publ. n° 40.698, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

Clinique chirurgicale recherche urgent

UNE INFIRMIERE D.E.

de jour (service soins)
Tél. : 253-16-91 ou se présenter Clinique de Garlande 45, r. de Paris, 92220 Bagneux.

UNION CARBIDE

UNION CARBIDE FRANCE

Filiale du groupe multinational UNION CARBIDE, recherche pour son Département d'Assistance Technique, Division Graphite Industriel.

un ingénieur débutant

(Centrale, A.M., I.E.G.,...)

ayant une expérience industrielle ou de ventes, et désirant exercer ses connaissances scientifiques et son sens des contacts humains.

L'Anglais parlé et écrit est indispensable.

Résidence : Région Parisienne, mais de fréquents déplacements de courte durée chez la clientèle.

Adresser curriculum vitae détaillé photo et prétentions à la Direction du Personnel
2, place Gustave Eiffel 94533 RUNGIS.

UN IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN recherche pour sa Filiale française en constante expansion

INGÉNIEURS ET CADRES GRANDES ÉCOLES

pour renforcer son potentiel et leur confier dans un premier temps un poste dans les secteurs suivants :

● *SIÈGE :*
— *Gestion budgétaire.*
— *Organisation.*

● *UNITÉ DE PRODUCTION :*
— *Méthodes.*
— *Entretien.*
— *Bureau d'études.*

Les candidats, éventuellement débutants mais lib. des O.M., enverront leur C.V. manuscr., photo et rémunér. act., en précis. le secteur souh. à n° 2794.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

JEUNES HEC, ESSEC, SUP DE CO,

Une Importante Société Pétrolière recherche
- de Jeunes HEC, ESSEC, SUP de CO,
- débutants ou possédant 1 ou 2 ans d'expérience professionnelle,
- intéressés par une carrière dans la distribution.

Elle leur propose, après une période de formation :
- des responsabilités « sur le terrain » : animation d'une équipe de vendeurs et gestion commerciale, administrative et financière d'un territoire.

ou
- une spécialisation dans l'étude, au niveau du siège, de certains canaux de distribution : coordination de l'activité des unités opérationnelles régionales, études prospectives, proposition de nouveaux modes d'interventions commerciales...

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 31038/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société de matériel scientifique physique pour l'enseignement, recrute deux :

PHYSICIENS OU INGÉNIEURS

(formation physique enseignement supérieur) attirés par un service commercial

— UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
- ayant goûts pour les contacts ;
- aimant déplacements (80 % du temps) ;
- organisation expositions en province ;
- visite des clients importants.

— UN INGÉNIEUR CONCEPTEUR PUBLICITÉ
- créatif, imaginatif ;
- goût pour la rédaction et la conception ;
- rédigera et concevra catalogues, documents publicitaires et scientifiques.

Formation assurée pour les deux postes.

Logement facile à Evreux.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Mme HEE, en précisant le poste choisi, Société JEULIN, B.P. 510, 27009 EVREUX.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche pour son SERVICE JURIDIQUE

● CLERCS DE NOTAIRE
(1re et 2e catégorie) disponibles immédiatement.

● 1 SECRÉTAIRE JURIDIQUE
confirmée.

● 1 STÉNODACTYLO

Avantages sociaux. 13e mois.

Faire offre et adresser C.V. à M. R. Leffondré, 5, rue Joseph-Sansbœuf, 75008 PARIS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

JEUNE SOCIÉTÉ recherche

1) ATTACHÉ DE PRODUCTION CCIALE

pour PARIS et PROVINCE

pour relations avec clientèle - 25 ans minimum. Rémunérat. annuelle 36 000 F après stage rémunéré. Ecrire, avec C.V. détaillé, à C.E.R.P. Service P.

2) COMPTABLE CONFIRMÉ

pour PARIS

30 ans minimum - Pour mener à bien la réorganisation de la comptabilité clients.

Adress. C.V. détaillé et prét. à C.E.R.P. Service C. C.E.R.P. - 153-155, rue de Rome, PARIS-17e

---

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS en expansion, recherche :

un(e) délégué(ée) médical(le)

pour secteur 91 (Essonne) en partie.

Le (ou la) candidat(te) devra :
- avoir le baccalauréat (une expérience 1 ou 2 ans)
- posséder une voiture personnelle
- habiter dans le secteur.

Stage rémunéré en Septembre (d'une durée de 8 semaines).

Envoyer manuscrit et photo sous réf. 46103 à Havas Contact 156, bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

TEKELEC - AIRTRONIC

150 millions de C.A. - 600 personnes

recherche pour son centre de Fresnes (94)

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Pour développement, réalisation d'ensembles de grosse puissance continue et basse fréquence.

Expérience antérieure dans ce domaine souhaitée.

Envoyer C.V. sous référence 955 à TEKELEC-AIRTRONIC B.P. Nº 2-92310 SEVRES

Laborat. international recherche **MANAGER** pour réorganisat. de son réseau visite médicale. Homme dynamique, sachant s'intégrer à l'équipe existante. Sérieuse expérience nécessaire. Le poste convient très bien à jeune responsable régional ayant fait ses preuves et rechercherait promotion. Ecr. avec C.V. et prétent. nº 6.167 à P. Lichau, 10, rue Louvois, 75063 Paris Cédex 02 q. tr.

Litwin

IMPORTANTE SOCIETE ENGINEERING PETROCHIMIQUE Pont de Neuilly, recherche

ACHETEURS

Engineering confirmés toutes spécialités connaissances de la langue anglaise appréciées.

Envoyer C.V. dét. et prét. à LITWIN, 10, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

Etablissement Enseignement Secondaire Contrat Association Région Nord-Ouest Paris cherche

PROFESSEUR MATHEMATIQUES

Majorité cours second cycle

Ecrire avec C.V. et références, HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 64755.

Sté importation matériel électronique rech. pr son départ. systèmes de test INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
— Expérience cciale 3/5 ans ;
— Connaiss. souhait. en logique;
— Bonnes notions d'anglais.
Env. C.V. et prétentions à : TECHNOLOGY RESOURCES s.a. 27-29, rue des Poissonniers, 92200 NEUILLY.

THE FRENCH SUBSIDIARY of an Import. GERMAN GROUP SPECIALIZED IN THE PLASTIC PACKAGING INDUSTRY

requires for its COMMERCIAL DEPARTMENT

TECHNICO-COMMERCIAL ENGINEER

Having a 3 years' experience in this field. Very good knowledge of English and German is necessary. Spanish will be much appreciated.

Write to nº 19.226, Contesse P., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, who will forward.

---

2 RÉDACTEURS

licenciés droit privé, avec référ. Tél. pr rendez-vous : 770-75-59.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

REVISEURS

Ayant au moins deux ans d'expérience en Cabinet. Ecrire avec curriculum vitae, à nº 19.926, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q. t.

ORGANISME DE FORM. rech. **ANIMATEUR DE FORM.** ayant pratique formation de jnes et expérience de plusieurs années dans monde du travail fonction, organisation format. et conduite équipe pédagogiq. Populat. concernée jnes 16-20 a. sans qualific., en vue insertion professionnelle. Lieu de travail Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis. Véhicule personnel nécessaire. Libre début septembre. Envoyer C.V. A.C.E.R.E.P., Tour Maine-Montparnasse, B.P. nº 5, 75755 Paris Cedex 15.

SOCIETE MULTINATIONALE

CLAMART

recherche pour son Centre de traitement et d'interprétation de mesures scientifiques

UN TECHNICIEN INTERPRETATEUR

HOMME ou FEMME

Ayant un B.T.S. ou I.U.T. mesures physiques ou une expérience des problèmes posés par les mesures pétrolières.

Traitement et interprétation des données en liaison avec un calculateur scientifique.

Il est demandé une excellente pratique de la langue anglaise.

Formation assurée. Possibilité de développement de carrière.

13e mois. Restaurant entreprise.

Envoy. C.V. détaillé s/nº 18.991, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Magasins photo-ciné rech. VENDEURS EXPERIMENTES Situation avenir si efficaces. Tél. : 206-22-32, p. 46.

Cherche retraités bénévoles, dynam. voul. « bureaucratiser » avec équipe jeune à Paris. Ecrire : Marie-Françoise PETITS FRERES DES PAUVRES 33, av. Parmentier, 75001 Paris.

STE EXPANSION BANLIEUE SUD PARIS recherche TECHNICO-COMMERCIAL (sédentaire 80 %) Ht qual. Instrument. régul., trait. air comprimé, habitué contacts engineering. ANGLAIS APPRECIE Lettre + C.V. à J.-P. Chailland, 15, rue Claude-Lorrain, 75016 PARIS. Tél. : 735-85-38.

Jeune diplômé (e) ou équival. :
— vous avez de préférence une 1re expérience professionnelle;
— vous êtes intéressé (e) par LE FINANCEMENT DE PROGRAMMES IMMOBILIERS ;
— vous désirez apporter votre dynamisme à une petite équipe.

Ecrivez av. C.V. dét. et photo : CITES COOPERATIVES 76, av. de Saint-Mandé 75012 PARIS.

Association loi 1901 cherche 2 Animateurs Socio-Culturels pour le 15-10-1975 et 1 Animateur pour le 1-1-1976. Env. C.V. et prét. avant 15-9-75. Aucune lettre ne sera prise en considération après. M.J.C. JEAN VILAR 44, allée des Epines 78160 Marly-le-Roi.

offres d'emploi

Nous proposons à quelques DEBUTANTS diplômés enseignem. supérieur une préparation de cinq mois à la vie professionnelle en ENTREPRISE Ouverture le 13 octobre 1975
- Formation génér. entreprise ;
- Entraînem. méth. de travail ;
- Encadrement rech. d'emploi ;
- Stage en entreprise.

Adr. C.V. et let. de cand. dét. à I N C E G E, 4, rue Ventadour, PARIS-1er, avant le 9 septembre. (Réponse assurée.)

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

recherche

UN PROGRAMMEUR DE GESTION

TRES EXPERIMENTE

En cobol ans sous systèmes dos IBM 360/30.

Pratique de l'assembleur et connaissances de l'anglais indispensables.

Adresser C.V. et photo au chef du personnel ROHM AND HAAS 185, rue de Bercy, 75579 PARIS - CEDEX 12.

LA SPIROTECHNIQUE rech. **EMPLOYE (E)** d'ordonnancement Tenue fiches Kardex. Temporaire jusqu'au 31 juillet 1976. Se prés. : 114, r. Marius-Aufan, 92300 Levallois

---

Importante Société DE MANUTENTION recherche, POUR SON SERVICE COMMERCIAL

TECHNICO-COMMERCIAL

formation prolateur. Bonne expérience en MANUTENTION CONTINUE.

Tél., pour R.-V. au : 758-12-20, postes 436 - 370.

Sté quartier Opéra rech. pour poste d'audit interne, comptable 25 ans minimum. Env. C.V. et prétentions à : C.T.R. 15, r. Louis-le-Grand, Paris-2e.

Ecole Privée Secondaire, filles, contrat d'association, recherche un Professeur d'Anglais, au moins licencié, pour l'année 1975-76. Ecrire avec références à : Institution Notre-Dame, 106, bd Charles-de-Gaulle 95110 SANNOIS.

GESTION 2000 rech. pour chantier Etranger **INGENIEUR SOUDEUR** pour contrôle supervision et montage **INGENIEUR T.P.** pour assurer direction chantiers et gestion matériel TEL. 878-73-04

Ville de Saint-Denis (93) rech. 2 animatrices de crèche. Possibilité logement. Avantages particuliers. 2 infirmières D.E.

Rech. ANALYSTE-PROGRAMM. I.U.T. ou équiv., libre rapid. IBM 3 : GAP 2 et COBOL, assembleurs souhaités, expérience 2 ans minimum. C.M.C. Informatique Saint-Ouen, 245-58-18 et 606-18-09.

URGENT pour très longs remplacements **SECRETAIRE TRADUCTRICE** TRIL. ANGLAIS, ESPAGNOL (sténo française exigée) Tél. pr r.-vs : 526-68-33 ou 64-85

Publicité : ch. jeune comptable diplômé, même débutant. Travail varié et responsabilités. Tél. pour R.-V. : 755-73-20.

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION recherche pour diriger Département

COLLABORATEUR

Jeune diplômé d'une école commerciale, ayant EXPERIENCE INDUSTRIE CHIMIQUE. Parlant couramment ANGLAIS. Ecr. av. C.V., à J.-C. Coiffard, B.P. 227 - 94200 Ivry-sur-Seine.

LA SPIROTECHNIQUE rech. **COMPTABLE** Femme 1er éch. CAP ou BP comptab. souhaité. Se prés. : 114, rue Marius-Aufan, 92300 Levallois

---

Importante Société QUARTIER ALMA recherche

CONTROLEUR DE GESTION

ESSEC ou SUP. DE CO., débutant ou 1 à 2 ans expér. pour l'intégrer à une équipe dynamique. Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétent., nº 6.188, P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui trans.

CENTRE RENE-HUGUENIN, rue S.-Deutsch-de-la-Meurthe, 78290 ECQUEVILLY, recherche

INFIRM. D.E. (nuit) 42 hres semaine. Salaire début. 3.320 F brut + prime 7,5 %.

INFIRM. D.E. (jour) 40 hres semaine. Salaire début. 2.860 F brut + prime 7,5 %. Possibil. logement célibataires. Adres. C.V. ou téléph. 475-50-06.

CLINIQUE CARDIOLOGIQUE banlieue Ouest Paris avec service réanimation cherche
1) INF. D.E. service jour INF. D.E. service nuit
2) AIDE SOIGN. certifiée service jour
3) DIETETICIENNE

Bon salaire, bonnes conditions de travail. Logement gratuit. Ecr. av. références à Nº 18.491, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

SAGEP recrute OPERATEURS-PUPITREURS sur ordinateur Siemens Service équipe Connaissance matériel classique souhaitée. Tél. pr R.-V. : 828-24-49.

Organisme professionnel rech. COLLABORATEUR (TRICE) pour conseils juridiques à ses adhérents. Bonnes connaiss. en droit du travail nécessaires. Position cadre assurée. Adresser C.V. détaillé et prét., Nº 17.999, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Commissionnaire agréé près de la Bourse de comm. recherche ses futurs cadres, jeunes comm. niveau enseignement supérieur, formation assurée. Téléphoner pour R.-V. : M. PIERCOURT, 260-36-33.

Société réassurances recherche : J. H., diplômé études supér., parl. couramm. anglais pour formation et situation d'avenir. Ecrire avec C.V. à nº 36.216 B, BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

LA SPIROTECHNIQUE rech. **EMPLOYE (E) QUALIF.** pour service Administration des ventes
— Dynamique
— Assurant de bons contacts

Se prés. : 114, r. Marius-Aufan, 92300 Levallois

IMPTE SOCIETE rech. (Etranger) **INGENIEURS PETROCHIMIE** connaissant montage tuyauterie, soudure, installat. pétrochimique GRANDE EXPERIENCE et ANGLAIS EXIGES Ecrire avec C.V. et prétentions, MINET Publicité, nº 40.702, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra

représent. offre

Laboratoire internat. recherche pour son réseau de prospection médicale HOMME ou FEMME Jeune, dynamique, bon niveau intellectuel. Conditions intéressantes. Stage de formation rémunéré, toutes régions. Adr. C.V., photo et prétent. nº 6.165, P. Lichau S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cédex 02, q. tr.

IMPTE STE DISTRIBUTION PAPETIERE RECH. PR PARIS **UN PROSPECTEUR** même débutant désireux prouver ses capacités de vendeur, sur le terrain. Possibilités d'évolution, dans les cadres commerciaux, pour élément de valeur.

Ecrire aux Papeteries de Montevrain à l'attention de : M. Michel Ambault, 153, rue de Stalingrad. — 93002 Bobigny.

Si vous êtes DYNAMIQUE, AMBITIEUX, bonne PRESENTATION, possédant voiture. Vous vous présentez au GROUPE IMMOBILIER GIRPA, MARCHAND DE BIENS, RENOVATEUR, qui recherche :

VENDEURS

répondant à ces critères pour COMMERCIALISATION de ses programmes de TRES GRAND STANDING. Grosse publicité assurée R.T.L., EUROPE 1 et journaux. Très importants salaires prouvés. — GIRPA, 92, boulevard du Montparnasse, PARIS (14e), de 10 h. à 17 h.

Pour engagement immédiat manufacture de chaussures recherche Jeune REPRESENTANT exclusif secteur Région Parisienne. Rémunération moyenne 5.000 F mois, néces. posséder voiture. Connais. chaussures non exigées. Adres. C.V. et photo à Havas Quimper nº 1.569.

demandes d'emploi

CADRE COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

- Spécialiste du marché des glaces et surgelés, rompu à tous les contacts, y compris ceux de haut niveau.
- Négociateur d'envergure nationale.
- Reconnu dynamique et efficace.
- Apte à l'animation d'un réseau de vente, Agences ou concessionnaires.
- Application des méthodes de merchandising.

Apporterait sa collaboration à un groupe français ou étranger. Nombreuses références.

Pour premier entret., écr. ss nº 19.489, CONTESSE Publicité - 30, av. de l'Opéra, PARIS (1er), q. tr.

DIRECTION RELATIONS SOCIALES

Diplômé Sc. Po et licencié en Droit, 48 ans :
— J'ai acquis dans l'Industrie (Pétrole et Métallurgie) une expérience solide de tous les aspects de la FONCTION PERSONNEL alliée à la connaissance de l'Administration Générale dans les sociétés internationales.
— Je recherche un poste de

DIRECTEUR ou ADJOINT

et peux reprendre sans délai un service et des négociations importantes. Faire offre à nº 19.601, Contesse Publ., 20, av. de l'opéra, 75001 Paris, qui tr.

E.S.C.P.

Expert comptable mémorialiste, commiss. aux comptes, inscrit 7 ans expér. fiduciaire, ch. collaborations intéressantes dans sté expert. compt. région Paris. Ecr. à nº 106, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

POUR TOULOUSE SAINT-GAUDENS OU AUCH

J.F., 27 a., lic. droit, sens et expér. du contact, excell. présent., 7 ans exp. profess., étudie ttes propos. ADMINISTRATION, GESTION, ORGANISATION. Ecr. à 3.961, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE, 30 ans, vous propose **DE RENTABILISER VOTRE ENTREPRISE DANS LE DOMAINE DE LA LOGISTIQUE**

Je mets 8 ans d'expérience à votre disposition.

DISTRIBUTION PHYSIQUE Administration des ventes, gestion des commandes, comptab. stock, transport gest. dépôts. ACHATS. Gestion et organisation, négociations, politique de marchés, appel d'offres, sous-traitance.

SERVICES GENERAUX Organisat., entretien, sécurité, gestion, restauration. Ecrire à nº 14.448, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, ou téléphoner 747-27-82.

POLYTECHNICIEN 35 ANS Physicien ayant occupé poste de relat. industriel., se reconvertis. vers les sc. hum., ch. emploi à temps partiel ou avec liberté d'hor. Accept. trav. discontinu. Ecr. nº 0102, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCUMENTALISTE J. F., 30 a., cum. organis. resp. et trav. en équipe. Maît. phys. + INTD + angl. + allem., 4 a. expér. ds poste à respons., ch. situat. intér. Paris. Ecr. nº T 74306 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. Fme, 26 a., nat. angl.-tchèque lic. angl., all., 4 a. enseig. sup. rech. poste de prof. langues préf. banl. Ouest. Ecr. nº T 074267, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

POLYTECHNICIEN Ingénieur I.E.G. Licencié Es Sciences. Professeur à l'Université de Paris VIII, donne cours de math. et physique (Première et terminale) dans cours privé. Tél. : 973-27-42.

J. H., 26 a., Togolais, lic. sc. éco stage gest. rech.-dévelop., ch. empl. stable. Gérard Behanzin, 9, r. Miguel-Hidalgo, 75019 Paris.

CHEF SECTION ACHATS

ACHETEUR CONFIRME, 37 a. Respons. magas. maintenance appareillages de contrôle électriques et électroniques. Libre imméd. suite à éclatement Sté, rech. poste rég. parisienne Sud. Accepterait province, région Vienne, Deux-Sèvres ou Charentes. Ecr. Nº 19.879, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

DIRECTEUR

ADMINISTR. et COMMERCIAL 31 a., BEH 3 comptabilités, managem. probation in Canada.

EXPERIENCE 5 a. Direct. com., 7 a. dir. adm. EXPORTATION DEVELOPPEMENT CREATION 6 entreprises

Organisation gestion générale, négociation tous niveaux, direction 20 représent.

RECHERCHE poste adjoint à direction P.M.E. ou équivalent. Minimum 8.000 F. Ecr. à 13.271 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Directeur Comm. sté de placem. faisant appel à l'épargne publ., dipl. Sc. Po., lic. Droit, 38 a., ancien ing. conseil en informat., plusieurs années expérience en **MARKETING FINANCIER** cherche poste Directeur Gl ou consultant ds banque ou établ. financier. Ecr. ss réf. 60.400 à R.C.C., 10, av. Matignon, Paris-8e, qui transmettra.

DIRECTEUR du personnel (37 ans)

Expér. confirmée dans équipe de Direction générale important groupe multinational références de tout premier plan en matière de techniques modernes de gestion du personnel, management, relations humaines

recherche poste similaire ou d'adjoint de Direction générale dans moyenne entreprise.

Ecr. à 1.595 à PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, PARIS-2e.

H., 28 a., lic. droit, lettres, sc. po., 2 ans exp. prof. adm. assur. cherche poste secrét. gal. adm., entreprise, Cie assur., Dion adm. Ecr. Nº 109, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Paris Nord, J. F., 31 a., chef labo contrôle 10 a. exp., mise au point méth. anal. et cont. routine (minér. biochimie, abim.) rech. poste resp. ident. Ecr. nº 15.238, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Chaque vendredi, à partir du 5 septembre, nos lecteurs retrouveront la rubrique

l'agenda du Monde

Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, poste 374.

J. F. 19 ans, dactylo déb., libre de suite, cherche emploi bureau, place stable si poss. Ecrire à Mlle CLERVOY, 138, avenue Jean-Jaurès, 92140 CLAMART.

PUPITREUR CONFIRME 3 ans et demi expérience, connaiss. anglais, ch. place stable programmeur Gap 2 débutant. M. Muller, 37, rue L.-Béclard, 77 - Vaires-sur-Marne, 957-14-37.

Orthophoniste D. E., maîtrise psycho en cours, ch. emploi tps partiel Paris ou région Paris. Ecr. nº 74.274, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

J.F. 21 a., DOCUMENTALISTE, bne cult. gén., maîtrisant angl., ch. empl. à Paris ds entrepr. de presse préf. Réf. AFP. 566-85-49.

J.H. 28 ans, mbre org. public chargé amén. territ., direct. étud. Ecole sup. de co, ch. poste pl. ou mi-temps secrétariat génér. entreprise, organisat. profession. Ecr. nº 3.988, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Mons. 42 ans, juriste d'affaires, rompu à la négociation et à la mise en forme de tous contrats commerciaux, accords d'entreprise, dossiers de financement et actes de gestion immobilière. Etudiera toute proposition émanant d'une entreprise dans une situation évolutive. Rég. indiff. Ecr. nº 110, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 34 a., lic. sciences, D.E.A. maths appliquées, progr. Algol, Fortran, Cobol, PL1, angl., ch. emploi informatiq., statistique. Ecr. nº 113, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. ass. pub. R.P., 27 a., bonne connais. anglais, 10 a. expér. 7 pub., maîtr. R.P., sténodactylo angl.-fr., ch. pl. stab. Mlle Martin, 75, bd Barbès, 75018 Paris.

TRADUCTEUR TECHNIQUE Ingénieur Gde Ecole, parfait. bilingue français-allem., excell. conn. anglais, espagn., italien, 10 ans expér. trad. textes tous genres (techn., économ., financ.), ch. situation à Paris. Ecrire à Rose Gonzalez, 205, bd de la Gare, 75013 Paris, qui transm.

J.H. 25 a., marié 1 enf., maîtr. de chimie (physiq. génér., organiq., minér., analytique), angl., ch. empl. labo, entrepr. (rech., contr., prod.) ou enseign. techn. Ecr. nº 6.025, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE, sténo, comptabilité, 13 a. d'expér., rech. emploi stable néces. initiat. et respons., Paris uniquem. Libre rapidem. Salaire. 38.000/40.000. — Ecrire Mme B R E D A, 165, rue de Ménilmontant, 75020 P A R I S.

J.F. 31 a., libre de suite, expér. service commercial, rech. poste à respons. Ecr. Mme Blandine, 35, r. du Dr-Debat, 92-Garches.

Cadre ccial français, 35 ans, E.S.C., angl., allem., espagn., expérim. excell. référ. vente promotion market., cherche situation stable Afrique ou outre-mer. Ecrire nº 074245, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Secrét., 35 a., bon anglais, 10 a. exp. dont 5 a. ambassade. habitude contacts humains, ch. pl. stable immédi. Tél. 755-68-44.

LICENCIEE EN LETTRES ET DROIT PUBLIC, 3 a. exp. prof., cherche poste rédaction juridiq. Ecr. Nº 3.981 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

LIBRE 15 SEPTEMBRE **SECRETAIRE CONFIRMEE** 15 ans expérience commerciale, recherche poste à responsabilités et initiatives. Sal. 38 à 40 000 F, périphérie Asnières-Saint-Lazare. Ecr. à 6008, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCTEUR ES SCIENCES ECONOMIQUES + I.S.U.P. H., 29 a., 4 a. exp. bur. ét. éco. ch. situation service international de banque ou gde entreprise. Ecr. Nº 3.968 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 26 a., licenc. droit privé + D.E.S. dég. obl. mil. Exp. prof. Angl. crt. Ch. situat. cabinet ou sté. Paris ou R.P. Ecrire nº 7.170 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens 75427 Paris-9e.

J. F., 30 a., lic. angl., allem. + socio, exp. secr. ht niv., ch. empl. cdre (serv. expt., rel. hum., format.) évtl. secr. av. possib. évolut. Ecr. Nº 7.132 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune cadre administ. et fin. dipl. gest. ds entrep. com. Int. et Sc. Po rech. poste resp. outre-mer. Ecr. Nº 3.996 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 26 a., lic. droit pub., doct. ethnologie (2e A). Certif. rel. intern. et pays en voie de dév. Lang. O. Connais. approf. sc. éco et soc., exp. rech. et ens. ch. sit. Ecr. Nº 3.997 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 18 a., niv. Bac. B. Angl., ch. emploi pour septembre de bureau, baby sitting ou vendeuse Ecr. Nº 6.022 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Prof. sc. écon. et soc. ch. poste ds établis. privé pr 2e, 1er ou TB. Plein ou mi-tps. Paris et rég. Paris. 1 a. maître auxil. ds C.E.S. d'Etat. Tél. matin : 647-51-92.

CADRE SUPERIEUR, 47 ans, 20 ans expér. France et outre-mer, domaine peinture bâtiment et industrielle, spécialiste métrés, devis, facturation, déboursés, actualisation, révision, application des processus, rendement, connaissant gestion administrative et possédant sens du commandement, habitué contacts clientèle, cherche poste DIRECTION TECHNIQUE, ADMINISTRATIVE ou CCIALE, entreprise second œuvre bâtiment (peinture, vitrerie, miroiterie, aluminium). Ecr. à nº 19.081 CONTESSE PUBLIC., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

H., 38 a., actuel. ATTACHE DIRECT. (Sud France). Gde expér. nombrx domaines (dessin, bâtim., chauffage, climatisat.), gestion administr. commerc. et techniq. ch. poste DIRECTION TTE REG., y compris région PARISIENNE (marié, 2 enfts). Ecr. Nº 19.307 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

J. F., 30 ans, 6 ans expérience cherche emploi GRAPHISTE MAQUETTISTE, dans municipalité, centre culturel, théâtre. Tél. : 684-49-90.

H., 30 a., B.T.S., fabric. mécan. 6 ANS ADT. DIRECTION P.M.E. Exp. coord. tech., achat. Gestion Devis et marché. Resp. B.E. METH. chantier. Angl. moyen. Libre de suite, ch. poste resp. Technique ou technico.-ccial. TEL. : 907-63-16.

PSYCHOSOCIOLOGUE 59 ANS cherche à PARIS emploi formation permanente sciences hum. et relations. Ecr. Nº T. 74232, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., DUT, Génie mécaniq. ch. empl. agent techniq. labo ou atel. Fortuna, 10 bis, rue Berthelot, 94800 VILLEJUIF.

Secrétaire, 25 ans cherche place désire utiliser sténo et anglais. Ecr. GERVAIS, 10, rue La-Fontaine, 92160 ANTONY.

I.E.P., Paris, lic. angl., doctorat documentation, cherche poste documentaliste monde politique, presse, édition ou assister auteur dans recherche. Ecrire : Nicole Klein, 93, av. de la République, 75011 PARIS.

J. F., 31 ans, diplômée B.T.S. et Chbre Commerc. rech. empl. mi-tps de traduct. ou correspondance angl., allem. 2.500 F Ecr. Nº 405, Mub. MURATET, 15, r. Taitbout, Paris-9e.

J. F., 24 a., Ecole Hôtesse. ANGL. COUR. not. esp. ital. ch. empl. pl. temps, mi-temps. RECPT. STDG Rel. pub. ou aut. Ecr. Nº 18.968 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

capitaux ou proposit. com.

Sté de Travail Temporaire implantée à l'échelon national souhaiterait développer sa clientèle dans le domaine administratif par prise de contrôle d'une société implantée dans la région parisienne. Pour un premier contact : écr. ss réf. 6820 : SPERAR, 12, r. J.-Jaurès, 92807 Puteaux.

Affaire immobilière recherche capitaux pour 3 à 5 a. Revenus indexés. Nantissement fonds de commerce ou hypothèque. Ecrire sous référence 60.201 à R.C.C., 10, avenue Matignon, Paris-8e, qui transmettra.

Je prête rapidem. 8 et 16 % Villa appert. FRANÇOIS, 15, av. ST-SAENS, 13009 MARSEILLE.

travail à domicile

Demande

Cherche tous manuscrits à dactylographier à domicile (rapports, thèses, etc.). Ecr. Nº 6.021, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

formation profession.

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR IBM 3 Niveau BAC ou 1re 6 à 7 mois - 180 h. de cours : Gestion - Analyse - GAP 2 Exploitation

FAX ECOLE PRIVEE 6, rue d'Amsterdam : 874-56-60. 94, r. Saint-Lazare : 874-95-69.

cours et leçons

J. Angl. dipl. lettres Cambridge donn. cours part. angl. 286-35-41.

Jne profess. dipl. Cambridge donne chez vs cours anglais. Méthode rapide. - 267-45-21.

MATH. Rattrap. par prof. exp. Prix modéré. 278-77-71.

RATTRAPAGE MATH-PHYS rapide par Prof. Terminale, PCEM, Fac. 526-82-47

enseignem.

B.E.P.C. - BACCALAUREAT Dipl. langues, études sérieuses, milieu harmonieux, pension J.F. La Pensée, Vevey Léman, Suisse T. 513855, Rens. Paris 824-94-24.

propositions diverses

L'EXPEDITION « MER DES HOMMES » rech. des équipiers pr participer à son expédition dans le Pacifique : médecin - infirmier - ethnologue - secrétaire - caméraman - photographe - relation publique - soudeur - cuisinier Homme ou femme Les buts de l'expédition sont la construction d'un voilier et l'étude de civilisations côtières Durée 2 ans. Ecrire : Joël FLOC'H 702 B, rue Pierre-Corneille, 76650 Petit-Couronne.

autos-vente

Vends 704 Peugeot 1974. Tr. b. état. Px Argus à débattre. Tél. : 754-08-95, heures bureau.

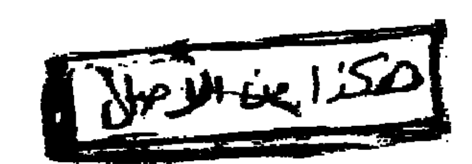
---

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30 au **233.44.31**

pour tous renseignements: **233.44.21**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

Voir notre immobilier en page 25



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

L'immobilier

appartements vente

Paris

A VENDRE
AU PIED DU Mo VOLTAIRE 2 p., cuis., w.-c., au 6e ét., sur cour dégag. ensol., ref. à neuf, moq., tissus au mur, bois. poutr. Ecr. no 6.023, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, ou téléphoner ROQ. 80-78.

Mo Porte-d'Italie, part. vd, dans immeub. réc., standg, 4 p., 90 m², gar., cave. Prix 250.000 F. Tél. 677-64-95 ou 898-04-05.

Près PARC MONCEAU, 5 pces. Prix intéressant - 622-82-17.

LOURMEL. Imm. récent, 3 p., 67 m², gd balcon, stdg, parkg. ALGRAIN - 265-00-69, 09-64.

ATTENTION VUE EXCEPTIONNELLE JARDIN LUXEMBOURG
Immeuble neuf, grand LUXE. Appt : 115 m² + loggia, parkg, grand séjour, 2 chbres, 2 bains. D. BOURGEOIS - 522-62-14.

SOCIETE propriét. vd ds imm. refait nf, studios et duplex, tout confl. kitch. équ., s. de bs, wc, vide-ordures. A partir de 69.800 F. 80 % crédit possible. 346-69-81.

CHAMP-DE-MARS
P. à P. vd 3 Pces, 6e ét., asc., ch. cent., 60 m², 300.000 F. Tél. 555-57-80, après 18 heures.

16e - HAMEAU BOILEAU
Dans un cadre de verdure, 2 apparts 4, 5 pces, 200 m² jd. MASSARO - 527-85-95.

17e - PEREIRE-CHAMPERRET
Séjour dble, chbre, bains, tt cft, 110 m², chbre serv. Mercredi, jeudi, 14 h. 30-16 h. 30, 5, rue Albert-Samain.

14e Stud. impec. Loué 7.200 an. 69.000 F. « FAC », 337-69-59.

5e. Tr. beau stud., tout conft, 120.000 F - « FAC », 337-69-59.

Cité Universitaire, directement sur Square, pleine verdure et soleil. Splend. studio, cuis., wc, bains, entièr. rénové, luxueux sanitair. Penderies. - 282-92-84.

MONTPARNASSE. Propr. vd, ds imm. P.d.T., asc., 2 p., tt cft, 230.000 F. S/pl. ce jour 14 h. 30-18 h. 30, 4, RUE D'ALENÇON.

Pr BD EXELMANS, imm. 1960, gentil 3 pièces, cuis., bs, 70 m², parking, 5e étage - SOLEIL. Impecc. 400.000 F - 266-32-35.

Entre GOBELINS et GLACIERE 2 p., cuis., bs, 50 m², 4e étage, sans ascens., 3' métro. 331-81-11.

PRES AV. REPUBLIQUE
Prop. vd ds bel imm. restaurat. 1er ordre, beau 2 p., tt conft. 242-49-19. 9-12 h. et apr. 19 h.

GRAND PAVOIS
2 P. tout conft, parkg. Prix : 265.000 F - 567-75-81.

FELIX-FAURE
2 P. cuis., w.-c., poss. bains, prix 129.000 F. 567-75-68.

AV. MOZART SUR JARDIN
Appart. 120 m2 + chambre service, à rénover - Tél. 306-31-69

Près AVENUE FOCH
Appart. standing 220 m2, soleil, réception double, 3/4 chambres, 2 bains, 2 ch. serv. PRIX RARE. KATZ, gare Garches - 970-32-33.

11e Studio tout confort aménagé. Prix except. 53.000 F, possibilité crédit. Le propriétaire : 548-25-21.

134, rue de VAUGIRARD
IMM. GD STANDING ENTIER. RENOVE, pl. soleil, jardin av. cascade. Propr. vd les studios et 2 p. en duplex av. terras. entièr. aména. Placem idéal. Vis. ce jour 14-18 h - 242-49-12, de 9 à 12 h.

10e PETITS IMMEUBLES ENTIEREM. RENOVES
Studios et 2 pièces tt cft, loggia, à partir de 80.000 F. Excellent placement - COVIM : 4, rue Civiale - 202-32-04.

GOBELINS 5 pièces 110 M2
4e étage, jardin, rue, tél. tt cft. 2 parkings. - 331-89-46.

16e AUTEUIL - 120 m2
séjour dble + 3 ch., bains + cab. toil., 7e ét., asc. Récent. 590.000 F. - 567-22-88

RUE SAINT-HONORE
Imm. classé XVIIIe. Luxueuse rénovation. Studios et 2 PCES grand confort. 343-97-15.

GIRPA
POUR NE PAS VOUS TROMPER
13e TOLBIAC
Quartier en plus-value constante. Immeuble de qualité rénové entièrement, étudié spécialement pour placement et forte rentabilité. Directement nous vendons :
30 STUDIOS ET 2 PIECES
tout confort (cuis. équipée). Prix intéressants. 325-25-25 + 56-78.

DANS VERDURE
STUDIOS et 2 PCES, de CARACTERE, EXCELL. PLAC. 4, rue E.-LEVEL. 327-78-84.

CARDINAL-LEMOINE
Près BD SAINT-GERMAIN. Dans bel imm. rénové, magnif. STUDIOS, impecc., tout confort. Téléph. 723-88-58.

CHAMP-DE-MARS
PRES SEINE. Propr. vendent dans bel immeub. pier. de taille splend. livg + 2 chbres, entr., cuis., salle bns, chauff. centr. Téléph. Prix intéress. 723-88-53.

GAMBETTA
50 M. METRO PELLEPORT MAGNIFIQUES STUDIOS A PARTIR DE 75.000 F, dans imm. entièrem. restauré. LIVRAISON IMMEDIATE. Location et gestion gratuites assurées par nos soins. BUREAU DE VENTE sur place ts les jours (sf dim.), 11 à 19 h., 8, R. PELLEPORT, 636-32-80.

PELLEPORT (XXe)
Très beau 2 p., 65 m², gd conft, étage élevé, balcon, parking. 170.000 F, crédit. MIL. 845-09-37.

12e DS PETITE RESID. XVIIe GDS DUPLEX D'ARTISTE et 2 P. s/belle cour ancienne. 45, rue de Charenton - 343-66-29.

Région parisienne

LEVALLOIS MAIRIE
Près métro, 4 P., bns., 100 m², 6e ét., asc. Tt cft., ch. serv. Prix : 300.000 F. 265-99-65.

BOULOGNE. Près Eglise sur avenue et jardinet immeub. rénové, occupés 2 P. cuisine, dépendances. Tél. : 924-96-18, poste 26.

SAINT-CLOUD, Sur Seine (quai Carnot), 100 m², double liv. + 3 chbres, s. bns., cuis. équip., park. 325-63-73.

PANTIN (Mo Eglise)
Propriétaire vend libres studios et 2 P. confort. Crédit important. M. MARTIN, 17, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris. 742-99-09.

Saint-Maur, Imm. récent luxueux 3 P., balcon, 4e étage, asc. Prix 170.000 F. 874-56-59.

Versailles RD appt. récent, séj. + 1 chbre, cuis. instal., état impec. Prix total 170.000 F. (Facilités.) 526-73-01.

CHILLY-MAZARIN
« Domaine du château » appts neufs, av. crédit foncier. Prix intéressant. Saveg, 525-38-30, 928-88-03.

CRETEIL (4 pièces)
transformées en 3 pièces cuis., s. de bs, wc, garage. Immeuble standing - 234.000 F. Téléphone : 886-45-33.

Le Chesnay. Part. vd F-4, ch. gaz, gar., cav. - 954-09-91.

CHATILLON-SOUS-BAGNEUX
Quart. résid., 12, r. Kleber, Imm. récent, séjour + chbre, jardin, box. SUR PLACE mdi et mercredi, de 11 h. à 18 h.

ST-CLOUD. Prop. vd appt stdg, 150 m², exc. état, gd living 50 m², 3 ch., 2 bs, 2 wc, placards, disp. 15 oct. TERRASSE 110 m² plain-pied - 650.000 F. Tél. 771-71-85.

NEUILLY ST-JAMES
VUE EXCEPTIONNELLE SUR BOIS ET VERDURE
4e étage, ascenseur, plein soleil
5 PIECES Living double, 3 chbres, cuis., 2 bns, chff. cent. Moquette. Tél. LUXUEUS. REFAIT NEUF + TERRASSE FLEURIE 38 M2
PRIX 690.000 F
S/pl. mercredi, jeudi, 14-18 h 30 : 25, RUE SAINT-JAMES à NEUILLY ou 723-96-85

NEUILLY IMMEUBLE GD STANDING
63, bd Commandant-CHARCOT Liv. + chbre, hall, cuis., office, dressing, s. de bs, balc., box. Px 490.000 F. Merc.-jeudi, 14-18 h.

LIMITE NEUILLY COURBEVOIE
TRES BEAU DUPLEX 51 M2 Style atelier d'artiste, caractère, impecc. - 722-11-51, le matin.

Province

COTE D'AZUR - LE CANNET
Vends dans immeuble de grand standing avec piscine et tennis très beau 2 pièces double exposition (Sud-Nord), vue panoramique sur mer.
GEFIC MEDITERRANEE
Longuet Neel Gefic s.a.r.l
20, La Croisette, 06400 Cannes, poste 204. - Tél. (93) 99-11-47.

LE TOUQUET
Studios, suites, appartements Classe EXCEPTIONNELLE. SAVEG. 525-38-30.

NANTES - STE-THERESE
Cadre muté vd quart. calme et résident. appt. moins de 5 ans, très bon stdg, 90 m², living, 3 chbres, cuis., séchoir, s. de bs et s. d'eau, cave, park. couvert. Prix : 200.000 F. Tél. 40-76-79-50 et 40-76-71-03.

Etranger

BENIDORM ALICANTE 120 m2
gd balcon, piscine, tout confort. Rapport ou vacanc. Px tr. intér. Ecr. REGIE-PRESSE, no 73.842, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

appartem. achat

ACHETE URGENT COMPTANT chambre bonne Paris. 873-23-55.

Achète urgent rive gauche, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 1 à 3 PIECES, paiement comptant chez notaire. Téléph. 873-20-67.

NEVEU ET CIE
recherche très activement du studio au 4 pièces. BX APPTS dans 16e, Boulogne. JAS. 51-84.

immeubles

Pour clientèle outre-mer, rech. petit immeub. de rapport, bonne rentabilité, sans travaux. 1 M. 5 environ. Tél. 265-53-94.

OPERA. Pour placement, petit immeuble 3 étages. Prix : 850.000 F. Tél. 033-74-51.

ACHETE IMM. ANCIEN
8e, 14e, 15e, 16e, 17e, comptant, directement propriétaire. Propositions écrites avant 6 septembre M. FANOOUX, Hôtel Concorde-Lafayette, ch. 2731, 75017 Paris.

échanges

Echangerai en tte propriété (ag. s'abstenir) duplex 150 m² tt cft, balcon, soleil, sur bd arbres, 12e arr., contre duplex équivalent 110 m² environ, 1er ou 2e arr. Téléphone : 628-99-30.

maisons de campagne

VAL DE LOIR
Bs. Brg. Ts. Com., MAISON plain-pied, cuis., 3 p., s. eau, wc., gar. S/1.520 m² ter. 120.000 F
INDICATEUR VENDOMOIS, 41-VENDOME. Tél. (39) 77-35-91.

NOUS VOUS PROPOSONS
UN PLACEMENT SUR
CENTRE. Maison campagne bien située, bon état, 5 Pièces, grenier, cave, dépend. 150.000 F ESPACE VERT - TERRAIN. Ecr. : Régie-Presse, no 73923, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

locations non meublées Offre

Paris

Sté FÉAU GESTION
132, boulevard Haussmann. — 75008 PARIS
LAB. 13-89 et LAB. 69-34
En exclusivité : appartements exceptionnels

ILE SAINT-LOUIS
QUAI BOURBON
Ds imm. classé. Vue superbe, 3 P. téléphone. 4.000 F, ch. compr.

AV. RAPHAEL
4 P s/jdin, terrasse, park., tél., chbre de service. 4.900 francs + ch.

TOUR RENAISSANCE
31e et 32e étages
DUPLEX 4 P. balcon, téléphone, parking 3.000 F + charges.

PARC MONCEAU
5 P. entièr. s/parc, belle réception, box, tél., chambre de service. 7.500 F + charges.

TOUR DE MARS
5 P. 24e étage. Vue exceptionnelle sur Paris. Tél., parking 3.600 F + ch.

Av. Mal-MAUNOURY
6 P. 220m2, sur bois (tr. b. réception 150 m2). Tél., parking, 2 chambres service. 8.000 francs + ch.

15e, rue Dutot, 2/3 p., 95 m2, balc., park., vue dégagée, très bon état, reprise justifiée. Loyer : 1.500 F mensuel. Tél. : 566-97-91.

LOCATIONS SANS AGENCE : OFFICE DES LOCATAIRES
45, rue Héricourt - 742-53-24. 9, rue du Hanovre, Mo Opéra.

LOCATIONS SANS AGENCE : OFFICE DES LOCATAIRES
45, rue Héricourt - 742-53-24. 8, rue Ch.-Dangeau, Versailles. 84, rue d'Alésia - Mo Alésia.

MOTTE-PICQUET : étage élevé, 5 p. tout conft, chauff., service, tél. 2.400 F + charges. 742-99-09.

AUTEUIL-MOLITOR
APPART. EXCEPTIONNEL
315 m2 + 80 m2 terrasses 8e étage, garage 3 voitures. 8.000 F par mois. EUR. 05-55.

MUETTE. Studio, tél., kitchenette. - Téléphone : 924-71-86.

Importante Société loue SANS COMMISSION appartements neufs tout conft.
PARIS-19e
36-40, rue du Pré-St-Gervais, face Mo Place-des-Fêtes,
Studio 35 m², loyer 555 F. Charges 112 F, park. 110 F.
2 Pces 50 m², loyer 779 F. Charges 155 F., park. 110 F.
5 Pces 100 m², loyer 1.440 F. Charges 310 F., park. 110 F.

PARIS (12e)
Mo Michel-Bizot.
SANS INTERMEDIAIRE
Immeuble tout confort.
3 Pces 93 m², Loy. 1.344 F. Charges 258 F., park. 80 F.
4 Pces 86 m², Loy. 1.249 F. Charges 258 F., park. 80 F.
5 Pces 100 m², Loy. 1.456 F. Charges 297 F., park. 80 F.
S'adresser au Régisseur : 46, rue de Fécamp (12e). Tél. : 344-12-15.

Bd MURAT. Liv. + 4 ch. Tt cft. Tél., sol., imm. P. de T. 3.200 F. AMP. 18-33.

12e PORTE DOREE
300 m. bois, appart. tt cft., 4 P., 95 m², 1.300 + 20 % ch. mens. Tél. : 628-29-81.

PARIS 15e Métro JAVEL Studios, 2 P.
SAVEG : 528-38-30 ou 579-35-27.

MALESHERBES 7 P., 250 m2, cuis., 2 bains, tél. 3.000 F + charg. - 924-92-45.

PARIS-XIXe
Mo Place-des-Fêtes.
SANS INTERMEDIAIRE
Immeuble tout confort.
— 2 pces, 45 m², loy. 819 F. Charges 164, park. 102 F.
— 3 pces, 62 m², loy. 1.031. Charges 226, park. 102 F.
— 5 pces, 87 m², loy. 1.379. Charges 317, park. 102 F.
S'adresser au Régisseur, 25-29, rue des Lilas (19e).

Région parisienne

NEUILLY sans interméd. Stud. 55 m², gd. stdg., tél. Dom. 747-20-07. Bur. 288-32-31.

Boulogne, 2 Pces, salle eau, tél., chauf. cent. Près métro Marcel-Sembat. 950 ch. compr. Tél. : 370-04-07.

CHILLY-MAZARIN
« Domaine du Château », 3-4 P. Saveg. 525-38-30 - 928-88-03.

VERSAILLES.
« Versailles grand siècle ». 2, 3 et 4 pièces. Saveg. 525-38-30 ou 951-48-70.

locations non meublées Demande

Paris

Particulier à particulier URGENT JEUNE COUPLE ch. 2 pces cuis. tt conft. Paris ou proche banlieue. Loyer raisonn. Ecr. No 6.024, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Région parisienne

Ingén. ch. sans agce 4 à 6 P. Versailles ou env. 573-25-91.

Cadre ch. direct. 4 à 6 P. BANL. OUEST. 950-35-70.

locations meublées Offre

Paris

ETOILE TR. BEAU STUD. 40 M2 environ. TEL. 6e étage. 1.350 F. 256-32-65.

Région parisienne

NEUILLY-SABLONS
Belle chambre, chauf. cent., asc. douche. 450 F net. KLE. 04-17.

locations meublées Demande

Province

Couple rech. location, calme, confort. Septembre et même jusqu'à mai. Préf. Loire-Atlant. Tél. : 567-91-42.

constructions neuves

CHATOU 1 et 2 pièces. Crédit 95 %. Rentabilité garantie par contrat. Etude financière grat. par spécialiste. Ts les jours au 85, av. Gambetta « LE BELVEDERE » doc. s/d « Le Belvédère », doc. s/dem. H. LE CLAIR - 976-99-45

PASSY 57
57-61, rue de Passy PARIS 16e entre La Muette et Trocadéro
DU STUDIO AU 5 P.
CHB. IND, BOXES ET PARK. Lignes téléphoniques à disposit.
PRIX FERMES et DEFINIT.
Livraison prévue : printemps 77
Renseign. sur place ts les jours de 10 h 30 à 12 h 30 - 14 h à 19 h (sauf dimanche et lundi)
SIETRA 125, r. Cherche-Midi - 15e 783-24-28 - 306-36-57

XXe PELLEPORT
Studios, 2, 3 et 4 pièces. Habitables juillet 1976. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

COURBEVOIE
Immeuble très grand standing. Studios, 2, 3 et 4 pièces. Habitables immédiatement. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

XVe DUPLEIX LOURMEL
Studios, 2, 3 et 5 pièces. Habitables 1er trimestre 1977. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

MAISONS-LAFFITTE
Vue, calme, verdure. Reste 3 et 4 pièces. Habitables 4e trimestre 1975. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

« MONTROUGE 75 »
Métro à 200 mètres en 1976.
DU STUDIO AU 4 PCES
Prix fermes et définitifs. Livraison décembre 1975. CONSTRUCT. TRES SOIGNEE. Vis. appart. type mardi, mercr., jeudi, 15-19 h. ; samedi, 10-19 h.
199, av. P.-Brossolette, Montrouge Téléph. 734-16-99 et 253-61-61.

bureaux

BUREAUX A LOUER OUEST DE PARIS
CHATOU VILLE NOUVELLE
entièrement terminés
260 F LE M2
Pour renseignements et visites. TEL : 754-15-45.

1 à 28 BURX. Tous quartiers. Location sans pas de porte. AG. MAILLOT. — 293-45-55 +.

A LOUER
LIBRES IMMEDIATEMENT (400 F LE M2)
BUREAUX AGENCES 123 m2 - 260 m2
EUROBUILDING
3, sente des Dorées - Paris-19e A 100 m métro, périphérique. Immeuble neuf, grand standing, parkings et téléphone. Visite sur place et tél. 359-92-30 92-79 - 29-04 et 723-90-23

Mo PALAIS-ROYAL
SALLE DE REUNION
10 à 25 pers. Tél. Télex. 1/2 j. : 100 F - 1 jour : 200 F. Tél. Mlle Delapierre : 260-37-17

Sté rech. pour octobre-novembre au moins 1.500 m², exclus. 8e, 16e, 17e ou Neuilly. Tél. 887-52-00, poste 504.

fonds de commerce

SOCIETE VEND RESTAURANT
murs, fonds et terrain de 5.000 m2 situé en bordure de la RN 113 à proximité de gdes villes, à mi-chemin entre BORDEAUX ET TOULOUSE. Architecture contemporaine particulièrement attractive 128 places dans local entièrement climatisé, cuisine équipée de matériel ultra-moderne, gd park. aménagé. Licence IV chiffre d'affaires actuel de 400.000 F pouvant être aisément doublé. Possibilité acquérir en plus 10.000 m2 de terrain attenant convenant pour création d'équipements annexes (hôtel, aire de jeux, de détente, piscine, etc...) Les offres seront à adresser jusqu'au 15 septembre prochain dernier délai à : Direction Comptabilité, B.P. no 38, 92405 Courbevoie, sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure mentionnant le nom de l'offre ainsi que le nom et la date du journal où l'annonce a été publiée. Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à : M. PAGES Téléphone : 91-03-74. Bordeaux.

EURE UNE HEURE DE PARIS
Région touristique : AFFAIRE EXCEPT. Hôtel - Restaurant, jard. Tr. bon chiffre d'affaires. Poss. augment. crédit vendeur. TRAITE AVEC 250.000 F. Pas capable s'abstenir. 555-72-54.

Urgent. Cause départ. Cède société Prêt-à-porter féminin luxe, griffe connue, importante clientèle, beau local. Ecrire à REGIE-PRESSE no T 74.233, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

locaux commerciaux

VERSAILLES
Locaux commerciaux à louer dans centre commercial déjà existant. Bonne rentabilité. - SAVEG - 525-38-30.

A LOUER LOCAL COMMERCIAL (PRIX EXCEPTIONNELS)
BUREAUX ET MAGASINS
rez-de-chaussée, 425 m², 3, sente des Dorées, Paris-19e, 100 m. métro et périphérique, 10 lignes téléphoniq., parkings. Visite sur place. Téléph. 359-92-30 - 92-79 - 29-04 723-30-23.

usines

USINE A LOUER
reliée fer, terrain : 7.800 m2, 4.250 m2 ateliers - entrepôt, 1.000 m2 bureaux - salle, pr : ordinateur, bail 10 ans, téléph. 18 lign., 50 postes, accès cam., loyer annuel : 200.000 F H. T. Promesse de vente : Chauméry, 94, rue Saint-Lazare. - 874-22-98.

terrains

Entre côte Paradis et Portobello, Sardaigne, vds terrain 40 ha., tout ou partie, eau, électricité, vue mer. 4 F m². Ecr. SERRA, via Vincenzo, Monti no 9, Sassari. - Tél. 39-2-73.

pavillons

(60) Pavillon neuf PHENIX, séjour, 2 ch., ch. centr., cuis. équip., s. de bns, gar. Terrain 300 m2 clos plain-pd. IMPECCABLE. Affaire rare à saisir. Crédit C.D.E. 50.000 à reprendre. Px tot. : 150.000 F - 004-81-09.

propriétés

BOIS-LE-ROI Berge sur Seine
Vue magnif. Propriété + Terrain 2.300 m. 250.000 F. - 567-75-80.

VAL DE LOIR
72 km. Vendôme, cadre boisé dans bourg. R.-de-ch. : 4 p. ; 1er étg. : 4 p., atelier, grange, 4.000 m² PARC. Possibilité plus garage. Tt confort. 420.000 F. INDICATEUR VENDOMOIS 41-VENDOME. Tél. (39) 77-35-91.

VERNEUIL-SUR-AVRE (6 km.) 120 km. N.-O., 4.850 m² terrain, maison de caractère, 5 p. + cuisine, bs, nombr. dépendances, grange 160 m² au sol à amén., 325.000 F - 950-14-60.

CHANTILLY 6 km. Maison anc. caract., charme, s/1.800 m² verd. Vue except., gd sél. s/terrasse, 5 ch., nomb. sanit., gd cft, 250 m² hab., bel aménag., dépendances. 700.000. 727-84-74. Ag. s'abstenir.

100 km. Paris. OISE. 5 p. pr., tt conft, tél., greniers, 1.000 m² terrain. 130.000 F. - 326-83-33.

TOURAINE
Proposons choix TRES BELLES PROPRIETES à VENDRE. Prix de 1.000.000 F à 2.000.000 F. UFFI, 83 bis, av. de Grammont, 37000 TOURS. Tél. : 61-53-45.

PLEIN BESSIN, prop. av. centre
ENTRAINEMENT TROT
Habitation, 6 P. princip. tt cft., 10 boxes, hangar, piste sable parf. état, herbages attenants. 13 ha, libre. Me BAUDET notaire Bayeux. Tél. (16-31) 92-00-40.

villas

CABOURG VILLA 5 P.
chff. centr., tél., garage, confort EXCELLENT ETAT Grand jardin fleuri. prox. mer. 288-67-79 toute la journée ou (31) 91-11-79 de 17 h à 19 h.

ENGHIEN. Exceptionnel. Villa 200 m² habit., 1.000 m² jardin, 3' gare, calme, verdure. Prix 550.000 F - Tél. 989-31-74.

domaines

Urgent. Domaine 100 ha., Sud-Ouest, 70 ha. vignes et 30 ha. céréales. Plein rapport et forte rentabilité prouvée. Bâtiments, cave, matériel. Ecr. Jacques DIDIER, 3, rue Montjardin à NIMES. Tél. (66) 67-53-37.

A vendre, urgent, Ferme élevage 200 hectares, Bas-Limousin. DUDOGNON, B.P. 1, 16500 CONFOLENS.

manoirs

BEAU MANOIR
LOUIS XIII NORMAND près CONCHES 27
Excellent état, belles réceptions, 6 chbres, 2 sal. bains, dépend. Maison gardien. Parc. Bois et herbage. Contenance 9.50 ha. AFFAIRE EXCEPT. Exclusivité LEGAY 34, rue Thiers ROUEN Tél. (35) 71-77-28

viagers

LIBRE VALBONNE, Lux. Mas piscine, liv., 3 ch. Comptant : 800.000 F ou 250.000 F cpt + rente 4.000 F mens., 2 têt. 69 a.

LIBRE CANNES, Plage du Midi Stud. 45 m2, tt cft. Comptant : 25.000 F, rente 1.500 F/m. 2 têt. 71 ans. RONCEY, route de Nice, 06 VALBONNE. (15-93) 67-00-57.

ST-RAPHAEL, belle mais. sur 1.100 m2, 2 stud. + 2 app. + terr., mer à 100 m, verd. LIBRE. 130.000 cpt + rte 2 têt. 71-75 a. LODEL, 37, av. Foch, NICE. 80-69-84.

VILLIERS GD 4 P. 100 m2. Imm. p. de t. Rez-de-ch. s/verdure. Libre décès mais au plus tard 1983, 2 T. 83/69 a. 110.000 + 770. F. CRUZ 8, rue La Boétie 265-68-90

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudications

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 septembre 1975, à 14 h. en un lot
UNE MAISON
située à
VITRY-SUR-SEINE (94)
211, rue Gabriel-Péri
élevée en partie sur cave d'un rez-de-chaussée de quatre bureaux et d'un étage de trois bureaux d'une conten. cadastrale de 98 centiares.
MISE A PRIX : 90.000 FRANCS
S'adr. : 1) chez Me Roger ENNEQUIN, avocat à Paris-16e, 56, av. Georges-Mandel, tél. 727-75-23 ; 2) à tous avocats près les tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Bobigny, le mardi 16 septembre 1975, à 13 h. 30
UN LOGEMENT
d'une pièce, cuis., w.-c. comm., gren., cave, dans l'immeuble sis
à MONTREUIL (93)
36, rue Désiré-Préaux et 61 bis, rue Parmentier (à l'angle de ces deux voies)
MISE à PRIX : 22.000 FRANCS
S'adress. Me Marcel BRAZIER, avoc., 178, bd Haussmann, Paris-8e ; ts avoc. pr. les tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le lundi 29 septembre 1975, à 14 h.
APPARTEMENT A PARIS 15e
76, rue du Commerce
MISE à PRIX : 50.000 FRANCS
S'adresser à Me de SARIAC, avocat à Paris-8e, 34, rue de Bassano ; Me Jacques SCHMIDT, avocat à Paris-8e, 8, r. de l'Isly ; Me FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli ; Me BROQUISSE, notaire à Vanves.

A vendre, Palais de Justice d'Evreux, mercredi 17 septembre 1975, à 14 h.
FERMETTE
en cours de restauration
« LES BAUX-SAINTE-CROIX »
5 km d'Evreux. Séjour (grande cheminée, poutres), 3 chbres, s. de bns et s. d'eau, terrain 870 m2.
MISE A PRIX : 150 000 F
Sté civ. prof. d'avoc. MONTOUCHET, GARRAU, THIERY, THOREL, 75, r. de Pannette, Evreux. Tél. (32) 33-08-72.

VILLE DE ROUEN
Aménagement de la Place du Vieux-Marché
ADJUDICATION TERRAIN A BATIR
de 417 m2
avec obligation de construire immeuble à usage mixte, d'une superficie dans œuvre de 1.917 m2 environ.
MISE A PRIX : 500 000 F
L'adjudication aura lieu le lundi 8 septembre 1975, à 17 h., en l'Hôtel de Ville de ROUEN, par le ministère de Me THOUAULT, notaire ass. Pour tous renseign. et pour consulter cahier des charges, s'adr. à l'étude PIETTE et THOUAULT, 4, rue du Bac, Rouen. Tél. : 16-35-71-52-95.

VENTE au Palais de Justice de Paris, le jeudi 25 septembre 1975, à 14 h.
UN IMMEUBLE A USAGE INDUSTRIEL
Contenance : 2.366 m2
A AUBERVILLIERS (93)
14, rue Nicolas-Rayer et 11, rue du Chemin-Vert
Libre de location
MISE A PRIX : 700.000 FRANCS
S'adresser à Me de SARIAC, avocat, 34, rue de Bassano ; Mes FERRARI, LABRELY, syndics ; Me LEVET, administrateur judiciaire.

VENTE le 25 septembre 1975, à 14 heures
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE - 89000 AUXERRE
BELLE PROPRIÉTÉ A IRANCY (Yonne)
MISE A PRIX : 80 000 F — CONSIGN. : 10 000 F
RENSEIGNEMENTS : S.C.P. avocats DELORME-MAUROIS-ROBERT B.P. 257 - 89004 AUXERRE. Tél. (86) 52-53-00, poste 14 - TELEX : 80972.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de Corbeil-Essonnes, place de Salvandy, à Corbeil-Essonnes (91), LE MARDI 16 SEPTEMBRE 1975, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ
située 286, route de Corbeil, à
Ste GENEVIÈVE-des-BOIS (Essonne)
MISE à PRIX : 100.000 FRANCS
Consignation préalable pour enchérir
S'adr. pr renseign. à Mes TRUXILLO et AKOUN, avoc., 51, r. Champlouis, à Corbeil-Essonnes (496-30-26 et 496-14-18, de 14 à 16 h.) ; la S.C.P. BREMARD et JOUBERT, avoc., 4, bd A.-Briand, à Savigny-s.-Orge (905-37-78).

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le MARDI 23 SEPTEMBRE 1975, à 14 heures, EN UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ SISE A CLAMART (92)
Contenance : 3.548,67 m2
86, rue de Châtillon
MISE A PRIX : 120 000 F
S'adr. pour tous renseignements à Me RIBADEAU-DUMAS, avoc., 17, av. de Lamballe, Paris-16e, et à ts avocats à la Cour d'appel de Nanterre.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 septembre 1975, à 14 h. en un lot
UN APPARTEMENT à SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)
9, rue de Paris et 15, rue de l'Abbaye (entre ces deux voies) sis au 3e étage, Bât. A, Escal. B, comprenant : 4 pièces principales, 2 CAVES au rez-de-ch., BOX pr voitures au sous-sol, Parking ds le jardin.
MISE A PRIX : 140.000 F
S'adresser à : 1) Me Roger ENNEQUIN, avocat, 56, av. Georges-Mandel, à Paris-16e, tél. 727-75-23 ; 2) à tous avocats près les tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE sur saisie, au Palais de Justice à Corbeil-Essonne, place de Salvandy, le mardi 23 septembre 1975, à 14 heures
PROPR. A YERRES (91) 123, r. René-Coty, « Villa Marie-André » (anc. 105, rue de Villecresnes et 10, rue Sablière)
Comprenant : Maison habitat. élevée s. cave ; r.-de-ch. : cuis., s. à manger, salon ; 1er étage : 4 p., ch. lamb., atelier d'amateur, grenier. Jardin, garage.
Contenance totale : 1.304 m2
Cad. AH no 20
M. à P. : 180 000 F
Cons. pr. enchérir. S'adr. pour rens. : Me Y. du CHALARD, AVOCAT. T. : 088-14-84

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A Saint-Nazaire le plus grand pont à haubans du monde

LA LOIRE-ATLANTIQUE ENFIN RÉUNIE

Le pont de Saint-Nazaire, qui reliera les deux rives de l'estuaire de la Loire, sera mis en service dans la deuxième quinzaine d'octobre. Dès la fin de cette semaine, les travaux de construction devraient être achevés, les travaux de finition devant ensuite durer encore plus d'un mois.

« C'est le plus grand pont du monde », s'exclamaient les vacanciers du mois d'août, obligés de patienter deux heures avant de pouvoir embarquer sur le bac. Le pont de Saint-Nazaire, qui s'étire là-bas, un peu plus loin en amont, aurait dû leur épargner une aussi longue attente. Mais l'ouverture, prévue le 15 août, a dû être retardée : aujourd'hui, un trou de 2 mètres, visible à l'œil nu, sépare encore les deux morceaux de la travée médiane.

Immense « S » de béton serpentant au-dessus de l'estuaire, le pont paraît redessiner le paysage des rives de la Loire, entre les zones marécageuses, au sud, et les installations portuaires, au nord. Les grues des chantiers de Penhouët et les cheminées des raffineries de Donges s'effacent devant les pylônes rouges et blancs en acier de 68 mètres de haut, sur lesquels prennent appui les soixante-douze câbles d'acier de 10 centimètres de diamètre qui soutiennent l'ouvrage. Là-haut, sur la passerelle de bois qui assure déjà la jonction entre les deux tronçons, la vue s'étend jusqu'à la pointe Saint-Gildas. Soixante mètres plus bas, au fil de l'eau, une barque semble se perdre entre les deux piles centrales qui servent de fondement au pont. Le tirant d'eau à marée haute permettra le passage des pétroliers de 250 000 tonnes remontant jusqu'à Donges.

Une fois achevé, l'ouvrage sera le plus long jamais construit en France. Avec ses 3 656 mètres de développement, viaducs d'accès compris, il se classera, en Europe, au troisième rang après le viaduc suédois de l'île d'Oland (6 060 mètres) et le pont néerlandais d'Oostercheide sur l'Escaut (5 022 mètres). Mieux, son tablier métallique central de 720 mètres de portée en fera le plus grand pont à haubans du monde, record jusqu'ici détenu par celui de Hambourg (1).

260 millions de francs

Mais l'intérêt de ce pont ne se mesure pas aux records battus. Nouvelle voie de passage sur la Loire, il assurera, en effet, une liaison routière directe entre la Bretagne et la Vendée, et rendra plus aisé le trafic touristique entre la côte d'Amour et la côte de Jade. Sur le plan régional, surtout, il réunira la région de Saint-Nazaire, industrielle et dynamique, au pays de Retz, rural et conservateur. Les échanges humains et commerciaux seront multipliés, facilitant les retombées du développement économique au nord sur la rive gauche du fleuve. Tout porte à croire que le « triangle » Pornic-Paimbœuf-Saint-Brévin tirera grand bénéfice d'un lien plus étroit avec la sous-préfecture. Pourtant, depuis la guerre, l'affaire est l'objet de séances animées du conseil général de la Loire-Atlantique.

Longtemps, en effet, se sont opposés les partisans du pont, regroupés autour de M. Albert Chassagne (rép. ind.), ancien conseiller général et maire de Paimbœuf, décédé en 1972, et ses détracteurs, dont le chef de file était M. Abel Durand (ind.), alors président du conseil général et sénateur de Nantes. Pour les uns, il fallait promouvoir le développement de la partie méridionale du département, en rendant plus commode le franchissement de la voie d'eau. Pour les autres, les « Nantais », il fallait éviter l'apparition d'un axe routier concurrent sur la Loire, à l'ouest de la préfecture. Rivalité fort ancienne, qui trouvait son origine dans le déclin progressif du port de Nantes par rapport à celui de Saint-Nazaire, à partir du dix-neuvième siècle.

Malgré le recul progressif des opposants, de délicats problèmes techniques et financiers devaient être réglés avant de pouvoir réaliser l'opération. Or, le gouvernement trouvait la dépense trop élevée pour un ouvrage d'intérêt essentiellement local. Les crédits demandés ne furent donc pas inscrits au VI[e] Plan. Le conseil général n'avait plus qu'un choix : l'autofinancement. Le 6 novembre 1971, il lança un appel d'offres qui aboutit finalement à la signature d'un traité de concession, le 24 septembre 1971, avec la Société anonyme d'économie mixte du pont de Saint-Nazaire - Saint-Brévin, dont le président actuel est M. Pierre Weill.

La société, dont le capital est à majorité privé (2), est chargée de l'exploitation du pont pendant trente-cinq ans, moyennant une subvention annuelle du département et sa garantie sur toutes les opérations d'emprunt destinées à couvrir les frais de construction. Le coût du pont est aujourd'hui estimé à 260 millions de francs, auxquels il convient d'ajouter les 130 millions de francs dépensés pour aménager les dégagements routiers qui sont pris en charge, à raison de 60 %, par l'Etat.

De tels investissements doivent être rapidement amortis. Le pont sera donc payant, et les usagers risquent de payer cher le prix de la modernisation. Six cents travailleurs et écoliers empruntent le bac, chaque matin, pour se rendre à Saint-Nazaire. Ils bénéficient d'un tarif avantageux : 0,80 F pour l'aller-retour avec un vélomoteur ; 10,40 F pour le passage d'une petite voiture. Sur le pont, ils devront respectivement payer 2 F et 23 F. La direction de la S.A.E.M. pense néanmoins pouvoir instituer un système de carte hebdomadaire. Les municipalités concernées, de leur côté, envisagent l'ouverture d'un service de transports en commun qui, de Mindin, desservirait les chantiers navals, les ateliers de la SNIA et la ville de Saint-Nazaire à un prix raisonnable pour les habitants de la rive gauche.

Mais les syndicats du département ont déjà fait de la gratuité du pont un cheval de bataille pour la rentrée sociale. La C.G.T. et la C.F.D.T., favorables à une gratuité totale pour tous, entendent bien manifester leur opposition au péage, lors de l'inauguration. Elles en profiteront pour souligner que l'ouvrage ne réglera pas le grave sous-emploi du département (le taux de chômage atteint 6,4 %) et pour rappeler que les revendications des ouvriers du pont, qui ont fait grève plus de trois mois, entre avril et juillet derniers, n'ont toujours pas été satisfaites. Ils réclament une garantie d'emploi et le maintien des avantages acquis lorsqu'ils seront appelés sur un autre chantier.

La direction de la C.F.E.M. (Compagnie française d'entreprises métalliques) maître d'œuvre de l'ouvrage, la S.G.E. (Société générale d'entreprises) construisant les viaducs d'accès, trouve là l'explication du retard dans la réalisation des travaux. Le pont ne sera ouvert au public que dans la première quinzaine d'octobre, quand la « clef » (dernière pièce métallique joignant les deux éléments du pont) sera posée et les travaux de finition achevés. Les véhicules de toute catégorie pourront alors traverser la Loire, à la vitesse maximale de 80 kilomètres à l'heure. Des déflecteurs de vent, installés le long du tablier central, devraient éviter les vibrations les jours de tempête. Cyclistes et piétons seront néanmoins invités à la prudence.

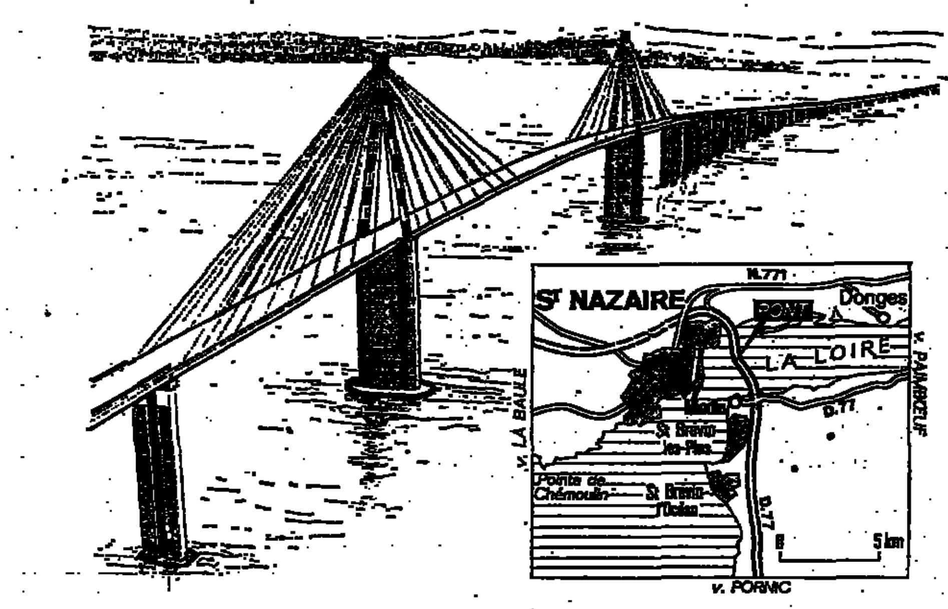
Sitôt le pont ouvert, les bacs cesseront de fonctionner. Deux d'entre eux, le *Saint-Brévin* et le *Saint-Gildas*, sont déjà vendus, depuis le 1[er] janvier 1975, à la compagnie exploitant le bac de l'île de Ré. Le troisième le *Duchesse Anne*, n'a pas encore trouvé acquéreur. Mis à part une ou deux exceptions, il ne devrait pas y avoir de problèmes de reclassement pour le personnel. Une fois les installations d'embarquement démontées, un port de plaisance pourrait être construit, du côté de Mindin. Toute trace du bac, dont la première traversée remonte à 1863, aura alors disparu.

Le pont tiendra-t-il ses promesses ? Certains élus locaux ne sont toujours pas persuadés de la rentabilité de l'opération pour le département. L'augmentation du trafic sera, certes, considérable : cinq cent soixante mille véhicules par an, contre quatre cent mille aujourd'hui par le bac, assurant vraisemblablement la rentabilité sur le plan financier. De même, à l'instar de Tancarville, le pont attirera de nombreux touristes venus admirer l'œuvre d'art. Mais l'industrialisation du pays de Retz reste encore hypothétique. Quelques petites entreprises existent déjà. Des projets sont à l'étude pour implanter des usines de sous-traitance de la SNIA ou des chantiers navals. Des avantages seront accordés aux industriels désireux de s'installer. Mais ces efforts seront-ils suivis d'effets, à un moment où les grandes orientations du VII[e] Plan misent sur un développement, pour une large part, touristique de la région ?

Une telle question ne troublait guère l'esprit des estivants bloqués sur l'embarcadère, le 15 août. Pour eux qui regardaient le pont inachevé, une seule vérité comptait : « L'année prochaine, on n'attendrait plus si longtemps. »

Ils ne se doutaient pas que, lors d'une réunion de travail, en juillet à La Roche-sur-Yon, les élus de la région avaient fait part de leurs inquiétudes à M. Galley, ministre de l'équipement, venu leur rendre visite. Constatant l'encombrement croissant des routes de Vendée en été, ils demandaient quelles mesures étaient envisagées pour résorber le trafic supplémentaire occasionné par la mise en service du pont. Ils ne reçurent aucune réponse.

DENIS PINGAUD.



(1) Un pont à haubans contrairement au pont suspendu, n'est pas relié par câbles à des piliers de soutien sur les rives. Ce sont les deux pylônes centraux qui supportent toute la charge des véhicules.

(2) Le capital est réparti comme suit : 52 % privé (dont S.G.E. 20 %, C.F.E.M. 11 %) et 48 % public (dont département 29 %, ville de Saint-Nazaire 12 %).

Faits et projets

Circulation

● LIAISON RAPIDE ENTRE CERGY-PONTOISE ET NANTERRE. — La ville nouvelle de Cergy-Pontoise est désormais reliée à Nanterre (Hauts-de-Seine) par une série de voies rapides et de portions d'autoroutes : A 15 (Paris-Le Havre), RN 14, portée à quatre voies, N 311, A 86 et la voie rapide G 14. Les deux principaux carrefours situés sur les nationales sont équipés d'autoponts : Patte-d'Oie d'Herblay et rond-point de Besons.

Ce n'est qu'à la fin de 1976 que la ville nouvelle sera complètement reliée à La Défense par autoroute.

Environnement

PLUS DE POUSSIÈRE AU CREUSOT

Les fours électriques des Aciéries du Breuil, près du Creusot (Saône-et-Loire), vont être équipés de systèmes de dépoussiérage, indique le ministère de la qualité de la vie. La société Creusot-Loire va commander un premier filtre ce mois-ci et deux autres en 1976, pour la somme de 15 millions de francs.

D'autre part, les rejets de fluor et de molybdène ont pu être réduits depuis juin, grâce à un nouveau mode de chargement des fours. Enfin, un accord d'entreprise semblable à celui qui a été signé avec Pechiney est en préparation.

Région parisienne

● CONTROVERSE AUTOUR DE L'HOPITAL DU CHESNAY. — M. Maurice Cointe, maire du Chesnay, continue de se battre contre l'administration pour obtenir des garanties sur la hauteur des futurs bâtiments de l'hôpital intercommunal de cinq cent quatre-vingts lits prévu sur le territoire de sa commune. Il souhaite également signer une convention en bonne et due forme sur l'ouverture au public de 11 hectares du parc du futur hôpital (*le Monde* du 19 juillet). Dans ce but, il vient de refuser le dépôt en mairie du dossier d'enquête d'utilité publique préalable à l'acquisition de deux terrains nécessaires pour la construction de l'établissement.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR L'EMPLOI

APRÈS SIX MOIS DE CONFLIT

Un nouveau plan de relance de Teppaz est à l'étude

La préfecture du Rhône vient de confier à un consultant indépendant, M. Claude Peyrot, une mission d'étude en vue de la relance de l'usine Teppaz (construction électro-acoustique), à Craponne, près de Lyon. Après le dépôt de bilan de l'entreprise en décembre dernier et le licenciement collectif des deux cent vingt-huit salariés, une majorité du personnel décidait d'occuper l'usine le 18 mars et, un mois plus tard, reprenait la production afin d'effectuer des « ventes sauvages ». Malgré une ordonnance du tribunal des référés de Lyon en date du 26 juillet, l'usine n'a toujours pas été évacuée ; une cinquantaine de salariés continuent à l'occuper et à produire.

Un premier projet de solution de relance, sous forme de coopérative ouvrière, avait été présenté par le syndicat F.O. de l'entreprise et avait obtenu l'appui des pouvoirs publics ; mais la C.F.D.T., majoritaire dans l'établissement, s'y était opposée, estimant qu'il n'était pas assez ambitieux puisqu'il ne prévoyait que le maintien de cent dix emplois (*le Monde* du 13 juin).

La mission dont a été chargé par lettre du préfet en date du 27 août, M. Peyrot doit déboucher sur le choix d'options financières et juridiques propres à assurer la remise en route de l'entreprise sur des bases économiquement solides et qui puissent avoir l'accord de toutes les parties intéressées. Aucune formule, même celle de la coopérative, ne paraît, a priori, écartée.

Le tribunal de commerce pourrait surseoir à la mise en liquidation de l'entreprise prévue en septembre, dans l'attente de connaître les conclusions de la mission de M. Peyrot, vraisemblablement début octobre.

Les syndicats accentuent leurs pressions pour obtenir des négociations sur les retraites et la durée du travail

Les confédérations syndicales accentuent leurs pressions sur le patronat et le gouvernement pour que s'engagent rapidement des négociations sur la réduction de la durée du travail (retour aux quarante heures sans perte de salaire) et l'abaissement de l'âge de la retraite. Sur ce deuxième thème, les points de vue des syndicats ne sont pas identiques.

La C.G.T. et la C.F.D.T., dans deux lettres communes adressées respectivement au président du C.N.P.F. et au premier ministre, rappellent leur revendication d'une retraite complète à soixante ans avec 75 % du salaire effectif. Les deux centrales proposent d'élargir la réunion prévue le 9 septembre avec le C.N.P.F. sur les retraites complémentaires au thème général des retraites. Elles insistent, en se fondant sur l'aggravation de la crise de l'emploi, pour que le premier ministre décide parallèlement l'ouverture de négociations au plan gouvernemental.

Sur le fond, M. André Bergeron rejoint, dans une interview à France-Inter, la même préoccupation mais parle seulement d'aménagement de l'âge de la retraite, sans autre précision. Par ailleurs, il reste fidèle à la formule privilégiée pour F.O. de négociation paritaire avec le seul C.N.P.F.

La position prise par M. Charpentié, président de la C.G.C., lors d'une conférence de presse le 2 septembre, procède des deux approches. La C.G.C., comme la C.G.T. et la C.F.D.T., fait appel au gouvernement autant qu'au patronat mais, sur le fond, fait preuve d'une attitude relativement prudente. Elle parle de *« possibilités de départ en retraite entre soixante et soixante-cinq ans avec des ressources intermédiaires entre celles de pleine activité et de retraite »*.

Pour le gouvernement, il n'est pas question d'une négociation sur l'abaissement de l'âge de la retraite mais d'une concertation avec les partenaires sociaux, qui pourrait être amorcée dans les prochains jours. En revanche, les pouvoirs publics sont favorables à une négociation patronat-syndicats sur la durée hebdomadaire du travail, en particulier sur un abaissement des maxima horaires autorisés.

● *Après plusieurs débrayages chez Christofle*, ainsi que diverses manifestations organisées par les syndicats — notamment le blocage d'un bac sur la Seine (*le Monde* du 21 août), — les six cents salariés de l'usine d'orfèvrerie de Yainville (Seine-Maritime) viennent, selon la C.G.T., d'*« imposer un sévère recul à la direction »*. Celle-ci a annulé, le 1[er] septembre, les cent vingt-cinq licenciements prévus.

Nouvel épisode de l'affaire Fleurence

LE COMPTABLE DES ACIÉRIES DU FOREZ N'A PU REPRENDRE SON TRAVAIL

Saint-Etienne. — M. Pierre Fleurence, le comptable qui, après sept années de procédure devant neuf juridictions, avait été successivement réintégré trois heures, puis à nouveau licencié par son employeur, la société des Aciéries du Forez (« le Monde » du 20 août), s'est présenté à son poste le lundi 1[er] septembre, au retour des congés. Il a été aussitôt éconduit, ainsi que prévu, par le P.-D.G. de l'entreprise, M. Bosc. Il n'y a plus à présent que six salariés à la société des Aciéries du Forez, donc plus de comité d'entreprise ni de section syndicale, et M. Fleurence, selon la direction, ne peut arguer désormais d'aucune protection légale de représentant C.F.D.T. Pour les syndicats, il s'agit là d'un artifice, car M. Bosc est aussi le gérant de la Société d'exploitation d'usines Loire-Métallurgie, et les deux sociétés ne constituent en fait qu'une seule entité économique. La C.F.D.T. fait remarquer que « l'inspecteur du travail a refusé le nouveau licenciement de Pierre Fleurence et dressé procès-verbal à l'encontre des Aciéries du Forez pour défaut de réintégration et licenciement irrégulier de délégué ».

En Italie

LES OUVRIERS D'ALFA-ROMEO REFUSENT D'ACCEPTER LEUR MISE EN CHOMAGE PARTIEL

(De notre correspondant.)

Rome. — La direction d'Alfa-Romeo ne peut se plaindre ces jours-ci de l'absentéisme, une des plaies de l'industrie italienne. Alors qu'elle avait décidé de prolonger d'une semaine les vacances de ses ouvriers, en inscrivant quinze mille d'entre eux à la caisse de chômage partiel, elle a eu la mauvaise surprise de les voir à leur poste de travail, dès lundi 1[er] septembre. La moitié de ces vacanciers forcés (90 % selon les syndicats) refusent, en effet, les ralentissements de la production décidés de manière « unilatérale et non justifiée » par la direction. Celle-ci a aussitôt réagi en déclarant les usines « occupées ».

Le conflit — qui ne touche pas les établissements d'Alfa-Sud situés près de Naples, mais uniquement ceux d'Arèse et ceux près de Milan — compromet l'accord Portello, conclu le 12 décembre 1974, entre les syndicats et la direction de la firme automobile. Il prévoyait une gestion commune par le moyen de consultations périodiques. Le pacte a été respecté de part et d'autre pendant huit mois. Le stock de véhicules invendus est ainsi passé de quarante-trois mille (en décembre) à vingt-deux mille (en juillet).

Les syndicats ne veulent pas céder chez Alfa-Romeo — le plus grand complexe industriel milanais — alors que des bruits alarmants courent chez Pirelli, l'autre géant de la capitale lombarde, dont 40 % du personnel est occupé à temps partiel. — R. S.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES MESURES DE RELANCE ET DE RESTRICTION DES GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX FACE A LA CRISE

EN FRANCE

L'ENJEU

(Suite de la première page.)

La crise économique ne peut u'accentuer cette contestation e la démocratie et de notre ociété de liberté. Or cette crise st grave, parce que d'accalmies n rebondissements elle risque de 'accentuer encore. Les changes lottants portent à la contraction les courants internationaux, donc la baisse de la production, et de e fait au chômage. Avec la nécesité d'exporter, une compétition charnée s'est ouverte sur les narchés. Dumping et protectionisme apparaissent à visage découvert. La guerre économique est éclarée.

Même si le fond de la crise ient à l'inflation mondiale, son igne apparent est le chômage, ue les Français ressentent à juste itre comme le mal majeur dont intensité est près d'atteindre le euil de l'intolérable. Du chômage, tout est à craindre ; sous ses rayons délétères, on sait quels monstres peuvent éclore et il n'est pas besoin de remonter bien loin dans le cauchemar de nos souvenirs pour nous rappeler que celui qui maîtrise le chômage est maître du pays. Le chômage est tragique en ce qu'il peut atteindre la légitimité du pouvoir.

Il porte aussi à s'interroger sur notre société. Comment n'être pas tentés de dénoncer le capitalisme à travers un système monétaire dont la dégradation entraîne de tels troubles ? Comment ne pas s'interroger sur un système économique qui se reconnaît par essence sujet aux crises, même si elles ne sont que transitoires ? Comment, devant les courbes croissantes des demandes d'emploi, ne pas être séduits par le chant des sirènes marxistes qui nous appellent vers ces rivages où l'on aurait, paraît-il, réglé à jamais le drame du chômage ?

La liberté

A travers la crise économique t dans la recherche tâtonnante e son règlement, à travers l'anoissante interrogation de l'humaité du XXe siècle sur elle-même, enjeu est vital. Nous ne sommes as de ceux qui rêvent que deain sera comme hier ; et pour ue le pays retrouve expansion t plein emploi, nous acceptons s solutions les plus avancées. Mais en cherchant à réduire le nal, il ne faut pas se détruire. Sur la liberté, nous ne transigeons as. Nous ne la laisserons ni brier ni dénaturer.

La liberté est d'abord politique. Elle implique la reconnaissance t la garantie de libertés que ceraains qualifient de formelles, mais que nous tenons pour fondamenales. Même si elles ne répondent pas à toutes les aspirations des hommes de notre temps, ce n'est pas en bridant ces libertés qu'on progressera vers une société plus juste. Il n'est point de liberté sans le droit d'aller et venir, de s'associer, de se réunir. Il n'est point de liberté sans le droit de s'exprimer, et cette liberté serait illusoire si les moyens de transcrire et de diffuser sa pensée étaient contrôlés pour des motifs idéologiques ou autres par l'Etat ou quelque organisation que ce soit. Si l'objection selon laquelle les moyens financiers peuvent constituer une limitation à la liberté d'expression mérite examen, elle ne saurait en tout cas être retenue comme une bonne raison pour y substituer d'autres entraves. Dans le même esprit, nous exigeons le maintien du pluralisme syndical; nous rappelons le droit pour tout travailleur d'adhérer au syndicat de son choix; nous proclamons le droit pour les travailleurs de désigner qui bon leur semble pour les représenter et défendre leurs intérêts. Le droit de faire grève, que nous tenons pour une liberté fondamentale, a comme contrepartie la liberté pour chacun de travailler s'il le souhaite. Qu'on doive rappeler de telles vérités montre à quel point la liberté est insidieusement et en permanence contestée

Au plan des institutions, la liberté, c'est la démocratie. De même que sans libertés formelles il n'est pas de liberté, faute de certaines formes on n'a qu'une caricature de démocratie. Dès qu'on délaisse la règle d'or du suffrage universel avec libre campagne électorale et affrontement entre majorité et opposition, l'on est hors jeu. Pour autant, nous n'éludons pas la nécessaire participation. Nos contemporains n'acceptent plus désormais de déléguer leur souveraineté pour une période assez longue, quitte à sanctionner globalement la gestion des élus en fin de mandat. C'est chaque jour, c'est sur chaque question touchant à la vie de la collectivité que la population se manifeste. Toutefois le bon usage de ce droit nouveau n'est pas encore policé. Comment distinguer les groupes d'intérêts des courants d'opinion, et qui donc en fin de compte tranchera ? Il sera nécessaire d'organiser la participation cas par cas et de marquer que, une fois effectuées les consultations dans les formes que la loi aura fixées, ce sont les autorités issues du suffrage universel, gouvernement ou Parlement au plan national, maires dans les villes, qui doivent avoir le dernier mot.

Sur la liberté économique, la réponse est moins immédiate, et forcément plus nuancée. Nous, gaullistes, nous ne sommes pas les champions inconditionnels du libéralisme. Nous croyons à la nécessaire intervention de l'Etat dans le jeu des forces économiques pour mener une grande politique nationale. Le Plan est une idée gaulliste ainsi que l'aménagement du territoire. Quant à notre doctrine face aux nationalisations, elle est tout empirique: si nationaliser est la meilleure formule pour développer une activité indispensable au pays ou éviter une mainmise étrangère, nous y souscrivons.

Cette attitude nous permet d'aborder sans complexes la discussion face aux adversaires. Dans les difficultés présentes, nous osons rappeler que le système économique que connaît la France depuis la libération, régime libéral avec un important secteur public et un rôle déterminant de l'Etat, aura permis d'élever le niveau de vie de tous les Français dans des proportions considérables, même si les satisfactions obtenues ont tendance à s'estomper dans les esprits au profit des besoins nouveaux. Ce système a su assurer à nos concitoyens un régime de protection sociale qui les met, dans l'adversité, à l'abri du besoin. Sous notre régime, quoi qu'on dise, au cours de ces dernières années l'égalité des chances a progressé avec l'implantation de collèges dans les campagnes; la multicipation des universités, l'institution de la formation continue. Les riches sont devenus moins riches et les pauvres moins pauvres.

Affirmons-le tranquillement en refusant d'être les bourreaux de nous-mêmes et montrons que la tentation de tout condamner ouvre les portes du malheur. Ne nous plaçons pas sur le terrain des adversaires et de leurs fausses solutions. Lorsque les communistes se vantent de n'avoir plus de chômeurs dans les pays qu'ils dominent, il faut répondre que cette apparente victoire est chèrement payée : baisse de productivité et du niveau de vie, gaspillage de ressources et de temps, politique autoritaire de la main-d'œuvre que nous n'accepterions pas en France. Gardons-nous de singer de tels régimes : ils ne peuvent qu'être pris en bloc avec leurs maigres avantages et leurs pesantes contraintes. Nous tenons la confusion entre le pouvoir politique et la puissance économique pour une source de tyrannie. Sans nous opposer à l'extension, le cas échéant, du secteur nationalisé, nous considérons donc qu'il faut maintenir un secteur privé. La liberté d'entreprendre est en vérité l'une des libertés fondamentales et un élément du bonheur des hommes, de ceux qui entreprennent comme de ceux qui bénéficient de leurs initiatives.

Il va de soi néanmoins que ce qui a déjà été accompli sous nos lois doit être amélioré encore. Il faut aller vers toujours plus d'égalité dans les conditions sociales et dans les possibilités d'améliorer sa condition. Ainsi, sommes-nous d'accord sur le principe d'une taxation des plus-values, sans paralyser la volonté d'entreprendre. Ainsi estimons-nous que les successions modestes en ligne directe doivent être davantage exonérées avec, en compensation, une plus lourde imposition des héritages importants. Nous pensons que par des mesures appropriées, qui ne sont pas seulement fiscales, doit être resserré l'éventail des revenus, qu'ils proviennent du travail, de l'activité professionnelle ou du capital. Nous rappelons aussi, et à cet égard nos actes témoignent pour nos intentions, que le développement des équipements collectifs est le plus judicieux moyen de transfert des revenus.

Nous voulons une société juste mais nous ne voulons pas une société d'uniformité, c'est-à-dire finalement de contrainte. Nous entendons que la nécessaire tendance à l'égalité n'exclue pas la juste rémunération du travail mieux fait, du risque assumé, du talent déployé.

* * *

A travers les millénaires, l'histoire de l'homme aura été longtemps l'histoire de sa répression ; le temps du libéralisme ne couvre encore qu'une brève période de l'humanité. Dans l'histoire des nations, la démocratie est tard venue, et voici déjà que dépérit cette plante fragile. Une si courte habitude de la liberté et les difficultés de son exercice expliquent que revienne si forte la tentation d'autre chose et que soit si facile à trouver l'excuse à la tyrannie. Et pourtant, en France, liberté et démocratie peuvent se sauver au prix d'une certaine rigueur et d'une volonté de mouvement. N'est-ce pas Jean-Jacques Rousseau qui rapporte que dans les prisons de Gênes, sur les anneaux fixés dans la muraille et auxquels on attachait les prisonniers, un mot était gravé « Libertas », voulant signifier par là qu'il n'est point de liberté sans contrainte ? Si l'Etat dépérissait il n'y aurait plus de liberté en France ; et pas davantage si la nation n'allait résolument de l'avant. C'est pourquoi nous conjurons les Français de maintenir les institutions qui ont donné à notre République « figure de gouvernement » ; c'est pourquoi nous engageons les Français à souscrire de nouveau à la grande ambition de la France indépendante ; c'est pourquoi nous proposons aux Français de conclure le pacte audacieux du progrès dans la France en marche. Alors l'effort commun et la fierté de poursuivre un grand dessein balaieront les incertitudes et les tentations et nous donneront le courage d'affronter l'aventure de la liberté.

YVES GUÉNA.

Au Japon

M. ‹ Austérité › change de cap

(Suite de la première page.)

Le calme gouvernemental n'est qu'apparent. Il cache une grande peur : celle d'une réaction en chaîne. C'est cela, beaucoup plus que les clameurs des milieux d'affaires, qui a déterminé la volte-face de M. Fukuda. Le vice-premier ministre persiste à redouter l'inflation, mais il n'a plus le choix : le taux annuel de hausse des prix a été ramené à 10 % ; en juillet, l'indice du coût de la vie n'a augmenté que de 0,2 % par rapport à juin. Mais l'économie continue de stagner. Une entreprise sur quatre cotées à la Bourse de Tokyo annoncera un déficit en septembre. Il y a — officiellement — un million de chômeurs.

Le plan de relance, qui sera annoncé le 10 septembre, va diviser profondément le gouvernement japonais. Le danger d'un redémarrage de l'inflation en même temps que de l'activité économique demeure en effet très réel. Ces mesures seraient de deux ordres : assouplissement de la politique monétaire et mesures budgétaires.

● La première est un fait pratiquement acquis : la Banque du Japon a laissé entendre qu'une quatrième réduction du taux de l'escompte — actuellement à 7,5 % — sera prochainement décidée. Les normes de progression des crédits bancaires — généralement limitées à 10 % par rapport à l'année précédente — sont abolies. Le taux des réserves obligatoires des banques — en moyenne 1,8 % des dépôts — déposées à la Banque du Japon va être vraisemblablement réduit.

● Le volet monétaire du plan de relance, qui sera soumis à la Diète pendant la session de septembre, est davantage sujet à controverse, car il contient une menace très précise d'inflation. Le financement du déficit fiscal de 1975, entraîné notamment par le programme de travaux publics, doit en effet être effectué par l'émission de bons du gouvernement. Les banques qui absorberont ces bons risquent fort de se « refinancer » auprès de la Banque centrale, ce qui aboutirait finalement à une opération de création monétaire.

Le rendement des impôts cette année a été fortement affecté par la récession : les rentrées d'impôt sur les sociétés notamment ont baissé de 38 %. Le déficit de l'année fiscale — se terminant fin mars prochain — est estimé à 3 000 milliards de yens, soit 44 milliards de francs.

C'est aussi par émission de bons d'Etat que le gouvernement se propose de trouver les fonds nécessaires au programme de travaux publics, dont l'ampleur va faire l'objet d'une lutte serrée entre le ministre des finances et la Banque centrale d'une part, le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) soutenu par les grandes entreprises du Keidanren (patronat) et une grande partie du parti libéral démocrate au pouvoir, d'autre part.

M. Ohira voudrait limiter ce programme à 1 000 milliards de yens, soit environ 14 milliards de francs. Mais le MITI et le patronat veulent 3 000 milliards de yens (42 milliards de francs) afin d'assurer une croissance du produit national brut de 2 % cette année. Au premier trimestre fiscal (avril-septembre), le P.N.B. a complètement stagné. Qui l'emportera ?

(Intérim.)

En Allemagne fédérale

Le programme d'austérité de M. Schmidt est « anti-social » pour les syndicats « insuffisant » pour le patronat

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Schmidt a plaidé avec un succès inégal, le 2 septembre, le dossier des économies budgétaires devant les instances dirigeantes du parti et du groupe parlementaire sociaux-démocrates, puis de la centrale syndicale D.G.B. Les responsables du S.P.D. ont approuvé la politique du gouvernement fédéral d'une manière quelque peu ostentatoire, qui doit faire oublier les déclarations discordantes entendues les jours derniers.

Alors que l'opposition chrétienne-démocrate s'est donné une semaine de réflexion pour répondre aux propositions gouvernementales, le patronat estime que les économies sont « insuffisantes », mais regrette que des allégements fiscaux en faveur des entreprises n'aient pas été annoncés tout de suite. Les syndicats, pour leur part, ont, dans un premier temps, estimé que le programme était « antisocial ». Il est vrai que les mesures adoptées pour assainir les finances publiques toucheront plus durement les salariés à revenus faibles que les travailleurs indépendants ou les entreprises. L'augmentation de la cotisation chômage coûtera l'année prochaine 1,9 milliard de marks aux salariés. La hausse des impôts indirects, la suppression de certains avantages sociaux, ne vont pas précisément dans le sens d'une plus grande justice.

Ce que le chancelier Schmidt a appelé par euphémisme « *une petite pause dans les réformes coûteuses* » constitue, en fait, une remise en cause de transferts sociaux accordés au cours des premières années de la coalition libéral-socialiste. Il ne s'agit pas seulement, comme le laisse entendre le gouvernement, de « *couper quelques mauvaises herbes* ». Sans doute quelques indemnités diverses, consenties dans la fonction publique, seront-elles supprimées. « *L'abolition des privilèges* », réels ou supposés, des fonctionnaires est toujours une mesure populaire chez les autres salariés.

Mais la liste des économies frappant l'ensemble de la population ouest-allemande est impressionnante : diminution des crédits alloués à la formation professionnelle des adultes, des subventions pour la construction d'hôpitaux et des primes à l'épargne-logement, gel des allocations-logement pendant plusieurs années au niveau de 1975... M. Schmidt « *se réjouit en tant que social-démocrate, que le système de sécurité sociale n'ait pas été entamé* ». Mais on chercherait en vain dans le programme gouvernemental une satisfaction — fût-elle de principe — accordée aux syndicats.

Pour le D.G.B. cependant, le gouvernement a eu le courage de prendre, dès maintenant, les mesures qui « *se seraient tôt ou tard imposées* ». Le chancelier Schmidt compte sur ses bonnes relations avec les dirigeants de la centrale syndicale, dont il a d'ailleurs peuplé son gouvernement, pour circonscrire la grogne éventuelle des salariés à des manifestations d'humeur sans conséquence. Il lui sera certainement plus difficile d'emporter l'adhésion de la base des syndicats et du parti social-démocrate, bien que M. Vetter, président du D.G.B., ait déclaré que les syndicats s'étaient toujours montrés « *raisonnables et responsables* ».

DANIEL VERNET.

CHOMEURS DE TOUS LES PAYS...

(Suite de la première page.)

Première constatation : la rance n'a pas le privilège de cette ntropie, caractérisée par l'incaacité de nos systèmes à garantir : plein emploi des hommes. Parout grossit l'« armée de réserve » es travailleurs et sa composition st à dominante de jeunes. Aux tats-Unis, sur 100 chômeurs, 55 vaient moins de vingt-quatre ans n 1973 (contre 30 en 1958), et la roportion a dû encore un peu ugmenter depuis la dernière omputation (1). Par rapport à ne moyenne nationale de chômage égale à 100, l'indice des ans-emploi de vingt-quatre ans st de 250.

Même vague de fond en Europe e l'Ouest où, selon les services e la Commission du Marché commun (2) en 1974, le chômage total a augmenté de 32 %, alors que le chômage des jeunes de quinze à vingt-cinq ans croissait de 49 % avec des pointes de 400 % au Danemark et de 200 % en Allemagne. En France 45 % des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans.

On a bien conscience partout que ce phénomène est d'une ampleur telle que la « reprise » (en tout cas ses premières phases) n'aura qu'un effet réduit sur ce contingent de sans-travail. Le sous-emploi des personnes qui ont conservé leur « job » est élevé aux Etats-Unis comme en Europe. Selon les calculs de l'O.C.D.E. (3), aux Etats-Unis 4 % de la population active était employée involontairement à temps partiel et en Allemagne ce chiffre était dépassé au premier trimestre de 1975. L'apport de main-d'œuvre nécessaire à la relance de l'activité sera fourni d'abord par ces chômeurs partiels.

On ne s'étonnera donc pas du pessimisme des experts de l'O.C.D.E. qui ont calculé pour les Etats-Unis que toutes choses égales par ailleurs, « le taux de chômage pourrait être ramené d'un maximum d'environ 9,5 % vers la fin de 1975 aux alentours de 9 % au milieu de 1976 ».

Pour la France, ils notent : « L'emploi ne paraissant pas devoir se redresser avant le milieu de 1976, le taux de chômage continuera d'augmenter au cours des douze prochains mois. »

Même si l'économie avançait « à toute vapeur » (par exemple avec un taux de croissance de 8 % par an), elle ne pourrait plus aujourd'hui assurer ce qu'il était convenu d'appeler il y a quelques années le plein emploi.

Malgré un rythme d'expansion très soutenu de 1968 à 1974 (moyenne de 6 % l'an) le chômage a *augmenté* en France, entre ces deux années de référence, de 24 %. Poruquoi ?

Les experts de l'INSEE ont mis en avant plusieurs explications dans une série d'études récemment publiées (4) qui ont le mérite, séries statistiques en main, de révéler des « anomalies » dont on ne tenait guère compte jusqu'ici, il faut bien le dire, dans l'élaboration des politiques de l'emploi, car on partait de l'idée sommaire qu'il y a toujours une relation simple entre la croissance et l'emploi (plus l'expansion est forte moins il y a de chômeurs). Il apparaît aujourd'hui qu'il faut autant se méfier de cette relation que de celle de Philips (plus il y a de chômeurs, moins il y a d'inflation).

Il convient de se méfier également — A. Sauvy a insisté beaucoup sur ce point sans être suffisamment entendu — de la recherche des causes du phénomène portant sur l'ampleur des investissements de productivité, les machines remplaçant une main-d'œuvre trop chère. Dans un système concurrentiel, les gains de productivité sont la condition nécessaire de l'expansion. Il est vrai qu'il y a peut-être un seuil — difficile à repérer, — où, les investissments servant systématiquement à rationaliser la production plus qu'à augmenter sa capacité, un choc en retour doit se répercuter sur la main-d'œuvre.

Où l'offre crée la demande

Deux notations méritent surtout d'être retenues pour rendre compte de l'augmentation tendancielle de chômage :

1) Les créations d'emplois industriels baissent à long terme par rapport aux créations d'emplois tertiaires. Or, les premières résorbaient mieux le chômage que les secondes. En 1974, alors que le taux de chômage des ouvriers est resté stable par rapport à 1968 (soit 2 %), celui des employés a augmenté (+ 2,5 % par rapport à 1,6 % en 1968). Les analyses montrent en outre que *toute* l'augmentation du chômage durant cette période (environ cent mille personnes) peut être imputée aux femmes. Autres déformation structurelle que nous avons déjà soulignée : les jeunes — comme les femmes — contribuent pour l'essentiel à la croissance des ressources en main-d'œuvre et sont atteints de plein fouet par le chômage, et notamment ce que l'on a appelé le « chômage de mobilité » : on licencie généralement en premier les salariés les moins anciens, et le pourcentage de jeunes changeant volontairement d'établissement est plus important que celui des autres catégories de travailleurs. Cette mobilité plus grande s'accompagne de passages plus fréquents par le marché du travail, donc d'un maintien du chômage à un niveau en moyenne plus élevé ;

2) L'offre et la demande d'emploi réagissent l'une sur l'autre. Si l'on a fort bien perçu jusqu'ici que la demande potentielle de main-d'œuvre attirait les entreprises, on a beaucoup moins souligné le phénomène inverse, l'offre d'emploi créant la demande ou plus exactement la « révélant ». La décentralisation industrielle, on exactement la « révélant ». La décentralisation industrielle, on le comprend, peut-être ainsi génératrice de chômage : l'habitude prise d'occuper un emploi salarié ne sera pas perdue lors d'une éventuelle mise à pied : on ne retournera pas à la ferme. D'autre part, « par imitation », se présenteront sur le marché du travail des personnes qui n'étaient pas initialement salariées et que l'établissement local ne pourra employer.

On n'en a pas fini avec les bizarreries du marché du travail. Citons-en deux qui prouvent une fois de plus qu'il est de plus en plus dangereux de globaliser le phénomène « chômage ».

1) Malgré la croissance du chômage depuis 1968, les goulots « main-d'œuvre » des enquêtes de conjoncture n'ont pas baissé. Les ouvriers qualifiés manquent dans certains secteurs (en 1973 le rapport offres-demandes d'emplois s'établissait à 1,83 pour cette catégorie de travailleurs). Dans les commerces d'alimentation (boulangerie, boucherie), les apprentis se font de plus en plus rares, de même que dans le bâtiment. Au-delà des causes classiques de mauvaise adaptation de l'offre à la demande de travail, tenant notamment au manque de souplesse de la formation professionnelle, il faut aujourd'hui ajouter la moins grande disponibilité, notamment des jeunes pour certains types d'emploi. La meilleure couverture du risque chômage retient également un certain nombre de travailleurs licenciés de se précipiter sur la première offre venue : attitude maintes fois confirmée par les prospecteurs de l'Agence nationale pour l'emploi.

2) Il arrive même que le chômage crée... des emplois. Du fait de l'incertitude qui pèse dans certains secteurs, des femmes se sont mises à travailler pour renforcer la sécurité financière du ménage. En Italie, un million d'enfants en dessous de quinze ans (autant que de chômeurs) seraient employés clandestinement de six à dix heures par jour pour 100 ou 200 F par mois ! Un juge de tribunal de Pise explique : « Il y a du chômage. Les revenus sont faibles. Il faut donc que tous les membres de la famille gagnent leur pain quotidien (5). »

Quant tant de distorsions existent, voire de situations contraires au simple bon sens, c'est que quelque chose est pourri dans le système productif. Quels remèdes envisager ?

PIERRE DROUIN.

(1) Faite par les experts de l'O.C.D.E. d'après *Manpower Report of the President* 1974.
(2) Voir *30 Jours d'Europe*, juillet-août 1975.
(3) *Perspectives économiques*, juillet 1975.
(4) *Economie et statistique*, juillet-août 1975.
(5) Cité par Patrick Meney dans un article pour l'A.F.P. (12 juillet 1975) sur le sous-prolétariat italien.

Prochain article :
FAUX ET VRAIS REMÈDES

ORRESPONDANCE

ne lettre de M. Gingembre ur la situation des P.M.E.

A la suite de la publication dans Monde *du 29 août de la lettre* *M. Gauban, vice-président de* *Confédération des petites et* *oyennes entreprises, sur la* *tuation des P.M.E., nous avons* *çu de M. Gingembre, président* *l'organisation, une lettre dont* *us donnons les principaux* *ssages.*

J'ai pris connaissance avec surise des déclarations optimistes M. Gauban et des commenires qui les accompagnaient. voudrais que vous sachiez que s déclarations paraissent avoir é faites en fonction d'informaons personnelles, donc imparltes et partielles, basées sur des tivités industrielles limitées, uxquelles d'ailleurs l'auteur a la iance d'appartenir. Sans mesure mmédiate de relance pour alienter leur trésorerie, notamment paiement de la T.V.A. à héance, beaucoup d'entre elles es entreprises] se trouveront en telles difficultés que l'optisme de certains pourra presque raître une provocation pour les tres.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA CRISE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES GRANDES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

• ONU : le débat s'engage dans un climat détendu

New-York (Nations unies). — Tandis que se poursuit le débat général de la septième Assemblée extraordinaire des Nations unies sur le développement et la coopération économique internationale (M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, interviendra ce mercredi 3 septembre, et M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, jeudi), les consultations ont commencé pour mettre sur pied la commission spéciale chargée de négocier un accord sur la base de divers textes déposés, ou qui vont l'être. La commission spéciale sera présidée par M. Pronk, ministre du développement des Pays-Bas. Le ministre néerlandais a été nommé sur la proposition du groupe dit des « soixante-dix-sept » (c'est-à-dire des pays sous-développés), parce que cet ancien « *provo* » est un Européen notoirement favorable au tiers-monde.

De notre envoyé spécial

Parmi les documents en discussion figurent l'exposé de la position du « groupe des soixante-dix-sept » sur le commerce international, le transfert des ressources réelles pour financer le développement, les réformes monétaires internationales, la coopération scientifique et technique, l'industrialisation, l'alimentation et l'agriculture, la restructuration des secteurs économique et social des Nations unies), les propositions américaines (*le Monde* du 3 septembre), et un texte déposé lundi par le ministre des affaires étrangères d'Italie, M. Rumor, qui expose en vingt pages la position de la commission économique européenne.

Les travaux s'engagent en tout cas sous les auspices favorables. Ce climat détendu, que les éléments modérés et réformistes jugent satisfaisant, est dû pour une large part à l'évolution de plusieurs pays industrialisés, que cette évolution soit le fait des « coups de butoir » des pays en voie de développement ou de l'action conciliatrice de pays européens comme la Grande-Bretagne et la France. Les propositions de M. Kissinger, lues lundi par son représentant à l'ONU, constituent, de l'avis général, une phase importante, sinon décisive, de cette évolution.

Certes, le discours du secrétaire d'État américain a confirmé que les États-Unis restaient attachés aux investissements privés et qu'ils étaient décidés à protéger les sociétés internationales, dont ils estiment l'action bénéfique pour tous. Les Américains, d'autre part, restent opposés à toute indexation du prix des matières premières sur celui des produits manufacturés. Mais alors que, l'année dernière, ils avaient été pris par surprise par la sixième Assemblée extraordinaire de l'ONU, devant laquelle ils ne s'étaient présentés qu'en fin de session avec des propositions maladroites et dérisoires, de caractère charitable, les États-Unis ont déposé cette fois un éventail de propositions très diverses qui témoignent d'un plus grand respect de la psychologie des pays en voie de développement et tiennent soigneusement compte de leurs demandes. Le progrès apparaît énorme à beaucoup de délégations.

Un État « qui se dit socialiste »

Les Neuf, eux aussi, répondent mieux aux souhaits des pays en voie de développement. Ils proposent notamment dans leur texte que l'Assemblée générale établisse un système de consultations au sein de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) ou des autres institutions compétentes de l'ONU, ce qui permettra à tous de procéder périodiquement à des échanges de vues sur les perspectives du développement industriel.

De son côté, le ministre japonais M. Kimura a déclaré que son pays ferait tout son possible pour augmenter les prêts et les subventions. En revanche, il a affirmé qu'il fallait améliorer et renforcer le système de commerce libre qui a permis en trente ans la croissance de l'économie mondiale.

Bien entendu, le ministre du commerce extérieur chinois, M. Li Chiang, n'a pas perdu cette occasion de dénoncer « *le pillage et le contrôle* » auxquels les Super-Grands soumettent le tiers-monde. En vue de conserver sa position hégémonique et ses intérêts acquis dans le domaine de l'économie internationale, a-t-il poursuivi, l'une des super-puissances s'obstine à maintenir l'ancien ordre. L'autre super-puissance « *qui se dit socialiste* » poursuit avec zèle « *sa politique de spoliation et d'exploitation à l'échelle mondiale* ». M. Li Chiang a été aussi applaudi que l'avait été la veille le porte-parole de M. Kissinger.

JEAN SCHWŒBEL.

• F.M.I. : les États-Unis se refusent à prendre des mesures supplémentaires de relance

Washington. — Après les décisions prises pendant le week-end et les discours prononcés au cours des deux premiers jours de la session par les ministres des finances des principales puissances (États-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon), l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale est entrée dans la phase finale de ses travaux, qui n'est plus marquée que par une suite d'allocutions faites devant une salle qui se vide peu à peu.

De notre envoyé spécial

C'est un autre homme qui est monté mardi matin pour la seconde fois de sa vie à la tribune sous les traits du président Ford. L'année dernière, l'homme qui venait de succéder à Richard Nixon avait prononcé quelques mots de bienvenue dans un style particulièrement anodin. En douze mois, il a pris de l'assurance, et c'est d'une voix ferme et apparemment convaincue qu'il a parlé des dangers que court l'économie mondiale, inflation et récession, tout en affirmant que la reprise était désormais en bonne voie aux États-Unis et que ces derniers tiendraient leurs engagements, notamment pour assurer aux pays étrangers le libre accès aux richesses produites par les Américains.

Il revenait au secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, de fournir quelques indications un peu plus précises sur la politique économique et financière de son pays. Comme pour répondre à la pression de ceux qui réclament des États-Unis des mesures supplémentaires de relance, M. Simon a dit non, rappelant que trop d'erreurs ont été commises depuis dix ans en matière de déficit budgétaire et de croissance de la masse monétaire. Les propos du secrétaire au Trésor faisaient écho à ceux qu'avaient prononcés, pour leur part, le ministre allemand des finances, préoccupé lui aussi par l'ampleur du déficit des finances publiques de son pays, ainsi que le ministre japonais. C'est à ces trois nations, États-Unis, Allemagne et Japon, que le directeur général du F.M.I. avait demandé de faire un effort supplémentaire pour stimuler leur activité économique, alors qu'ils ont rétabli ou maintenu l'équilibre de leurs paiements extérieurs.

Plutôt que de conclure des accords visant à stabiliser les cours des matières premières produites par les pays en voie de développement, a précisé d'autre part M. Simon, il est préférable de leur garantir par des mécanismes compensatoires les recettes d'exportation sur lesquelles ils comptent. Y a-t-il là un germe d'affrontement avec la France ? Il ne le semble pas, car au cours d'un déjeuner de presse M. Fourcade a déclaré que les deux techniques pouvaient fort bien être complémentaires.

M. Simon a estimé que le plus urgent était désormais de créer ce nouveau « *système de sécurité du développement* » (Development Security Facility) préconisé dans le discours de M. Kissinger, lu à la tribune des Nations unies par M. Moynahan. Ce fonds, dont les modalités de financement restent encore dans l'ombre, remplacera l'actuel système de versements compensatoires déjà mis en vigueur par le Fonds monétaire, mais devrait jouer un rôle beaucoup plus important que lui, pour compenser les baisses de recettes dues aux variations de cours des matières premières sur les marchés. Une autre préoccupation des Américains, a dit M. Simon, est de favoriser les investissements privés dans les pays en voie de développement, grâce à une extension des tâches confiées à la filiale de la Banque mondiale spécialisée dans ce domaine, la Société financière internationale (S.F.I.). Enfin, M. Simon a insisté sur la nécessité de ne pas attendre plus longtemps pour créer le Fonds fiduciaire destiné également à aider les pays pauvres et qui doit être financé par les ventes d'une partie de l'or du FMI.

M. Simon a encore déclaré que l'« *actuel niveau du prix du pétrole n'était justifié ni économiquement ni financièrement* ». Il reste que les États-Unis sont désormais partisans du fameux « *dialogue* » entre pays producteurs et pays consommateurs. Dans les couloirs du Sheraton-Park Hôtel, on voyait une confirmation de ce changement de politique dans le départ de M. Enders et son remplacement, comme sous-secrétaire d'État, par M. Charles Robinson (que M. Fourcade a rencontré avant de prendre l'avion).

La querelle des taux de change alimente encore les discours, après celui de M. Jean-Pierre Fourcade (*le Monde* du 3 septembre). M. William Simon a réaffirmé pour sa part, que les États-Unis voulaient continuer de voir la valeur du dollar déterminée essentiellement par les forces du marché. Les futurs statuts rénovés du Fonds monétaire devront laisser à chaque pays le soin de déterminer sa politique dans ce domaine. Quelque temps après M. Fourcade devait dire aux journalistes que l'important était, dans une première phase, de réduire les fluctuations de change. C'est seulement quand ce résultat sera obtenu que le moment sera venu de rédiger les nouveaux statuts. Le ministre français de l'économie et des finances a encore déclaré que, selon lui, la réunion monétaire « au sommet » préconisée par M. Valéry Giscard d'Estaing « *aura certainement lieu* », étant donné qu'elle répond à un véritable besoin.

PAUL FABRA.

● *Aux États-Unis, les stocks des entreprises* ont, pour le cinquième mois consécutif, diminué en juillet, de 0,6 % par rapport à juin, revenant de 148 milliards à environ 147,1 milliards de dollars. D'autre part, pour le quatrième mois consécutif, les commandes à l'industrie ont augmenté en juillet, de 3,6 % par rapport au mois précédent, pour atteindre 83,12 milliards contre 80,23 milliards de dollars. (*A.F.P.*)

● *La Banque du Canada* a relevé de 8,25 % à 9 % le taux de l'escompte. Cette mesure, qui prend effet à partir du 3 septembre, est destinée, selon la Banque, à éviter une expansion monétaire trop rapide. — (*A.F.P.*)

• GATT : la reprise suppose une « adaptation structurelle » des pays industrialisés

Genève (*A.F.P.*). — Après une période d'inflation et de récession, l'une et l'autre d'une ampleur « *jamais égalée dans l'histoire de l'après-guerre* », la reprise interviendra, « peut-être » au deuxième semestre de 1975, estiment les experts du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans leur rapport annuel sur le commerce international.

Les gouvernements font face, ajoute le rapport, à un « problème écrasant » : affecter de nouveau à la production les ressources oisives « *sans que cela interrompe ou renverse la tendance à la baisse des taux d'inflation* ». La reprise suppose, selon le GATT, « *une adaptation structurelle des économies des pays industriels* ».

A propos du commerce international, le rapport indique que le chômage combiné à l'inflation a créé une « *situation de malaise* » qui « *conduit à penser généralement que, cette fois, la reprise se fera beaucoup plus lentement qu'on ne pourrait le penser sur la base de l'expérience des cycles passés. Il est peu probable que la reprise, qui interviendra peut-être au deuxième semestre de 1975, ramène les échanges mondiaux au niveau d'où ils sont tombés dans les six premiers mois de l'année* ». Cependant, la balance commerciale globale des six plus grands pays industriels s'est redressée de 16 milliards de dollars entre le deuxième semestre de 1974 et le premier semestre de 1975 : en conséquence, si les autres pays industriels ne parviennent pas à financer des déficits encore plus lourds, et s'ils sont forcés de restreindre leurs importations, « *le redressement de l'ensemble du groupe des pays industriels et la relance des échanges mondiaux en seront retardés d'autant* ».

Les pays en voie de développement, importateurs de pétrole, ont, quant à eux, « *pu couvrir en 1974 le déficit accru de leurs paiements courants grâce à une aide plus abondante et à des emprunts plus importants. En 1975, il est probable que leurs déficits potentiels s'alourdiront encore en raison de la dégradation des termes de l'échange et du fléchissement du volume de leurs exportations vers les pays développés... Si les problèmes du financement devenaient graves, il en résulterait une pression déflationniste additionnelle sur les économies des pays industriels* ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 3/4	6 3/4	3 1/4	4 1/4	1/2	1 1/2
1 mois	16	6 1/2	3 3/8	3 7/8	1 5/8	2 1/8
3 mois	6 7/8	7 3/8	3 3/8	3 7/8	2 3/8	2 7/8
6 mois	7 7/8	8 3/8	4 1/8	4 5/8	3 3/4	4 1/4

● UN CONSORTIUM BANCAIRE DIRIGÉ PAR LE CRÉDIT LYONNAIS vient d'accorder à la Banque de Grèce un contrat de crédit de 200 millions de dollars à taux révisable pour une durée de cinq ans. Parallèlement, un crédit de 20 millions de dollars a été accordé pour une durée de cinq ans à la Banque de Grèce par la Grindlays Bank. — (*A.F.P.*)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE GARANTIE

● Au 30 juin 1975, le capital s'élevait à .... 977 887 554,7[illegible]
● L'actif net atteignait .... 1 035 710 391,9[illegible]
et se répartissait comme suit :
— Oblig. françaises classiques .... 90[illegible]
dont avec C.I. .. 83,62
et sans C.I. 6,84
— Obligations françaises indexées .... [illegible]
— Liquidités et autres éléments d'actif .... [illegible]
● A la même date, la valeur liquidative de l'action était de 198,[illegible]

Il est rappelé que le dividende 1974, 14,71 F net (plus crédit d'impôt de 1,49 F) a été mis en paiement le 17 mars 1975.

COFIMEG

Les recettes de la société au cours du premier semestre 1975 se sont élevées à 41,86 millions de francs contre 38,68 millions de francs pour la période correspondante de 1974.

ÉLYSÉES - VALEURS
SICAV

Le conseil d'administration, dans sa séance du 29 août 1975, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1975.

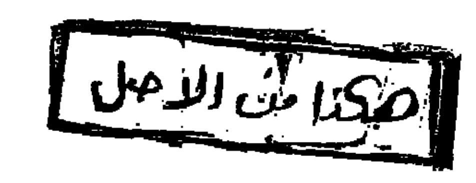
Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires, du 10 octobre 1975 la mise en paiement d'un dividende de 6,80 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 1,23 F contre 6,60 F assorti d'un crédit de 0,97 F pour l'exercice précédent.

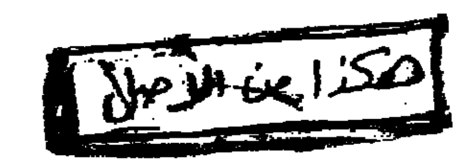
Comme les années précédentes, les actionnaires auront la faculté jusqu'au 31 décembre 1975 de réinvestir leurs dividendes en actions Élysées-Valeurs en exonération totale de la commission d'entrée.

La valeur liquidative d'Élysées-Valeurs est passée de 147,11 F à 151,20 F, soit une progression de 2,78 % pendant l'exercice se terminant au 30 juin 1975 ; à la forte baisse de la première partie de l'exercice a succédé une importante reprise qui correspond à l'augmentation de 19,42 % de la valeur liquidative au cours des six premiers mois de l'année 1975.

Au 30 juin 1975, la répartition de l'actif était la suivante : actions françaises, 26,06 % ; actions étrangères, 31,74 % ; obligations françaises et étrangères, 35,86 % et liquidités, 6,34 %.

Depuis cette date, les allégements qui ont été réalisés sur le portefeuille ont réduit la proportion de valeurs étrangères et, à l'inverse, augmenté la part des obligations et liquidités qui s'élèvent globalement à 45,33 % de l'actif.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 SEPTEMBRE

Baisse des valeurs françaises
Nouveau recul de l'or

Les valeurs françaises ont baissé mardi à la Bourse de Paris, où décidément les opérateurs n'augurent pas grand chose de bon du plan de relance, plus favorable, pensent-ils, aux investissements collectifs qu'à la consommation.

A 13 heures, l'indice Chainet accusait un recul de 0,55 % à 31,30, 66 % des valeurs s'inscrivant en baisse et 24 % en hausse.

Le seul secteur à échapper à la morosité a été celui des banques, stimulé par l'espoir — et la probabilité — d'une baisse des taux d'intérêt.

Sur le marché de l'or, un nouveau repli a été enregistré, moindre que celui de la veille : lingot et kilo en barre ont perdu 300 F à 21 995 F et 21 900 F, tandis que le napoléon a encore cédé 6 F à 241,10, entraînant la rente 4 1/2 % 1973, qui a fléchi au-dessous de 530 F. Le volume des transactions sur le métal a diminué : 12,19 millions de francs contre 16,4 millions.

Aux valeurs étrangères, fermeté des américaines grâce à la montée du dollar (Kodak, I.T.T.) et des allemandes (Siemens et Deutsche Bank).

Irrégularité des pétroles internationaux : baisse de Petrofina et hausse de Royal Dutch.

Naturellement, recul général des mines d'or, sans exception.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	1er sept.	2 sept.
Valeurs françaises ..	131,6	130,5
Valeurs étrangères ...	125,5	124,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	75,3	74,7

Taux du marché monétaire

Effets privés	7 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2 9	3 9
1 dollar (en yens) ...	297 85	297 78

LONDRES

Irrégulier

Dans un climat d'incertitude, le marché s'est montré irrégulier à l'ouverture, avec un volume d'affaires assez réduit.

VALEURS	CLOTURE 2 9	COURS 3 9
War Loan 3 ½ %........	26 3 8	26 7/16
Beechams	302 ...	300 1 2
British Petroleum	540 ...	535 1 2
Shell	335	335 1 2
Vickers	129	127
Imperial Chemical	266	265
Courtaulds	123	123
De Beers	325	321 1/2
*Western Holdings	31 3 4	32 ..
Rio Tinto Zinc Corp ..	166 ..	163 ...
*West Driefontein	37 3/4	38 ...

(*) En livres.

Or (ouverture) (dollars) : 149 75 contre 149 25

NOUVELLES DES SOCIETES

CARREFOUR. — Chiffre d'affaires T.T.C. du mois d'août : 449 millions de francs contre 412 millions de francs (+ 9 %). Pour les huit premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires a atteint 3,51 milliards de francs contre 2,95 milliards de francs (+ 19,10 %).

ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE. — Chiffre d'affaires du premier semestre 1975 : 330 millions de francs, en augmentation de 15 %.

St-RAPHAEL. — Chiffre d'affaires du premier semestre 1975 : 126,4 millions de francs (+ 6,28 %).

COFIMEG. — Premier semestre 1975 : recettes, 41,86 millions de francs contre 38,68 millions de francs.

GRANDS MOULINS DE PARIS. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 486 millions de francs contre 472 millions.

FISUMA. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 238 millions de francs contre 220 millions.

PRENATAL. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 3,3 millions de francs contre 4,8 millions.

ORFEVRERIE CHRISTOFLE. — Chiffre d'affaires du premier semestre 1975 : 69 millions de francs contre 74 millions de francs.

DOME MINES. — Bénéfice net du premier semestre : 9,3 millions de dollars canadiens (1,63 dollar par action) contre 10,7 millions de dollars et 1,83 dollar.

SACER. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 198 millions de francs contre 186 millions.

NEW YORK

Repli

Soutenu en début de séance, l'indice Dow Jones des industrielles gagnait 3,03 points pendant la première demi-heure ; avec un volume d'affaires réduit, il s'est replié ensuite peu à peu pour terminer en repli sensible, l'indice perdant 11,65 points à 823,69. L'activité a fléchi sensiblement avec 11,46 millions de titres échangés contre 15,48 précédemment.

Parmi les raisons qui ont motivé ce changement de tendance, les problèmes financiers de la ville de New-York, menacée à nouveau de cessation de paiements, la remontée des taux d'intérêt à court terme, le très important déficit budgétaire des Etats-Unis en juillet, ont réveillé l'inquiétude des opérateurs. La diminution des stocks des entreprises pendant le même mois n'a exercé aucune influence, pas plus que l'accroissement des commandes de biens durables.

Aucun compartiment n'a été épargné, celui des mines d'or, en corrélation avec la baisse du « fixing » à Londres étant le plus éprouvé.

Recul également des produits chimiques, des ordinateurs, des électroniques, des automobiles et des pétrolières. Les valeurs vedettes reperdent une importante partie de leur récente hausse, notamment I.B.M. et Schlumberger. Seules les chemins de fer et les pneumatiques ont été relativement bien tenus. Par ailleurs, U.S. Steel et A.T.T. sont les seuls titres en hausse.

Indices Dow Jones : transports, 156,34 (— 0,90) ; services publics, 78,25 (— 0,99).

VALEURS	COURS 29 8	COURS 2/9
Alcoa	45 5 8	45 5 8
A.T.T.	48 1/4	45 ..
Boeing	28 1 8	28 ..
Chase Manhattan Bank ..	32 1 8	30 7/8
Du Pont de Nemours	123 ..	121 1/8
Eastman Kodak	93 ...	90 5 8
Exxon	86 3 4	85 5 8
Ford	39 1 2	39 .
General Electric	46 1 4	44 1 4
General Foods	24 3 4	24 5/8
General Motors	49 1 4	48 1/2
Goodyear	19 1 8	18 5 8
I.B.M.	186 1/4	181 1 4
I.T.T.	20 1 2	20 ...
Kennecott	33 1 4	33 .
Mobil Oil	44 1 8	43 1 2
Pfizer	27 1 8	26 ...
Schlumberger	78	74 3 4
Texaco	24 3 8	24 1 4
U.A.L. Inc.	22	21 1/2
Union Carbide	62 1/2	61 1 8
U.S. Steel	64 1 4	64 5 8
Westinghouse	16 1/2	15 5/8
Xerox	58 3/4	56 1 8

BOURSE DE PARIS — 2 SEPTEMBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %...........	38 50	2 270	France (La).......	370	335	Séquanaise -ass.	221	217	Un. imm. France.	104	106 .
5 %...........	57 60	2 032	Préservatrice S.A.	351	345 50	SLIMINCO.......	142	144 90			
5 % 1920-1960.	136	2 332	Prévoyance......	1096	1093	Sté Cent. Banque	71	70 ..	Acier investiss..	104	103 50
			Protectrice A.I.R.	230		SOFICOMI.......	137	132 10	Gestion Sélect...	210	219

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
50	4,50 % 1973	531 10	521 20	525 ..	524 50
210	C.N.E. 3 % ..	1225	1221	1220 ..	1220 ...
65	Afrique Occ...	377	372 10	372 10	364 70
30	Air Liquide..	332	330 50	330 50	328 10
70	Als. Part. ind	61 60	62 50	62 50	63 50
10	Als. Superm.	327	327	327	333 50
82	Alsthom......	82	81 ..	80 80	82
42	Antar P. Atl..	37 80	38 70	37 ..	38 ..
70	Applicat. gaz	272 60	272 60	272	272 60
70	Aquitaine....	471	472 80	471	477 40
88	— certif.)..	88 85	88 95	88 90	88 95
48	Arjom.-Priou.	149 50	141	143 50	143 80

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
700	Eaux (C.G.).	702	704 ..	704	683
103	Electro-Méc.	101 30	101	101 20	100 10
375	Eng. Matra..	373	370	380	370
215	E. J. Lefebvre	238	243	244	240
58	Esso S.A.F...	61 80	60 20	60	59 10
208	Euralrance..	208	210	209	210
285	Europe N° 1.	290	290	292	290
315	Ferodo	343 50	332	335	331
168	Fin. Paris PB.	174	174 50	174 90	172
69	Fin. Un. Eur.	69	69	68	68
68	Fraissinet..	69 10	68 10	69 10	68 60

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
169	Olida-Caby	167 90	167	167	167
80	Opfi-Paribas	80 20	80 10	80 10	81 60
115	Paris-France.	115 30	115 20	114 50	115 10
148	Patern. S.A..	146	146	149	147 80
64	Pechelbronn.	62 90	62 90	62 90	62
111	P.U.K.	111 60	111	111	110 20
56	Penarroya	57 10	56 80	56 80	56 05
235	Peugeot	236	238	238	239
555	Pernod-Ric.	543	547	547	540
118	Perrier	114	113 10	113 30	114 90

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
245	Talcs-Luz....	244 50	245	245	242 ..
425	T.R.T........	410 50	401	400	398
900	Tél. Electr...	900	895	895	895
	— (obl.)	134 ..	133	133	133
770	Tél. Ericss..	787	778	778	764
77	Terres Roug.	75 10	76 10	76 10	75
219	Thomson-Br..	216 10	214 50	214	214 50
155	U.I.S.	153	152	153	149 20
370	U.C.B.	406	407	406	400
298	Un. Fr. Bques	307 50	307 90	307	307 90
50	U.T.A.	50 50	50 60	50	50 40
78	Usinor......	78	78 90	78 90	80
127	— (obl.)	126 50	125 90	125 90	124 10

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
185	Gen. Electric	203 90	204	204	206 ..
205	Gen. Motors.	217	219	219	220
22	Goldfields..	20 75	20 20	20 10	20 30
50	★ Harm. Go.	43	42 40	42 20	42 40
225	Hoechst Akt.	215 80	217	217	212 80
24	Imp. Chem.	24 90	24 20	24 40	23 80
107	Imperial Oil.	111	111	110 10	110 10
790	I.B.M.	821	827	825	814
110	Internickel.	119 10	120 70	C120 90	118 80
85	I.T.T.	90 30	91 80	91 30	90 10
193	Mob. Oil Co	196	185 50	195 50	195 10
5110	Nestlé......	5800	5030	5840	5010
380	Norsk Hydro.	303 20	302	301 50	302 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
116	Buffelsfont..	108 50	106	106	105 .	175	St-Helena...	158	154 20	151	154 20
16	Charter.....	15 90	15 80	16 85	15 80	340	Schlumberger	344 70	345 50	345	346 80
138	Chase Manh.	143 70	143 10	143 10	145	29	Shell Tr (S.).	31 50	30 70	30 70	30 50
410	C.F.Fr.-Can..	405	408 10	408 10	405	460	Siemens A.G.	448	441	441	448
18	De Beers (S.)	17 90	17 80	17 85	17 60	46	Sony	47 45	46 80	46 85	48 80
525	Deuts. Bank.	515 .	523	522 .	525 .	17	Tanganyika.	15 80	16	16 95	15 75
197	Dome Mines.	182	179	179	178 .	171	Unilever....	174	175	175	173 50
520	DuPont Nem.	541	544	544	534 .	30	Union Corp..	28 10	28	28	27 80
395	East. Kodak	407 20	414 50	408 ..	416 ..	145	U. Min. 1/10	147 50	146 50	146 30	146 50
59	East Rand...	53 20	51	51 10	52	250	West Drief..	221 10	217 60	216 50	217 .
230	Ericsson....	211	212	213	210 10	113	West Deep..	103 .	102	100 20	103 .
380	Exxon Corp..	384	384	384	380 50	200	West Hold..	182	182	179 50	183 50
158	Ford Motor..	C178 80	176 40	176 30	173	3	Zambia Cop.	3 10	3 05	3 05	3 06
174	Free State..	152 70	149 20	150 .	150 ..						

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3 9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 409	4 41	4 39
Canada ($ can. 1)	4 278	4 27	4 22
Allemagne (100 DM)	170 475	170 475	169 .
Belgique (100 fr.)	11 448	11 432	11 70
Danemark (100 krd.)	73 728	73 820	73 50
Espagne (100 pes.)	7 551	7 558	7 54
Grande-Bretagne (£ 1) ...	9 299	9 285	9 25
Italie (100 lires)	6 595	6 588	6 64
Norvège (100 krn.)	79 920	79 470	78 50
Pays-Bas (100 fl.)	166 650	166 645	163 50
Portugal (100 esc.)	16 630	16 630	11 50
Suède (100 krs.)	100 920	101 02	100 25
Suisse (100 fr.)	164 025	164 300	163 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3 9
Or fin (kilo en barre)	22300	21980 .
Or fin (kilo en lingot) ..	22295	21995 ..
Pièce française (20 fr.) ..	247 10	241 10
Pièce française (10 fr.) ..	170	172
Pièce suisse (20 fr.)	224	220 10
Union latine (20 fr.)	210 30	204 50
Souverain	216	209 50
Pièce de 20 dollars	1064	1050
Pièce de 10 dollars	528	512
Pièce de 5 dollars	350 ..	350 50
Pièce de 50 pesos	894 ..	875 50
Pièce de 10 florins	200 ..	198 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'OR AU PLUS BAS DEPUIS UN AN

Le cours de l'once d'or s'est établi mercredi matin à 149,75 dollars, niveau le plus bas depuis septembre 1974, contre 153,75 dollars mardi matin et 149,25 dollars mardi soir. Il a très vivement baissé sur le marché de New-York, resté fermé lundi.

Le dollar a fléchi sur toutes les places à la suite de l'annonce du déficit budgétaire américain en juillet : 4,39 F à Paris contre 4,41 F.

REMOUS DANS LA FRANC-MAÇONNERIE

Le Grand-Orient de France prendra-t-il ses distances envers l'union de la gauche ?

Les deux plus importantes obédiences maçonniques françaises (par l'ampleur des effectifs) tiennent au début de ce mois leur convent annuel (assemblée générale des loges), en vue notamment de renouveler, comme chaque année, le tiers de leur instance suprême : conseil de l'ordre au Grand-Orient de France, conseil fédéral à la Grande Loge de France.

Au Grand-Orient, c'est le conseil de l'ordre, dont onze des trente-trois membres auront été préalablement élus par les délégués de quatre cent cinquante loges (un délégué par loge), qui choisira le nouveau grand maître. A la Grande Loge, celui-ci sera directement élu par les représentants des loges, en même temps que les onze nouveaux membres du conseil fédéral.

M. Jean-Pierre Prouteau, grand maître « sortant », arrive au terme d'un mandat non renouvelable. Il a appartenu trois années consécutives au conseil de son obédience et doit statutairement attendre une année au moins avant de faire, éventuellement, nouvel acte de candidature.

M. Pierre Simon, grand maître de la Grande Loge, sera, lui, candidat à sa propre succession au convent qui se tiendra du 10 au 15 septembre.

A la Grande Loge de France, l'élection du grand maître n'a pas, généralement, de signification politique très précise, le coefficient personnel et l'orientation maçonnique du candidat l'emportant habituellement sur ses tendances « partisanes ».

Au Grand-Orient, certes, on se défend aussi d'introduire dans le « temple », pour le choix du grand maître, des motifs qui ressortissent à la vie politique de tous les jours, et la personnalité des candidats ou leurs tendances maçonniques interfèrent, comme à la Grande Loge, dans le choix final. Néanmoins, les travaux préparatoires du convent y sont souvent le théâtre de sourdes luttes aux motivations politiques très « profanes ». L'enjeu, cette année, derrière la paille des mots, c'est l'issue du rapprochement qui s'est ébauché entre le pouvoir « giscardien » et la Rue Cadet, ou, plus exactement, la position future du Grand-Orient de France à l'égard des partis, et spécialement envers l'union de la gauche. En 1973, M. Jean-Pierre Prouteau, lié au radicalisme modéré, avait été élu contre M. Fernand Kessis, professeur de philosophie (P.S.) grâce au soutien d'un autre membre du P.S., l'ancien grand maître Jacques Mitterrand (sans parenté avec M. François Mitterrand). Sa réélection l'année suivante avait été facilitée par l'effacement des candidats socialistes et leur division en deux tendances : la première, celle que représentait en 1973 M. Fernand Kessis, animée par un autre grand maître, M. Fred Zeller, la seconde, toujours animée par M. Jacques Mitterrand, dont l'influence est grande dans les loges provinciales malgré le côté marxisant assez prononcé de ses positions.

M. Jean-Pierre Prouteau, au terme de son mandat, se défend d'avoir voulu donner une orientation pro-gouvernementale à l'action qui a été la sienne à la tête de l'obédience. Ses adversaires lui reprochent toutefois de s'être refusé à engager le Grand-Orient dans le camp de la gauche lors de l'élection présidentielle de l'an dernier ; ils l'accusent aussi de soutenir la politique « centriste » de M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne, qui vient de quitter le Mouvement des radicaux de gauche, dont il avait été le vice-président.

Cette « distance » qui a été prise par rapport à l'union de la gauche restera-t-elle la politique du Grand-Orient de France dans les années qui viennent ou sera-t-elle récusée par le nouveau grand maître ? La réponse que donnera le convent qui se tient du 4 au 8 septembre risque d'être ambiguë. En effet, l'accord des membres du P.S. n'a pu s'établir sur le nom d'un candidat, qui aurait été M. Roger Leray, président de la commission des affaires économiques et sociales du Grand-Orient, directeur de la société Auer. Une telle élection eût été sans équivoque un succès pour le P.S. Mais les maçons de la tendance Jacques Mitterrand, malgré le « progressisme » de leur leader, lui ont préféré M. Serge Béhar, présenté par le bureau sortant, que dirige M. Jean-Pierre Prouteau.

M. Serge Béhar, grand maître adjoint en 1970 aux côtés de M. Jacques Mitterrand, « grand orateur » du Grand-Orient, a donc de sérieuses chances d'être élu. Médecin phtisiologue, il a publié plusieurs œuvres littéraires et scientifiques, et notamment un essai sur *l'Univers médical de Marcel Proust*. M. Béhar est aussi conseiller artistique de M. Périnetti, directeur du Théâtre national de Chaillot.

ALAIN GUICHARD.

A Bayonne

DOUZE RÉFUGIÉS BASQUES ESPAGNOLS SONT PLACÉS SOUS MANDAT DE DÉPOT POUR DÉTENTION ET FABRICATION D'EXPLOSIFS.

Quatorze réfugiés politiques basques espagnols — en majorité des jeunes gens récemment arrivés en France — ont été inculpés, mardi 2 septembre, à Bayonne, de détention et fabrication de cocktails Molotov. Douze d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt.

Une importante opération de police avait été menée, samedi 30 août, dans le Pays basque, après les incidents (jets de cocktails Molotov contre certains bâtiments espagnols) qui avaient marqué les manifestations de solidarité à Angel Otaegui et José Antonio Garmendia, condamnés à mort le 29 août par le conseil de guerre de Burgos. Des perquisitions avaient alors été effectuées, qui avaient permis de retrouver quelques armes. Trente personnes avaient été interpellées et dix-neuf présentées au parquet.

De plus, les hôteliers et commerçants de Bayonne, mécontents des nombreuses inscriptions qui se répandent sur les murs de la ville et de ces jets de cocktails Molotov, doivent déposer une motion à la sous-préfecture pour demander que l'ordre soit rétabli.

Cependant, les mouvements de soutien aux deux condamnés à mort ne se démentent pas. Ainsi, à Paris, le collectif Eva-Forest (composé de plusieurs organisations d'extrême gauche) organise une nouvelle manifestation, le mardi 9 septembre, à 18 h. 30, au rond-point des Champs-Elysées, et appelle « tous les jeunes, les travailleurs, à se tenir prêts, dès que la sentence devient exécutoire, à manifester leur colère et leur indignation à l'ambassade d'Espagne le soir-même ».

***Le collectif dénonce** dans ce communiqué « la complicité ouverte du régime Giscard-Poniatowski avec la dictature franquiste, (..) le gouvernement français étant aujourd'hui un des seuls gouvernements d'Europe capitaliste à n'avoir pris aucune position pour sauver les deux militants basques ».*

● *Un porte-parole militaire libanais* a annoncé, mardi soir, que l'aviation israélienne avait effectué dans l'après-midi un raid de bombardement dans le sud du pays, dans le district de Hasbaya. — *(A.F.P.)*

LA SITUATION DANS LES PAYS ANDINS

ÉQUATEUR : nombreuses arrestations après l'échec du putsch
PÉROU : les mesures de bannissement sont reportées

● EN EQUATEUR, le gouvernement a décidé de lever le couvre-feu le mardi 2 septembre, la situation étant redevenue normale après l'échec de la tentative de coup d'Etat menée la veille contre le président de la République, le général Guillermo Rodriguez Lara.

Le général Gonzalez Alvear, qui avait pris la tête du soulèvement militaire, s'est réfugié mardi à l'ambassade du Chili, a annoncé le ministre des affaires étrangères. Aucune explication n'a été donnée sur la façon dont cet officier (dont l'arrestation avait été annoncée) a réussi à se rendre jusqu'à la chancellerie chilienne. D'autres responsables militaires du soulèvement ont également trouvé refuge dans des ambassades de pays latino-américains à Quito.

Des informations non confirmées parvenues à Bogota indiquent que des arrestations avaient été opérées au sein du parti conservateur, du mouvement de l'ancien président Camilo Ponce, du parti socialiste, ainsi que parmi les militants de la junte civique (partisans de l'ancien président Velasco Ibarra, renversé en 1972), qui a soutenu la tentative de coup d'Etat.

La tentative du général Gonzalez Alvear aurait été menée avec trois cents soldats seulement. Elle a coûté la vie à dix-sept personnes et a fait quatre-vingts blessés.

Le président Rodriguez Lara a déclaré aux journalistes que la taxe de 60 % sur les importations, instituée le mois dernier pour combler l'important déficit de la balance des paiements dû à une diminution de 50 % des exportations de pétrole, serait maintenue. Cette mesure avait, semble-t-il, été à l'origine du soulèvement, les opposants au général Rodriguez Lara estimant qu'elle allait précipiter l'économie du pays dans le chaos.

● AU PEROU, l'installation du gouvernement formé le 1er septembre par le nouveau chef de l'Etat, le général Morales Bermudez, est interprétée, à Lima, comme une réaffirmation de la ligne « *humaniste, libérale, socialiste et chrétienne* » adoptée depuis 1968 par les militaires. L'élimination du général Javier Tantaleau, ministre de la pêche, dont on redoutait les tendances populistes de droite, et celle du général Pedro Richter, ministre de l'intérieur, qui avait mené, ces derniers temps, la répression contre la gauche, ont été favorablement accueillies.

Le général Jorge Fernandez Maldonado, ministre des mines et chef de file de la tendance de gauche du gouvernement, a été nommé, comme il était prévu avant le 29 août, chef d'état-major général, avec, de ce fait, vocation à devenir premier ministre. Par ailleurs, le général Morales Bermudez a conservé à ses côtés les collaborateurs du général Velasco aux premières heures de la révolution de 1968 : les généraux Hoyos, Gallegos et Leonidas Rodriguez, considérés comme progressistes.

L'une des premières décisions du nouveau gouvernement a été d'annuler les mesures de bannissement décidées, au début d'août, à l'encontre de vingt-neuf Péruviens, journalistes, avocats, syndicalistes et hommes politiques, dont la plupart appartenaient à l'extrême gauche.

En Bolivie
ALERTE AU COUP D'ÉTAT

La Paz a vécu en état d'alerte dans la nuit du lundi 1er au mardi 2 septembre. Des rumeurs sur un changement dans le gouvernement bolivien et au sein des forces armées ont couru dans les milieux militaires. Mais ce n'était qu'un simulacre. Comme on fait des exercices contre les incendies, la Bolivie s'entraîne à l'« anti-coup d'Etat ». Le président Hugo Banzer, annonce l'A. F. P., a passé la nuit dans les garnisons pour s'assurer que « les forces armées ne se laisseraient pas surprendre par des éléments subversifs dont le but serait de renverser le gouvernement » et que les mécanismes militaires de défense fonctionnaient bien. Mieux vaut prévenir : la Bolivie a connu plus de cent coups d'Etat depuis son indépendance.

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1975 a été tiré à 535 667 exemplaires.

La politique de l'énergie

Le rapport Grégory met en doute la cohérence des choix gouvernementaux

M. d'Ornano a paru un peu trop vite satisfait en présentant, mardi 2 septembre, devant la presse, les conclusions de la « commission Grégory » du nom du président (1) de la commission consultative de l'énergie, créée par le gouvernement le 12 avril dernier. Si l'on regarde de près ces conclusions, on s'aperçoit en effet qu'elles mettent en doute la cohérence des choix gouvernementaux en matière énergétique.

A propos des trois critères retenus par les experts (coût global pour l'économie, moindre dépendance politique et économique à l'égard de l'étranger, aspects écologiques et sociaux), on lit, dans une note en bas de page, cette phrase singulière : « En fait, la commission n'a pas été en état de vérifier la cohérence des actions proposées vis-à-vis de tous ces critères, et elle le regrette. » M. d'Ornano n'a pas voulu ou pu dire quand cette cohérence pourra enfin être établie.

En fait, le rapport Grégory va plus loin que ces regrets. Le gouvernement, on le sait, a prévu qu'il fallait diminuer de 45 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (T.E.P.) la consommation d'énergie prévue pour 1985, afin de la ramener de 285 à 240 millions de T.E.P. ; et cela, tout en conservant l'hypothèse d'un taux d'expansion de la production intérieure brute de 5,5 % par an d'ici cette date.

Ce taux « constituait une donnée pour la commission », ce qui n'a pas empêché que « certains de ses membres aient mis en doute [sa] vraisemblance », lit-on dans le rapport Grégory. En outre, selon la commission, « cette réduction de la consommation d'énergie] n'est compatible avec un taux d'expansion de 5,5 % par an [qu'au prix] d'une politique très fortement volontariste, entraînant des contraintes sérieuses », mais il vaut « la peine de s'efforcer de s'en rapprocher ».

Quant à la répartition par type d'énergie de la consommation souhaitée par le gouvernement pour 1985, elle a conduit la commission « à attirer l'attention des pouvoirs publics sur certaines contraintes ou difficultés particulièrement graves, qui méritent d'être étudiées très attentivement », notamment pour le charbon : le maintien prévu à 45 millions de tonnes par an « semble devoir entraîner un coût annuel supplémentaire de plusieurs centaines de millions de francs... et la commission s'est interrogée sur l'opportunité de telles dépenses. »

Enfin, « les divergences sont apparues au sein de la commission sur l'importance qu'il convient de donner au programme nucléaire ». Bref, à le prendre au pied de la lettre, le rapport Grégory justifierait un réexamen complet de la politique gouvernementale. — Ph. S.

(1) M. Bernard Grégory est directeur général du Centre national de la recherche scientifique.

Trente ans après la proclamation de la R.D.V.

M. Pham Van Dong déclare que son pays joue son rôle « d'avant-poste » du socialisme en Asie

Hanoï et Saigon ont célébré, le 2 septembre, le trentième anniversaire de la proclamation de la République démocratique du Vietnam. Ho Chi Minh avait, le 2 septembre 1945, lu la proclamation d'indépendance de son pays du haut du balcon du grand théâtre de la capitale. Cette décision aurait pu être l'aboutissement de la longue lutte révolutionnaire menée depuis les années 20 par Ho Chi Minh puisque, la guerre mondiale étant terminée, le Japon étant vaincu, l'administration française étant balayée, les systèmes coloniaux volant en éclats, le Vietnam pouvait espérer retrouver sa liberté sans trop de difficultés.

C'était compter sans l'entêtement de Paris et le soutien que Washington allait apporter rapidement à la politique de reconquête de l'armée française.

Ce 2 septembre 1975 était donc le premier anniversaire de la proclamation de l'indépendance à être célébré dans la paix. A cette occasion, M. Pham Van Dong, premier ministre du Nord, a affirmé que, pendant trente années de guerre, son pays avait apporté « *une contribution positive à l'œuvre des pays révolutionnaires dans le monde* ». Le Vietnam, a-t-il ajouté, se trouve « *à l'avant-garde du socialisme en Asie* » ; « *il est devenu la première ligne et le peuple vietnamien est devenu un armée de choc de la lutte contre l'agression américaine* ». Grâce à un « *processus de croissance multiforme* », le Nord peut se permettre de « *jouer dignement son rôle de base révolutionnaire pour tout le pays et son rôle d'avant-poste du socialisme en Asie* ». Le premier ministre a réaffirmé que la R.D.V. est prête à « *établir des relations normales avec les Etats-Unis sur la base de l'accord de Paris* ».

Au cours d'un entretien avec le correspondant de l'A.F.P., M. Pham Van Dong a dit que « *la presse peut critiquer ce qu'elle semble bon de critiquer* » ; « *nous sollicitons même vos critiques* », a-t-il ajouté. Le même correspondant écrit, d'autre part, que la bureaucratie ne relâche en rien son emprise sur la vie quotidienne du pays : elle demeure toujours aussi tatillonne, en dépit des déclarations d'intentions de plusieurs hauts dirigeants.

Les fêtes de Hanoï ont, rapporte l'agence Tass, donné l'occasion aux Soviétiques et aux révolutionnaires khmers de se rencontrer à un niveau élevé pour la première fois depuis très longtemps. M. Solomentsev, chef de la délégation soviétique, s'est entretenu avec le prince Sihanouk et M. Khieu Samphan, vice-premier ministre khmer.

A B C D E F H